

LA MISSION DE M. KISSINGER

Des « progrès » sont réalisés
sur la Rhodesie
et la Namibie

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 esc. ; Espagne,
12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ;
Grèce, 200 dr. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Irlande,
10 sh. ; Italie, 200 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; Thaïlande, 10 baht. ;
Tariif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS — CROISSANT 89
C.I.P.T. 4297-25 Paris
Yves Paris n° 69502
Tél. : 246-72-23

Échec des sociaux-démocrates suédois

Trop de pouvoirs
pendant
trop longtemps ?

La victoire de la coalition « bourgeoise » suédoise a, en définitive, surpris tout le monde, y compris ses bénéficiaires. Après quarante-quatre ans de « règne », et malgré les chances incertaines que leur donnaient les sondages, les sociaux-démocrates faisaient encore figure d'adversaires redoutables. C'est le besoin d'« alternance », normal en démocratie, qui aura consommé leur défaite.

Les électeurs ont-ils été subjugués par un « programme » électoral qui ne leur promettait guère qu'une chose précise : la fin du glissement du pays vers la « collectivisation » ? Si l'argument a porté, c'est aussi parce que la pérennité même du régime avait fini par créer une saturation. « Trop de pouvoirs pendant trop longtemps », tel était l'avis de nombreux électeurs d'opinions parfois opposées.

Les Suédois ont dit « non » aux sociaux-démocrates parce que la mainmise d'un parti monopolistique sur les rouages du pays commençait à leur paraître abusive. Mais ils ont aussi dit « non » à M. Palme. Le socialisme suédois, purifié, anticommuniste, teinté de religiosité, ne s'est pas toujours reconnu dans ce jeune intellectuel issu de la grande bourgeoisie qui bossait, parfois sans précaution, des habitudes de pensée et de vie socialistes.

Démocratiquement et spirituellement, M. Palme a subi une bonne chance à ses adversaires heureux. Certains n'auraient pas manqué de voir quelque ironie dans son propos. La coalition « bourgeoise » n'a pas de programme de gouvernement, si ce n'est la nécessité d'arrêter le processus de socialisation du pays. La campagne contre les centrales nucléaires ne paraît même pas avoir été décisive dans la victoire, puisque son fer de lance, le parti centriste, a perdu du terrain par rapport au scrutin de 1973.

Les deux triomphateurs, les conservateurs et les libéraux, ont des clientèles très différents. Les premiers risquent d'avoir des comptes difficiles à rendre à ceux de leurs électeurs qui espèrent un changement radical dans l'administration du pays, notamment en matière fiscale et sociale. Les libéraux, mis en appétit par leur « remontée », ne manqueront pas de négocier chèrement leur participation au gouvernement et, ultérieurement, aux votes.

Enfin, et surtout, L.O., la grande centrale ouvrière, pressée sur sa gauche par une jeune génération impatiente, sera tentée de rompre, à la première occasion, le « modus vivendi » conclu avec le gouvernement social-démocrate après quelques graves sautes qui ont fait date.

Dans l'opposition, M. Palme va pouvoir donner libre cours à un dynamisme et à une verve qui l'ont parfois servi au gouvernement. Il attend, sans doute, les prochaines élections de la nouvelle majorité pour retrouver le rôle de chef de file des « sociaux ».

Si la Suède a, insensiblement, traversé la crise économique, mieux que le reste de l'Europe occidentale, tout danger n'est pas écarté. L'un de ses points faibles reste le déficit de la balance commerciale, largement dépassé par les importations pétrolières. Beau sujet de méditation pour les partis « anti-nucléaires » !

L'échec de la social-démocratie suédoise aura peut-être des répercussions sur les prochaines élections en Allemagne fédérale. Mais peut-être serait-il imprudent pour M. Kohl et Strauss de croire qu'il annonce l'échec d'un système de vie et de pensée qui a fait d'un petit pays un exemple.

La coalition « bourgeoise » a battu le parti en place depuis quarante-quatre ans

Après quarante-quatre ans de régime social-démocrate, la Suède va être gouvernée par la coalition des trois partis « bourgeois » : les conservateurs, les libéraux et les centristes. Les résultats du scrutin du dimanche 18 septembre ne seront détaillés que dans un jour ou deux, mais, d'après les derniers chiffres connus, la « coalition » (sociaux-démocrates et communistes) aurait cent soixant-neuf élus, soit six de moins qu'en 1973, et la « coalition » « bourgeoise » cent quatre-vingt, soit cinq de plus qu'à la précédente consultation. Les élections municipales et provinciales

ont eu lieu le même jour. Pour la première fois, les immigrés résidant depuis trois ans au moins en Suède ont eu le droit d'y participer. Leurs résultats ne seront connus également que d'ici un jour ou deux.

M. Bildin, président du parti centriste, qui, au sein de la coalition, compte le plus grand nombre d'élus, s'est déclaré prêt à former un gouvernement avec les deux autres partis « bourgeois ». La composition du nouveau cabinet devrait être connue dans les premiers jours d'octobre.

De notre correspondant

de chef de gouvernement, « mais que, naturellement, cela doit faire l'objet de pourparlers en bonne et due forme ». Ses deux partenaires étaient, bien sûr, satisfaits du résultat, mais ne manifestaient pas non plus l'enthousiasme que l'on pouvait attendre de partis conquis dans l'opposition pendant plus de quatre décennies, et enfin victorieux. Quant au premier ministre, M. Olof Palme, profondément déçu, bien sûr, il a accepté sa défaite avec sérénité et diplomatie : « Conformément à la Constitution, nous allons présenter la démission du gouvernement. Mais il faut tout de même rappeler que nous avons abordé la campagne électorale dans des conditions extrêmement défavorables. Au printemps, l'opposition nous distançait de dix points. Nous avons pu à peu près rattraper le terrain perdu et le résultat de ce scrutin montre que nous étions très près du but ».

Selon les derniers résultats, les sociaux-démocrates ont obtenu

42,9 % des suffrages, soit 0,8 % de moins qu'en 1973. Les communistes enregistrent, eux, une baisse de l'ordre de 0,7 %, avec 4,7 % des voix, contre 5,3 % lors de la précédente consultation. Mais, étant donné la forte sensibilité égale des deux blocs depuis 1973, la moindre perte ou le moindre gain de voix peuvent entraîner des déplacements importants du nombre de sièges.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 2.)

AVANT LE PLAN BARRE

- « ANTICIPATIONS », par Pierre DROUIN (p. 44).
- SECURITE SOCIALE : adapter la nature des ressources à celle des dépenses, par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (p. 21).
- Faux et vrais ramèdes au déficit, par JACQUELINE LAMBERT (p. 45).
- L'AIDE AUX AGRICULTEURS : vers des subventions systématiques aux paysans les plus pauvres, par ALAIN GIRAUDE (p. 23).
- La sécheresse n'est pas en soi une cause de déficit ou d'inflation, par PASCAL SALIN (p. 23).

LE PRIX DE LA SANTÉ

Le déficit prévu de la Sécurité sociale atteint en France 13 milliards de francs, dont 9 milliards pour la seule assurance-maladie. Le conseil des ministres du 22 septembre étudiera les mesures d'économies médicales et de dégauchissement de ressources nouvelles pour remédier à ce déséquilibre financier qui semble inhérent au progrès social.

Dans tout le monde occidental, où la circulation des informations concernant les progrès techniques est rapide, le coût de la santé atteint une part de plus en plus importante du revenu national, et son augmentation continue (15 % à 17 % par an) suscite une inquiétude croissante. Les « systèmes », quels qu'ils soient, visant à assurer à toute la population un accès égal aux soins font l'objet de critiques et de remises en question.

L'enquête dont nous commençons aujourd'hui la publication donne un aperçu de ces systèmes

tels qu'ils sont vécus tant par le public que par les personnels de santé ou par les autorités gouvernementales en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Suède et en France.

En dépit des diversités des conceptions ou des régimes politiques qui les ont inspirés, il est frappant de constater que la croissance des dépenses de santé a été, partout, importante et identique, et que les résultats globaux appréciés en termes quantitatifs de diminution de la mortalité et d'augmentation de l'espérance de vie sont les mêmes.

Beaucoup plus que d'une option politique, c'est donc d'une réflexion éthique et prospective sur les liens entre les systèmes d'assurance-maladie et de distribution de soins et sur l'application de la technologie et la définition des priorités que relèvent les structures sanitaires idéales et les maîtrises budgétaires auxquelles chacun aspire. — D.E.L.

I. — Allemagne fédérale : un système coûteux et critiqué

par DANIEL VERNET

Bonn. — « La médecine allemande est mauvaise et chère ». Ce jugement sans appel est prononcé par un jeune médecin berlinois. Forte parole de ses confrères contestataires qui, il y a deux ans, ont pour la première fois depuis près d'un siècle tenu le congrès de la chambre fédérale des médecins, démentant aux représentants de l'ordre le droit de parler au nom de tout le corps médical. L'opinion de Mme Katharina Focke, ministre fédérale de la jeunesse, de la

famille et de la santé, n'est guère différente, même si elle s'exprime dans un langage plus modéré : « Je recommande qu'il existe une répartition qui chez nous, en R.F.A., des dépenses et les résultats (du système de santé) ne sont pas dans un rapport très favorable, même par comparaison internationale ». En fait, le système médical ouest-allemand est critiqué de tous les côtés, par les patients, les caisses d'assurance-maladie, les hôpitaux, le gouvernement fédéral.

Seules les organisations officielles de médecins (1) paraissent conserver leur bonne conscience. Elles affirment que « le système actuel est le meilleur, le mieux adapté aux besoins et le plus économique du monde entier ». Les chiffres, pourtant, ne parlent pas en leur faveur. Les dépenses des caisses sont passées de 28 milliards de deutschemarks en 1969 à plus de 40 milliards en 1974 (2). En 1975, elles ont encore augmenté de 10 milliards. Pour 1976, les prévisions des experts varient entre 38 milliards et 50 milliards de deutschemarks. Les cotisations, payées moitié par l'employeur, moitié par le salarié, représentent en moyenne 10 % du salaire brut. Les caisses équilibrent leur budget en augmentant régulièrement le taux des cotisations. Depuis 1965, le coût de la vie a augmenté de 50 % en R.F.A., le coût de la santé de plus de 200 %. Si la progression des dépenses continue

à ce rythme, les experts ont calculé qu'en l'an 2000 tout le salaire sera englouti par la cotisation d'assurance-maladie. « Alors, nous serons tous en bonne santé, conti nous murmure de faim », ironise le directeur de la sécurité sociale de Francfort.

(Lire la suite page 12.)

LE DERNIER FILM DE VISCONTI

Un document d'après D'Annunzio

A propos de ce film — qui devait être le dernier du grand cinéaste — beaucoup se sont étonnés de l'absence contractée par Luciano Visconti avec Gabriele D'Annunzio. C'est que l'auteur de *L'Extase du vol*, tant admiré de son vivant, a aujourd'hui mauvaise réputation. On lui reproche d'avoir été un des prophètes du fascisme, ses livres sont déclarés illégaux, et de sa vie mouvementée, ses escapades ses extravagances (la « conquête » de Flumme, par exemple). Dans les quelques lignes de présentation qu'il avait rédigées pour *L'innocent*, Visconti protestait contre cette désaffection générale. « L'erreur, disait-il, est de confondre D'Annunzio et le « d'annunzianisme ». Et il ajoutait :

« Ses romans sont une pépinière d'héroïsme pour le cinéma. Quant à l'homme, il concevait l'existence de façon étonnamment moderne. »

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 5.)

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 34.)

AU JOUR LE JOUR

Vingt ans après

Le socialisme à la suédoise semblait immuable. Et pourtant, le « parti qui laisse la place à une « bourgeoisie » dont on ne sait encore si elle sera « à la suédoise ».

Est-ce au socialisme qu'une majorité a fait un sort ou bien à ses quarante années de règne ? Une chose est sûre, en tout cas : dans un régime démocratique, on peut toujours changer de cap, même si ça prend du temps et si ça ressemble à une petite révolution.

Nous verrons bien, en 1973, si les Français peuvent se payer le même luxe, en sens inverse, et après vingt ans d'attente... à la française.

BERNARD CHAPUIS.



le mur de Cartier

Paris

(1) Depuis 1955, l'inscription de tous les médecins à la chambre fédérale des médecins (anciennement chambre impériale) est obligatoire.

(2) Le D.M. vaut 1,97 francs environ.

EUROPE

L'ÉCHEC DES SOCIAUX-DÉMOCRATES AUX ÉLECTIONS

Le parti le plus important depuis 1914

La coalition «bourgeoise» a battu le parti au pouvoir depuis quarante-quatre ans

Le parti socialiste suédois fut créé en avril 1889 à Stockholm. La première grève générale qu'il déclencha en 1901 pour obtenir l'introduction du suffrage universel se solda par la formation — réflexe de défense des patrons — de la Fédération nationale des employeurs. Mais dès les élections suivantes, le chef du parti, Hjalmar Branting, fut élu avec trois autres socialistes : un maçon, un cordonnier et un ouvrier d'usine. Aux élections de 1905, le parti gagna dix autres mandats (1).

Grâce à l'action commune avec les libéraux pour la conquête du droit de vote, une réforme constitutionnelle fut obtenue en 1907. En 1911, les socialistes avaient déjà soixante-quatre députés : ils constituaient un grand parti avec lequel les autres devaient compter. Aux élections de septembre 1914, avec soixante-trois députés, ils devinrent le parti le plus important de la Chambre des députés. En 1917, ils eurent quatre-vingt-sept représentants. Les socialistes sont alors entrés pour la première fois dans le gouvernement présidé par un libéral, M. N. Eden.

La coalition se maintiendra jusqu'en mars 1920. Le suffrage universel entre en application pour les élections municipales, et la Journée de huit heures est adoptée. En mars 1920, Branting forme le premier gouvernement socialiste homogène, qui ne durera que six mois. Un an plus tard, Branting relance deux gouvernements de fonctionnaires : il se préoccupe alors surtout du problème du chômage et tombe, en 1923, à propos d'une mesure d'assistance qu'il veut faire adopter. Un succès électoral ramène Branting au pouvoir à la fin de 1924. A sa mort, en 1925, R. Sandier lui succède. Mais, en juin 1926, le gouvernement Sandier tombe sur une affaire de subsides à des chômeurs.

La fin des années 20 et le début des années 30 sont marqués par une recrudescence des conflits sociaux, qui atteindront leur point culminant lors du fameux conflit d'Adalen, quand une patrouille militaire tira sur les manifestants. Le gouvernement libéral passe cette tempête en 1931, mais tombe peu après lorsque éclate la scandale financier de « l'empereur des allumettes » étranger. En 1932, les socialistes gagnent 14 sièges et, avec 104 députés à la Chambre, prennent le pouvoir.

Per Albin Hansson, président du parti, modéré et réformiste, fils d'un maçon de Soanä, adversaire de la violence, s'attaque hardiment au chômage et mène une politique anti-dépressionniste qui, dès, suscite l'intérêt dans le monde. Il tombe trois mois avant

les élections de 1936, pour avoir fait dépendre une augmentation des crédits de la défense de l'application de l'échelle mobile aux pensions de vieillesse. Les agrariens forment alors un gouvernement pour cent jours. La consultation est un triomphe pour les socialistes, ils gagnent 8 sièges et ont 112 députés. P. A. Hansson forme étonnamment un gouvernement de coalition avec les agrariens qui durera jusqu'en 1939.

Pendant la guerre, comme dans les autres pays scandinaves, tous les partis participent au gouvernement de coalition présidé par P. A. Hansson. Au lendemain de

(Suite de la première page.)

A quoi faut-il attribuer ce recul des sociaux-démocrates ? Pour M. Olof Palme, il n'y a aucun doute, la querelle sur l'énergie nucléaire est la raison principale de l'échec de son parti : « Nous avons dû faire face à un parti du centre qui dit « non » à l'énergie nucléaire, sans expliquer les conséquences pratiques que cette décision aurait sur l'emploi et la vie quotidienne du Suédois, sans en présenter la note. C'est ce qui nous a fait perdre. »

SOCIALISME



(Dessin de KONK.)

la guerre, celui-ci forme à nouveau un gouvernement homogène ; en 1946, M. Tage Erlander lui succède ; il abandonnera volontairement le pouvoir à M. Olof Palme en 1969. De 1951 à 1957, M. Erlander dirigera une coalition avec les agrariens qui se désagrégera sur le problème de l'introduction d'un régime général de retraite. A part les cent jours du gouvernement agrarien en 1936, les socialistes sont demeurés au pouvoir en Suède sans interruption depuis novembre 1932. Depuis le début du siècle, ils ont eu cinq premiers ministres seulement.

(1) Voir le Parti socialiste suédois, par Raymond Fustier. Les Éditions ouvrières, Paris, 1964.

Ce débat, qui a dominé une grande partie de la campagne électorale, a sensibilisé l'opinion. Il l'a même un peu désorientée, puisqu'on évalue à trois cent mille environ le nombre d'électeurs qui ont modifié leur vote en raison des controverses sur ce sujet. Mais il ne semble pas du tout que le débat nucléaire ait profité à celui qui l'avait provoqué, le parti du centre. Celui-ci, en effet, perd des voix par rapport à 1973 : 24,2 % contre 25,1 %. Dans la commune de Barnebylän, dans le sud du pays, par exemple, où une centrale nucléaire a été construite, les centristes sont en nette ré-

gression. Les deux principaux bénéficiaires du scrutin sont, finalement, le parti conservateur et le parti libéral.

Les conservateurs passent de 14,3 % à 18,5 % des voix et les libéraux de 9,4 % à 11 %. Or ces deux formations approuvent entièrement ou partiellement le programme énergétique social-démocrate qui prévoit treize réacteurs nucléaires en 1985. L'une et l'autre ont insisté, dans leur campagne, sur d'autres thèmes que l'énergie, à commencer par « la liberté de choix dans une société de plus en plus centralisée et bureaucratique », « la pression fiscale » et « l'intégrité de l'individu ». Il semble donc que les

remous qui ont agité le mouvement ouvrier depuis le début de l'année — le projet Meldner, de la Confédération générale du travail (L.O.), qui tend à rendre les travailleurs copropriétaires des entreprises, le débat sur la sous du socialisme — aient eu une plus grande importance que prévu. Il n'est pas impossible non plus que des électeurs centristes, inquiets de la campagne antinucléaire de M. Fällin, juge d'ailleurs « irresponsable » par plusieurs administrations publiques, aient finalement reporté leurs voix sur les conservateurs qui adhèrent au programme énergétique décentralisé voté par le Parlement en 1975.

M. Palme devient donc le chef de l'opposition, une opposition très forte puisqu'elle disposerait, avec les communistes, de 169 sièges. Le parti social-démocrate, a-t-il dit, reste « le plus grand parti du pays. Nous n'avons absolument pas l'intention de refaire notre politique. Les électeurs ouvrier ont voté social-démocrate. Nous restons un parti fort et uni, le moteur politique de la société suédoise. Je suis persuadé que nous reviendrons au pouvoir aux prochaines élections. Nous sommes battus, les « bourgeois » doivent avoir maintenant l'occasion de réaliser le programme qu'ils ont promis aux électeurs ».

ALAIN DEBOVE

La campagne antisocialiste

La veille des élections, la Confédération du patronat suédois (SAF) a déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'industrie de faire de la Suède « un parc national en matière énergétique ». La campagne antisocialiste s'était aussi intensifiée dans les jours précédant le scrutin. Le Rassemblement démocrate-chrétien (K.D.S.), un petit parti qui ne recueillait, aux derniers sondages, que 1,8 % des intentions de vote, a subi diverses pressions. Il a fini par recommander à ses sympathisants de voter « utile » le 19 septembre, pour renverser le régime social-démocrate. Il semble que cette campagne ait échoué partiellement puisque le K.D.S. a obtenu dimanche 1,3 % des voix.

Les communistes sont, eux aussi, victimes de la poussée antisocialiste, mais il semble que leurs dissensions internes aient joué un rôle dans ce résultat. Deux tendances s'opposent en effet, les orthodoxes, fidèles à Moscou, et les indépendants, qui s'apparentent à l'« eurocommunisme ».

Pour le futur premier ministre, M. Fällin, la victoire des « bourgeois » va entraîner une relance de la vie politique suédoise : « Le nouveau gouvernement, contrairement à ce que prétendent les sociaux-démocrates, saura proposer aux électeurs qu'il soit aussi mener une politique de progrès social. » Mais il semble que les trois partis victorieux auront beaucoup de difficulté à s'enten-

dra. Plusieurs questions les divisent : la politique familiale, la politique fiscale et, surtout, la politique énergétique. M. Fällin a de nouveau déclaré, dimanche soir, qu'il était « impossible d'exiger des centristes qu'ils renoncent à leur politique antinucléaire », mais que « la plupart des obstacles ne sont pas insurmontables ».

Les progrès des conservateurs pourraient compliquer encore les pourparlers sur la formation du

BIBLIOGRAPHIE

LA RÉVOLUTION SUÉDOISE de Gabriel Ardant

Le livre de Gabriel Ardant est un ouvrage d'économiste et de sociologue, mais il n'ignore pas pour autant les aspects politiques de la réalité suédoise. Pour l'auteur, l'originalité du système tient dans ce fait : « Beaucoup de socialistes se fuzent pour premier objectif les modifications de structures économiques, la transformation de la société devant en être l'effet naturel. Les Suédois ont une attitude inverse. Ils visent à transformer la société et les rapports entre les hommes, se réservant, si les structures économiques leur font obstacle, de faire passer sur elle le bulldozer de la loi. »

Chiffrés et datés, les événements politiques et économiques qui jalonnent la « longue marche » de l'un des pays les plus pauvres d'Europe vers une société d'abondance relativement égalitaire sont

évoqués avec minutie : l'auteur s'intéresse autant aux aspects quotidiens que techniques de la « révolution » : le plein emploi, les retraites, la stabilité des prix, la démocratie industrielle, mais aussi l'égalité des sexes, la solidarité des citoyens d'âges différents, l'amélioration du milieu de travail.

Mais pourquoi les Suédois sont-ils allés, lentement dans leur « révolution » ? Parce que « le parti socialiste n'a disposé que rarement de la majorité absolue des suffrages » et que « imposer des réformes dont la population ne ressent pas le besoin, c'est susciter dans l'organisme social l'apparition de ces anticorps (...) qui finissent par mettre fin aux révolutions les plus fécondes ».

(1) Robert Laffont, collection « Libération 2000 », 270 pages, 29 F.

A ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'ayez jamais à râler.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été amical et efficace? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire?

NOM : _____
ADRESSE : _____
CITY : _____
PROFESION : _____

1

L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2
Nous renvoyons chaque année nos bêtises en stage. Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3
Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4
Pour être sûrs d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons.

Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.
Profitez de nous.

ASIE

Loin des capitales

Calcutta : la révolution germe sous Victoria

C'est qui donne un caractère surréaliste aux affiches de Calcutta, c'est qu'on se demande toujours à qui elles peuvent bien s'adresser. Dans la capitale du Bengale, le moyen de locomotion le plus répandu est le « rickshaw », petite charrette à bras tirée par un homme qui court et halète devant son client ; mais une compagnie aérienne britannique fait de la publicité pour les vols sur Concorde, à l'angle de Park Street et de Jawahar Road, les marchandes exhibent leurs enfants pour être plus convaincantes ; au-dessus d'elles, un panneau représente un énorme garponnet, la bouche pleine, entouré d'emballages de crèmes glacées. La firme Kwalita proclame : « Plus on en mange, plus on en veut. » Devant la principale gare routière, il y a cet autre panneau : « Qu'est-ce que Calcutta ? La capitale culturelle de l'Inde ? La ville de l'érotisme ? Calcutta est la cité de l'United Bank of India. » Qui, parmi les gens qui attendent ici, peut connaître le tableau de Cloris Trouille dont la légende farouche a inspiré les producteurs du spectacle déshabillé ? Qui se soucie de culture et de compte en banque ?

A deux heures de jet de New-Delhi, l'ancienne capitale des Indes britanniques n'est plus la métropole des arts et des lettres. Elle a cessé d'être le principal foyer industriel. Surpeuplée, polluée, elle préfigure, malgré l'effort des autorités, ce que sera l'Inde de demain si elle ne parvient pas à limiter les naissances.

« **C**ALCUTTA for ever » proclament d'autres affiches invitant la population à « garder » sa ville propre. Pour les Bengalis, beaux parleurs, émotifs et ouverts, la ville de Tagore a une « ambiance spéciale propice à la création artistique ». Les journaux et magazines occidentaux, récupérés par les hommes de peine qui nettoient les cabines d'avion ou les chambres d'hôtel, ont encore, un an après, valeur marchande sur les trottoirs. Dans un livre dont l'intelligentsia locale nourrit ses rêveries, Joseph Lelyveld, ancien correspondant du *New York Times*, raconte que Louis Malle, quand il tournait en Inde, s'est autorisé à filmer une charge au *lathi* — long bâton qui sert à frapper les manifestants — parce que le chef de police responsable du maintien de l'ordre lisait les *Cahiers du cinéma*.

Enfin ! en matière culturelle, les « consommateurs » sont aujourd'hui moins nombreux que les producteurs. Nous avons rencontré Paritosh Sen, considéré comme un des plus grands peintres indiens. Ses toiles sont entassées dans l'école d'art graphique où il enseigne pour subsister. Nef des arts, l'argent ne coule plus à Calcutta. Le peu qu'il en reste est « investi » dans les bijoux de la bourgeoisie la plus m'as-tu-vu du monde, qui les exhibe — avec des frissons peureux, depuis que les brigades du flic font la chasse aux richesses

non déclarées — au grand stand de l'hippodrome du Maidan.

Le gratte-ciel de Tata et les quatre-vingts clubs de la ville — de l'Arménien au Victoria, en passant par le Royal Calcutta Golf — ne doivent pas faire illusion. La géographie et l'histoire s'acharnent contre la ville. En 1947, la « partition » du sous-continent a porté à l'industrie du jute un coup dont elle ne s'est pas remise. Privées de leur source d'approvisionnement au Pakistan-Orientale — devenu le Bangladesh — des centaines d'usines ont fermé leurs portes à Calcutta.

Situé sur un affluent du Gange — la rivière Hooghly, — le port est embourbé à cause du mauvais régime des eaux. Pour régulariser le débit de la rivière Hooghly, l'Inde a construit le barrage de Farakka, à une cinquantaine de kilomètres avant l'entrée du Gange au Bangladesh. Cet ouvrage permet de détourner une partie des eaux du fleuve dans la rivière. Le Bangladesh estime que l'irrigation de son propre territoire souffrira de ce prélèvement. Les mauvaises relations qui existent actuellement entre Dacca et New-Delhi ne contribuent pas à faciliter les discussions que poursuivent les experts des deux pays pour trouver un compromis sur l'utilisation du barrage. Il y a vingt-cinq ans, pour plus de 40 %, le trafic maritime de l'Inde passait par Calcutta ; aujourd'hui, le port n'assure plus que 10 % de ce trafic.

L'INDUSTRIE du jute a été en partie remplacée par la sidérurgie. Les Indiens, qui aiment les comparaisons avantageuses, parlent du Bengale comme de « la Ruhr de l'Inde ». Une Ruhr où deux adultes sur trois sont sans emploi fixe, bien que, de l'autre côté d'un membre du Planning Board du Bengale, la production et le nombre d'emplois dans les usines soient inférieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans. Calcutta continue à attirer des centaines de milliers de « réfugiés ». Pendant longtemps, ceux-ci sont venus du Bangladesh. Aujourd'hui, il s'agit surtout de paysans indiens. Au Bengale, la densité de la population est de 504 habitants au kilomètre carré, contre 178 habitants en moyenne pour toute l'Inde. Quatrième Etat de l'Union par sa population — avec une cinquantaine de millions d'habitants — le Bengale n'arrive qu'au huitième rang pour la production de grains alimentaires. Pour tous les « paysans sans terre », le mirage de la ville est plus fort que jamais. Au recensement de 1971, il y avait 7 millions d'habitants à Calcutta. On en est aujourd'hui à 8 millions et demi.

« **J**e serais toujours heureux d'avoir vu Calcutta... parce que, à tout jamais, il ne sera plus nécessaire pour moi de la voir », écrivait déjà Winston Churchill à sa mère,

alors que la ville était encore sous intello britannique. Il n'y a, semble-t-il, à Calcutta que deux endroits où l'on peut respirer. L'un est d'un accès difficile : c'est le fameux Tollygunge Club, où les membres peuvent prendre un déjeuner qui se termine par du pudding en contemplant un parc si calme que les oiseaux migrants s'y posent. L'autre, le Maidan, immense pelouse entre la rivière Hooghly et les principales rues commerciales, est ouvert à tous les publics. Le Victoria Memorial attire toujours les chômeurs à la recherche d'un peu d'ombre et les collégiens de bonne famille en uniforme. Conflés dans le bronze, la vieille reine impériale observe la ville du haut de son trône, à l'entrée de l'immense mausolée de marbre érigé à sa gloire, grâce à une souscription des princes indiens en 1924. Ce monument surprenant abrite les portraits de la famille royale et ceux des célébrités mêlées à l'histoire des Indes britanniques. La belle Lady Mountbatten est là, en robe de soirée, et Kipling méditant à sa table de travail, entre en pipe et le globe terrestre. Un professeur commente la visite pour les collégiens. A bien des égards, la société indienne est celle de la frustration, mais elle n'a pas le complexe du colonisé.

Ailleurs, dans la rue, on a toujours l'impression de passer au moment où une manifestation se disperse. Ce n'est pourtant qu'une population qui vague à ses occupations quotidiennes. Encore s'agit-il de la partie extérieure de la fourmillière. Enfants et femmes — à demi clausstrées, sauf celles qui n'ont que le trottoir pour tout logis — s'entassent à huit par pièce. La densité au mètre carré augmente encore dans les quelques trois mille « slums » (bidonvilles) recensés officiellement.

Le tableau sinistre qui a été fait tant de fois des bidonvilles transformés en marécage pendant la mousson ne doit pas faire oublier le travail accompli par quelques hommes résolus. Présidé par M. Bholanath Sen, plus connu en ville que bien des politiciens, la C.M.D.A. (Calcutta Metropolitan Development Authority), qui dispose de fonds publics, a assaini la moitié des « slums » depuis 1970. On a créé des points d'eau, cimenté les rues de terre battue, installé des latrines collectives. Ces opérations de rénovation ont touché un million deux cent mille personnes.

Mais, aussitôt qu'un flot est renoué, la spéculation sur le terrain commence. Les loyers augmentent. Une partie de la population est repoussée à la périphérie de la ville, où se créent de nouveaux bidonvilles.

L'autorité est presque absente des « slums ». Des caïds, souvent enrichis par la fabrication clandestine de boissons alcoolisées, font la loi, arbitrant les conflits entre citoyens honnêtes. Les partis politiques ont aussi leurs réseaux. Les Jeunesses

du Congrès, animées par Sanjay Gandhi, le fils cadet du premier ministre, ont renforcé leur implantation ces derniers mois. On commence à savoir à Calcutta que, pour trouver du travail, il vaut mieux pouvoir présenter la carte d'adhésion au parti gouvernemental.

Dans ce microcosme à l'échelle du sous-continent, le problème de la circulation n'est pas le moins aigu. « *Driving is fighting* » (« Conduire est un combat »), aiment à dire les chauffeurs de taxi. Toutes sortes de véhicules sont parés dans une mêlée permanente. Les abords surpeuplés de la gare d'Howrah sentent le crétin ; à Calcutta, on se déplace aussi en calèche. Il n'y a qu'un pont, suspendu parce que le sol est alluvial, et long de 450 mètres. Aux heures de pointe, on sent bouger l'ouvrage. La circulation s'y fait sur trois files. Séparés de la chaussée par des garde-fous, les trottoirs, sur ce pont, ressembleraient aux couloirs du métro parisien à 18 heures s'il n'y avait pas, en plus, des troupes de chevaux. Autobus et tramways tanguent sous le poids des grappes humaines. Les classes aisées échappent à l'épreuve en utilisant des autobus à « un passager par place assise », mis en service par des transporteurs privés. Depuis des années, il est question d'installer le métro. Les études préliminaires, que les Français auraient voulu se voir confier, sont finalement menées par les Soviétiques. Quelques trous ont déjà été creusés. Les premières rames circuleront au plus tôt en 1982.

Les techniciens soviétiques sont visiblement mal à l'aise dans cette ville, qui correspond si peu à l'ordre moscovite. On perçoit toujours à Calcutta les tensions d'une « démocratie » où la proclamation de l'état d'urgence n'a pas encore tout « normalisé ». Les ouvriers se mettent en grève, malgré les interdictions. Les rares journalistes indiens qui font encore du « mazzette esprit » travaillent dans les organes de presse locaux. Sur les murs, les slogans des partis d'extrême gauche réapparaissent aussitôt effacés. Il y a cinq ans, étudiants, syndicalistes et troupes de choc des mouvements d'extrême gauche avaient, temporairement, ébranlé le pouvoir. Manifestations et attentats s'étaient succédés pendant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'une répression féroce rétablisse l'ordre. Il subsiste encore des habitudes de cette époque. Dans les quartiers populaires, les agents portent un mousqueton en bandoulière. Quand un avion civil se pose à l'aéroport de Dum-Dum, les passagers en sortent entre une hale de soldats l'arme à la bretelle.

Calcutta, qui a toujours un œil sur le Bangladesh, est elle-même observée de près par la Chine. Si la révolution a lieu un jour en Inde, nul ne doute qu'elle commencera ici.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Seuls les ignorants savent tout...



les autres vont au Sicob. Ils en reviennent plus riches.

La majorité des visiteurs du Sicob déclare (enquête IFOP février 1976) que leur entreprise a réalisé des économies importantes à la suite de leur passage au Sicob.

L'an dernier, 1676 firmes de 29 pays ont accueilli 282020 visiteurs de 97 nationalités. En revenant du Sicob, ils ne savaient pas tout, mais... seuls les ignorants savent tout.

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU.

SICOB

25 septembre - 1er octobre

de 10 h à 18 h 30 - CNIT-Paris-La Défense.

Convention Informatique : 20-24 septembre - Palais des Congrès - Porte Maillot.

Le gouvernement ne censure plus les journalistes étrangers mais resserre son contrôle sur la presse locale

New-Delhi (A.F.P., U.P.I., Reuters).

Le gouvernement a annoncé, samedi 18 septembre, la levée des mesures de censure imposées aux journalistes étrangers en poste ou de passage en Inde, depuis la proclamation de l'état d'urgence en juin 1975. Cette décision a été prise sur la recommandation du ministre des affaires étrangères qui a attiré à plusieurs reprises l'attention des responsables du ministère de l'information sur la détérioration de « l'image de marque » de l'Inde à l'extérieur. Sans doute les autorités ont-elles également constaté que les correspondants occidentaux ne tenaient pratiquement aucun compte des directives sur la censure. Ils doivent voyager « d'événement en événement », sans malveillance, et d'une façon équilibrée », a déclaré le ministre de l'information, M. Shukla. Il a précisé que les nouvelles « inexactes et malveillantes » seraient considérées comme répréhensibles, mais que le gouvernement n'en ferait pas une affaire.

En revanche, la censure de la presse indienne demeure pleinement en vigueur, et la bataille engagée depuis plus d'un an par Mme Gandhi pour la mettre au pas se heurte à la résistance de l'Indian Express, de Bombay, et du Statesman, journal de Calcutta.

La censure et les pressions exercées par le gouvernement ne sont pas encore parvenues à faire céder les dirigeants de ces deux grands quotidiens nationaux, devenus les symboles de l'opposition à l'autoritarisme du pouvoir et du maintien des traditions d'indépendance de la presse indienne. Et le gouvernement a donné récemment des instructions afin qu'ils ne reçoivent plus aucune publicité payée par l'Etat, les entreprises nationales et les organismes para-gouvernementaux.

A la suite du refus des dirigeants du groupe Indian Express de céder aux autorités qui tentaient de s'assurer le contrôle du groupe, son propriétaire, M. R. N. Goenka, a été publiquement accusé, il y a quelques semaines, de fraude fiscale, dans un communiqué du ministère de l'information. Une telle accusation, venant de ce ministère, avant que la justice ne soit appelée à se prononcer, avait de quoi surprendre.

Le ministère de l'information avait, d'autre part, invité M. Goenka à confier à M. K. K. Birla, président du conseil d'administration du quotidien The Hindustan Times, un contrôle total de la politique, rédactionnelle du groupe Indian Express.

Il vient d'autre part de renoncer à poursuivre le Statesman, Le 20 août, les autorités avaient demandé la saisie de l'édition de New-Delhi de ce journal, sous prétexte que le mensuel Seminar était imprimé sur ses presses. La direction du Statesman assure que cette pratique se poursuivait depuis dix-sept ans sur des bases strictement commerciales. Le gouvernement demanda donc à Seminar de se soumettre à une censure préalable et porta plainte contre le Statesman, M. Ramesh Thapar, directeur de Seminar et ancien conseiller de Mme Gandhi, préféra suspendre la publication du mensuel. Le gouvernement a retiré sa plainte, mais plusieurs autres poursuites restent en cours contre des journaux ou des journalistes.

Les publications du P.C. indien (pro-soviétique) — qui soutient l'action du gouvernement de Mme Gandhi depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975 — font, elles aussi, preuve d'un esprit frondeur, en particulier New Age, l'hebdomadaire du parti, et Parlo, son quotidien. Certains journaux modérés, c'est notamment le cas de l'Indian Express — publient dans le courrier des lecteurs des informations

qui, normalement, seraient interdites si elles devaient recevoir le visa de la censure. Certains lecteurs rappellent incidemment que « les faits sont sacrés et les commentaires ne sont pas libres ».

Enfin, depuis quelques semaines, le contrôle exercé sur les journalistes indiens a été renforcé. Ceux qui veulent se rendre en reportage à l'étranger doivent obtenir l'autorisation préalable des ministères de l'information, des affaires étrangères et de l'intérieur et subir un interrogatoire de police.

M. Birla est un puissant homme d'affaires. Les journaux dont il est propriétaire, et en particulier le The Hindustan Times, critiquaient le premier ministre jusqu'à la proclamation de l'état d'urgence. Depuis lors, et surtout après le limogeage de son directeur, M. Verghese, le The Hindustan Times a soutenu les thèses officielles. L'état d'urgence a apporté une transformation remarquable en Inde et engendré le sens de la discipline nationale », a déclaré récemment M. Birla à une délégation d'industriels britanniques.

Un rapport sur les méthodes d'intimidation utilisées par le gouvernement indien pour contrôler la presse périodique conservant encore une relative indépendance a été adressé à l'Institut international de presse, a révélé le Sunday Times le 8 septembre. Depuis juillet, quatre journaux ont cessé de paraître : « Seminar », mensuel d'analyse politique ; « Opinion », hebdomadaire d'information ; « Janata », hebdomadaire dirigé par une personnalité socialiste dans l'opposition, M. N. G. Goenka ; « Sadhana », journal de langue marathi. Le rapport dit que la plupart des petites familles qui ont été interdites de publier ont été contraintes de fermer leurs portes. Celles qui survivent méritent une existence de plus en plus précaire. Le gouvernement a fait preuve d'une totale intolérance. »

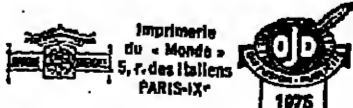
Exité par la S.A.R.L. le Monde, Créants : Jacques Savatier, directeur de la publication, Jacques Savatier.

Les publications du P.C. indien (pro-soviétique) — qui soutient l'action du gouvernement de Mme Gandhi depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975 — font, elles aussi, preuve d'un esprit frondeur, en particulier New Age, l'hebdomadaire du parti, et Parlo, son quotidien. Certains journaux modérés, c'est notamment le cas de l'Indian Express — publient dans le courrier des lecteurs des informations

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration. Coproduction nationale des journaux et publications : n° 57477.

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques Humaines
PCEM
Expérience pédagogique depuis 24 ans
• Préparation de vacances :
• Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes.
• Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
• Recyclage de Pré-Rentrée.
• Année complète de formation méthodologique (année 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
• Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 288.52.09
TOLBIAC 6, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 528.63.91



Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration. Coproduction nationale des journaux et publications : n° 57477.

ASIE

DIPLOMATIE

Chine

DANS L'ATTENTE DE NOUVELLES NOMINATIONS DANS LA HIÉRARCHIE DU P.C.

L'autorité du premier ministre, M. Hua Kuo-feng ne paraît pas contestée par les autres dirigeants

Pékin. — La capitale reprend progressivement sa physionomie normale, mais de nombreux signes de deuil étaient encore visibles dans les rues, lundi 20 septembre, le plus grand deuil étant encore en cours de deuil. Les émissions de la radio et tous les programmes de la télévision restent consacrés à la mort du président Mao.

Deux jours après la fin du deuil, les autorités n'ont encore rien dit du sort qui doit être réservé à la dépouille mortelle de Mao Tse-toung. Il y a peu de doute que, dans leur immense majorité, les Chinois souhaitent que son corps soit conservé. Tous les dirigeants de la révolution chinoise ont jusqu'à présent, été incertains.

La cérémonie de samedi, place Tian-An-Men, a laissé un peu sur leur faim bon nombre d'observateurs. Le contraste est frappant entre le travail d'organisation qui exige la mobilisation d'un million de personnes et la remarquable brièveté de la cérémonie.

De notre correspondant

la manifestation. Certes, celle-ci était empreinte d'un profond recueillement, et le régime y a donné de lui-même l'image d'une rare dignité. Il restait à savoir si l'hommage final au fondateur de la révolution dure plus de trente minutes.

De même, on cherchait en vain dans le discours du premier ministre, M. Hua Kuo-feng, le moindre élément saillant d'originalité. Si le chef du gouvernement a réaffirmé avec plus ou moins de vigueur la plupart des points qui figuraient déjà dans le message du comité central annonçant la mort de Mao, il en a gommé d'autres que l'occasion aurait pu permettre de développer. Ainsi la consigne qui figurait dans le message du 9 septembre « de soutenir résolument l'union et l'unité du parti et de servir les rangs autour de son comité central » a-t-elle complètement disparu. Plus qu'un discours-programme, l'allocation apparaît comme un discours de légation qui se borne à présenter l'héritage qu'il recueille et à en assumer la responsabilité.

Le contrôle de l'opinion

De ce deuil et de la cérémonie on peut tirer quelques enseignements. Le premier concerne le comportement de la population. Aucun peuple, sans doute, dans les temps modernes, n'a à ce point dépendu d'un seul homme la fois pour son unité, son destin politique, son bien-être et son style de vie. Or le traumatisme que représentait la disparition de Mao a été supporté avec un sang-froid que peu d'observateurs osaient prévoir. On sait peu de choses de ce qui s'est passé en province. Mais l'absence à Pékin du moindre signe de désordre est significative.

Dans la mesure où ce sang-froid est le résultat d'une opération d'entraînement matériel et psychologique, la réussite de l'opération est un succès de taille pour les héritiers du pouvoir. Démonstration est faite que l'équipe en place a les moyens de « tenir » l'opinion, d'en guider et d'en contrôler les manifestations à travers une épreuve décisive. Les membres de cette équipe ont-ils, dans cette circonstance exceptionnelle, fait taire les différends qui les séparent sur d'autres sujets ? Sans doute, mais on n'en doit pas moins constater que, en l'absence de l'arbitre suprême, les mécanismes de transmission de l'autorité — parti, armée, milices, administration — ont fonctionné à la perfection.

Ces constatations s'inscrivent au crédit de M. Hua Kuo-feng, qui occupe la position de numéro un à la tête de la hiérarchie du parti et du gouvernement. La population, qui connaît mal le premier ministre

Il y a quelques mois, découvre en lui un dirigeant dominant toutes les apparences de l'autorité et de la solidité.

Cette autorité et cette solidité dépendent beaucoup du soutien que M. Hua Kuo-feng va trouver auprès de ses collègues. Rien de ce qu'il a dit dans l'allocution funèbre de samedi n'est de nature à susciter la moindre controverse au sein du bureau politique. Ce n'est pas toutefois en s'en tenant à des mots d'ordre anciens qu'il parviendra à gouverner. Outre les tâches économiques, sur lesquelles tout le monde est à peu près d'accord, l'une des premières urgences est de combler les vides créés dans les organismes dirigeants du parti. Des choix sont inévitables qui affecteront le statu quo politique. La question est de savoir si le nouvel équilibre se fera au bénéfice de M. Hua Kuo-feng.

Encadré, samedi, par le vieux maréchal Yen Chien-ying et le jeune vice-président du comité central, M. Wang Hong-wei, le premier ministre semblait s'appuyer sur les deux générations extrêmes représentées au pouvoir, sur deux hommes dont les inclinations politiques sont différentes. En même temps, les télespectateurs ont été frappés — la télévision en direct est révélatrice et c'est la première fois qu'un événement de politique intérieure pouvait être ainsi observé en Chine — par des détails montrant non seulement que M. Hua Kuo-feng agit en homme sûr de lui, mais encore que ceux qui l'entourent lui reconnaissent une prééminence certaine. Dans l'ignorance où l'on demeure des rapports internes du pouvoir, de tels détails ne peuvent être négligés.

ALAIN JACOB.

CORRESPONDANCE

Le sort des médecins cambodgiens

Le docteur Le Pelletier, ancien professeur associé à la faculté de médecine de Phnom-Penh, a été arrêté en 1975. Attire notre attention sur le sort de ses collègues cambodgiens restés dans leur pays.

Tous n'étaient pas, loin de là, des artisans du régime Lon Nol, et plusieurs d'entre eux avaient déjà eu des difficultés avec les autorités. Leur situation semble dramatique; encore serions-nous heureux de savoir s'ils n'ont pas été supprimés purement et simplement.

A propos de ceux qui se sont réfugiés en France, le docteur Le Pelletier écrit :

Plusieurs de ces médecins, dont certains étaient professeurs à la faculté de Phnom-Penh, ne possèdent qu'une formation d'urgence. Ceci est dû à la formation qui existait à une certaine période pour les médecins d'origine cambodgienne. Ces médecins, dont la plupart sont professionnels, ne peuvent exercer en France, et leur situation, pour être moins dramatique que celle de leurs collègues restés au Cambodge, n'en est pas moins extrêmement difficile.

Il faudrait que la France ne se contente pas du rôle théorique de pays d'accueil et que l'on permette aux médecins de gagner leur vie dans notre pays.

LES TEMPLES D'ANGKOR

ONT ÉTÉ SOUVENUS AUX TOURISTES DE MARQUE. Radio-Cambodge a rapporté dimanche 19 septembre que les ambassadeurs en poste à Phnom-Penh, et notamment les trois nouveaux diplomates représentant le Sénégal, la Guinée et l'Égypte, arrivés dans la capitale au début de septembre, ont visité les célèbres temples. C'est la première fois depuis 1970 que des hôtes étrangers visitent Angkor. La radio cambodgienne avait récemment indiqué que « les temples n'avaient pas trop souffert de la guerre ». La conservation et la restauration des sites d'Angkor avaient été confiées par le prince Sihanouk à l'école française d'Extrême-Orient, qui a été évacuée du Cambodge par le nouveau régime. — (A.F.P.)

Laos

LE PRINCE SOUVANNA PHOUMMA, ancien premier ministre et actuel conseiller du gouvernement laotien, a quitté samedi 18 septembre Vientiane pour la France. Il se reposera pendant plusieurs semaines. Agé de soixante-quatre ans, il avait été victime d'une crise cardiaque en 1974. — (A.F.P.)

L'ACCORD DE BRUXELLES

(Suite de la première page.)

Les Neuf ont longtemps hésité sur la forme à donner à cet accord électoral. Amendement, nouveau traité, convention ? Finalement, ils s'en tiennent à la plus simple, du moins en apparence : une « décision » du Conseil mettant en œuvre l'article 138 du traité de Rome. Le gouvernement français a pensé que cette formule avait l'avantage de ne pas créer de nouveau précédent et de ne pas ouvrir la porte à un accroissement supranational des pouvoirs de l'Assemblée. « Épouvantail » des gaullistes (1).

Une décision contestée

Bien qu'une ratification parlementaire ne soit pas formellement requise pour une « décision » du Conseil, le gouvernement ne cherchera nullement à éviter le débat devant le Parlement. Le voudrait-il d'ailleurs, qui ne le pourrait pas, le vote d'une loi étant de toute façon nécessaire pour organiser le scrutin.

Les adversaires des élections européennes ne manquent pas d'arguments. Pour M. Debré, la Constitution n'en faisant pas mention, elles sont illégales. Le Conseil constitutionnel devra se prononcer. D'autres font valoir que la « décision » de Bruxelles n'est nullement conforme au traité de Rome. Il est vrai qu'en interprétant à la façon de l'article 138 plutôt qu'en l'amendant, les Neuf ont préféré le byzantinisme à la clarté. Cet article fixe une répartition des sièges pour l'Assemblée. Il ne prévoit d'élection directe que « selon une procédure uniforme dans tous les États membres ». Les partisans du suffrage direct répondent que la « décision » des Neuf est une simple étape vers cette procédure uniforme. Ils ajoutent qu'en fixant une répartition des sièges pour l'Assemblée « désignée » actuelle, le traité n'en interdit pas une différente dans la future assemblée « élue ». Celle qui a été retenue est la plus simple, la plus pratique pour la France. Enfin le même article 138 précise que le Conseil arrête « à l'unanimité » pour l'élection directe de l'Assemblée.

Les élections directes à recommander l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ». C'est bien ce qu'il a fait.

D'autres difficultés porteront sur le mode de scrutin national de la première élection. De son choix dépendra probablement l'appointement socialiste dont le gouvernement aura besoin pour composer des élections gaullistes. Notons que si le gouvernement semble enclin à inclure dans le scrutin européen une certaine dose de représentation proportionnelle dans des circonscriptions ad hoc, il se réserve à tout hasard la possibilité d'user du scrutin majoritaire à deux tours, actuellement pratiqué en France.

Dans ce cas, le président à Bruxelles, c'est le premier tour qui coïnciderait avec la date « unique » des élections européennes.

Enfin, les élections projetées ont ravivé le problème de Berlin. Cette « décision » annexée à la « décision » du gouvernement de Bonn indique son intention de faire place dans le contingent allemand à des députés désignés par le nombre des représentants de Berlin-Ouest. Les Soviétiques ont déjà protesté, comme ils ne manqueront jamais de le faire dès qu'on touche à l'ancienne capitale allemande, territoire juridiquement détaché mais politiquement très attaché à l'Allemagne fédérale.

MAURICE DELARUE.

(1) Le Parlement néerlandais vient de se prononcer à une forte majorité en faveur d'une résolution demandant que l'Assemblée européenne détienne les mêmes pouvoirs que le Parlement national, et que le Conseil de la Communauté ne puisse prendre de décision sans son approbation.

UN FONDS À LA MÉMOIRE DE CHRISTOPHER EWART-BIGGS

Il y a deux mois, le 21 juillet, était assassiné, à Dublin, le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, Christopher Ewart-Biggs, qui venait de Paris où il avait été ministre plénipotentiaire. Un certain nombre de personnalités britanniques, parmi lesquelles le cardinal Conway, M. Fitzgerald, ministre des affaires étrangères, M. Jack Lynch, leader de l'opposition, M. Conor Cruise O'Brien, secrétaire et membre du gouvernement, ont décidé de créer un fonds à sa mémoire, en vue de promouvoir les idées auxquelles il était consacré. Ce fonds servira au financement d'une centaine de contributions à promouvoir la compréhension entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et à resserrer la coopération entre les pays de la C.E.E. ou seraient créés des comités nationaux. M. Maurice Schumann a donné son adhésion au comité français.

Les dons sont reçus à : The Christopher Ewart-Biggs Memorial Fund, compte n° 04064205, International Westminster Bank Ltd, 18, place Vendôme, 75001 Paris.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur casierne. Ils savent ce qu'un cuir chevelu sain et un cheveu mené.

L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur rigueur et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrite. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les

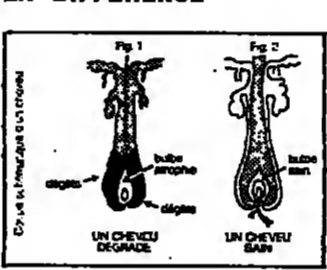
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

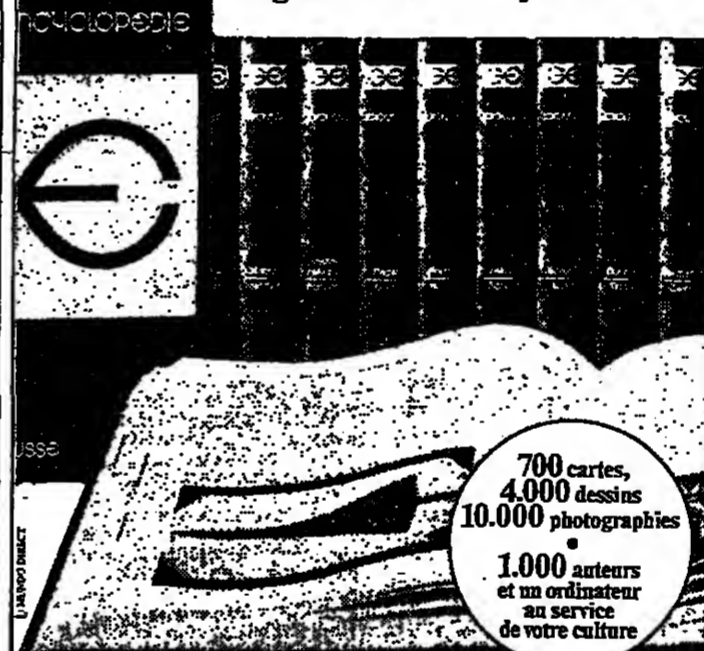
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne ne procède que par la cause, elle agit sur le cuir chevelu et favorise ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFÉRENCE



possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont prévus pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

EUROCAP
INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{re}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Falckherbe
Tél. : 51-54-19
BORDEAUX : 24, place Gambetta
Tél. : 45-06-24
TOULOUSE : 42, rue de la Fraternité
Tél. : 23-20-84.

1976 : Larousse achève un chef-d'œuvre qui fera pendant 50 ans
Porgueil de tous les foyers cultivés.

Découvrez en famille La Grande Encyclopédie Larousse

merveilleusement illustrée en couleurs

Pour que les Français soient les gens les plus cultivés du monde, Larousse a battu tous les records de l'édition.

Larousse a décidé d'engager toute son énergie, toute son expérience et toute sa science dans la réalisation d'une prodigieuse Encyclopédie, entièrement nouvelle, à la mesure du savoir des années 80. La seule qui soit entièrement illustrée en couleurs; la plus facile d'accès, car un ordinateur a permis d'obtenir une clarté d'exposition impossible à atteindre jusqu'alors; la plus savante enfin: 1000 universitaires, chercheurs, médecins, ingénieurs, techniciens, vous communiquent le meilleur de leur savoir pour que vous dominiez toutes les questions qui déroutent la majorité de vos contemporains.

Tous le savoir de demain à votre portée.

La Grande Encyclopédie Larousse présente l'avantage d'être la plus récente. Elle donne la priorité aux faits de civilisation actuels, qui sont les plus difficiles à interpréter, et vous permet de comprendre leur évolution à venir. Grâce à La Grande Encyclopédie, votre savoir et votre culture ne seront jamais "dépassés" par les événements.

La Grande Encyclopédie va multiplier les chances de réussite de vos enfants.

Vos enfants seront fascinés par l'étendue des connaissances auxquelles la Grande Encyclopédie donne accès et par la supériorité qu'elle assure à ses lecteurs: ils auront le goût d'en savoir plus que les autres, et ce libre accès aux sommets du savoir jouera un grand rôle dans leur réussite aux examens, leur développement, la réussite de leur vocation.

Alors n'hésitez pas: faites connaissance dès aujourd'hui avec la Grande Encyclopédie en profitant de cette offre gratuite qui ne vous engage en aucune façon... et qui vous fera passer un excellent moment.

en cadeau

Ce magnifique index qui continue le 21^e volume de la Grande Encyclopédie; vous aiderez à mener à bien les recherches les plus approfondies; il contient 400.000 termes! Il est offert gratuitement à tous les souscripteurs.

REPONDEZ VITE!

Bon pour une documentation gratuite

à retourner à la Librairie Larousse,
17 rue du Montparnasse 75280 Paris Cedex 06.

J'aimerais découvrir sans engagement de ma part votre

positionnement éditorial de 14 pages avec 72 illustrations

en couleurs... et connaître les facilités qui me seront

accordées pour l'achat de la Grande Encyclopédie.

Nom : _____

Prénom : _____

Profession : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Date : _____

Signature : _____

EN HOMMAGE A MAO TSE-TOUNG

MEETING de soutien à la révolution chinoise

MARDI 21 SEPTEMBRE
A 20H30
A LA MUTUALITE

5, rue St Victor Paris 5^e M^e Maubert-Mutualité

organisé par :

Organisation Communiste
Révolution

Organisation Communiste
Gauche Ouvrière et Populaire

AMÉRIQUES

États-Unis

AU CONGRÈS, AU GOUVERNEMENT ET DANS LES MILIEUX D'AFFAIRES

Plusieurs projets sont en discussion contre la prolifération nucléaire

Washington. — Le problème de la prolifération nucléaire reste au premier plan des préoccupations du gouvernement et du Congrès. Le groupe d'études spéciales récemment créé par le président Ford et réunissant, sous la direction de M. F. J. administration, des représentants de la recherche et du développement de l'énergie (ERDA), un certain nombre de représentants des principaux ministères intéressés à accélérer ses travaux pour les conduire avant que le Congrès discute, au cours de sa présente session, divers projets de loi contre la prolifération.

Les conclusions du groupe F. J. ont pas encore été publiées, mais elles préconisent, croit-on, la création d'une force internationale de police, chargée de contrôler la combustion nucléaire en cas de besoin, et de servir à la fabrication de bombes. Cet organisme serait placé sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui, jusqu'à présent, n'a que des pouvoirs de surveillance. Le groupe F. J. recommanderait aussi un effort d'information visant à alerter l'opinion des pays alliés vendeurs d'installations nucléaires, comme la France et l'Allemagne, pour l'amener à mieux comprendre les préoccupations américaines concernant la non-prolifération. Les États-Unis devraient insister pour que le combustible irradié soit traité uniquement par les vendeurs, non par les pays acheteurs de centrales et d'usines nucléaires. Enfin, Washington devrait renégocier les contrats déjà passés avec ses clients pour y inclure de plus strictes garanties, car les accords conclus dans les années 60 ne sont pas aussi rigoureux que ceux d'aujourd'hui.

Il ne s'agit là que de recommandations soumises au président Ford, qui reste libre de les considérer ou non. Le groupe F. J. a, en tout cas, rejeté une des options à l'étude, qui consistait à créer les ventes américaines d'installations nucléaires.

Le rapport F. J. a inspiré la lé-

De notre correspondant

gislation que la commission mixte du Congrès pour l'énergie nucléaire met actuellement au point. En liaison avec les organismes administratifs intéressés, et notamment avec l'ERDA. Ce projet de loi invite le gouvernement américain à engager immédiatement en négociations avec les autres pays vendeurs en vue d'établir des critères beaucoup plus stricts concernant leurs ventes nucléaires, en particulier d'obtenir des acheteurs qu'ils soumettent leurs installations à une inspection internationale. A court terme et pendant la durée des négociations, le projet recommande des mesures : révision des accords antérieurs avec les pays acheteurs, pression auprès de ces pays pour qu'ils s'engagent à ne pas vendre à des tiers la technologie importée ni à la laisser copier, à prendre les dispositions nécessaires pour diminuer les risques de vols.

Pas d'isolationnisme atomique

Mais un projet de loi concurrent, élaboré par la commission des affaires étrangères et des opérations générales du Sénat, a été également soumis au Congrès. Son inspirateur est le sénateur démocrate Ribicoff (Connecticut), qui juge insuffisante la législation de la commission conjointe en lui reprochant de donner au président l'autorité absolue sur les ventes nucléaires. Le projet Ribicoff est beaucoup plus rigoureux puisqu'il envisage que, à défaut d'un accord dans les dix-huit mois avec les pays vendeurs sur le renforcement des mesures de sauvegarde, les États-Unis devront agir unilatéralement en établissant des règles beaucoup plus strictes concernant les ventes américaines. Les auteurs de ce projet estiment que, étant donnée sa position de principal vendeur d'installations nucléaires, le gou-

vernement américain peut rallier d'autres pays « par l'exemple ». Du côté de la Maison Blanche, on considère le sénateur du Connecticut et ses amis comme des « puristes », manquant de réalisme. Le président, dit-on, opposerait son veto au projet Ribicoff (qui, en fait, a déjà été bloqué au Sénat), car toute initiative unilatérale aurait pour seul résultat d'affecter les intérêts des constructeurs américains d'installations nucléaires au bénéfice de ceux des autres pays. Les États-Unis n'ayant pas le monopole de la technologie nucléaire, ne peuvent se permettre un « isolationnisme nucléaire ».

Le point de vue officiel est soutenu par les milieux industriels et les hommes d'affaires. Un groupe privé, le comité pour le développement économique, groupant environ deux cents représentants de sociétés, aboutit à des conclusions à peu près identiques à celles du gouvernement. Dans un rapport qui vient d'être publié, il recommande que les États-Unis maintiennent leur position de principal fournisseur de réacteurs, de technologie et de combustible nucléaire, sans s'engager de réduire le désir des autres pays de fabriquer leurs propres armes. Néanmoins, les hommes d'affaires estiment que les mesures envisagées aussi bien par eux-mêmes que par le gouvernement sont « effrayamment inadéquates », compte tenu des périls grandissants de la prolifération nucléaire. « Des explosifs nucléaires », disent-ils, « sont en vente dans la garde d'un palais ou de personnes ayant accès à certains laboratoires et aux stocks de plutonium, tout ajoutant une terrible dimension aux dangers internes et aux guerres civiles ».

Le comité propose la création à l'échelon du cabinet d'une nouvelle administration supervisant la politique de l'énergie nucléaire américaine sous tous ses aspects, nationaux et internationaux.

HENRI PIERRE.

MOSCOU ET LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Les dirigeants soviétiques attendent de M. Harriman des éclaircissements sur les positions de M. Carter

Moscou. — Gerald Ford ou Jimmy Carter ? Les dirigeants soviétiques, eux aussi, doivent répondre d'une certaine manière à cette question. Dire qu'ils en sont enchantés serait excessif. Mais le fait qu'ils s'interrogent en disant sur l'incapacité de M. Ford à se battre sur un terrain international après plus de deux ans d'exercice du pouvoir. Voici quatre ans, alors que les Américains devaient choisir entre M. Nixon et McGovern, les Soviétiques n'avaient eu aucun scrupule à tout faire pour faciliter la réélection du sortant, un homme que l'on s'obstine encore à regretter à Moscou.

Les choses sont moins simples cette année pour les experts soviétiques des affaires américaines. D'abord, parce que le président Ford n'a pas cru ou n'a pas su créer avec les Soviétiques cette complicité qui existait entre M. Nixon et Brejnev. L'homme est sans doute fatigué, médiocre, sans imagination, mais ici on lui reproche surtout d'avoir cédé aux pressions des forces les plus conservatrices de son parti et de se livrer parfois à une politique « en zigzag ». Son principal avantage reste cependant pour les Soviétiques qu'en tant que président, il n'a pas conservé l'ol-

De notre correspondant

C'est toute la question. Et à Moscou, on la retourne en tout sens. Chaque nouveau sondage publié aux États-Unis est soigneusement examiné, chaque déclaration d'un candidat est analysée, chaque voyage de retour des États-Unis est interrogé. Les conclusions auxquelles sont arrivés les experts qui consultent la haute hiérarchie soviétique sont connues : M. Jimmy Carter a de bonnes chances de battre M. Ford. Cela ne veut pas dire qu'on le souhaite. Mais cela indique qu'on va tenir compte de cette possibilité et qu'on ne va sans doute pas jouer M. Ford avec autant de netteté qu'on avait joué M. Nixon en 1972.

La perspective d'un échec du président sortant contraindrait également les Soviétiques à se pencher sur le cas Carter. Tâche difficile à l'heure. Ce Sudiste, dont on ne sait encore s'il se révélera un réformiste éclairé ou un démagogue pseudo-mythique, sollicite pas seulement les dirigeants du Kremlin. Se réclamer du peuple et en appeler au peuple n'a guère bonne presse à Moscou. D'autre part, est démocrate et l'on n'a pas conservé l'ol-

un bon souvenir d'autres présidents démocrates, qui appelaient Truman, Johnson, voire Kennedy. Faut-il rappeler que les périodes des plus grands affrontements entre l'U.R.S.S. et les États-Unis ont toujours été avec des présidences démocrates ?

Inquiétudes à propos de l'entourage

L'entourage de M. Carter, enfin, inquiète quelque peu. C'est ainsi que la présence à ses côtés d'un expert de politique étrangère, tout comme d'un administrateur, le professeur de Columbia University, est régulièrement mentionnée dans les conversations. Depuis longtemps, en effet, la presse soviétique démentait comme un anti-soviétique notoire, un adversaire de la détente. Son influence sur Carter n'est pas vue d'un bon œil. D'autant plus que certains journaux américains ont déjà présenté ce parti pris politique de fermeté à l'égard de l'U.R.S.S. comme un possible successeur de M. Henry Kissinger.

Des conseillers de M. Carter ont sans doute eu vent de ces inquiétudes. C'est sans doute pourquoi le candidat démocrate a envoyé à Moscou un émissaire de choix qui a toujours bénéficié d'un grand prestige au Kremlin : l'ancien ambassadeur Averell Harriman. M. Harriman, toujours bien portant en dépit de son grand âge (il aura quatre-vingt-cinq ans au mois de novembre), est arrivé jeudi 18 septembre dans la capitale soviétique, qu'il connaît bien. Il a rencontré immédiatement de nombreux interlocuteurs, des dirigeants tenant sans doute à avoir des informations de première main sur les projets de M. Carter. L'émissaire démocrate, de son côté, a tenté de mieux connaître les intentions soviétiques, en particulier en ce qui concerne les négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), un domaine dans lequel Moscou pourrait, grâce à des concessions de dernière minute, faciliter la tâche de M. Ford.

La presse et la télévision, pendant ce temps, rendent compte avec une certaine objectivité des débats qui se déroulent aux États-Unis, sans favoriser M. Carter et sans épargner M. Ford, et encore moins M. Kissinger, qui est dénoncé comme le meilleur allié de Brejnev. C'est un signe supplémentaire de l'embarquement du Kremlin.

JACQUES AMALRIC.

PROCHE-ORIENT

Liban

La réunion tripartite de Chtaura n'a donné aucun résultat

De notre correspondant

Beyrouth. — La seconde réunion tripartite libano-égypto-palestinienne, qui s'est tenue dimanche 19 septembre à Chtaura, n'a pas donné de résultats. Une troisième réunion est prévue, toujours à Chtaura, le 24 septembre, au lendemain de l'accession au pouvoir du président Elias Sarkis.

La droite chrétienne attribue l'échec de Chtaura au fait que M. Arafat a refusé de s'engager à retirer ses troupes de la montagne, parce qu'il ne se voyait pas une solution globale de la crise. Les Palestino-progressistes attribuent l'impasse à l'intransigeance égyptienne et à la « fureur » exercée par Damas sur le président Sarkis. En tout état de cause, le problème central — qui se profilait en filigrane au cours des pourparlers de Chtaura, même s'il n'a pas été clairement débattu — est celui du contrôle que la

De notre correspondant

Syrie entend exercer sur la répartition palestinienne, en invoquant les modalités d'application des accords libano-palestiniens du Caire, alors que la résistance ne veut avoir affaire qu'à l'État libanais.

Cependant, à trois jours de la date fatidique du 23 septembre, la grande question qui se pose est de savoir comment et dans quelles conditions M. Sarkis accèdera à la présidence. Toute affaire cessante le président élu s'occupe de cet épineux problème à partir de ce lundi.

Pour qu'il n'y ait aucune contestation ni ambiguïté, il faudrait que le Parlement libanais tienne une séance au cours de laquelle M. Elias Sarkis prêterait le serment constitutionnel. Il ferait à

cette occasion, croit-on, savoir, un discours-programme portant sur des réformes intérieures structurelles, mais en raison de la tension actuelle, il est loin d'être sûr que la séance parlementaire puisse se tenir. Le local qui servirait de Parlement serait le Musée national situé sur la ligne de démarcation, qui dispose d'une entrée principale donnant sur le secteur est (droite chrétienne) et d'une entrée secondaire donnant sur le secteur ouest (palestinien-progressiste). Bien que près du tiers des députés se trouvent à l'étranger, il devrait être facile de réunir le quorum. Et toutes les parties le veulent. Mais il suffirait que l'une d'entre elles en décide autrement, et déclenche une bataille dans le secteur, pour que la séance soit compromise.

Tous les regards convergent à ce propos vers M. Camille Chamoun, il a assuré dimanche qu'il prendrait toutes les mesures possibles — en sa double qualité de ministre de l'Intérieur et de la défense — pour permettre à la séance parlementaire de se tenir. Mais le remaniement ministériel qui a fait de lui un premier ministre par intérim et un potentiel président provisoire de la République en cas de vacance constitutionnelle a créé un état de malaise et de suspicion non seulement à Beyrouth-Ouest, mais aussi, et sous une forme peut-être plus aiguë, dans le secteur conservateur chrétien.

Les milieux phalangistes ont pris les devants en occupant, avant les troupes de M. Chamoun, les casernes de l'armée situées dans le secteur chrétien. Elles se sont occupées notamment de blinder, dont plusieurs chars américains Sherman M-4. La rivalité entre les Phalanges et M. Chamoun est à son paroxysme, sans qu'il faille pour autant s'attendre à une rupture, leurs objectifs fondamentaux étant les mêmes. M. Chamoun et Chamoun devaient se rendre ce lundi dans le Nord, dans la région de Zgharta, où des incidents sanglants opposent des partisans du président français à des habitants du village voisin de Scharra, les uns et les autres appartenant pourtant au clan le plus extrémiste de la droite chrétienne.

LUCIEN GEORGE.

Egypte

Les pirates de l'air de Louxor sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité

De notre correspondant

Le Caire. — Contrairement aux prévisions, la peine de mort infligée par le procureur militaire n'a pas été prononcée par la Cour égyptienne de sûreté de l'État à l'encontre des pirates de l'air qui, le 23 août dernier, s'étaient emparés du Boeing d'Égypte Air Le Caire-Luxor, immobilisé dans cette dernière ville, l'appareil avait été récupéré neuf heures plus tard par un commando de l'armée égyptienne, sans dommages pour les quatre-vingt-deux passagers.

Les trois terroristes, un Égyptien, Ahmed Soliman, et deux Palestiniens, Ali Osman et Mohamed Naguib, ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Trois autres personnes, accusées de complicité dans le détournement du Boeing, ont été acquittées. Il s'agissait d'un Jordanien et de deux Palestiniens, dont l'un était jugé par contumace.

Le procès n'a pas permis d'établir les plans de l'air étaient destinés à la tentative de colonel Kadafi, comme l'avait pourtant affirmé le chef du gouvernement égyptien. En

revanche, il semble bien, du moins d'après les affirmations des pirates de l'air, que ceux-ci avaient l'intention de conduire l'avion égyptien en Libye et de ne le rendre qu'après la libération de plusieurs Arabes détenus en Égypte pour avoir tenté d'assassiner des personnalités libyennes ou sud-yéménites en exil. Un tribunal militaire égyptien vient d'ailleurs de condamner à cinq ans de travaux forcés un négociant libyen, Wamès Macheima, convaincu d'avoir essayé de recruter en Égypte des hommes de main pour tuer le commandant Macheima, ancien proche du colonel Kadafi, aujourd'hui en exil au Caire.

Signalons, d'autre part, que, contrairement à certaines rumeurs (le Monde du 31 août 1976), le conseil du Yémen du Sud au Caire, M. Saïf Mohamed, arrêté à la fin du mois dernier par les autorités égyptiennes, n'est pas accusé de complicité dans le détournement du Boeing mais de participation à la tentative d'assassinat au Caire de M. Ali Haytham, ancien premier ministre d'Aden. — J.-P. P.-H.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS AU CAIRE entre employés des autobus et forces de l'ordre

De notre correspondant

Le Caire. — De violents affrontements entre les forces de l'ordre et des employés en grève de l'organisme des transports en commun du Caire ont eu lieu le dimanche 19 septembre, autour de l'important dépôt d'autobus d'Amrieh, dans la banlieue nord de la capitale égyptienne. Des policiers et des grévistes ont été blessés. Un membre des forces de l'ordre aurait été tué.

La grève des autobus a débuté le samedi 18 septembre. Quelques heures après, un communiqué officiel faisait savoir qu'elle était terminée, « les employés des transports ayant été acceptés ». Celles-ci portaient notamment sur l'attribution d'une prime spéciale dite « de fin de Ramadan », sur la dissolution du Syndicat officiel des employés des transports urbains, et sur la réduction de huit heures à sept heures par jour de la durée du travail.

Seule la première exigence des grévistes aurait, en fait, été agréée par les autorités de plus, celles-ci auraient annoncé l'ouverture d'une enquête, la grève restant un délit aux termes de la législation égyptienne. Les incidents d'Amrieh, comme ceux de Al-Ahsar II y a quelques jours (le Monde du 8 septembre), constituent un nouvel avertissement pour le gouvernement égyptien, bien qu'ils ne paraissent pas avoir de signification politique précise, et même s'ils se sont déroulés le jour où le Raïs prononçait une allocution pour remercier ses compatriotes de l'avoir élu à la présidence par plus de 99 % des suffrages exprimés. Ils sont, en tout cas, significatifs d'une agitation sociale endémique due essentiellement à l'écart croissant entre les salaires (le SMIC égyptien est d'environ 100 francs par mois) et le coût de la vie (un kilo de viande coûte plus de 10 francs). — J.-P. P.-H.

ROBERT LAFFONT

Peut-on instaurer le socialisme dans la liberté ?

LA REVOLUTION SUÉDOISE

un livre de **GABRIEL ARDANT**

Collection "Libertés 2000" dirigée par Jean-François Revel

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

CHATEAU de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTRÔLÉ

(Hors commerce)

	6 bout.	12 bout.	25 bout.
1974	112	180	384
1973	115	205	385
1972	120	219	415
1970	135	250	484
1967	155	275	635

Écrivez à **A. BOUVIER**

Château de Barbe-Blanche
33570 LUSSAC
Tél. (56) 84-00-54

PROCHE-ORIENT

Liban

POINT DE VUE

CHRÉTIENS ET MUSULMANS

par
SALAH EDDIN BITAR (*)

La genèse de la crise libanaise ne peut être appréhendée, dans sa réalité profonde, qu'à partir d'une approche nationale arabe, dont il m'apparaît intéressant de dégager, à la veille de l'échéance du 23 septembre, les jalons essentiels :

● L'indépendance et la souveraineté du Liban reconnues par le consensus réalisé en 1943 entre les deux parties, musulmane et chrétienne, appelées à cohabiter dans ce pays. Le Liban, dans sa réalité historique et géographique, est partie intégrante du monde arabe.

● La question palestinienne est à la base de la crise du Proche-Orient. Tout le monde, y compris les deux plus grandes puissances, s'accorde sur ce point. La dimension arabe de ce problème est, d'autre part, essentielle. Enfin, le Liban, pays arabe, se devait d'assumer — dans le respect, certes, de sa souveraineté et de son indépendance — sa part de responsabilité dans la lutte commune contre l'agression israélienne.

Tant que ces évidences ont été acceptées comme telles, le Liban a pu sauvegarder sa stabilité et sa prospérité. Mais la référence à ces vérités est devenue de plus en plus platonique et formelle, ce qui a abouti à une constante et dangereuse dégradation de la situation.

Les causes de cette dégradation se trouvent à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Le Liban n'a cessé d'être l'objet d'arabes convoitises et il a constaté, depuis 1980, un terrain fertile pour les complots destinés à attiser les brassés des contradictions confessionnelles. Ce qui se passe aujourd'hui au Liban, c'est bel et bien une répétition, mais à un degré de férocité, d'horreur et d'hypocrisie plus élevé de ce qui s'est passé en 1980.

On se souvient qu'à cette époque une révolte s'était déclarée, au Liban, contre l'autorité du président de l'époque, G. Chamoun. La chance, alors, fut que l'armée libanaise put conduire l'ultime et décisive victoire. Elle avait, à sa tête, un grand chef patriote, le général Chehab, chrétien maronite et libanais arabe, qui parvint, en épargnant à ses troupes l'alignement sur l'un ou l'autre des deux camps, à gagner l'estime de toutes les communautés libanaises. Elles présidaient de la République, il se comporta en homme politique réaliste et n'hésita pas à tendre la main au président Nasser, dont il savait l'ascendant sur les masses populaires libanaises. C'est dans ces conditions que le Liban a retrouvé sa unité, sa stabilité et sa prospérité.

Ce sursaut n'eut malheureusement qu'un temps, et l'on vit se cristalliser les courants centrifuges qui minent la cohésion nationale du pays et dont l'existence constitue la deuxième cause — la cause intérieure — des désastres libanais. Ces courants reprirent le dessus, et les assauts des forces centrifuges atteignirent leur paroxysme au lendemain de la guerre de juin 1987.

Le pluralisme libanais se trouvait, peu à peu, menacé par d'inquiétantes lézardes que les étonnés, enhardis par leur victoire, n'allaient pas tarder à exploiter. Ben Gourion ne révéla-t-il pas, dès 1954, dans une lettre aujourd'hui connue et adressée à M. Sharret (alors président du conseil), de la création d'un Etat maronite greffé au flanc du Liban ?

En semant et en entretenant le vent des idéologies confessionnelles, c'est bel et bien la tempête de la guerre civile que l'on risqua de récolter. Pourtant, en dépit de cette inquiétante montée des périls confessionnels, les hommes politiques libanais continuèrent à s'adonner à leurs subtils joutes politiques et à laisser les mauvaises herbes de l'affairisme, du népotisme et du clientélisme envahir les aléas du pouvoir. On put ainsi l'habitude, au fil des mois et des combinaisons parlementaires et ministérielles, de se considérer comme maronite avant d'être libanais, chrétien avant d'être libanais, musulman avant d'être libanais. La trame du tissu national libanais, qui s'était sensiblement raffermie durant la période du sursaut chehabiste, se relâchait dangereusement.

Une ingérence intolérable

C'est en partant de ces réalités qu'il convient d'analyser les autres maux qui ont frappé ce pays, aujourd'hui moribond.

Il faut parler tout d'abord de l'ingérence intolérable des régimes arabes qui, systématisant une tradition déjà ancienne, ont fait du Liban, durant la période qui a précédé la guerre civile, le terrain de prédilection de leurs affrontements. La guerre froide larvée qu'ils ont fini par instaurer s'est malheureusement appuyée sur les forces vives liba-

naises. Financiant partis et journaux, transformant l'échiquier politique en un maquis de chasses gardées et de zones d'influence, ils ont bénéficié, de la part de l'Etat libanais, d'une mansuétude et d'une tolérance d'autant plus grande que la majorité des formations se réclamant de ce qu'il est convenu d'appeler « la droite » et « la gauche » libanaise se prêtaient complaisamment à une telle ingérence. Ce climat politique a donné toute sa virulence au syndrome de l'extrémisme maronite.

Pour aborder cette question, qui constitue le facteur crucial du conflit libanais, il faut établir une distinction très nette entre les chrétiens maronites et ceux qu'il est plus conforme à la réalité d'appeler les « maronites chrétiens ».

Nul ne conteste le rôle prépondérant des premiers dans la communauté libanaise. Cela tient aux circonstances historiques. Connus de cette réalité et soucieux de ne pas insulter l'avenir, je me dois d'être attentif à certains des propos du patriarche maronite Khorriché et du chef des Phalanges, Pierre Gemayel. Ces derniers font, en effet, état de la psychose qui s'est emparée de la communauté maronite, mais ils reconnaissent aussi l'existence et l'aggravation de distorsions sociales et de pratiques discriminatoires qui ont engendré, au sein des communautés musulmanes, l'amertume et le ressentiment. On peut dire que les Phalanges ne représentent pas l'extrémisme et l'irréductibilité maronites.

Les « maronites chrétiens » puisent, par contre, leur inspiration à des sources plus douteuses. S'appuyant sur l'idéologie confessionnelle maronite, ils ont développé une forme de nationalisme maronite xénophobe et farouchement anti-arabe. Ils ne veulent pas seulement remettre en cause la présence palestinienne, mais ils visent aussi à « désarabiser » le Liban. La responsabilité principale, et de très loin, de l'escalade meurtrière leur est imputable.

Les allures de pogrome et de génocide prises par les affrontements de Tell-El-Zattar et ailleurs illustrent, de tragique manière, leur fanatisme. Leur objectif avoué est d'enfermer le Liban dans une insupportable alternative : ou le Liban demeure un dans le cadre d'une formule isolationniste, non arabe, voire anti-arabe, ou c'est l'éclatement, la partition par la fondation d'un Etat maronite.

Significatives sont, sur ce point, les appréciations convergentes de trois des principaux protagonistes : Kamal Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste ; Raymond Eddé, figure importante de la communauté maronite, et enfin Yasser Arafat, qui dénonce, au nom de la résistance palestinienne, « les maronites qui veulent créer un second Israël au sein de la nation arabe ».

Un pouvoir solitaire

Le problème posé par la présence palestinienne constitue, justement, le facteur qui a, apparemment, cristallisé les antagonismes. Cela nécessite quelque explication. Les Palestiniens ne se sont rassemblés, de façon aussi massive, au Liban, qu'après les tueries du « Septembre noir » jordanien de 1970. Les dirigeants syriens n'ont guère voulu d'eux et les ont même incités à trouver refuge au Liban. Leur présence au Liban, dictée par la nécessité, n'a d'autre finalité que leur besoin d'une terre d'accueil, d'où ils pourront continuer à interpeller la conscience universelle, et à lutter pour la libération de leur patrie. Ils n'ont pas l'intention de monnayer leur patrie pour tout l'or du monde, et pas seulement celui du monde arabe, ils demandent, à tout le moins, d'être traités comme le fut la révolution algérienne en Tunisie.

Il est insensé de les dénoncer comme des « agents de la subversion internationale ». La lutte palestinienne légitime aujourd'hui, après tant d'années d'hostilité et de alléance, par la communauté internationale suppose des formes d'organisation populaire et militaire autonomes. Or, face à leurs détracteurs, qui rejettent le principe même de leur présence armée au Liban, les Palestiniens n'ont bénéficié du soutien résolu que des seules forces progressistes. Leurs leaders n'ont, cependant, pas cessé d'affirmer que leur présence au Liban ne peut être considérée que comme provisoire. Leurs rencontres avec tous les représentants de la communauté maronite ont toujours été axées sur cette idée essentielle. Enfin, et sans nier l'existence d'erreurs qui ont pu être, de temps à autre, commises par certains secteurs ou leaders de la résistance, comment ne pas tenir compte de l'état d'esprit des Palestiniens, hantés par le spectre d'une nouvelle tentative de liquidation comme ce fut le cas en Jordanie ?

De cessez-le-feu non respecté en trêve manquée, la guerre civile n'a cessé de s'aggraver semant la mort et la désolation, creusant le fossé entre les communautés libanaises et accentuant, au fil des semaines, les risques d'un embrasement généralisé de toute la région.

Alors quel dénouement peut-on attendre et espérer ?

Au sein de la communauté maronite, le temps joue apparemment en faveur des « ultras ». Chaque épisode renforce leur emprise sur leurs autres partenaires. Ceux des chrétiens maronites qui ont été entraînés dans cette aventure risquant, dans ces conditions, de devenir — et de façon irréversible — les prisonniers ou les otages de l'alle irréductible et jusqu'au-bourgeoisie dont l'effarante brassée chaque aujourd'hui les milieux politiques européens les plus modérés. Je suis pourtant convaincu que la majorité des Libanais maronites se refusent à être définitivement entraînés dans la voie périlleuse à laquelle les « ultras » continuent de s'accrocher.

L'intervention de l'armée syrienne ne peut, en aucun cas, résoudre la crise libanaise. Seule une offensive de paix, menée par une action collective des Etats de la Ligue arabe peut contribuer à rétablir la concorde dans un Liban meurtri, mais décidé à promouvoir une société arabe, démocratique et laïque dans le respect de son indépendance et dans la sauvegarde de son intégrité territoriale et de sa souveraineté. Cela suppose, évidemment, que soient définies, d'un commun accord, les modalités de la présence palestinienne dont le principe ne peut, d'aucune manière, être remis en cause.

Les différentes variantes de « décentralisation » — un euphémisme qui ne saurait leurrer sur les intentions de ses auteurs — ou de « fédération » dans le sillage des chars et des blindés ne peuvent contribuer à la réconciliation libanaise. Bien au contraire.

Après son offensive militaire, la cruauté de ses assauts contre le mouvement national progressiste libanais et contre la résistance palestinienne, la rigueur du blocus imposé aux villes et aux camps soumis à un pillage incessant, le régime syrien, enlisé dans le marécage libanais, ne peut guère plus faire illusion. D'ailleurs les maîtres du pouvoir à Damas ne peuvent ignorer que, toute entreprise qui consiste à vouloir en finir avec les Palestiniens est non seulement criminelle, mais qu'elle est aussi, à terme, vouée à l'échec.

Restent un certain nombre de questions et lancinantes questions : comment la Syrie, qui fut et demeure le cœur battant de l'arabisme, a-t-elle pu en arriver à un tel reniement ? Comment a-t-elle été entraînée, elle qui est si profondément unioniste, à accepter l'alliance avec des forces agressivement isolationnistes ? Comment le régime au pouvoir à Damas a-t-il pu fourvoyer le pays dans une voie si contraire à ses traditions et à sa vocation ?

La réponse réside dans la nature même du pouvoir en Syrie. Un pouvoir solitaire, coupé du peuple et étouffant toute vie politique démocratique et authentiquement nationale. Si la Syrie a périé de la sorte les idéaux qui furent les siens et fait l'effacement de sa mission nationale arabe, c'est dans les mécanismes du pouvoir régnant sans partage à Damas qu'il faut en rechercher les causes.

Sans l'indispensable appui populaire, tout régime arabe — et le régime syrien en particulier — ne peut, à l'heure des choix décisifs concernant le conflit qui longe depuis vingt-huit ans le Machrek arabe, qu'opter pour le « banco » et la fuite en avant dans les projets et les alliances les plus insensés.

Aujourd'hui, le retrait des troupes syriennes du Liban peut effectivement être le prétexte à un dénouement de la tragédie libano-palestinienne. Notre peuple, la cause palestinienne et celle de la liberté et de l'arabisme ont tout à y gagner.

(*) Ancien président du conseil de la République arabe syrienne.

L'EXPRESS

A la recherche de la confiance

Pas de victoire sur l'inflation sans qu'on ait fait renaître la confiance des Français. M. Barre est-il sur la bonne voie ? Quelques erreurs ont déjà été commises... Si l'obsession électorale, bien prématurée, continuait à prévaloir sur la volonté urgente d'unir les Français devant le danger commun, l'inflation ne pourrait être vaincue. Les jours qui viennent diront si le gouvernement est à la hauteur des circonstances.

Prix : que peuvent les consommateurs ?

Les consommateurs sont les premières victimes de la hausse des prix. Que font-ils pour se défendre ? Ils essaient de s'organiser, mais... L'Express dénonce, à travers des exemples concrets, les six verrous qui freinent leur action.

Chinois, si vous saviez...

Alors que Mao meurt divinisé, d'autres voix révèlent l'existence, en Chine, d'une opposition démocratique. L'Express publie le premier texte rédigé par des Chinois qui dénoncent l'inhumanité du régime.

L'EXPRESS

EST EN VENTE DÈS CE LUNDI
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHATOU :
16, rue des Garennes
400 m. R.E.R.

Villa Les Garennes
studio au 5 pièces
standing, quartier résidentiel
réalisation : ERIMO
359.25.00

à Chatou : s.a. H. LE CLAIR
65, av. Foch, 978.30.02

LA FRANCE «RUBAN BLEU» DES FAILLITES

C'est ce qui ressort d'une toute récente étude de la Communauté Européenne, à Bruxelles.

En vertu de la Loi Décret du 23 décembre 1953 rendant obligatoire le mensonger Plan Comptable français et la mensongère Comptabilité « à partie double », page 68 de ce Plan, les Ecoles de Comptabilité les plus prestigieuses ne peuvent enseigner qu'à faire des

BILANS FAUX BÉNÉFICES FICTIFS

et la prétente que le Gouvernement ose invoquer est que les bénéfices FICTIFS sont un « IMPÉRATIF FISCAL » !

ACTIONNAIRES

alors qu'il est ILLICITE de distribuer des Dividendes avec des bénéfices FICTIFS, il est tout aussi ILLICITE de payer des impôts sur des bénéfices FICTIFS !

Exigez que les Ecoles de Comptabilité enseignent le Calcul du montant des impôts sur les bénéfices FICTIFS, et exigez que les Entreprises exigent du Fisco la

RESTITUTION DE CES IMPOTS

pour les 3 derniers Exercices écoulés !

Toutes les données nécessaires figurent dans mon Ouvrage :

«SORTIR DE L'INFLATION»

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 50 F français, verrouillé à l'avance, par chèque bancaire, ou virement postal, ou chèque postal à volets, ou en espèces à mon domicile. No Copyright. Reproduction autorisée.

Le paiement d'impôts sur des bénéfices de plus en plus fictifs a contribué à mettre à sec les Trésoreries des Entreprises et c'est en partie pour payer ces impôts qu'elles sont maintenant dangereusement endettées !

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

C.F. Paris 1820-11 — Tél. (1) 263-58-76

AFRIQUE

LA MISSION DE M. KISSINGER EN AFRIQUE AUSTRALE

- RHODÉSIE : le « processus de clarification » pourrait aboutir
- NAMIBIE : des « progrès considérables » auraient été accomplis

M. Kissinger était attendu, lundi 20 septembre, à Lusaka, où il devait rencontrer le nouveau président Kaunda avant de se rendre mardi à Dar-Es-Salaam, où il s'entreprendra avec le président Nyerere, puis, mercredi, à Kinshasa. Le secrétaire d'Etat américain doit faire escale à Londres mercredi soir avant de regagner Washington.

Avant de quitter Pretoria, M. Kissinger a eu un dernier entretien avec le premier ministre sud-africain, consacré à la Namibie, qui aurait permis, selon un membre de l'entourage du secrétaire d'Etat américain, d'enregistrer des « progrès considérables ». Selon une source

proche de M. Kissinger, un accord serait imminent sur la convocation par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une conférence internationale, sans doute à Genève. A celle-ci participeraient l'Afrique du Sud, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), principale organisation de libération de Namibie, et des représentants de la conférence constitutionnelle de la Namibie (Windhoek), qui réunit des délégués de tous les groupes ethniques namibiens. M. Smith a regagné, dimanche soir, Salisbury, où il devait réunir ses ministres et la direction de son parti pour les informer du résultat de ses discussions.

De notre correspondante

A la question : « Êtes-vous plus optimiste après vos entretiens sur la possibilité d'un accord sur la règle de la majorité », le secrétaire d'Etat a répondu : « Si l'on n'y croit pas de progrès, d'un accord, n'aurait rien à dire à son cabinet ».

Il est important maintenant de savoir si ce « progrès » suffira aux responsables africains. Dimanche soir, M. Joshua Nkomo, président de l'Assemblée nationale du mouvement nationaliste noir, l'ANC (African National Council), souvent présenté par les Blancs et le régime sud-africain comme l'homme du dialogue, n'a pas laissé beaucoup de liberté d'option à M. Ian Smith ou à M. Kissinger, en déclarant que la règle de la majorité devrait être appliquée après une période transitoire de six mois à un an.

De nombreux observateurs à Pretoria expriment leur crainte de voir la montagne « accoucher d'une souris ». Ils se souviennent des tentatives d'entretiens entre les représentants britanniques et M. Smith, il y a plusieurs années, où chacun se félicitait d'être parvenu à un consensus, en fait sans lendemain.

Un violent discours contre l'apartheid

Il est probable que M. Smith se rend compte que son pays est engagé dans un processus d'isolement inévitable, et qu'il est prêt à des concessions importantes. Encore faut-il qu'il parvienne à convaincre les membres de son parti, le Front rhodésien, au sein duquel il est très souvent critiqué pour ses positions « trop libérales ».

Le premier ministre sud-africain a joué un rôle de médiateur. C'est après un compte rendu de ses entretiens avec M. Smith que M. Kissinger a décidé de rencontrer ce dernier premier ministre d'un gouvernement que les Etats-Unis refusent de reconnaître de-
« Les Noirs d'Afrique du Sud demandent des droits et l'égalité (avec les Blancs), pas des biens un peu plus confortables », a dit M. Gatacha Buthe, premier ministre du bantoustan du KwaZulu, « M. Vorster, dans ses récents

discours a-t-il notre espoir de voir des changements ».

M. Sonny Leon, dirigeant du parti travailliste métis, a expliqué que son parti ainsi que d'autres mouvements demandent la réunion d'une convention nationale rassemblant des représentants de toutes les races et de tous les partis existant déjà au Parlement. Les chefs de bantoustans ont, quant à eux, réaffirmé leur opposition à l'indépendance du territoire qui leur a été assigné par le gouvernement sud-africain.

« Nous sommes, ont-ils expliqué, citoyens de l'Afrique du Sud entière ».

Pendant ce temps, M. William Schaaf, assistant de M. Kissinger pour les affaires africaines, recevait pendant deux heures en tête à tête M. Manas Buthe, président de l'Association des parents noirs (B.P.A.). La B.P.A., créée au lendemain des premières révoltes lycéennes du mois de juin, bénéficie de la confiance des jeunes manifestants africains.

« J'ai surtout répondu aux questions de M. Schaaf », a expliqué M. Buthe, et je me suis fait l'écho des manifestants ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

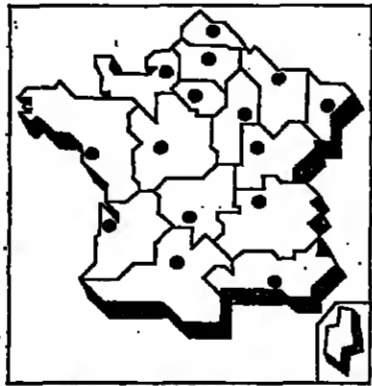
M. George Bush, directeur de la Central Intelligence Agency (C.I.A.), a déclaré, dimanche 19 septembre, à la télévision américaine, qu'on pouvait redouter un bain de sang en Rhodésie en cas d'échec de la mission de M. Henry Kissinger.

« Je suis préoccupé, et tous ceux qui ont accès au renseignement le sont également, par la détérioration de la situation rhodésienne. Le statu quo apparaît insoutenable », a-t-il dit. (Reuters.)

M. Armond Dali, missionnaire américain emprisonné depuis un an au Mozambique, a été libéré, a annoncé samedi 18 septembre le département d'Etat. — (A.F.P.)

Des bruits courent sur S.M.O.:

«C'est une Multinationale.»



Il y a 15 S.M.O. en France.

Au sens propre, c'est faux. Mais littéralement, c'est vrai : S.M.O. est bien multinationale et nationale.

Regardez cette carte pour vous en convaincre. Chaque point correspond à une S.M.O. Il y en a 15. Chacune localisée dans les centres nerveux régionaux de décision. Et chacune sur le territoire national. Cela veut dire que les qualités de service et de maintenance sont les mêmes pour chacune des firmes qui ont fait confiance à S.M.O. Quelles soient installées en province ou dans la région parisienne. Et pour S.M.O., il ne suffisait pas de le dire. Mais de le faire. Et aujourd'hui, c'est fait.

On peut ajouter que multiple et nationale, S.M.O. l'est aussi pour deux

autres raisons structurelles : son capital appartient en majorité à trois Sociétés nationales (A.G.F., C.G.V. et U.A.P.) et les matériels qu'elle préconise (facturiers électroniques ADLER, photocopieurs APECO, contrôleurs électroniques de gestion OMRON, duplicateurs et sélecteurs ORMIC, ordinateur de bureau SMO 400, calculateur en temps réel pour l'optimisation permanente de l'ordonnement-lancement et machines pour le traitement des textes WORDPLEX) sont allemands, américains, français, japonais... Cités par ordre alphabétique. Pour ne gêner personne. Et rester ouvert à tous. Aux meilleurs.

SMO
Au SICOB
Niveau 3, Zone E, Stand 3509.
Et, niveau 2, Zone B, Stand 2204.

Formulaires S.M.O. envoyés de bon vouloir
Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. 09 99
Vendé
M

Angola

LA FINLANDE ET L'ANGOLA ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (Reuters.)

Bolivie

LE COMITÉ DE RESISTANCE ANTIFASCISTE a dénoncé le 18 septembre, à Paris, l'arrestation récente, dans la ville de Santiago-Cruz, de M. Guillermo Capobianco, journaliste et responsable syndical de la centrale ouvrière bolivienne.

Corée du Nord

M. CHOI YONG KUN, VICE-PRESIDENT DE LA CORÉE DU NORD, est décédé, dimanche 19 septembre, à l'âge de soixante-seize ans. Il avait adhéré au parti communiste chinois en 1928 et combattu dans ses rangs contre les envahisseurs japonais. Après leur défaite, il commanda la police secrète nord-coréenne et devint ministre de la défense dans le premier gouvernement de Pyongyang constitué en 1948. Membre du comité central du parti des travailleurs de Corée du Nord, il exerça la fonction de ministre de la Défense en 1957 à 1972, alors que M. Kim Il Sung était premier ministre. — (Reuters.)

Corée du Sud

UNE IMPORTANTE MANIFESTATION s'est déroulée, samedi 18 septembre, à Séoul, pour la première fois depuis la proclamation de l'état d'urgence, il y a un an et demi. Une centaine de travailleurs demandaient la libération d'un dirigeant syndical arrêté pour avoir suscité une grève « illégale ». — (A.F.P.)

Guinée-Bissau

LE CONSEIL D'ETAT a pris, samedi 18 septembre, des mesures de sévérité à l'égard des détenus de droit commun et des détenus politiques condamnés pour « collaboration avec l'ennemi » pendant la guerre de libération. Les condamnations à mort ont été commuées en peines de dix

A travers le monde

ans de travaux forcés. Les condamnés aux travaux forcés ayant déjà purgé deux tiers de leur peine seront libérés, à condition qu'ils aient eu une bonne conduite pendant leur détention. Les autres voient leur peine réduite de moitié. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

DIX A QUINZE MILLE PERSONNES ont défilé à l'appel du mouvement Femmes pour le paix, samedi 18 septembre, à Newry, petite ville située près de la frontière avec l'Eire. Une seule des deux fondatrices du mouvement était présente. Mlle Mairead Corrigan, Mme Betty Williams animant une autre manifestation qui a rassemblé cinq mille personnes à Liverpool. — (Corresp.)

Japon

ONZE EXPERTS AMERICAINS et une cinquantaine de techniciens japonais ont commencé, dimanche 19 septembre, à démonter le Mig-25 soviétique qui s'est posé il y a deux semaines sur l'aérodrome d'Iwakodate. — (A.F.P.)

Tchad

LE CONSEIL SUPERIEUR MILITAIRE a rendu public, dimanche 19 septembre, les résultats de son enquête sur la disparition de trente-cinq personnes arrêtées sous le régime du président Tombalbaye. Le lieutenant Mahmoud Abderraman, ministre de la justice, dans un communiqué lu à la radio tchadienne, a cité le cas de deux prisonniers morts à la suite des tortures qu'ils avaient été infligées, soit directement par l'ancien président Tombalbaye lui-même, soit par d'autres personnes, et enterrés en des lieux non précisés. Les trente-trois autres détenus, poursuivis le ministre de la justice, furent transportés hors de N'Djamena dans la nuit du 15 au 16 juillet 1973, puis exé-

tés et enterrés dans trois fosses communes. — (A.F.P.)

Union soviétique

LES SERVICES DE SECURITE SOVIETIQUES (K.G.B.) ont arrêté la semaine dernière deux dissidents soupçonnés d'avoir peint des slogans ant-soviétiques sur des bâtiments et sur des autobus de Leningrad, apprend-on dimanche 19 septembre à Moscou de sources dissidentes. Cette affaire des slogans remonte aux mois d'avril et d'avril derniers. MM. Youri Rybakov et Oleg Volkov, peintres non conformistes, ont été arrêtés le 13 septembre. Plusieurs autres personnes, tant à Leningrad qu'à Moscou, ont été appréhendées et relâchées après trois jours d'interrogatoire. — (A.F.P.)

Uruguay

RESISTANCE OUVRIERE ET ETUDIANTINE (R.O.E.), organisation d'extrême gauche, a fait savoir, le 14 septembre, que l'un de ses fondateurs, le leader syndicaliste Gerardo Gatti, quarante-cinq ans, enlevé à Buenos-Aires le 10 juin dernier, a fait l'objet, il y a plusieurs semaines, d'une demande de rançon de la part d'un groupe de personnes qui le détenaient et paraissent appartenir aux forces de répression de Montevideo. Cette révélation a été faite par M. Washington Perez, ancien dirigeant syndical des ouvriers du caoutchouc de l'Uruguay, à son arrivée en Suède. Ce pays a accordé le droit d'asile à M. Perez après qu'il eut quitté l'Argentine où, depuis deux ans, il vivait avec sa famille, comme réfugié. Les ravisseurs de M. Gatti ont tenté d'utiliser M. Perez comme intermédiaire dans leur demande de rançon.

Yugoslavie

UNE LETTRE PERSONNELLE DU PRESIDENT GISCARD D'ESTAING au maréchal Tito et souhaitant un prompt rétablissement au chef de l'Etat yougoslave a été remise samedi 18 septembre par l'ambassadeur de France à Belgrade. — (A.F.P.)

JP 44-66150

POLITIQUE

Des gaullistes de gauche apportent leur soutien à M. Chirac

Deux mouvements de gauche ont fait savoir qu'ils approuvaient l'action politique de M. Jacques Chirac. L'Union de la gauche V. République, que préside M. Georges Denis (250, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), assure, dans un communiqué :

« Compagnons de gauche du gaullisme, depuis le départ du général de Gaulle et la mort de »

M. CHABAN-DELMAS : l'U.D.R. doit agir dans la loyauté.

M. Jacques Chaban-Delmas prenant la parole dimanche 19 septembre, à Bordeaux, à l'occasion de la « Fête de l'Union gaulliste », a déclaré :

« Pour l'U.D.R., l'action s'est dégradée depuis la mort de Georges Pompidou, élue, puis Mulgrew lui ayant échappé. Dans ces conditions, la machine des dispersés des efforts serait négligée. »

« Et Guichard et Boulin au gouvernement, le maître de Bordeaux a estimé que le premier serait chargé de faire en sorte que cesse le temps des deux destins et des piques britanniques, ajoutant : « Cela nous préoccupe, du moins pour le moment, et il faut dire qu'il y a eu, contre ce qui pourrait être de la part de quelques-uns une tentation vis-à-vis de l'U.D.R. mais pas en sa faveur. »

« L'U.D.R. doit ensuite agir dans la loyauté, d'abord vis-à-vis d'elle-même, puis face aux institutions nouvelles par de Gaulle, et approuvées par le peuple. »

Enfin, pour le maître de Bordeaux, l'U.D.R. doit agir dans la liberté. « La liberté est le fondement de l'action libre de son secrétaire général qui doit engager ceux qui veulent quitter l'U.D.R. à y revenir. »

« M. Chaban-Delmas a conclu : « La liberté d'expression doit résister aussi à l'égard du gouvernement dont les paroles comme les actes sont appréciés en fonction de leur conformité aux objectifs essentiels du gaullisme. L'U.D.R. est dans la majorité, mais elle est d'abord gaulliste. »

A l'assemblée de l'U.F.E.

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ATTENDENT DE NOUVEAUX EFFORTS EN LEUR FAVEUR

L'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger, réunie depuis dimanche 19 septembre à Paris, étudie ce lundi les problèmes de l'information et de la fiscalité. Examinant les projets de loi approuvés le 22 juin dernier par le gouvernement, de nombreux orateurs, tout en exprimant leur satisfaction, considèrent qu'il ne s'agit d'une étape. Concernant le régime de l'assurance sociale, ils demandent que la possibilité d'y souscrire ne soit pas réservée aux salariés. En ce qui concerne l'éducation, ils ont pris acte de l'engagement du gouvernement de l'Union des Français de l'étranger des sommes équivalentes par tête à celles qui sont engagées pour les élèves scolaires en France.

M. Louis Joxe, président de l'Union, a exprimé dans son discours d'ouverture ses préoccupations pour les Français du Liban ; une motion de solidarité a été votée.

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait s'entretenir, lundi 20 septembre en fin d'après-midi, avec M. Raymond Barre, premier ministre, après avoir reçu, dans la matinée, M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, et, en début d'après-midi, le professeur Jean Bernard, membre de l'Académie française.

● M. Georges Chavanes, président de l'Union des Français de l'étranger, a été élu ce lundi matin 20 septembre président du comité économique et social de Poitou-Charentes. Les trois vice-présidents, MM. Octave Renaud (Deux-Sèvres), Constant Brissou (Charente-Maritime), et Dominique Machet de La Martinière (Vienne), ont été reconduits dans leurs fonctions ainsi que tout le bureau (13 membres). — (Corr.)

● La Grande Loge féminine de France (1) a tenu, les 18 et 19 septembre à Paris, son congrès annuel à l'issue duquel Mme Gilberte Colandré a été élue aux fonctions de Grande Maîtresse.

Au cours de son allocution, Mme Colandré a mis l'accent sur le rôle essentiel et indispensable de la Loge maçonnique dans la prise de conscience par la femme de sa propre personnalité et de sa place dans la société et dans le monde. « La femme, a-t-elle dit, est plus que tout autre capable, ainsi que viennent de le démontrer les Françaises, de faire entendre aux hommes la voix de l'amour et de la paix. Et la franc-maçonnerie féminine est là pour lui donner les moyens de sa mission. »

(La Grande Loge féminine, créée en 1945, comprend une soixantaine de loges et trois mille cinq cents membres.)

(1) 71 bis, rue La Condaminie, Paris-17, et 7, rue Saulnier, Paris-9.

LES PROCHAINS TRAVAUX DU SÉNAT

Au Sénat, comme à l'Assemblée nationale, l'ouverture de la session parlementaire, le samedi 2 octobre, sera purement formelle. La conférence des présidents a fixé ensuite l'ordre du jour suivant :

mardi 5 octobre : Déclaration du gouvernement (sans débat) ; jeudi 7 : Prévention des accidents du travail (deuxième lecture) ; mardi 12 : Protection du public dans les opérations de crédit et projet sur le renouvellement des baux commerciaux ; jeudi 14 : Projet sur l'imposition des Français de l'étranger ; mardi 19 : Projet de loi de finances rectificative (mesures de redressement financier).

DANS LES GABINETS MINISTÉRIELS

● Au cabinet de Mme Francoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, que dirige M. Jean-Pierre Lecoq de Monde du 4 septembre) sont nommés conseillers techniques MM. Jean-Claude Benoit, conseiller référendaire à la Cour des comptes (chargé des questions budgétaires et financières) et François Dolé, administrateur civil (chargé de l'architecture, des musées, des inventaires et des fouilles).

Il rejoint Mme Anne-Marie Resette, chef de cabinet, Mme Christine Charette, magistral, chargée des questions juridiques concernant notamment le personnel, le cinéma, la direction du livre, les bibliothèques, Mme Boivin-Champeaux, chargée des relations avec la presse et le Parlement, Mme Sylvie Pierre-Brossolette, ancienne collaboratrice de Mme Francoise Giroud au secrétariat d'Etat à la condition féminine, chargée (à titre officieux) de s'occuper des organisations internationales et des relations avec les musiciens.

Les élections municipales...

HAUTE-GARONNE : Autant (2^e tour).

Inscr. 3 318 ; vot. 2 393 ; suff. expr. 2 300.

M. Simorre (Int. communiste), tend rad. de g., 729 voix. ELU. M. Flandre (P.S.), élu conseiller général comme socialiste indépendant, 1 001.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Palodier, 614 ; Simorre, 516 ; Clamagran (sans étiqu.), 480 ; Rieu, P.C., 370 ; Bastiani (sans étiqu.), 114.

Il s'agissait de remplacer le maire, M. Frodon, P.S., décédé le 16 juillet. Le secrétaire de la section du parti communiste français d'Auterive nous signale que le journal « La Dépêche du Midi » n'a pas soutenu le candidat de son parti au premier tour.

SEINE-SAINT-DENIS (Le Raincy (2^e tour).

Inscr. 3 564 ; vot. 3 749 ; suff. expr. 3 572.

Liste union locale, soutenue par la majorité : MM. Gérard Bernard, 2 294 voix, et Marc Le-long 2 296, élus ; liste d'union de la gauche : MM. Roger Vie, P.C., 1 346, et Pierre Caville, P.S., 1 371.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès, survenu le 14 juillet, du maire, Lucien Boudry, mod. maj., vice-président du conseil général. Outre celui du maire, le siège de Roger Renault, conseiller municipal, décédé, était à pourvoir.

ISERE : Canton de Morestel (1^{er} tour).

Inscr. 10 152 ; vot. 5 880 ; suff. expr. 5 785. MM. José Vitiac, P.C., 1 270 voix ; Roger Belmont, P.S., 1 135 ; Théodore Durand, cent., 1 117 ; Jean-François Perrin, mod. prés., 942 ; Pierre Piney, R.L., 856 ; Bernard Faguet, U.D.R., 464 ; Julien Trolliet, sans étiqu., 1. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Joseph Borel, P.S., récemment décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 060 voix contre 1 917 au conseiller général sortant, M. Jean Bedet, R.L. ; 1 250 à M. Théodore Durand, mod., et 721 à M. Cholat, div. g. Au premier tour, M. Bedet devançait ses adversaires avec 1 120 suffrages contre 925 à M. Durand, 899 à M. Borel, 762 à M. Durand (P.C.), 733 à M. Cholat et 417 à M. Faguet (U.D.R.). Le candidat du parti communiste, M. Vitiac, obtient 2,85 % des suffrages exprimés, alors qu'en 1973 M. Durand, candidat du P.C., n'avait totalisé que 15,10 % de voix.

En application de la loi du 19 juillet 1976 modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale, qui stipule que « nul ne peut être candidat au deuxième tour (d'une élection cantonale) (...) s'il n'a pas obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 %

du nombre des électeurs inscrits » quatre candidats sont éliminés : M. Perrin, Piney, Faguet et Trolliet.

MAINE-ET-LOIRE : Canton de Beaupréau (1^{er} tour).

Inscr. 15 019 ; vot. 8 220 ; suff. expr. 8 046.

MM. Jean Sechet, mod. prés., C.D.S., 3 594 voix ; Alfred Antier, mod. prés., U.D.R., 1 945 ; Jean Bretin, P.S., 1 313 ; Gérard Gosset, mod., prés., 1 113 ; Hubert Dupont, P.C., 281. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paul Grimaud, Centre démocrate, décédé accidentellement le 15 juillet. Paul Grimaud avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2 525 voix contre 2 332 à M. Bretin, P.S., et 433 à M. Dupont, P.C. Alors qu'un mois de mars les deux candidats se réclamaient de la gauche avaient obtenu 31,11 % des suffrages exprimés, ils n'en totalisent plus cette fois que 19,81 %.

Seuls MM. Sechet et Antier, tous deux favorables à la majorité présidentielle, pourront se présenter au second tour, en application de la loi du 19 juillet 1976, qui n'autorise à faire acte de candidature au second tour que les candidats qui ont obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits.

MOSELLE : canton de Phalsbourg.

Inscr. 10 488 ; vot. 6 513 ; suff. expr. 6 292.

M. Gérard (réf.), maire de Phalsbourg, 4 168 voix, réélu ; MM. Kaess (mod.), prés., 1 778 ; Walter (P.C.), 346.

M. Gérard avait été élu le 7 mars dernier, par 3 867 voix contre 1 911 à M. Thomas (anc. dév. M.R.P.), 1 050 à M. Schenness (sans étiqu.), 434 à M. Albert Jung (sans étiqu.) et 348 à M. Huser (P.C.). Son élection avait été ensuite invalidée par le tribunal administratif de Strasbourg pour « diffusion de tracts hors délais ».

VAB : Canton de Brignolles (2^e tour).

Inscr. 8 954 ; vot. 6 331 ; suff. expr. 6 005. MM. Jean Marcel, P.S., maire de Brignolles, 3 699 voix, réélu ; Pierre Matet, ind. mod., maire du Val, 2 308.

[L'élection de M. Marcel, en septembre 1973, avait été annulée par le Conseil d'Etat, et un certain nombre d'électeurs n'ayant pas passé par l'isoloir. Au premier tour, M. Marcel avait obtenu 2 072 voix contre 1 911 à M. Pierre Matet et 1 766 à M. Marius Barlier, P.C.

Lors du second tour des élections cantonales de septembre 1973, M. Marcel, avec 2 733 suffrages, l'avait emporté de 59 voix sur M. Matet, qui avait obtenu 2 734 voix. Cette fois, l'écart est de 1 393 suffrages.]

VAUCLUSE : canton d'Avignon-Nord (2^e tour).

Inscr. 12 287 ; vot. 7 752 ; suff. expr. 7 548.

MM. Régis Derhoulle, mod. maj., 4 149 voix, réélu ; Edgar Bousquet, P.S., 3 390.

[L'élection du 7 mars 1976 avait été annulée par le tribunal administratif de Marseille en raison d'un différend portant sur une voix : le compte des bulletins, déduction faite des blancs ou nuls, avait fait apparaître qu'il y avait un suffrage de trop en faveur de M. Derhoulle par rapport au nombre des votants. Les résultats avaient été les suivants : MM. Derhoulle, 3 828 voix ; Bousquet, 3 917 ; Mme David, P.C., 1 624, et M. Bonyol, P.S.U. et Ligue communiste, 256.

Lors du premier tour, M. Derhoulle était arrivé en tête avec 3 264 voix contre 1 815 à M. Bousquet, 977 à Mme David (P.C.) et 86 à M. Bonyol (P.S.U. et Ligue communiste). M. Derhoulle, bien qu'il ait obtenu plus de 54 % des suffrages au premier tour, n'atteignait pas le quorum légal du quart des inscrits ; aussi a-t-il été nécessaire d'organiser un second tour de scrutin.]

● M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, dimanche 19 septembre, au micro de France-Inter, à l'occasion d'une émission diffusée à partir de Saint-Denis-de-la-Réunion, que le fait qu'il soit né à la Réunion ne fera pas bénéficier cette île d'un plus grand nombre d'avantages. Il a ajouté : « Il est bien entendu que je porterai à mon rôle national et à ses problèmes toute l'attention requise, mais je sais que les députés et les sénateurs de la Réunion ont une action extrêmement utile. (...) Je voudrais rendre un hommage particulier à l'action qui a été menée par Michel Dobré [N.D.R. : député U.D.R. de la Réunion depuis mai 1963], malgré l'oppression tout mon respect pour la lucidité et le courage dont il n'a jamais cessé de faire preuve. »

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est là toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes génériques de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

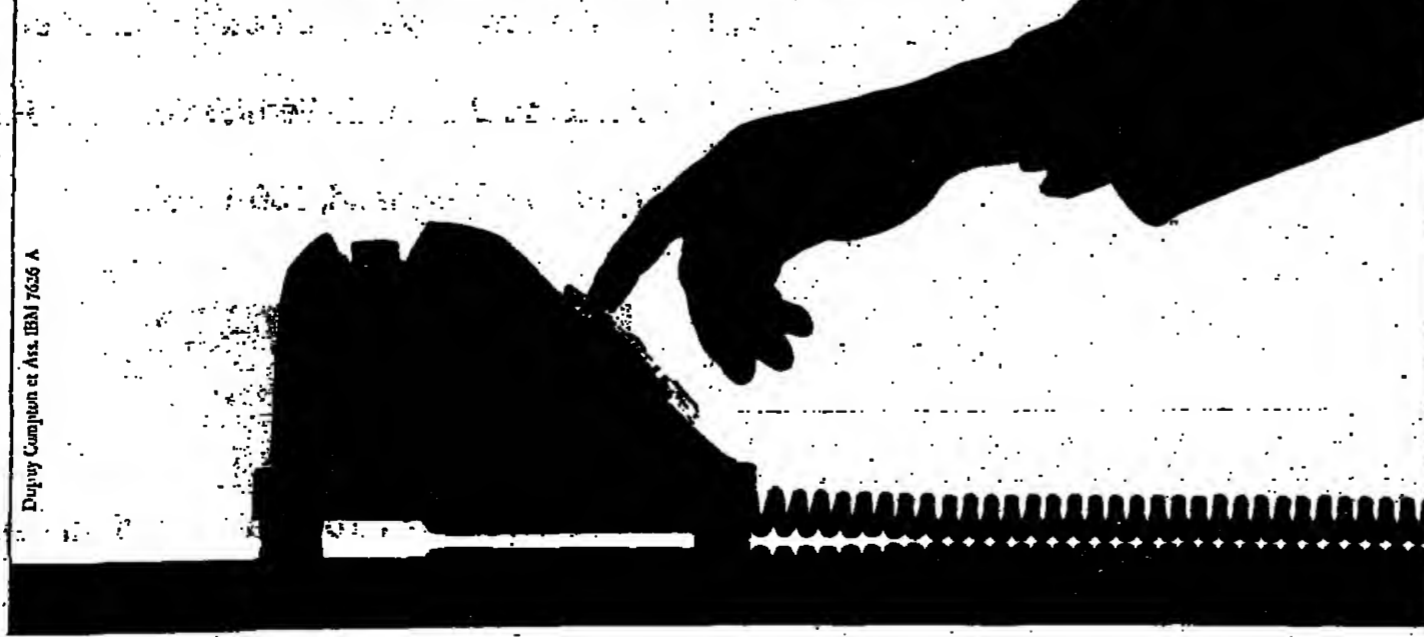
Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.



Dupuy Compton et As. IBM 7638 A

POLITIQUE

MUNICIPALES

Lille et Hellemmes ont officiellement décidé de fusionner

Lille. — M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, et M. Arthur Cornette, député socialiste, maire d'Hellemmes, ont signé, dimanche 19 septembre à midi, la convention officielle qui consacre l'association de leurs deux communes, selon les textes prévus par la loi du 10 juillet 1971. Cette cérémonie a suivi une réunion extraordinaire du conseil municipal de Lille, qui a approuvé la convention à l'unanimité, moins une voix. Elle avait été précédée, le 17 septembre, par une réunion du conseil municipal d'Hellemmes, qui avait émis, lui aussi, un vote favorable à l'unanimité, sans avoir, au préalable, lancé une campagne d'information auprès des habitants.

Cette association, qui n'est que le premier pas du projet d'extension de la ville de Lille, s'inscrit sur la toile de fond des élections

municipales de 1977 et oppose vivement M. Pierre Mauroy et M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., qui, on le sait, veut tenter de conquérir la mairie de Lille. Mais cette querelle risque de ne pas se limiter à un débat local et peut prendre une ampleur beaucoup plus vaste, dans la mesure où il appartient maintenant à l'autorité de tutelle — autrement dit le préfet du Nord — de prendre l'arrêté qui donnera plein effet à la convention signée dimanche. Intervient-il dans les semaines qui viennent, ainsi que cela s'est fait souvent en vertu de la loi de 1971 ? Attendra-t-on, pour geler la situation, jusqu'aux élections municipales ? En ce cas, avertit M. Mauroy, « s'ouvrirait un combat entre le pouvoir communal et l'Etat, et il serait symbolique que ce soit précisément pour le beffroi de Lille ».

CORRESPONDANCE

Le P.S. en Seine-Saint-Denis

M. Marcel Debarge, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, nous écrit :

Suite à votre article paru dans le Monde du 18 septembre, je tiens à vous faire savoir qu'aucun reproche n'a été fait par le secrétariat national du parti socialiste à la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, pour la simple et bonne raison que rien ne peut lui être reproché.

D'ailleurs, une assemblée des militants socialistes de la Seine-Saint-Denis, qui s'est tenue en présence de Claude Estier, secrétaire national du P.S., le 13 septembre (date convenue depuis longtemps), nous a permis de constater que nos sections appliquaient dans leur localité les dispositions prévues par le congrès de Dijon et l'appel commun du 28 juin.

[Lors de la réunion du comité directeur du parti socialiste, samedi 11 septembre, des responsables du P.S. ont estimé que la fédération de la Seine-Saint-Denis ne se montrait pas assez ferme dans ses négociations avec le P.C.F. Ce reproche a même été développé par un responsable de la Seine-Saint-Denis, M. Jeanette Bouleau, adjoint au maire de Livry-Gargan.]

● M. Marcel Martin, maire de Nancy, ancien sénateur, non inscrit, a fait savoir, samedi 18 septembre, qu'il solliciterait le renouvellement de son mandat. « Je suis décidé, a-t-il dit, à poursuivre l'œuvre entreprise à Nancy depuis maintenant six ans ».

GEORGES SUEUR.

De notre correspondant

fusion concertée et volontaire de Lille avec les villes de Roubaix, Hellemmes, Lesennes, Villeneuve-d'Ascq et Mons-en-Baroeul. Ce projet était d'ailleurs l'un des éléments du contrat municipal proposé aux Lillois lors de l'élection de 1971. C'est cette proposition que M. Mauroy veut faire aboutir maintenant, estimant qu'il est logique de poser toutes ces questions au moment où les électeurs vont être appelés à désigner leurs nouveaux élus. L'appel renouvelé aux cinq communes en cause a été entendu de manière diverse. Hellemmes, dont le maire est socialiste, a répondu : « On verra plus tard ». Mons-en-Baroeul, municipalité centriste, ouvre le dossier et engage le dialogue : Villeneuve-d'Ascq, dont le maire est socialiste, a répondu : « La réponse positive d'Hellemmes peut s'expliquer par le fait que cette commune de dix-sept mille habitants se trouve maintenant « coincée » entre la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, en plein développement, et Lille.

La tactique des petits pas

Mais les interférences politiques sont évidentes, sans pourtant être déterminantes. Si M. Cornette, le maire d'Hellemmes, ne cache pas et se félicite même que cette association renforce les positions de la gauche dans un Lille agrandi, il faut bien constater que la solidarité socialiste, voire de la gauche, n'a pas empêché les élus de Roubaix et de Lesennes, dus aux particularismes locaux.

M. Ségard ne voit pourtant dans l'association Lille-Hellemmes qu'« une manœuvre politique qui vise à apporter à M. Mauroy un appoint de voix de gauche dont il aura besoin aux prochaines municipales en raison de son alliance avec les communistes ». Il est vrai qu'il Hellemmes la gauche a obtenu en 1971 plus de 70 % des suffrages. Le secrétaire d'Etat, dans un article publié récemment, affirme que « les Hellemmois feront les frais de l'opération » et propose de réaliser lui-même, s'il est élu maire, un grand Lille par fusion ou association des communes de la périphérie. Sans dire pourtant pourquoi, à ce moment, les Hellemmois pris dans cet engrenage seraient plus heureux.

La tactique adoptée actuellement par M. Mauroy, un peu par la force des choses, il faut en

LUCCAS CARTON

LE RESTAURANT DES PURES TRADITIONS DE LA TABLE

LA CAVES LA PLUS COMPLETE

OUVERT tous les jours

SALONS pour réceptions

PARKING gratuit assuré

9, PLACE DE LA MADELEINE

RESERVATION : 265-22-90

"ECRIT AVEC PASSION A LIRE AVEC PASSION"

OLIVIER GUICHARD

Un chemin tranquille

224 pages 32,20 F

Un chemin tranquille d'OLIVIER GUICHARD chez Flammarion.



Le "Livre Rouge" de Mao Tsé-Toung en édition de bibliophile

Pour la première fois, à l'occasion du 40^e anniversaire de la longue marche (1936), le texte contemporain le plus célèbre du monde fait l'objet d'une édition d'art. Texte intégral en chinois et en français. Illustrations par des artistes de la République Populaire de Chine. Reliure pleine peau de mouton dorée à l'or fin.

Peut-on ignorer un livre dont les pensées inspirent un milliard d'êtres humains ?

Ce maître livre est plus qu'une simple œuvre littéraire. Huit cents millions d'hommes plus ou moins alphabétisés ont appris à lire en déchiffrant les pictogrammes calligraphiés par Mao Tsé-Toung. Huit cents millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été façonnés, éduqués, unis par ces citations que chaque Chinois est en mesure de réciter par cœur comme on récite, en France, les proverbes de La Fontaine ou les maximes issues du sens commun.

40 000 kilomètres de livres : un milliard de lecteurs ! C'est vrai, on pourrait faire le tour de la terre en maintenant bout à bout les exemplaires du Livre Rouge. On ne peut empêcher de rêver devant ce chiffre hallucinant, peut-être avec un peu d'appréhension. Il est impossible de comprendre quoi que ce soit à la Chine moderne sans avoir lu ce livre qui a fait d'un immense peuple déchiré, une des plus grandes puissances du monde.

Une longue marche qui fut une longue prière. Il peut paraître audacieux d'employer le mot de prière pour ce long calvaire de 12 000 kilomètres, accompli par Mao à la tête de ses troupes. Des étapes quotidiennes de 40 kilomètres à pied dans des contrées sauvages et désertiques, 18 chaînes de montagnes franchies sous les rafales de neige, 24 fleuves à traverser à la nage ou sur des ponts de fortune, une randonnée à travers 12 provinces immenses et parfois hostiles où une population rare et hébété par le servage regardait passer ces soldats décharnés et en haillons, 368 jours de souffrances indicibles sous le harcèlement des troupes de Chang Kai-Shek.

Il y avait 130 000... 30 000 seulement arrivèrent au but ! C'est alors qu'on s'interroge. Quelle force portait ces hommes qui auraient pu se rendre à tout moment pour retrouver aussitôt nourriture, chaleur et paix ? Quelle énergie galvanisait ces ombres trébuchant dans les déserts gelés ? Quelle passion soutenait ces hommes qui s'écroulaient, épuisés, sur le sol au terme de chaque étape, en se demandant s'ils auraient la force de se relever le lendemain ? C'est dans ces campestres du désespoir et de la peur que naquirent, comme un chant, les stances du Livre Rouge. Les phrases haletées et sèches roulaient de bouche en bouche, les pensées d'espoir réveillaient les courages défaillassants, les mots imprégnaient les esprits prêts à l'abandon, réanimaient les affaiblis, pansaient les blessures.

Le Livre Rouge n'est pas un recueil de slogans. Pour nous, Occidentaux, les pensées de Mao Tsé-Toung ouvrent toutes grandes les portes d'une Chine dont l'humanité profonde nous surprend et nous charme. On y retrouve, sous une forme nou-

velle et moderne, ce parfum subtil et inimitable qui imprégnait autrefois les œuvres mémorables de la sagesse chinoise. C'est à ce titre et en dehors de toute idéologie que j'ai voulu vous restituer ce texte qui est et restera un chef-d'œuvre de la pensée de notre siècle.

Notre édition : une grande première mondiale. Aujourd'hui, en première mondiale, le « Livre Rouge » entre en bibliophilie. Pour la première fois, dans le monde, le Livre Rouge vous est offert en édition d'art. Pour la première fois, en version bilingue, chinois et français. Pour la première fois, illustré par des artistes chinois.

Il a été réalisé avec l'enthousiasme et le soin que l'on doit à une œuvre qui est pour l'humanité entière un témoignage de profonde philosophie et de grande sagesse.

La reliure est en pleine peau de mouton, couleur rouge, découpée au tranchet d'artisan, sans aucun joint, ni couture. Les plats sont décorés « à froid ». Le dos reproduit un portrait en pied du Président Mao Tsé-Toung et, comme la tranche supérieure, il est doré à l'or fin tiré 22 carats.

L'ouvrage est vendu seulement à notre siège, soit directement, soit en envoyant le bon ci-contre par la poste.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à renvoyer à Jean de Bonnot, 719 Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08).

Je désire recevoir, en vision et sans aucun engagement, le "Livre Rouge" de Mao, en édition d'art illustrée. Si je désire garder cet ouvrage, je vous en régleverai son prix, soit : 85,50 F (+ 4,80 F de frais de port).

Si, par contre, il ne me plaît pas, je m'engage à vous le renvoyer dans son emballage d'origine, dans les 8 jours suivant sa réception.

Nom : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Ville : _____ Code Postal : _____

Signature : _____

Le livre comment les "Citizens" du Président Mao Tsé-Toung est appelé communément le "Livre Rouge" de Mao.

Note de Jean de Bonnot

GARANTIE Il vous sera remboursé de 100 % si vous n'êtes pas satisfait. Les livres sont garantis satisfaisants. Jean de Bonnot ne publie que des ouvrages sélectionnés dans les plus belles éditions du monde. C'est pourquoi il n'accepte pas de livrer un livre qui ne soit pas parfait.

JEAN DE BONNOT

7, Fg Saint-Honoré - 75392 Paris - Cedex 08.

ENQUÊTE

LE PRIX DE LA SANTÉ EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

(Suite de la première page.)

Si les critères de la santé sont difficiles à définir et surtout à quantifier, quelques chiffres incitent au scepticisme quant à l'efficacité du système médical allemand : la mortalité infantile est de 23 pour 1 000, la R.F.A. se situe ainsi au deuxième rang en Europe. La mortalité périnatale est de 51,8 pour 100 000 nouveau-nés, contre 43 en R.D.A., 24,7 aux États-Unis, 10 en Suède et 8,5 au

Danemark. Ces moyennes cachent évidemment de grandes différences. Les Allemands ne sont pas égaux devant la maladie et la mort. Berlin-ouest, par exemple, la mortalité infantile est de 32,9 pour 1 000 dans les quartiers ouverts et de 17,1 pour 1 000 dans la banlieue résidentielle de Zehlendorf. Alors qu'aux États-Unis le nombre des victimes d'infarctus du myocarde diminue, il continue à augmenter en Allemagne fédérale.

pour inciter les assurés à plus de retenue. Certains médecins pensent que le ticket modérateur ne suffit pas si l'on continue à payer pendant dix semaines son salaire

LES RÉMUNÉRATIONS DES MÉDECINS EN EUROPE

La comparaison entre les rémunérations des médecins, comme toutes les comparaisons internationales, est particulièrement difficile. Elle a cependant été récemment réalisée, pour les neuf pays de la Communauté européenne, par trois chercheurs, D. Delgado-Rodríguez, de l'université de Louvain (Belgique), D. Delgado-Rodríguez, de l'université de Louvain (Belgique), et J. L. Llorens, de l'université de Louvain (Belgique). D'après leurs résultats, les revenus annuels avant impôt, frais professionnels déduits, étaient, en 1973, pour les médecins de soins, les plus élevés en Allemagne (12 500 à 16 100 livres sterling) (1) et au Luxembourg (11 000 à 14 000 livres), puis venaient les médecins belges (10 800 à 12 700 livres) et français, ces derniers, pour lesquels il est difficile de connaître les revenus nets, ayant, selon cette enquête (2), des revenus bruts comparables à ceux de leurs collègues belges. Les données de la liste, on trouve les médecins anglais (5 800 à 9 900 livres).

(1) 1 livre sterling équivaut à 8,32 francs français.
(2) Selon une autre enquête, française celle-là (Crédit 1972), le revenu moyen des praticiens français était de 170 000 francs avant impôt, mais frais professionnels compris.

L'enquête belge (« Medical doctors in the nine countries of the Common Market - Systems of payment and levels of remuneration ») est éditée par Clisco, Louvain.

complet au patient en congé de maladie : « En cas de maladie, il faudrait que les revenus dimi- nuent d'environ 30 %, afin que l'incitation à recouvrer la santé soit suffisante », déclare le président de l'Association des médecins conventionnés du Wurtemberg.

Avant de songer à revenir sur des avantages sociaux acquis depuis longtemps, il conviendrait peut-être, estiment quelques jeunes médecins, de réformer le système médical, afin de supprimer les causes internes à l'explosion des coûts. Au cours des dix dernières années, le revenu moyen des « médecins de soins » a augmenté de 230 % (le coût de la vie de 50 %). En 1974, leur chiffre d'affaires moyen était de 200 000 deutschemarks par an, leur revenu de 120 000 deutschemarks.

Un sondage d'opinion a révélé que le premier souci des médecins en dehors de leur travail pouvait se formuler ainsi : « Où placer mon argent ? » Le paiement à

l'acte a eu pour conséquence que la plupart des médecins essaient d'avoir le plus de patients dans le minimum de temps et d'effectuer les actes les plus rémunérateurs. Il suffit de bien savoir remplir le

Certaines organisations de médecins donnent des « trucs » à leurs adhérents. Chaque ordonnance remplie par un assistant apparaît sur les chèques-maladie comme une « consultation » remboursée entre 4,5 et 8,5 deutschemarks selon les caisses. Une réponse au téléphone est une « consultation téléphonique » (de 9 à 12,50 deutschemarks). L'entretien avec le malade, le diagnostic, la recherche des causes ou des antécédents « ne payent pas ». Au contraire, les analyses de toutes sortes, les radiographies, les plâtres sont rémunérés. Aussi les généralistes sont-ils de plus en plus nombreux à développer leur petit laboratoire, à engager des aides médicales qui, de toute manière, seront indirectement rémunérées par les caisses (leur salaire représente un tiers des honoraires médicaux). Les visites à domicile ne sont pas suffisamment honorées ? Réan- coup de médecins les supplément, et grâce à un répertoire automatique dirigent leurs clients vers le service d'urgence, la nuit et les week-ends à partir du vendredi midi.

E. 1976, les honoraires médicaux négociés entre l'Association des caisses et l'Association des médecins conventionnés ne devaient augmenter que de 2,5 %, pourtant les revenus des praticiens ont augmenté de 15 %, grâce à une progression des analyses et des travaux de laboratoire. Des médecins qui s'efforcent de pratiquer une médecine moins technicienne sont financièrement pénalisés, ils traitent moins de malades et effectuent des actes moins bien considérés. Il en résulte que leur revenu est de 30 % inférieur à la moyenne.

L'âge élevé des médecins de caisse (75 % ont plus de cinquante ans et beaucoup ont fait leurs classes sur les champs de bataille de la seconde guerre mondiale), l'insuffisance des études médicales (jusqu'à une date récente on pouvait obtenir son diplôme sans jamais avoir vu de malade) et de la formation continue, la mauvaise répartition géographique, ne favorisent pas une médecine de qualité. Si, dans l'ensemble de la République fédérale, il y a un médecin pour cinq cent soixante habitants, 75 % des communes de Basse-Saxe n'ont pas de médecin, 77 % en Bavière et 79 % en Rhénanie-Palatinat.

Pour supprimer ces goulets d'étranglement provisoires, l'ordre des médecins propose que les généralistes qui voudraient s'installer dans des campagnes bénéficient d'un terrain gratuit, de crédits publics bon marché pour construire leur maison, d'un chiffre d'affaires annuel garanti et de dégrèvements fiscaux pour les visites à domicile ou les consultations du week-end. Mais

l'on ne doit pas toucher à la « liberté d'établissement ». Les syndicats ouvriers et les jeunes médecins contestataires proposent une autre solution : la suppression de la stricte séparation entre traitement ambulatoire et hospitalier, la création de polycliniques et de centres de soins itinérants. Les organisations professionnelles de médecins ne veulent pas en entendre parler. La fin du monopole du traitement pour les « médecins de caisse »,

l'ouverture des hôpitaux aux soins ambulatoires, sont pour elles synonymes de « socialisation » de la médecine. Il est vrai que le corps médical allemand est en général très conservateur. Il a porté à sa tête, il y a trois ans, un ancien membre du parti national-socialiste, le professeur Sewering, qui déclare : « Où la libre pratique médicale est abolie, c'est la liberté elle-même qui sera bientôt supprimée. »

Des solutions politiques ?

Dans le secteur hospitalier aussi, il est question d'explosion des coûts. Au cours des dix dernières années, deux cent mille lits ont été construits, souvent grâce à des subventions publiques d'environ 3 milliards de DM par an. Les dépenses de personnel

montent de 450 %, passant de 40 à 180 DM par an et par assuré. Périodiquement, le gouvernement de Bonn évoque des projets de réforme : suppression du monopole des « médecins de caisse », limitation du revenu des médecins, contrôle du marché des mé-

Le monopole médical

Le système de santé ouest-allemand comprend :

- 3 505 hôpitaux comportant 707 000 lits, employant près de 55 000 médecins, 500 000 employés administratifs, laborantins et infirmières, traitant environ 10 millions de patients par an. La plupart des hôpitaux sont publics ou administrés par des institutions reconnues d'utilité publique comme les églises. Il n'existe que 5 % d'hôpitaux privés.

- 52 000 médecins de caisse, généralistes et spécialistes, et 31 000 dentistes. Selon l'ordonnance impériale sur l'assurance « remises en 1935, ces médecins ont le monopole du traitement ambulatoire des assurés sociaux. C'est ce que l'on appelle la « mission garantie ». Les malades doivent obligatoirement se présenter à eux avant de consulter un spécialiste ou d'entrer à l'hôpital. La dénomination « médecin de caisse » est trompeuse. Ces praticiens sont, en fait, les piliers de la médecine libérale. Ils ont simplement passé un accord avec les caisses de maladie pour avoir le droit de soigner les assurés. Mais ils ne sont pas les employés des caisses et

LA RÉPARTITION DES DÉPENSES

En milliards de DM
Chiffres de 1974.

Hospitalisation	15,2
Honoraires médicaux	9,7
Médicaments	7,7
Soins dentaires	5,1
Indemnités de maladie	4,3

jouissent de la liberté d'établissement :

- 513 laboratoires pharmaceutiques réalisant un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards de DM.

Un bon émissaire : le patient

« L'assurance obligatoire paie et satisfait ce que le médecin désire comme un bon », estime un professeur de droit social. Est-ce là la seule cause de l'explosion des coûts ? En fait les raisons sont nombreuses et tiennent à l'organisation même du système : séparation stricte entre traitement ambulatoire par les médecins de caisse et traitement sédentaire dans les hôpitaux, inflation et inadéquation des lits d'hôpitaux, hausse des honoraires, augmen-

tation de la consommation médicale, développement des remboursements (prévention, soins dentaires, retraites). Les protagonististes se renvoient la balle : les « médecins de caisse » mettent en cause les hôpitaux, les hôpitaux dénoncent l'industrie pharmaceutique et tout le monde se retourne contre le patient, qui n'aurait pas une « conscience suffisante » du coût de la santé. Le parti libéral propose l'instauration d'un ticket modérateur



les
★★★
3
★★★
BONS POINTS

de la rentrée
au 2^e étage des
TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELINE
à l'AMPHI

- ① MANTEAU en drap, laine et polyamide imperméabilisé. Marine. **325 F**
- ② PULL ras du cou, pure laine shetland. **55 F**
- ③ KILT pure laine, importé de Grande Bretagne. 4 clans différents. **155 F**

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS, Place de la Madeleine en métro (station CONCORDE-MADELINE) en autobus (N° 42 - 94 - 24) en R.E.R. (station AUBER) et pour les automobiles : 4 parkings GRATUITS (Concorde, Madeleine, Malsherbes, Garages de Paris)

représentent 70 % des dépenses des hôpitaux et le prix de journée moyen atteint 140 DM (jusqu'à 250 DM dans les cliniques universitaires). Là aussi, il faut rentabiliser. La durée moyenne d'hospitalisation est de dix-sept jours alors qu'elle n'est que de treize en Italie, en Suède, en Grande-Bretagne ou au Danemark. Certains lits sont occupés par des malades chroniques, d'autres par des vieillards qui n'ont pas trouvé de place dans les maisons de retraite.

Sur la consommation de médicaments aussi, les caisses d'assurance-maladie pourraient réaliser des économies. Mais il n'existe aucun contrôle des prix. Le gouvernement fédéral a récemment adopté un projet de loi qui devrait aboutir, une fois voté, à une baisse de 2,3 % du prix des médicaments. Un institut indépendant d'études économiques estime, quant à lui, que ces prix pourraient baisser de 20 % sans que les capacités de recherche de l'industrie pharmaceutique allemande soient entamées. Il constate que les prix des médicaments sont, en Allemagne de l'Ouest, plus élevés que dans les autres pays industrialisés. De 1960 à 1972, les dépenses des caisses pour les médicaments ont aug-

menté de 140 %. Mais les organisations médicales et l'industrie pharmaceutique sont des « lobbies » puissants qui se soutiennent mutuellement. Le président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Wehner, est venu au secours de l'ordre des médecins en déclarant qu'il ne saurait être question d'ouvrir les hôpitaux aux soins ambulatoires. Rien ne sera décidé avant les élections législatives d'octobre. Après, il faudra bien prendre une décision, car le gouvernement ne peut laisser grimper constamment les cotisations sociales. Que les patients fassent les frais de la réforme — par l'introduction par exemple du tiers payant — ou que les pouvoirs publics taillent dans les privilèges, la solution ne peut être que politique.

DANIEL VERNET.

Prochain article :

EN HONGRIE
UNE ÉTATISATION
COMPLÈTE

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 692
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
7, rue des Petits-Champs, 75002 PARIS - CROIX 02

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos appels téléphoniques vos messages. Sans les télégrammes. Vos correspondants eux dépendent par télex : nous vous téléphones.
Service Télex
345.2182 + 346.0028
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • Métro Parmentier
Tél. 357.48.35

(Publitél)
FORMATION A LA CONDUITE DE GROUPES DE
PSYCHOTHÉRAPIE ANTAGONISTE ET BIO-ÉNERGÉTIQUE
18 mois compatibles avec un travail à plein temps.
Nombre de places limité à 12.
Renseignements et inscriptions éliminatoires :
Georges GUELFAND, Roland GUENOUN et AIGÉ MONIS
CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPÉRIMENTELLE TRIBU
105, rue des Poissonniers, 75018 PARIS
Tél. : 235-97-21

Je paye 150

ÉDUCATION

Les suites de la grève du deuxième cycle

Deux U.E.R. vont échapper à la tutelle de l'université d'Amiens

Les « retombées » des grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle universitaire ne sont pas terminées. Après la « désaffectation » des études de droit à Nanterre et l'annonce de celle des sciences à Orsay, le secrétariat d'Etat aux universités a décidé de faire échapper les enseignements de droit privé d'Amiens et ceux de sciences de Saint-Quentin (Aisne) à la tutelle directe de l'université de Picardie dont ils font partie.

La 1^{re} octobre doit être présenté au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESRS) un projet de décret créant deux unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) « à dérogation ». Celles-ci, l'Institut des sciences juridiques appliquées d'Amiens (ISAJA) et l'U.E.R. de sciences et techniques de Saint-Quentin, bénéficieront d'un régime spécial. Elles établiront elles-mêmes leur budget (au lieu que celui-ci soit décidé par le conseil de l'université) et le montant de leurs crédits d'équipement et de fonctionnement sera fixé directement par le secrétariat d'Etat aux universités.

Les deux directeurs exerceront « les pouvoirs confiés par la loi d'orientation au président de l'université » pour « l'organisation des enseignements », le « contrôle des connaissances et les conditions d'admission des étudiants ». Le conseil de l'université conservant la définition des « orientations générales », ils choisiront aussi les enseignants sur proposition de commissions de spécialistes (mais sans avoir à en référer au conseil d'université).

Les deux cas sont différents. L'U.E.R. de Saint-Quentin existe déjà (sans dérogation). Elle assure des enseignements de premier cycle scientifique, depuis la rentrée 1975, une formation complémentaire (dont huit semaines de stages) d'un an en mécanique et électricité, qui a reçu vingt-cinq étudiants l'an passé. Celle-ci serait transformée en « licence de sciences de l'industrie », des stages complémentaires permettant d'obtenir un diplôme d'ingénieur technicien. Une quatrième année conduirait à une maîtrise ou, de la même façon, à un titre d'ingénieur de production, dans deux options : mécanique ou électricité.

La dérogation au régime « normal » des U.E.R. est justifiée, selon le secrétariat d'Etat par « le caractère expérimental » de cette formation, l'isolement de l'U.E.R. et par « son financement, largement assuré par les entreprises locales ». Une telle formule a l'avantage de maintenir toutes les écoles ouvertes, d'utiliser les bâtiments existants et souvent aussi de provoquer la création d'une école maternelle.

M. Deygout, qui garde un excellent souvenir de ses études primaires dans une école à classe unique, se rend compte que la survie pure et simple d'une petite collectivité humaine... C. C.

DES MANIFESTATIONS D'ENSEIGNANTS SONT PRÉVUES DU 22 AU 24 SEPTEMBRE

Une « coordination nationale » des maîtres auxiliaires au chômage s'est réunie dimanche 19 septembre, à Paris, à l'appel du Mouvement national des non-titulaires en juillet. A pris part également à cette réunion le Comité de liaison des auxiliaires, qui groupe notamment des militants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S., trotskiste). Quarante maîtres-auxiliaires sans emploi ont participé à cette réunion, dont un petit nombre venus de province. Les participants ont décidé de réunir des « coordinations régionales d'enseignements en lutte » chargées d'organiser des mouvements de protestation pour le mercredi 22 septembre.

Ce jour-là aura lieu à Paris une manifestation devant le ministère de l'Éducation, suivie en fin d'après-midi d'une assemblée générale au centre universitaire Jussieu. Les participants ont également décidé de se joindre aux manifestations organisées les 23 et 24 septembre par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), qui a lancé pour ces deux jours un mot d'ordre de grève nationale (le Monde daté 12-13 septembre). Rappelons que le syndicat général C.G.T. des personnels de l'éducation nationale appelle les personnels non enseignants à se mettre en grève aux mêmes dates (le Monde du 18 septembre). Cette double grève pourrait perturber la vie de certains établissements secondaires, où risquent de n'être assurés ni les repas ni certains cours.

Le caractère « expérimental » de l'enseignement tient, selon le rapport de l'administration au CNESRS, à « la conception des cours, l'institut rejette la notion de cours indépendants au profit de cours en liaison les uns avec les autres. Ainsi l'historien du droit est conçu comme une introduction historique à l'enseignement du droit positif... Les travaux dirigés doivent traduire « la même préoccupation de liaison entre les matières », assurer « une participation plus active des étudiants » et « être conçus comme une initiation aux pratiques professionnelles ». « Expérimental » que l'on aurait cru faire partie de toutes les études de droit, les stages prévus en premier et deuxième cycle ne sont-ils pas expressément prévus dans les textes réglementaires ? Seules innovations, l'institution d'un « stage » de sélection des étudiants, qui permettra de supprimer les cours magistral, et l'entrée directe de non-bacheliers.

En fait, en 1976-1977, cet institut préparera essentiellement à une licence de droit privé. Sa création répond au désir de la quasi-totalité des enseignants de droit privé (et de quelques autres) de « sortir » de l'université d'Amiens. Hostiles aux grèves des étudiants contre la réforme du deuxième cycle soutenues par le conseil d'université, ils avaient au printemps dernier continué leurs cours hors du campus universitaire grâce à l'appui du recteur. Celui-ci avait aussi organisé en juin les examens correspondants, contre la volonté du président de l'université.

Les deux U.E.R. semblent donc n'avoir qu'un point commun : on n'y a pas fait grève au printemps dernier. Comme dans le cas de Nanterre, il s'agit de sauver les « bons éléments » contre des enseignants (ou un président) qui ont appuyé les grèves d'étudiants du printemps dernier. Cette sensibilité particulière aux doléances des enseignants « antigrévistes » qui ont soutenu le secrétariat d'Etat, et cette rapidité d'action contrastent avec l'indifférence persistante de l'administration aux doléances de bien d'autres enseignants qui essayent de rénover les formations universitaires. Cet interventionnisme (aucune instance de l'université de Picardie n'a été consultée) est aussi une curieuse façon d'appliquer le renforcement de l'autonomie des universités prônée par le président de la République en mai dernier.

GUY HERZLICH.

CATASTROPHES

UN BOEING-727 DE LA COMPAGNIE TURKISH AIRLINES S'EST ÉCRASÉ SUR LES PENTES DU TAURUS (147 morts).

Il n'y a aucun survivant parmi les cent quarante-sept passagers et les sept membres d'équipage du Boeing-727 de la compagnie Turkish Airlines qui s'est écrasé, le dimanche soir 19 septembre, près d'Isparta, en Turquie. Dans l'appareil qui reliait Milan à Antalya, via Istanbul, avaient notamment pris place soixante-neuf touristes italiens.

L'avion qui se dirigeait vers Antalya, station balnéaire de la côte méditerranéenne turque, a percuté contre la pente d'un sommet du massif du Taurus, à 1.900 mètres d'altitude. Selon des témoins, une explosion se serait produite à bord avant que le Boeing-727 ne s'écrase en flammes.

Le Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole (CASODOM), nous a adressé l'appel suivant :

« Pour venir en aide à la population de la Guadeloupe, durablement éprouvée par la situation de la situation. Une manifestation d'autre part rassemblera cent personnes samedi 18 septembre dans les rues de Brunoy et d'Yverny. Pour la Fédération de parents d'élèves Lagarde et la grève ne peut être un préalable à la concertation ». Elle déplore que les élèves aient été « privés d'un certain nombre de jours d'enseignement auxquels ils avaient droit ».

SAUVER LES ÉCOLES DE VILLAGE

Cette rentrée, environ trois cent soixante-cette écoles primaires rurales à classe unique sont supprimées en France. C'est le chiffre qu'avait proposé la commission de la carte scolaire réunie en juin dernier. Trois cent soixante-cette, cela semble beaucoup, et pourtant ce nombre confirme la politique poursuivie depuis maintenant quatre ans par le ministère de l'Éducation : freiner le plus possible le mouvement de fermeture des écoles rurales à classe unique et par là, empêcher la désertification des campagnes.

Les chiffres retracent à eux seuls cette évolution : 930 fermetures à la rentrée 1970 — c'est le point culminant — 724 en 1971, 776 en 1972, 742 en 1973, 697 en 1974, 480 en 1975 et enfin 376 cette année. Il reste pourtant encore 12 290 écoles à classe unique en France, mais rien ne dit qu'elles seront un jour fermées. La circulaire parue le 21 mars dernier au Bulletin officiel de l'éducation a ramené de seize à douze élèves le seuil de fermeture des écoles uniques. Ce seuil de douze n'entraîne d'ailleurs pas obligatoirement la fermeture de la classe : chaque fois, la situation géographique, climatique et démographique du village est prise en considération, et c'est ainsi qu'il reste 2 853 classes uniques de moins de douze élèves ouvertes actuellement.

M. Deygout, directeur des écoles au ministère de l'éducation, explique ce changement de politique : « Quand la population française s'est déplacée des zones rurales vers les villes et leur périphérie, le ministère de l'éducation a été obligé de transférer un certain nombre de postes budgétaires de campagnes en milieu urbain, faute de pouvoir multiplier les postes. Cette politique a été moins rapide à l'éducation que dans d'autres ministères : celui des P.T.T., par exemple : il ne reste plus beaucoup de bureaux de poste à fermer unique ».

De toute façon, ce mouvement est allé trop loin. Nous encourageons actuellement toutes les opérations de regroupement des enfants de deux ou trois villages par village : dans un village, les enfants de telle classe ; dans un village voisin, ceux de la classe supérieure, etc. Cette formule a l'avantage de maintenir toutes les écoles ouvertes, d'utiliser les bâtiments existants et souvent aussi de provoquer la création d'une école maternelle.

M. Deygout, qui garde un excellent souvenir de ses études primaires dans une école à classe unique, se rend compte que la survie pure et simple d'une petite collectivité humaine... C. C.

Après la publication du projet de « plan pour l'éducation »

L'enseignement catholique reproche au P.S. de « relancer la querelle scolaire »

Après la publication du projet de « plan pour l'éducation » qui est actuellement soumis aux militants du parti socialiste (le Monde du 14 septembre), le secrétariat général de l'enseignement catholique se demande si le P.S. ne prend pas « le risque grave de relancer la querelle scolaire ».

Le secrétariat général déclare notamment : « A côté de dispositions d'ordre éducatif qui méritent d'être étudiées, force est de constater non sans stupéfaction que ce projet envisage à nouveau la nationalisation de l'enseignement privé. Une fois de plus, les vieux démons de la recherche semblent s'être emparés... ».


En cette semaine de rentrée, 100 000 maîtres des écoles catholiques accueillent dans un esprit de service 1 500 000 élèves ; 800 000 familles leur ont fait de nouveau confiance. Il ne faut pas s'étonner qu'eux-mêmes, et avec eux de nombreux Français, qu'ils soient leur appartenances politiques, ressentent les solutions radicales et autoritaires préconisées par ce plan comme une atteinte à leur profession, à leurs options et à leurs droits.

SC.P.O.

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :
• Baccalauréat 1^{re} année ;
• Procédure admission 2^e année ;
• Soutien en cours d'A.P. ;
• Concours E.N.A.

3 CENTRES
CEPES
Groupe de l'Éducation
57, rue Charles-Lafitte, 92 Naully
Tél. 34-44 ou 74-45-19

(Publi-Info)
Formation permanente
CYCLE DE REFLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION
(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)
A l'intention des formateurs, travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.
120 heures (30 semaines de 4 heures)
Le samedi de 9 heures à 13 heures
Du 23 octobre 1976 au 23 juin 1977
Renseignements et inscriptions :
Service de la Formation Permanente, Université de Paris VIII, route de la Touraille, 75571, Paris Cedex 12. Tél. 374-55-56 ou 374-12-50, porte 383.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Électronique
FORMATION A LA CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ASSISTANCE A LA CRÉATION D'ENTREPRISE
• ouvert aux titulaires d'une maîtrise scientifique, aux ingénieurs récemment diplômés et aux cadres de l'industrie ;
• durée : octobre à juin, plein temps ;
• Bourses d'études ;
• sanction des études : certificat de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.
Renseignements et candidatures à :
SERVICE DE DÉVELOPPEMENT E.S.I.E.E.
81 et 83, rue Falguière - 75015 PARIS - Tél. : 567-55-54.

TRANCHE DES VENDANGES

TIRAGE 22 SEPTEMBRE
GROS LOT 1,5 MILLION DE F
★ Historiens et Géographes : 9, Le Parc, 91000 Evry.

 **EXCLUSIF PAN AM**
Au mois d'octobre, une semaine à New York, hôtel compris, va coûter moins cher qu'un simple aller-retour!
2221 Francs pour un voyage de 9 jours de Paris à Paris! (Un aller-retour normal coûte 3310 Francs).
Ce prix de 2221 Francs* comprend :
Le séjour (chambre double avec salle de bains) à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigeux.
* Sous réserve d'homologation gouvernementale.
3 dates de départ : 2, 16, 30 octobre.
Adressez-vous à un Agent de voyages ou appelez Pan Am : 266.45.45 à Paris.

PAN AM.
La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde.

RELIGION

Les travaux du comité central du Conseil œcuménique des Églises

Le comité central du Conseil œcuménique des Églises, réuni à Genève, et dont le Monde a rendu compte à diverses reprises, faisait suite, rappelons-le, à l'assemblée mondiale de Nairobi en 1975. Nous avons demandé au pasteur André Appel, ancien collaborateur direct du pasteur Marc Boegner, actuellement président de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine, de faire le bilan de cette réunion.

L'importance de cette première session du nouveau comité central du Conseil œcuménique des Églises n'échappait à personne. Certains se sont étonnés de ce que les conférences magistrales qui marquèrent Nairobi, celle par exemple de l'évêque méthodiste bolivien Mortimer Arias sur l'évangélisation ou celle du biologiste australien Charles Birch sur l'avenir de l'humanité, aient été peine citées. Le comité central ne s'était pas réuni pour rediscuter les divers thèmes de l'assemblée, mais pour en tirer les conséquences. Il ne s'agissait pas de regarder en arrière, mais de projeter et de préparer les six années à venir, période pour laquelle le comité central actuel aura à rendre compte à la prochaine assemblée.

Dans son rapport moral, le secrétaire général Philip Potter avait d'ailleurs prévenu son auditoire en lui rappelant que la cinquième assemblée ne se réunirait qu'avec cette session du comité central. On comprend alors pourquoi ce furent le rapport du comité du programme et des orientations de l'assemblée et celui élaboré depuis par le comité d'examen qui constituèrent les plats de résistance de cette session. Au désespoir d'ailleurs de certains qui attendaient de cette réunion un souffle prophétique, un niveau moins terre à terre.

Un champ miné

En fait, il s'est agi d'une véritable session de travail, au cours de laquelle on a beaucoup parlé « boutique ». A n'en juger que superficiellement, on pourrait croire que, contrairement au passé, les questions d'actualité n'ont joué qu'un rôle secondaire puisque les résolutions sur l'Afrique du Sud et le Liban ne représentent qu'une part minime du travail de ces dix jours, que d'ailleurs le comité central avait demandé que le nombre de déclarations publiques soit limité et que les problèmes de Chypre, de

UN REGARD SUR L'AVENIR

l'Éthiopie et de l'Ouganda ne furent discutés qu'en comités restreints.

En tout cas, les questions des droits de l'homme et de liberté religieuse, elles, ne furent pas escamotées ; loin de là ! On avait cependant l'impression que les nouveaux responsables du C.O.E. s'avançaient là aussi à pas feutrés ou du moins avec grande prudence, comme dans un champ miné dans lequel une explosion inconsidérée aurait pu faire des dommages irréparables. On se rappelle qu'à Nairobi une discussion sur l'accord final d'Islam (Conférence pour la sécurité et la coopération européenne) avait soudain dévié sur les problèmes des libertés religieuses dans les pays socialistes, particulièrement en Union soviétique, que le secrétaire général avait été chargé de présenter un rapport au comité central de Genève et que, pour ce faire, il avait engagé une correspondance avec les Églises membres des pays socialistes et convoqué récemment une consultation à ce sujet.

Le compte rendu de cette consultation de Montreux s'appuie sur deux

affirmations : il faut étudier le problème particulier de la liberté religieuse dans le cadre général des droits de l'homme ; il ne faut pas traiter les pays socialistes à part, mais voir les violations des droits fondamentaux pour l'ensemble des pays signataires de l'accord d'Islam. Le C.O.E., quant à lui, se situant au plan mondial, il doit évidemment se préoccuper aussi des autres continents. On reconnaît le danger de se perdre dans des généralités, mais aussi l'hésitation à toucher le ter à où il est chaud. La résolution finalement votée laisse toutes possibilités ouvertes. Elle est assez vague pour ne pas trop lier le comité consultatif nommé à cet effet, mais elle est pourtant assez précise pour qu'on puisse déjà demander des comptes, dès l'année prochaine.

Beaucoup en attendent plus : peut-être n'était-ce pas réaliste quand on sait les répercussions qu'un débat international de ce genre a dans la vie des Églises de républiques socialistes. Nairobi a levé un malaise qui pesait lourd sur le mouvement œcuménique. Jus-

que-là, on parlait facilement de violations de droits de l'homme dans les pays occidentaux ou du tiers-monde, mais jamais ouvertement de ce qui se passe dans le deuxième monde. La question est donc à l'ordre du jour du comité central du C.O.E. et ne saurait en être rayée.

Une nouvelle curie ?

Sur le plan des principes, l'accord est considérable, bien que les Églises se doivent encore de donner une réponse plus claire à la différence des libertés fondamentales telles qu'elles sont définies dans une société libérale et dans une société socialiste. L'obstacle qui demeure touche à l'interprétation des faits. Nous disposons d'une série d'études récentes sur la liberté religieuse dans les pays socialistes d'Europe. Elles ont évidemment été publiées en France, en Suisse ou en Italie, et non en U.R.S.S. Les faits y sont décrits avec un grand effort d'objectivité. Mais c'est sur l'interprétation de ces faits que les représentants des Églises de l'Est ne sont pas toujours d'accord avec leurs frères de l'Ouest. On jugera la valeur de la décision

de Genève à l'écoute mutuelle et à la franchise du dialogue qui va s'instaurer maintenant. Il y va aussi de la crédibilité du Conseil œcuménique.

Les six rapports de sections de Nairobi représentent à eux seuls une centaine de recommandations. Si l'on y ajoute celles des comités de directives et celles qui sont issues directement de séances plénières, on comprend que la tâche du comité central consistait essentiellement à fixer les priorités pour le travail du C.O.E. lui-même et pour ses relations avec les Églises. On a souvent critiqué le C.O.E. lui reprochant de devenir une autre curie et de développer son propre centre de gravité, en dehors de celui de ses Églises membres. La récente session de Genève a montré que le comité central élu à Nairobi n'entendait être manipulé par personne. Il est décidé de veiller à ce que la voix des différentes Églises ne s'efface pas au C.O.E. et que l'on en tienne compte.

Le rapport moral du pasteur Philip Potter avait d'ailleurs donné le ton en reprenant les trois lignes directrices formulées par l'assemblée de Nairobi comme étant les objectifs de recherche du C.O.E. : la qualité d'une communauté réellement œcuménique — l'incarnation de notre foi — la lutte pour une humanité authentique. Tous les programmes d'avenir du C.O.E. sont à voir dans cette optique : ils viennent d'être revus et fixés pour une période allant jusqu'au début de 1979, date à laquelle ils seront renouvelés.

La crise financière, qui touche d'ailleurs tous les organismes internationaux dont le siège est en Suisse et dont les budgets calculés en dollars ont subi une perte sèche de plus de 20 %, s'est révélée être un stimulant positif dans cette reconcentration des efforts du C.O.E. Au cours de ses trente ans d'existence, il avait développé des activités aussi nombreuses que variées. Aussi était-il bon de se rappeler qu'il est impossible de répondre à toutes les demandes qui viennent des quatre coins du monde et qu'il fallait avant tout veiller à l'essentiel.

La « communauté conciliaire »

La session du comité central a-t-elle agi dans ce sens ? Cela était certainement son intention. L'avenir montrera si les aiguillages ont été bien placés. D'ici à 1979, la section foi et constitution s'efforcera de poursuivre et de clore deux importantes études, l'une sur Rendu raison de l'espérance qui est en nous, l'autre sur Comment s'exerce le magistère dans l'Église d'aujourd'hui. Elle engagera les travaux sur « la communauté conciliaire ».

D'autres études ont été autorisées, l'une sur les sociétés multinationales, l'autre sur le militarisme et désarmement. C'est à la section Église et société qu'il reviendra de préparer pour 1979 une conférence sur le thème d'une société juste et viable fondée sur la participation. Si l'on ajoute que les sections chargées de l'entraide et du développement ont été priées de concentrer leur réflexion sur le problème d'un partage plus équitable des ressources de notre planète, que le comité central attire à nouveau l'attention des gouvernements et des Églises sur la misère croissante des réfugiés, qu'il a fixé des critères précis pour l'utilisation du fonds spécial pour la lutte contre le racisme, dont l'aide ne peut que se situer au plan humanitaire — on peut se faire une idée des domaines dans lesquels le C.O.E. essaie de concentrer le témoignage universel des Églises.

Peut-on déjà poser la question des résultats concrets, de l'efficacité de tels efforts ? Un témoignage ne recherche pas d'abord l'efficacité : il découle d'une conviction profonde et de la nécessité de dire et de vivre ce qui est vrai. La résolution sur le Liban montre la difficulté d'une intervention efficace, mais aussi la nécessité de ne pas se taire. Celle sur l'Afrique du Sud nous touche autant et engage les Églises à se faire, auprès de leur gouvernement, l'avocat des populations opprimées et exploitées sans renforcer le pouvoir de celles qui ne cherchent qu'à maintenir privilèges et injustices.

Il me semble que les décisions du comité central de Genève se situent entièrement dans la ligne de l'assemblée de Nairobi. Le programme mis en place reste dans les limites du possible. Il faudra voir dans quelle mesure les diverses Églises y participeront activement. Les Églises orthodoxes n'ont pas caché leur jeu : elles ont demandé à être représentées dans tous les comités et se sont déclarées prêtes à prendre leurs responsabilités. Le nouveau comité mixte entre le C.O.E. et Rome n'a pas encore été créé, mais l'Église catholique participe déjà pleinement aux réflexions théologiques de la section foi et constitution et est consultée dans toutes les autres. Le prochain bilan est prévu dans deux ans et demi. C'est la participation œcuménique de la base qui dira finalement si le bilan est positif.

ANDRÉ APPEL

Envoyez-nous votre carte. Nous vous enverrons la nôtre.



La carte du Diners Club fait gagner partout du temps. C'était la moindre des choses que d'abréger la demande d'inscription. Téléphonez-nous au 225.28.37 ou faites-nous envoyer votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre documentation et une demande d'inscription.

Avec votre carte vous gagnerez du temps dans vos déplacements professionnels. Avant votre départ, vous pouvez demander à votre secrétaire d'utiliser l'agence de voyages du Diners Club. Sur simple communication de votre numéro de carte, votre billet peut être pris. Votre hôtel réservé. Une voiture louée.

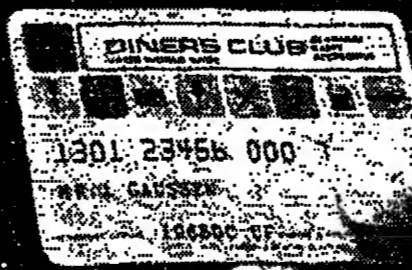
Sur place, pas de temps perdu à chercher des devises. Partout où il y a le sigle Diners Club, vous pouvez présenter votre carte (350.000 affiliés dans le monde). Changement de programme. Peu importe. Pas de coup de téléphone affolé à votre bureau. Vous avez une carte du Diners, on vous fait confiance.

Un coup d'œil sur la liste des affiliés Diners. Vous louez chambre d'hôtel, voiture, faites le plein d'essence, vous invitez vos interlocuteurs à des repas d'affaires ; dans 143 pays. Vous pouvez même ramener des cadeaux et prendre votre billet de retour. Au retour, vous recevez un relevé mensuel accompagné des justificatifs. C'est encore du temps de gagné pour la comptabilité de votre entreprise.

Avoir une carte du Diners Club, c'est être aussi efficace en dehors du bureau qu'on peut l'être au bureau. Diners Club, 18-20 rue François 1^{er} 75008 Paris - Tél. 225.28.37.

Diners Club

Acceptée dans 143 pays.



1301 23456 000

سكس ايام

SOCIÉTÉ

QUITTANT LES ÉTATS-UNIS

Sun Myung Moon va s'installer en Europe

De notre correspondant

Washington. — Au cours d'un grand meeting qui a attiré, le 18 septembre, cinquante mille personnes sur la place du Monument à Washington, le révérend Sun Myung Moon a pris congé de l'Amérique : il va prochainement traverser l'Atlantique, accompagné de son état-major et d'une importante équipe de fidèles pour tenter de mettre sur pied un mouvement semblable à celui qu'il bâtit aux États-Unis depuis 1972. Trente mille personnes seulement sur les cent mille attendues s'étaient rendues au meeting organisé, en juin, au Yankee stadium de New-York par l'Eglise de l'Unité.

Le rassemblement de Washington fut précédé par une impressionnante campagne menée à la télévision, à la radio et dans la presse. Un important service d'ordre avait été prévu.

Plusieurs manifestations hostiles se déroulèrent — l'une organisée par les « hippies » qui conseillaient « de fumer la marijuana plutôt que d'écouter les histoires de Moon », d'autres par des parents dont les enfants auraient été victimes d'un « lavage de cerveau » et « rappelés contre leur gré dans les rangs des moonistes » — à quelque cent mètres de là, sans qu'on ait eu à déplorer des incidents violents comme ceux qui avaient été enregistrés au Yankee Stadium.

Comme à son habitude, Moon

parla en coréen mais son discours était traduit en anglais au fur et à mesure : « Le temps est venu, dit-il, pour l'Amérique de se réveiller et d'accepter ses responsabilités globales. S'appuyant sur le théisme (godism), elle doit libérer le monde du communisme et bâtir le paradis sur Terre. Dieu l'a choisie pour porter son étendard. »

L'Eglise de l'Unité, fondée par Moon en 1954, proclame que « Jésus avait échoué dans sa mission » et annonce « la venue d'un nouveau Messie — coréen — en réalité le troisième Adam » chargé de sauver l'humanité.

Récemment, les services d'immigration des États-Unis décidèrent d'expulser six cents adeptes de Moon qui, selon eux, ne se trouvaient pas là pour des motifs religieux mais pour « faire des affaires ». On pense qu'ils prendront le chemin de l'Europe où leur chef spirituel les rejoindra prochainement.

Une sous-commission du Congrès avait mené une enquête sur des liens possibles existant entre l'organisation des moonistes et la C.I.A. sud-coréenne. Elle ne parvint pas à les établir, mais dans les milieux officiels, le climat semble décidément être moins propice aux entreprises de Moon et cela expliquerait sa décision de s'installer, avec armes et bagages, en Europe.

LOUIS WIZNITZER.

LE COMITÉ DE SOLDATS DE LA BASE AÉRIENNE DE TOURS RÉCLAME LE DROIT DE GRÈVE.

Présentant ce qu'il appelle « une plate-forme de lutte pour les appelés », le comité de soldats de la base aérienne de Tours vient de réclamer le droit de grève parmi une liste de vingt revendications.

Dans un récent bulletin intitulé *Cigogne en rogne*, le comité de soldats de la base aérienne de Tours exprime une vingtaine de revendications, parmi lesquelles l'augmentation immédiate de la solde de 500 F pour tous, la double solde le dernier mois de service pour faciliter le retour à la vie civile, le retour des forces françaises de la République fédérale d'Allemagne et « la liberté démocratique d'information, d'expression, de réunion et d'association ».

Cette dernière revendication

inclut « le droit de s'organiser, de se grouper en comité, syndicat ou toute autre structure dont les formes seraient décidées par les soldats eux-mêmes, ainsi que le droit de grève ».

La revendication du droit de grève par le comité de soldats de

ARMÉE

L'AMIRAL SANGUINETTI : à gauche, on trouve davantage de partisans de l'indépendance nationale.

Durant les deux dernières années, la continuité d'une politique de défense, assise sur la dissuasion nucléaire, a été réaffirmée à maintes reprises par des hautes autorités de l'Etat. Cette semaine encore par le premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale. Celles d'entre ces hautes autorités, qui étant à l'O.D.E. se veulent qualifiées, tentent de dissimuler devant l'opinion, en laisant contre l'indépendance, la tablature des principes qu'ils prétendent être à la base de leurs convictions et de leurs mandats, à notamment déclaré, samedi 18 septembre, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti à l'occasion d'une des conférences de Samois (Seine-et-Marne), présidée par M. Jacques Daur (gailliste de gauche).

« Il est saisissant », a ajouté l'amiral, mis à la retraite d'office en juillet dernier pour manquement au devoir de réserve, que le seul qui n'ait opposé aucun démenti au changement de politique de défense soit justement le président de la République, en effet, de

« Les militaires, a-t-il souligné, constatent chez leurs dirigeants un manque de conviction nationale (...). Le problème important est celui des militaires d'active qui, lorsqu'il s'agit de leur propre avenir, font beaucoup plus de bruit et de mal que la grogne du contingent ». Pour l'amiral, « à gauche, on trouve davantage de partisans des forces d'indépendance nationale qu'à droite, où, pourtant, on a fabriqué les armements nucléaires ».

SCIENCES

DANS UN MESSAGE AU CONGRÈS DE NICE

M. Giscard d'Estaing : la préhistoire témoigne de l'unité de l'espèce humaine

Nice (A.F.P.) — « L'archéologie et la préhistoire sont des sciences fondamentales pour l'homme moderne : elles apportent une contribution capitale aux questions qu'il se pose sur lui-même, sur son origine, sur sa nature, sur sa destinée. Dans un monde divisé, elles témoignent de l'unité de l'espèce humaine. » Telle est la conclusion que M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu à apporter au IX^e congrès international des sciences préhistoriques et protohistoriques, qui s'est achevé le 18 septembre, à Nice. Le président de la République, dans le message qu'il a adressé aux trois mille congressistes et qui a été lu par M. Jacques Médécin, maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme, a exprimé une idée identique à celle de deux spécialistes. Le Dr Phillip V. Tobias (Afrique du Sud) et le Dr Chelikh Anta Diop (Sénégal) venaient, en effet, de faire remarquer que « l'évidence de nos origines communes (est) un élément de fraternisation, d'élargissement de la conscience morale (...) et donne une base scientifique au concept de fraternité ».

Dans son message de conclusion, M. Giscard d'Estaing s'est également félicité de « la part importante » que la France occupe dans le développement des sciences préhistoriques et

protohistoriques. Il a assuré que notre pays « entend poursuivre son effort et participer plus efficacement encore aux travaux de la communauté scientifique internationale (de façon) à contribuer à la découverte de tout ce qui peut éclairer la connaissance des origines et du développement de l'homme ».

Aux Etats-Unis

CONTROVERSE SUR LES DANGERS DES DÉCHETS RADIOACTIFS

M. Mason Willrich, directeur des relations internationales de la Fondation Rockefeller se plaint de l'« utilisation fallacieuse » qui a été faite par la presse du rapport qu'il a rédigé à la demande de l'ERDA (Administration américaine pour la recherche et le développement de l'énergie) sur la gestion des déchets radioactifs (le Monde du 10 septembre 1976). Il précise que ce rapport ne sera remis à l'ERDA que le 15 octobre et que « l'ébauche sur laquelle les propos de la presse furent basés a été mise en circulation sous la réserve formelle qu'elle ne devait être reproduite ou diffusée sans son approbation. L'organisation « Critical Mass » (1), qui a diffusé le rapport à la presse, n'était pas parmi les organisations qui en avaient reçu copie ».

Dans une déclaration faite au Forum américain de l'industrie nucléaire, M. Willrich estime que : « isolés de leur nécessaires commentaires, les propos de la presse apportent plus de passion que de clarté sur l'importante question du développement futur des centrales nucléaires aux Etats-Unis ».

(1) Organisation écologiste liée à M. Ralph Nader.

ANCIENS COMBATTANTS

A Tarbes

AU CONGRÈS NATIONAL DE LA « SEMAINE DU COMBATTANT »

Tarbes. — Prenant la parole à Tarbes, dimanche, à l'assemblée plénière du congrès national de la Semaine du combattant, association de coordination comptant deux cent quatre-vingt mille membres, et qui fut fondée en 1923 au Havre par M. Gaston Manent, ancien sénateur des Hautes-Pyrénées, M. Lucien Beugnot, président national de l'association et de l'U.F.A.C., a déclaré au sujet du plan quinquennal qui sera, après quatre années d'attente, proposé une nouvelle fois au gouvernement : « L'effort qui serait demandé au pays apparaît insuffisant. Avec nos propositions, le budget des anciens combattants pour 1977 se situerait en pourcentage à un niveau inférieur au budget de 1974, pour 1978 à un niveau inférieur au budget de 1973, en 1979 à un niveau à peine supérieur en référence à ce même budget de 1973, et enfin, pour 1980, à un niveau encore inférieur au budget de 1972 ».

« Nous disons qu'un net refus des pouvoirs publics serait le témoignage d'un mépris à l'égard des anciens combattants ».

Le congrès national de la Fédération nationale des anciens combattants d'Afrique du Nord (FNACA) aura lieu à Lorient du 23 au 26 octobre. Le comité national de la FNACA a « décidé d'envoyer la campagne de cartes-lettre au président de la République pour réclamer les avantages qui doivent être conférés par la carte du combattant en application de la loi ».

Le XXV^e congrès national de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre aura lieu à Reims du 14 au 17 octobre.

UNESCO

Le Comité international pour l'universalité de l'UNESCO (1) organise, le samedi 2 octobre, à l'hôtel Hilton-Suffren, à Paris, un colloque sur la politisation croissante de l'UNESCO, qui se manifeste, selon le Comité, par des pratiques hostiles à l'Etat d'Israël, visant à l'exclusion de la communauté des nations. Le Comité avait déjà organisé une réunion internationale sur ce thème en mars 1975 à Paris.

(1) 130, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris.

Aujourd'hui seul National Semiconductor suit votre logique personnelle.

National Semiconductor n'a qu'une seule ambition. Mettre entre les mains de ses clients les calculatrices les plus fiables et les mieux adaptées à leurs besoins quels que soient le prix et le niveau de performances.*

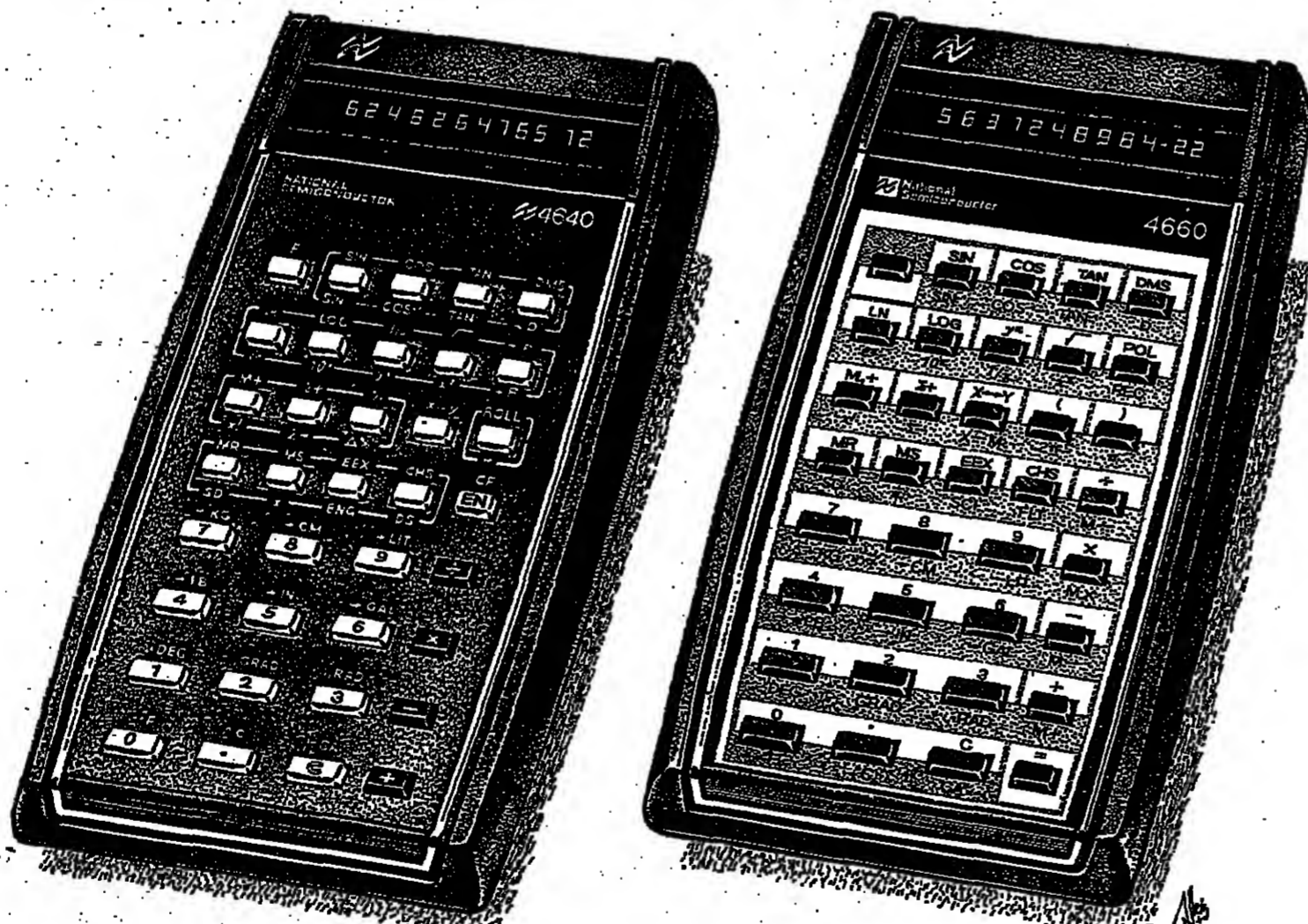
Sans essayer d'imposer ses préférences ou ses méthodes d'utilisation.

Ainsi, National Semiconductor présente aujourd'hui deux machines scientifiques de haut niveau. Equivalentes au plan des performances,

elles vous laissent libre de choisir votre logique préférée. Polonaise inverse pour la 4640. Algébrique pour la 4660.

Connaissez-vous d'autres grandes marques qui vous offrent ce choix ?

*Toutes les calculatrices de National Semiconductor, celles destinées à l'écolier ou à la maîtresse de maison comme celles qui s'adressent aux statisticiens ou mathématiciens, ont été conçues selon cette même philosophie.



NS 4640. Logique Polonaise Inverse. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.

NS 4660. Logique Algébrique. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.

National Semiconductor au Sicob • Niveau 4 • Zone B • Stand 4202

Toutes nos calculatrices sont en vente chez les papeteries et mécanographes à l'enseigne KORES, et dans le commerce moderne.

National Semiconductor
Les grandes idées sont toujours simples.

National Semiconductor Division Grand Public
28 rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation détaillée sur vos produits.

Nom _____

Adresse _____

Profession _____ Société _____

FAITS DIVERS

Le sauvetage de soixante-douze personnes à Grenoble

LE TÉLÉPHÉRIQUE DE LA BAS- TILLE AVAIT ÉTÉ INAUGURÉ QUELQUES HEURES AVANT L'ACCIDENT.

Les sauveteurs ont mis plus de cinq heures, samedi 18 septembre à Grenoble, pour évacuer soixante-douze personnes bloquées dans les cabines du téléphérique de la Bastille. La plupart des passagers ont été secourus par l'hélicoptère de la protection civile, qui les a transportés à son bord grâce à un treuil.

Les nouvelles installations du téléphérique de la Bastille, qui enjambe l'Isère et conduit les visiteurs à 270 mètres d'altitude, n'avaient été inaugurées que quelques heures auparavant. « Le système n'est pas en cause », a affirmé M. Jean-Louis Schwartzbrodt, adjoint au maire de Grenoble. Ce serait l'indiscipline d'un visiteur qui aurait causé l'accident : un homme de forte corpulence aurait pénétré de force dans la cabine, juste après le départ ; le déséquilibre de celle-ci aurait alors provoqué le déraillement.

Cependant, les autorités admettent qu'il faudra améliorer le système de sécurité du téléphérique. Les opérations de sauvetage n'ont pu être terminées en une heure et l'on avait pu recourir à des techniciens compétents. De plus, la liaison par haut-parleurs, prévue entre la gare et les nacelles, n'était pas encore installée.

● Cinq morts près de Mont-de-Marsan dans une collision. — Cinq occupants d'une voiture ont trouvé la mort lundi matin 20 septembre dans une collision avec un camion près de Mont-de-Marsan (Landes). Le non-respect d'un stop serait à l'origine de cet accident, survenu près de la localité de Maurrin.

A Paris

TENTATIVE MANQUÉE DE HOLD-UP AVEC PRISE D'OTAGE

Deux malfaiteurs armés de pistolets ont échoué dans une tentative de hold-up, samedi 18 septembre, dans une succursale de la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED), 111, avenue Ledru-Rollin, à Paris-12^e. Surpris par le signal d'alarme déclenché par le caissier de l'agence et par l'arrivée très rapide d'un car de police-secours, les deux hommes ont voulu fuir, mais un policier est parvenu à capturer l'un des bandits. Son complice prenait alors une cliente en otage, contrainignant le policier à relâcher son prisonnier.

Les deux bandits sont sortis de la banque avec l'otage qu'ils devaient libérer un peu plus loin dans l'avenue. Une fusillade a aussitôt éclaté, sans provoquer de victime, puis les malfaiteurs ont forcé un automobiliste à les prendre dans sa voiture, en sont descendus avenue Parmentier avant de disparaître dans le métro.

ATTENTATS CONTRE DES AGENCES DU CRÉDIT AGRICOLE

Un attentat par explosif a été commis pendant la nuit du dimanche 19 au lundi 20 septembre, vers minuit, contre une succursale du Crédit agricole, à Vitry (Me-et-Vilaine). Plusieurs bâtons de dynamite avaient été placés dans une boîte aux lettres ; la déflagration a complètement détruit l'un des bureaux de la banque.

Une autre succursale du Crédit agricole a été visée par un attentat, c'est l'agence située 161, rue de la Croix-Nivert, à Paris (15^e arrondissement). Une bombe a explosé et brisé de nombreuses vitres de la banque et des immeubles voisins ; de plus, trois voitures en stationnement ont été endommagées. Les deux attentats n'ont pas été revendiqués.

A Paris

MISE A SAC DES LOCAUX DES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

Les locaux des Éditions françaises réunies et de la revue « Europe », 21, rue de Richelieu, à Paris (1^{er}) ont été mis à sac dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 septembre par des inconnus. Ceux-ci, après avoir fracturé la porte, ont ouvert tous les tiroirs et répandus le contenu des dossiers sur le sol. Une certaine somme d'argent, qui se trouvait dans un coffre, a été dérobée.

Les responsables de cette maison d'édition, dont le président-directeur général est M. Louis Aragon, membre du comité central du parti communiste, ont déclaré, dans un communiqué, qu'il s'agit d'un acte de provocation qui paraît inscrite dans une entreprise délibérée dont témoignent plusieurs faits récents, parmi lesquels le sac des locaux du M.E.A.F. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), le 22 août, et la tentative de cambriolage du siège du Syndicat du livre, le 14 septembre.

Mme Braun, directrice des Éditions françaises réunies, y voit « une volonté délibérée de faire peur ».

M. PAUL JARGOT SÉNATEUR DE L'ISÈRE (P.C.) GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

Le sénateur communiste Paul Jargot, maire de Croles (Isère), a été grièvement blessé dans un accident dimanche 19 septembre sur l'autoroute Lyon-Grenoble à la hauteur de l'aéroport de Lyon-Satolas. Le véhicule conduit par M. Jargot avait emprunté la bretelle autoroutière, à contre-sens, de la circulation. La collision survenue à la suite de cette méprise a fait un mort et trois blessés graves.

JUSTICE

L'affaire de Vathaire

« TRIBUNE JUIVE » ÉVOQUE LE RÔLE PEU AMICAL DE MARCEL DASSAULT ENVERS LES ISRAËLIENS

L'hébdomadaire Tribune juive de l'actualité affirme que « le scandale provoqué par Herod de Vathaire suscite des remous à Jérusalem » et explique en ces termes son commentaire :

« Depuis l'embarquement du 3 juin 1967, Marcel Dassault est devenu encore un peu plus invisible pour les diplomates et officiels israéliens de passage à Paris. Même la présence soudaine de son fils Serge, qui, malheureusement pour Israël, ne participe pas activement à la direction de l'industrie aéronautique de son père mais se cantonne dans l'administration de la société Dassault Electronique, n'a pu faire oublier aux Israéliens le rôle peu amical de Marcel Dassault. »

« Ainsi, la nouvelle des accusations lancées par M. Herod de Vathaire contre son ancien patron, dont il devait régler les fraudes israéliennes, a surpris mais n'a pas déçu à l'homme de la rue. Pour la grande masse des Israéliens, Marcel Dassault est, à tort ou à raison, synonyme d'embarquement. Dans les milieux de l'aéronautique israélienne, on est moins sévère à l'égard du vieil homme, qui dit-on, aurait essayé d'aider ses clients Israéliens à fuir sans prendre trop d'initiatives, ni risquer de déplaire au gouvernement français. »

● Manifestant condamné à Paris. — Un jeune homme âgé de vingt-deux ans, François Belen, accusé d'avoir frappé un policier vendredi 17 septembre, lors de la manifestation de l'UNEF devant le Conseil national des universités, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et à une amende de 500 francs par le tribunal de Paris, siégeant en audience de flagrant délit. Le jeune homme n'a pas nié les faits qui lui sont reprochés, mais a affirmé qu'il avait frappé involontairement le représentant des forces de l'ordre.

A Brest

UN INFIRMIER DE PRISON EST CONDAMNÉ POUR « SORTIE FRAUDULEUSE DE CORRESPONDANCE »

Un infirmier de la prison de Brest, M. Roger Congeon, a été condamné, vendredi 17 septembre, par le tribunal correctionnel de cette ville à huit mois de prison avec sursis pour « sortie frauduleuse de correspondance de la maison d'arrêt ».

M. Congeon, âgé de trente ans, infirmier agréé par le ministère de la justice à la maison d'arrêt de Brest, ne refusait pas à l'occasion de rendre service aux détenus en leur servant de facteur pour leurs communications personnelles et quelques fois pour remettre du courrier aux parents et amis. L'infirmier a déclaré au tribunal qu'il avait agi de façon parfaitement désintéressée.

Mais le substitut a estimé que « cette générosité s'exerce au détriment du règlement de la prison » avant d'ajouter : « Les contrôles de correspondance ont un but bien précis. Ils tendent à empêcher qu'un détenu puisse clandestinement donner l'alerte à ses complices éventuels, préparer une évasion, se procurer des armes... »

● Mme Brigitte Bardot a chargé M. Gilles Dreyfus d'assigner Spéciale dernière pour demander 100 000 francs de dommages et intérêts au tribunal civil de Paris après la publication, le 18 juin dernier, d'un article intitulé « Ma vie avec B.B. Pour la première fois, Guy Baroin, le gardien de la Madrague, dit tout. Les propos prêtés à cet ancien gardien (congétié) de la villa dont la vedette est propriétaire à Saint-Tropez, contiennent, selon Mme Bardot, des atteintes à l'intimité de sa vie privée. »

Dans le Tarn

UN DÉTENU SOUS TUTELLE PÉNALE PORTE PLAINTE POUR COUPS ET BLESSURES

Affirmant avoir été battu par deux surveillants, un détenu placé sous le régime de la tutelle pénale au centre de semi-liberté de Saint-Sulpice (Tarn), Emmanuel Dessy, quarante ans, devait par l'intermédiaire de son avocat déposer plainte contre X, ce lundi 20 septembre, auprès du procureur de la République à Castres, pour coups et blessures volontaires.

Condamné à quatre reprises, dont la dernière à dix-huit mois d'emprisonnement pour vol, Emmanuel Dessy déclare avoir été frappé à coups de poing et de pied par deux gardiens au moment où il rentrait au centre après sa journée de travail, le 17 septembre. Le lendemain, il s'est échappé du centre pour se rendre à Toulouse, où il a fait constater ses blessures par un médecin. Emmanuel Dessy, qui souffre de divers hématomes au visage et au buste, s'est ensuite présenté à la prison Saint-Michel de Toulouse, après avoir consulté son avocat, M. Marie-Christine Riclin. Emmanuel Dessy, qui a suivi des études de droit durant sa détention, avait publié dans le Monde du 30 juin une correspondance sur « l'échec » du régime de la tutelle pénale.

« Au ministère de la justice, on indique qu'Emmanuel Dessy était ivre en rentrant de son travail et que, « réprimandé », il a frappé un des gardiens. Celui-ci, blessé à main, a fait ensuite appel au collègue pour maîtriser Emmanuel Dessy et le conduire dans une cel- »

SÉCURITÉ CIVILE

Un terminal d'ordinateur dans chaque brigade, en 1987

LE GENDARME ET L'INFORMATIQUE

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, s'est fait présenter, le jeudi 16 septembre, au fort de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le « système organisé d'informations », dont la gendarmerie nationale va se doter afin de mieux adapter ses moyens aux nombreuses missions qui lui sont confiées.

Circulation routière, lutte contre la criminalité, surveillance de l'application des 1300 lois et décrets et des 5000 arrêtés parissant annuellement, telles sont les principales tâches des 75 000 gendarmes répartis en 4 500 unités et employant un important matériel : 25 000 véhicules, 20 000 postes radio. Ces moyens n'ont rien d'excessif si l'on considère que la gendarmerie traite chaque jour 180 000 « informations » é-

manentes. L'introduction de l'informatique devrait permettre d'aboutir à deux objectifs : l'accroissement de l'efficacité de l'outil opérationnel par l'automatisation des tâches improductives et l'utilisation de techniques modernes : l'application de nouvelles méthodes de direction et de gestion.

Les études préalables au passage de l'informatique, commencées en 1970, s'achèveront en 1987. A cette date, la France sera couverte d'un réseau téléinformatique très dense reliant, par fil ou radio, 10 000 terminaux — 4 500 dans les unités, les autres à bord de véhicules — entre eux et avec le système central, permettant au plus éloigné des détachements de disposer instantanément à la demande des multiples d'informations emmagasinées dans la « mémoire de la gendarmerie », à Rosny-sous-Bois.

AUTOMOBILE

Alfasud Sprint : pourra encore mieux faire

Il y eut l'Alfa Sprint fabriquée au Nord, il y aura désormais une Alfa Sprint fabriquée au Sud. Présentée en Italie voici une quinzaine d'ours, ce coupé à tendance sportive frappé du trèfle à quatre feuilles sera livrable en France après le Salon de Paris, au prix de 94 990 francs.

L'Alfasud Sprint est un coupé deux portes aux lignes avant tuyautes et à l'arrière haut et tronqué dont la silhouette heureuse rappelle celle de l'Alfetta GT. Dotée, pour cinq places, trois passagers et un conducteur tiendront à l'aise avec leurs bagages dans cette voiture qui ne manque pas d'attraits. Son moteur est un quatre cylindres avec arbre à cames en tête, celui de la Ti, mais poussé à 1 286 cm³. Il est alimenté par un carburateur double corps inversé et agit sur les roues avant. La suspension avant est à roues indépendantes. A l'arrière, on trouve un essieu rigide à barre Panhard.

Mais une Alfa Romeo, c'est surtout sur la route qu'il faut la goûter. Un constat : un remarquable silence de fonctionnement à haut ou à bas régime, une boîte cinq vitesses bien étagée et d'une maniabilité sans reproche, des freins à disques disposés à l'avant, en sortie de différentiel, qui réclament un peu d'usage pour être pleinement efficaces.

Une impression : un moteur un peu « frusqué » en regard de l'homogénéité et de la sécurité de conduite de la voiture.

Pourrait mieux faire, donc. Comme si l'on avait en mains une version sage qui devrait plus tard libérer d'autres chevaux ne demandant qu'à galoper.

Alfa, d'ailleurs, ne s'en cache pas qu'il a, dit-on, volontairement limité les performances de cette « sprint » du Sud, pour en faire une sportive familiale raisonnable et très sûre. Rien ne manque au tableau de bord, et le volant est réglable, mais l'habillage des sièges, où triomphe un tissu écossais, est moins séduisant. Un soupir de la clientèle allemande, disent les mauvaises langues, pour qui ce drap rappelle Porsche et Volkswagen. On fermera les yeux sur ce choix en espérant que cette voiture, déjà séduisante à p.s. d'un titre, nous amènera des lendemains encore plus enchanteurs.

CLAUDE LAMOTTE.

* CARACTÉRISTIQUES :

Moteur : 4 cylindres horizontaux opposés, type boxer super carré 98 x 64 mm, 1286 cc, culasse en fonte monobloc ; vilebrequin sur trois paliers, refroidissement à eau. Compression : 9:1. Puissance CV SAE/1000 (kW) : 57/4000 (64). Couple moteur km SAE/1000 (Nm) : 12,1/2500 (118,7). Alimentation : us carburateur double corps inversé. Consommation donnée : à 100 km/h, 1/100 km, 7,2 ; à 120 km/h, 1/100 km, 8,8. Boîte à cinq vitesses. Preins à disques sur les quatre roues avec servofrein. Suspension avant : indépendantes type McPherson, amortisseurs hydrauliques télescopiques à double effet, ressorts hélicoïdaux, barre stabilisatrice. Suspension arrière : A axe rigide par deux parallélogrammes de Watt, amortisseurs hydrauliques télescopiques à double effet, ressorts hélicoïdaux, barre Panhard.

Longueur : 4,013 m. Largeur : 1,61 m. Hauteur (volant à vide) : 1,28 m. Empattement : 2,45 m. Vides avant et arrière : 1,35/1,35 m.

Galerias Lafayette
Equipement Ménager,
17 Septembre 1976

les étiquettes deviennent des fiches techniques, les vendeurs des conseillers, les acheteurs des investisseurs.

Maintenant les meilleurs prix s'entourent des meilleurs conseils

Depuis 1950

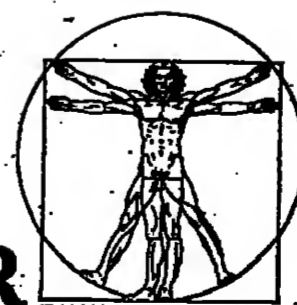
مركز الدراسات

UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND
LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



La région parisienne

Des hôtels disparaissent

On les appelle des « hôtels de préfecture » par opposition aux hôtels dits « de tourisme », comme si un fonctionnaire un jour de grande décision avait souhaité marquer la frontière entre celui qui voyage et celui qui ne cherche qu'à s'abriter.

Et c'est vrai, dans ces établissements laissés à leur triste sort, les misères, les solitudes et les à-coups de l'existence se remarquent davantage que les joies. Ils sont pourtant des refuges et des provisions pour un grand nombre de personnes dont la ville n'a pas su, ou voulu, encore admettre la présence.

En 1973, leur nombre atteignait 2 627; ils étaient, en 1975, 2 394 sur les 3 600 hôtels que compte la capitale. Quel est leur avenir ?

ES hôtels, en fait, se divisent en deux catégories : l'une est composée d'établissements simples, familiaux, sans prétention. « On, parfois, dans le hall se mélange l'odeur de la cire avec celle du pot-au-feu », l'autre est fréquentée par les travailleurs immigrés dans les quartiers périphériques de la capitale. On est « de passage » ou « sédentaire » dans l'une ou l'autre caté-

LES SANS - ÉTOILE

gorie. Pourquoi disparaissent-ils ? La rénovation, achevée ou en cours, dans les vieux foyers de Paris n'épargne pas ces hôtels situés entre des immeubles promis à la démolition. Un certain nombre de ces établissements sont notamment touchés par les travaux, tandis que les prix, qui varient entre 800 francs et 1 000 francs, alors qu'une chambre ne rapporte au mois que 250 à 300 francs.

Propriétés d'une famille et bien souvent gérés par celle-ci, les « hôtels de préfecture » sont naturellement à la merci d'un décès. La succession est difficile. « Je ne vois pas venir la relève », déclare M. Robert Rabier, président du Syndicat national de l'hôtellerie « non homologuée » et propriétaire d'un établissement rue du Dragon. Les jeunes ne s'intéressent pas à un métier qui nécessite une présence constante de l'exploitant sur son lieu de travail. M. Rabier ajoute : « On peut vivre correctement à condition d'être bricoleur. »

La vie économique, enfin. Pourquoi les hôtels classés

« tourisme » paient-ils une T.V.A. de 7 % alors que les petits hôtels « non homologués » sont astreints à 17 % ? Interroge M. Rabier. Certains hôtels de préfecture, face à cette situation, engagent des frais pour atteindre les normes leur permettant de posséder une étoile et devenir ainsi « tourisme ». D'autres ne peuvent consentir à de tels investissements. Et l'on en arrive à cette situation paradoxale que l'on trouve, par exemple, dans la capitale, des hôtels « non homologués » possédant l'ascenseur alors que certains « une étoile » n'en possèdent pas.

PORTRAITS

Une famille rue Baudricourt

UNE tour, une maison, un terrain vague, une petite usine : entre la rue de Tolbiac et la porte d'Italie, le XIII^e arrondissement est devenu une sorte de puzzle.

Devant, c'est le café. Les habitués n'ont même plus à commander leurs consommations, et, lorsqu'un client réclame un crème, la patronne va faire réchauffer une énorme cafetière dans son arrière-cuisine. Au-dessus, c'est l'hôtel. Aussi loin que la patronne s'en souvienne, le 67 rue Baudricourt a toujours été un hôtel. Bien entendu, lorsqu'elle est arrivée, il y a quarante ans, elle « aurait pu louer à la journée, ou même... à l'heure », mais elle « ne veut pas avoir d'enfants ». Elle a aménagé ses trois pièces et fait élever une cloison dans chacune d'elles. Ses clients restent des mois, des années même, car « les logements ne courent pas les rues ». Là-haut, il y a « une fille mère et ses trois enfants », « un célibataire », et, au premier, « les Gallien ».

Is sont là depuis 1974. « Lorsque nous nous sommes mariés en 1960, nous vivions chez mes beaux-parents, explique-t-elle, je ne pouvais pas travailler, car j'ai tout de suite attendu un premier enfant, puis un second. Le salaire de mon mari ne nous permettait pas de « passer par une agence » pour trouver un appartement, verser deux mois

de loyer d'avance, la commission, puis 800 F par mois. Mais je ne m'entendais pas avec mes beaux-parents, nous n'étions pas libres d'organiser notre vie comme nous l'entendions, et j'étais obligée de placer mes deux filles ».

Lorsque j'ai commencé à travailler, comme tapenneuse dans l'imprimerie d'en face, j'ai fait une demande de H.L.M. En attendant, une de mes amies qui travaillait avec moi à l'imprimerie m'a indiqué l'hôtel où elle logeait.

« Depuis deux ans, nous sommes ici. Les deux aînées couchent dans un petit lit dans notre chambre. La plus petite est dans la cuisine. Le patronne n'a rien dit lorsque le seul aîné cherchait les enfants. Mais quand la troisième est née, elle n'était pas contente. Elle se lève à 5 heures du matin, seule une porte nous sépare de sa chambre et la petite crie beaucoup la nuit. Pour la même raison, il nous est difficile de sortir car la porte est fermée le soir et nous devons nous glisser dehors sans faire de bruit. »

« 350 F par mois, 150 F de chauffage l'hiver, l'électricité est comprise dans le prix du « loyer », aussi n'avons-nous pas le droit d'employer des appareils électriques, seul le fer à repasser, est toléré. Cat été, sans réfrigérateur, nous n'avons pas pu tenir. »

Ce qui leur manque ? un peu

de confort et de liberté. « Les toilettes sont au rez-de-chaussée. Les enfants ne rentrent que pour dîner, le mercredi elles vont à la garderie : elles ne peuvent ni jouer ni sauter ici, nous sommes au-dessus du ciel. »

Nous attendons toujours notre H.L.M. Mon amie également.

Mais nous voulons rester routes les deux à proximité de notre emploi. On lui a proposé un logement à Nanterre-le-Grand. Mais comment aurait-elle fait ? Car elle aurait été obligée d'abandonner son travail, pour en chercher un autre : qui aurait nourri ses enfants pendant ce temps-là ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ANGLAIS DE PASSAGE

ROBERT S., Anglais, 1,80 mètre et des cheveux blancs. Lorsque l'association dans laquelle il est permanent lui a demandé de traverser la Manche et de venir s'installer à Paris, il a dû chercher un logement.

« Un journal, à Londres, avait publié il y a quelques mois la liste des hôtels parisiens bon marché. Un de mes amis y était descendu. Je suis allé lui rendre visite... et j'y suis resté. J'ai fait dans cet hôtel deux séjours de plusieurs semaines. La plupart des clients étaient des touristes, ils prenaient une chambre pour quelques jours. Un certain nombre d'étrangers cependant s'installaient pour trois ou quatre mois, le temps de suivre des cours dans une faculté parisienne.

« Je n'ai pas eu beaucoup de relations avec mes voisins. Je

ne prenais pas mes repas à l'hôtel, je n'allais pas regarder la télévision dans la salle commune : en revanche, j'ai beaucoup discuté avec le gérant.

L'hôtel était très bien, il venait d'être refait à neuf, les chambres étaient petites mais agréables. En général, les hôtels bon marché sont si déprimants qu'on ne veut pas y rester et qu'on sort dépenser à l'extérieur tout l'argent qu'on a pu économiser en y descendant. Ce n'était pas le cas. Et puis, les gérants désiraient maintenir un certain « standing ». Ils n'acceptaient de coucher plusieurs personnes par chambre que pour quelques nuits.

Habituellement, le porte-malheur aux hôtels des qu'on s'arrête se bouchent, l'ascenseur tombe en panne, là, je n'ai rien du tout. — M.-C. R.

Giono à la 10

Enfin, le coût des terrains dans la capitale ne permettrait pas de rentabiliser de tels établissements, s'il s'en construisait de nouveaux. Le prix d'une chambre varie, en effet, de 25 francs à 30 francs (13 francs à 14 francs dans les hôtels fréquentés par les travailleurs immigrés). Un taux de fréquentation de 70 % à 75 % est donc nécessaire à l'exploitant pour vivre. La préfecture de Paris, qui fixe les prix de location, précise que, « à partir du sixième et un même jour de location consécutif d'une chambre, un abattement minimum de 33 % doit être effectué sur le prix limité ». Cette mesure, importante, n'est pas toujours respectée. Car il suffit que l'exploitant de l'hôtel change le locataire de chambre pour éviter cet abattement.

Après les incendies qui se sont déclarés dans ces hôtels, la préfecture de police voudrait renforcer la sécurité. De nouvelles mesures sont à l'étude au ministère de l'Intérieur : l'une consiste dans l'obligation d'installer des détecteurs de fumée et d'incendie dans ces établissements.

Nous avons formulé déjà un certain nombre d'observations auprès des hôteliers, déclare M. Jean Forest, sous-directeur de la sécurité du public à la préfecture de police. Mais ces mesures sont coûteuses, et nous nous trouvons face à des bâtiments anciens qui ne permettent pas toujours d'installer les systèmes de sécurité comme il le faudrait. Remplacer, par exemple, toutes les colonnes montantes de gaz qui sont en plomb — et constituent de véritables chaudières lors de la propagation d'un incendie — par de l'acier nécessite des dépenses considérables, que ne peuvent assumer les petits hôteliers.

Alors que Paris est saturé d'établissements « quatre étoiles », peut-on laisser disparaître ces hôtels de préfecture ? Ce serait dommage. Ils ont un rôle social qu'on ne peut nier. Ils accueillent un certain nombre de

provinciaux qui montent pour plusieurs semaines ou plusieurs mois à Paris pour des raisons professionnelles. Ils servent de foyers aux travailleurs immigrés. Enfin, ils sont au cœur d'un tourisme peu argenté mais grand voyageur. « Pendant des années, j'ai accueilli chez moi un Anglais de passage à Paris. Aujourd'hui, il est au Sheraton parce que je ne peux plus lui donner ce qu'il désire. Nous sommes restés amis. Mais, pendant un certain temps, j'ai permis à la capitale d'assurer son rôle d'accueil », affirme M. Rabier, qui ajoute : « Il y aura toujours des voyageurs, quelle que soit leur fortune, qui préféreront venir dans nos petits hôtels, où ils connaissent le patron, plutôt que de descendre dans un hôtel de béton, où ils ne sont que des numéros de chambre. » Et ce syndicaliste sait de quoi il parle puisque, jusqu'à la guerre, Jean Giono, de passage à Paris, descendait dans son hôtel. C'est dans la chambre numéro 10 qu'il corrigea les épreuves de Regain.

JEAN PERRIN.

Un nouveau journal s'annule son apparition dans les kiosques de Paris et de la région Ile-de-France le 29 septembre : Vire-Heldoguide.

Le dernier-né du groupe Hachette est le produit d'une constatation : une nouvelle génération de lecteurs arrive à l'âge des responsabilités. Les jeunes femmes de vingt-cinq ans sont beaucoup plus attachées à l'expression de leur personnalité et à la qualité de leur cadre de vie que leurs aînées. « Ces valeurs de la vie quotidienne n'ont pas encore trouvé d'expression, particulièrement en région parisienne », expliquent les responsables du journal. M.M. Jacques Paltra, directeur, et Jean Denys, rédacteur en chef.

Tiré dans un premier temps à deux cent mille exemplaires, révisé en octobre, vendu 3,50 F, le journal dispose de 5 millions de francs et les responsables se sont fixés un trimestre pour faire leurs preuves.

POINT DE VUE

Plus d'autoroutes urbaines !

par JEAN-CLAUDE DELARUE (*)

QUATRE-VINGTS POUR CENT des banlieusards qui viennent travailler chaque matin à Paris, prennent les transports en commun : ce simple chiffre devrait redonner ses justes proportions au débat interminable qui oppose partisans et adversaires du péage sur les autoroutes urbaines.

La vraie question n'est en effet pas de savoir si la construction d'autoroutes urbaines doit être financée par le péage ou par l'impôt, mais si il convient de construire des autoroutes urbaines.

A cette question, nous répondons : non.

D'abord, parce que les autoroutes urbaines ne facilitent pas les déplacements dans une agglomération comme la région parisienne, qui compte dix millions d'habitants, autant que toute la Belgique. Bien au contraire, elles provoquent un « appel » de voitures qui viennent encore accentuer les difficultés de circulation à Paris et même en banlieue.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le passé récent. En banlieue sud, par exemple, on a successivement construit l'autoroute A 6, transformée la nationale 20 en voie semi-rapide, élargi l'autoroute A 8

jusqu'à en faire l'autoroute la plus large d'Europe ; mais plus on coule de béton et plus les embouteillages s'aggravent.

Un peu plus à l'ouest, on a réalisé la voie rapide F 18 (qui relie l'autoroute A 10 au pont de Sèvres), avec la bénédiction des habitants de la vallée de la Bièvre, qui pensaient voir diminuer le trafic dans leurs communes. Mais aujourd'hui, non seulement la F 18 est bloquée aux

heures de pointe, mais, de plus, les routes de la vallée de la Bièvre sont plus encombrées que jamais.

C'est l'insulte de ces échecs récurrents que les habitants d'une douzaine de communes de la banlieue sud se sont opposés à la construction de l'autoroute A 10 dans sa partie urbaine. Avec l'appui, décisif, de nombreux élus, notamment des conseils généraux des Hauts-de-Seine et de l'Essonne.

Dormir dans les couloirs

Mais les autoroutes urbaines ne sont pas seulement inefficaces. Elles sont également néfastes.

Elles provoquent, en effet, des nuisances souvent intolérables (et à côté desquelles les désagréments causés par l'installation de postes de péage sur l'autoroute A 4 paraissent bien minimes). A L'Hay-les-Roses, on s'a dit et répété, des riverains de l'autoroute A 8 dormaient dans le couloir de leur appartement, suite « pièce » qui n'a pas de fenêtre. Il a fallu qu'ils dressent un barrage de pneus enflammés pour obtenir un mur anti-bruit.

Mais le long du périphérique, (où certains dorment dans des placards, d'autres dans leur berçoire), de l'autoroute A 3, de l'autoroute A 1, les problèmes demeurent.

De plus, les autoroutes urbaines gaspillent le bien le plus précieux dans nos villes densifiées à l'excès :

l'espace. Avons-nous vraiment trop d'espaces verts à Paris et en banlieue pour qu'on puisse se permettre de mobiliser des hectares et des hectares au profit de ces autoroutes ?

Dans ces conditions, il serait mieux que l'on donne enfin quelque substance à la politique de priorité aux transports en commun que l'on dit vouloir appliquer depuis des années. Si l'autoroute A 4 n'avait pas été construite dans sa partie urbaine, on aurait pu consacrer des crédits plus importants au développement des transports en commun. Par exemple à la construction du R.E.R. est-ouest.

Les cinquante mille signatures du carreau du Temple

L'Association S.O.S. Paris déclare : « Au printemps dernier, j'ai lu et j'ai lu l'opposition que connaît et que connaît toujours son projet de rénovation du carreau du Temple. M. Domini, conseiller du secteur, décidait de constituer par voie de référendum la population du troisième arrondissement sur ces importants travaux (Le Monde du 4 mai 1976). »

S.O.S. Paris, le comité des habitants du troisième (C.H.3.) et le syndicat des marchands du Temple élèvent aussitôt une vive protestation. Ces associations, qui sont groupées pour défendre l'édifice actuel, s'étonnaient à juste titre qu'une consultation de ce genre fut proposée après déviance du

permis de construire et à quelques mois seulement avant la mise en chantier d'une opération décidée par le Conseil de Paris depuis 1974.

Ce résultat est aujourd'hui publié. Tel que les associations l'avaient prévu. Quelques chiffres, certes, évidemment invérifiables, assortis de pontifications crânement proclamées prouvent que leurs craintes étaient justifiées. S.O.S. Paris, le comité des habitants du troisième, le syndicat des marchands du Temple et la récente association locale « Sauvez le carreau du temple » appellent que la pétition lancée pour la sauvegarde du carreau du Temple a recueilli très exactement 48 974 signatures.



Ne soyez pas handicapé dans la guerre des contrats...

L'Institut de Commerce International organise un CYCLE DE PERFECTIONNEMENT où vous pourrez actualiser ou élargir vos connaissances dans le domaine des affaires internationales.

Il est un point de rencontre entre les besoins des entreprises et les aspirations des cadres responsables, et permet la mise en commun des expériences très diverses vécues par les participants.

Par un enseignement complet, pratique et dynamique, vous vous perfectionnerez pendant un an, sans pour cela interrompre votre activité professionnelle.

Le commerce international, cela s'apprend !

ICI

Pour toute information concernant les conditions d'inscription et le programme des cours, téléphonez à : Marie-Hélène DELTEIL, 723 61 23, ou écrivez-nous : 5, avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75016 Paris.

ICI, Institut de Commerce International, établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat.

Les cours par correspondance, les cours aux, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE FONDÉ EN 1953

régi par la loi du 12/7/1971 vous permettront de découvrir les sciences humaines et la graphologie ou de vous y perfectionner

Prépar. à la protection du graphologue (inscriptions reçues toute l'année) Frais d'études complaisables dans dépenses formation permanente Documentation gratuite

L.-M. CHAMBLAY
12, villa Saint-Pierre, B-2, 94220 CHARENTON
Tél.: 388-72-01

Analyses et sélections par professeurs

MAISON DU DAIM

11, RUE AUGER OPERA 01-95

le cuir, la peau les peaux laines

VESTES - BLOUSONS MANTEAUX

HOMME - FEMME

JP 1166 150

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'activité des chalutiers soviétiques dans la Manche

La mer épuisée

Depuis plusieurs mois, des pêcheurs du Finistère se plaignent de la présence et des méthodes de pêche des chalutiers soviétiques au large de la pointe de Bretagne. Au moment où s'achève à New-York, sans résultat, la conférence sur le droit de la mer, la question de la protection des zones de pêche est à nouveau posée.

A l'arrestation de M. de Boileury, administrateur en chef des affaires maritimes du quartier de Brest, le remorqueur de haute mer *Centaure* de la marine nationale a effectué une mission de surveillance le 16 septembre à 40 milles au nord d'Quessant. Dans les parages de cette île, rôdant un casqueur (pêcheur de crabs et de langoustes) du Conquet (Finistère-Nord) a eu en effet une grande partie de ses engins de pêche détruits par des chalutiers russes. Il chiffrait la valeur du matériel détruit à 9 000 francs. Le remorqueur *Centaure* a observé pendant vingt-quatre heures les mouvements d'une flottille de pêche soviétique. Il n'a rien remarqué d'anormal dans le comportement des pêcheurs russes.

Ce n'est pas la première fois que des incidents opposent des marins pêcheurs français à des pêcheurs étrangers, il se rapporte à la surpêche des zones de pêche. Les pêcheurs espagnols, qui fréquentent eux aussi les eaux internationales au large de la France, sont parfois mis en cause.

Ce genre de conflit est appelé à se renouveler, tant que ne sera pas résolu le problème de la cohabitation de deux pêches différentes. D'un côté la pêche traditionnelle artisanale, de l'autre d'immenses navires-usines ravitaillés par des flottilles de chalutiers. Depuis plusieurs années, des concentrations de bateaux de pêche russes fréquentent en particulier la mer du Nord et la Manche. Leurs chalutiers ne font pas de quartier et épuisent les fonds.

Pourtant, de telles pratiques. Pour l'instant, aucune réglementation internationale ne les permet. En dehors des eaux territoriales, aucun contrôle n'est possible. C'est presque la loi de la jungle. Ombragée par l'obligation d'un rendement de plus en plus accru, les patrons-pêcheurs russes ne se privent pas d'augmenter leurs prises par tous les moyens. Ils le font d'autant plus volontiers qu'ils opèrent dans des eaux étrangères. Le seul contrôle qui puisse faire actuellement un

Etat côtier est de vérifier la taille des filets et la taille des poissons. L'administrateur des affaires maritimes adjoint du quartier de Brest a, pour la première fois au mois d'août, inspecté des chalutiers russes à la pointe de Bretagne. Sauf de nouvelles dispositions pourraient remédier à la situation présente.

L'établissement d'une zone économique de 200 milles est réclamée dans les milieux maritimes. C'est la seule façon d'interdire, semble-t-il, des affrontements entre pêcheurs concurrents. Ce serait également un bon moyen pour écarter de certains points sensibles du littoral français des chalutiers russes dont on dit que la pêche n'est pas toujours leur occupation principale. La présence de flottilles de pêche soviétiques dans la Manche en particulier pourrait s'expliquer, assure-t-on, par l'existence dans la rade de Brest de la base de l'escadille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

L'union fédérale C.F.D.T. de la pêche a adressé une lettre à l'ambassade soviétique en France pour lui réclamer le paiement des dommages. Le syndicat fait aussi le procès des méthodes de pêche soviétiques. Il écrit : « Dans un golfe de Gascogne déjà surexploité, vos navires usent leur leur appât par dizaines depuis plusieurs mois. Ils ratisent les fonds. Au moment où des pêcheurs français et espagnols limitent leur effort de pêche, cette surexploitation est tragique pour l'avenir des travailleurs maritimes français et pour le développement futur en poisson de nos populations laborieuses françaises. De plus, au mépris de toutes les règles du droit maritime international, vos chalutiers détruisent le matériel des petits pêcheurs ».

L'administration des affaires maritimes a transmis un dossier aux autorités de Paris. Ce rapport officiel et les protestations syndicales amèneront-ils les pêcheurs russes à modifier leur façon de pêcher et à changer de secteur ? Leur présence dans ces zones procède, semble-t-il, d'une volonté d'obtenir des droits acquis. En effet, quand l'Europe repoussera à 200 milles la limite des eaux territoriales communautaires, ils pourront alors arguer de leur présence traditionnelle dans ces parages pour se faire octroyer des avantages particuliers.

JEAN DE ROSIERE

QUALITÉ DE LA VIE

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE APRÈS LA DISPARITION DE DOCUMENTS SUR LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CREYS-MALVILLE (ISÈRE).

Grenoble. — Après les manifestations organisées les 17 et 18 septembre dans les villes de la région Rhône-Alpes par dix-neuf associations protestant contre le projet de centrale nucléaire à Creys-Malville (Isère), une vingtaine de personnes ont pénétré le samedi 18 septembre dans les locaux de la protection civile de Grenoble. Ces personnes ont retiré quelques minutes plus tard un important des dossiers.

Les militants anti-nucléaires seraient en possession d'un des dossiers dont ils demandaient depuis plusieurs mois la publication, « le plan Orsay-Rad » du centre d'énergie. Ils pourraient le rendre public, ainsi que d'autres documents. Selon la préfecture de l'Isère, on soupçonne la gravité de cette « opération commando ». Si se vérifie que des documents d'une grande importance ont été dérobés, les auteurs de la pénétration seraient dérangés devant la Cour de sûreté de l'Etat.

À la préfecture, il n'est pas possible, en l'état actuel des investigations, de dire quels documents ont été volés. Mais on prétend que le coffre qui contenait les documents les plus importants n'a pas été touché. Une enquête a été ouverte.

UNE MUNICIPALITÉ DE GIRONDE : LES GRAVIERES NOUS RUINENT

(De notre correspondant.) Bordeaux. — Le conseil municipal de Sablonès-de-Guitres (Gironde) a décidé de saisir par voie de réclamation l'exploitation systématique du territoire de la commune sous forme de carrière. En effet, sur les 1 100 hectares de cette localité, on en compte 35 de carrières. Si ces exploitations représentent un apport appréciable pour la commune, elles ruinent (12 % de la population) il n'y a pas de même pour les finances de cette petite commune de 800 habitants. Ne serait-ce qu'à cause de l'entretien du réseau d'égouts détérioré par les camions. « Nous avons déjà fourni beaucoup de la collectivité et payé notre quote-part », dit M. Bireau, maire de Sablonès. « On ne peut pas nous demander plus. Actuellement, ajoute-t-il, si ne semble pas que le remembrement constitue un geste juridique suffisant pour empêcher le fait. Il est par conséquent de regrouper des terrains agricoles pour en arriver à faire des carrières. Cela coûte cher à la collectivité ». Une seule solution suggérée par la direction de l'équipement : l'établissement d'un plan d'occupation des sols. M. Bireau trouve que c'est très intéressant pour la commune, mais qu'il ne faut pas perdre de vue que la commune est une commune de Saint-Emilion. — P. C.

Construction navale

COOPÉRATION IMPOSSIBLE ENTRE LES EUROPÉENS ET LES JAPONAIS

La réunion de Rome sur la construction navale en Europe et au Japon (le Monde du 17 septembre) s'est soldée par un échec. L'Association européenne des constructeurs exprime dans un communiqué « son inquiétude de voir le marché européen s'annuler, en particulier au bénéfice du Japon. Ainsi, la part du marché des constructions neuves sera pratiquement réduite à 10 ou 20 %, alors que, récemment encore, elle atteignait 40 % ». L'attitude japonaise n'a pas permis d'espérer parvenir à une situation équilibrée pour les constructeurs de l'Europe occidentale par rapport à ceux du Japon. Dans ce contexte, les Japonais ont prouvé qu'ils avaient l'intention de maintenir leurs objectifs de production et qu'ils ne se sentaient pas obligés de modifier les politiques de prix qui leur étaient destinées pour les Européens. Les constructeurs européens ont le regret de constater que tous les efforts pour parvenir à un accord au niveau de l'industrie ont définitivement échoué », conclut le communiqué.

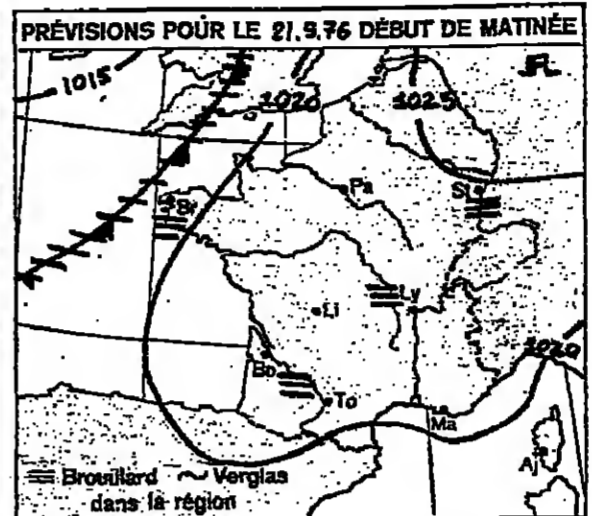
● NOUVELLE GARE A SAINT-CLOUD. M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et maître de Saint-Cloud, a inauguré le samedi 18 septembre les nouvelles installations de la gare de Saint-Cloud, sur la ligne de Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive droite.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 20 SEPTEMBRE A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 21, 9 h DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 septembre à 9 heures et le mardi 21 septembre à 24 heures :

Une crête anticyclonique prolongera les hautes pressions du nord de l'Europe pendant la plus grande partie de la France des perturbations. Les vents du nord-ouest et du nord-est seront faibles à modérés, avec des nuages épars et quelques pluies isolées.

Sur les autres régions, il fera beau. Dans les vallées du Sud-Ouest, de l'Est et du Nord-Est, des brouillards matinaux disperseront assez rapidement. De l'Aquitaine à la Normandie, les nuages prédomineront encore, mais le ciel deviendra plus nuageux au cours de l'après-midi et de la soirée avec une tendance orageuse dans le Sud-Ouest.

Le 20 septembre, à 9 heures, la pression atmosphérique se situait au niveau de la mer était, à Paris, de 1 004 millibars, soit 788 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 septembre, le second le minimum de la nuit du 19 au 20) : Alençon, 22 et 11 degrés ; Biarritz, 25 et 12 ; Bordeaux, 24 et 13 ; Clermont, 19 et 12 ; Dijon, 21 et 9 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 19 et 9 ; Lyon, 19 et 7 ; Marseille, 24 et 10 ; Nancy, 20 et 8 ; Nantes, 22 et 10 ; Nice, 21 et 13 ; Paris-Le Bourget, 22 et 6 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 24 et 11 ; Rennes, 20 et 11 ; Strasbourg, 19 et 8 ; Tours, 22 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Poitiers-Air, 21 et 25. Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 20 et 9 ; Athènes, 20 et 17 ; Berlin, 15 et 10 ; Bonn, 21 et 11 ; Bruxelles, 20 et 9 ; Les Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 14 et 9 ; Genève, 17 et 6 ; Lisbonne, 26 et 15 ; Londres, 20 et 13 ; Madrid, 28 et 11 ; Moscou, 14 et 1 ; New York, 25 et 20 ; Palma-de-Majorque, 25 et 14 ; Rome, 24 et 13 ; Stockholm, 14 et 1 ; Téhéran, 30 et 17.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 septembre 1976 :

DES DÉCRETS

— Relatif aux services académiques de Paris ;
— Portant définition de la forme et de l'usage des inscriptions applicables à l'université du Haut-Rhin.

Visites, conférences

MARDI 21 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques, 15 h, métro République, M. Bachelier ; « Saint-Basile », l'église vouée à la musique, 15 h, devant les grilles du Palais-Royal ; « 15 h, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 278

RAPATRIÉS

● **M. Mohamed Laradji**, président de la Confédération nationale des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a demandé le jeudi 18 septembre à Strasbourg, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement français « sorte de son inertie et négocie rapidement avec le gouvernement algérien l'application de la libre circulation entre l'Algérie et la France pour les Français musulmans ». M. Laradji, d'autre part, dénoncé le racisme dont sont victimes les anciens colons en estimant : « Il est très regrettable que les Français quand on

(*) Dernier directeur de l'Echo

★ Tribune socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

CARNET

M. Nicolas STOEYO,
astronome honoraire
de l'Observatoire de Paris,
membre correspondant du
bureau des longitudes,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu, à Menton, le 14 septembre
1978, à l'âge de quatre-vingt-deux
ans, après une longue maladie.

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera dite à la mémoire du
E.P. Pierre-Marie
de CONTESON, O.P.,
le vendredi 24 septembre, à 19 heu-
res, au couvent Saint-Jacques,
18, rue des Tanneries, Paris-13^e.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon :
c'est sa pulpe qui est rafraîchissante.

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL :

le rapport annuel souligne la vulnérabilité de la situation financière du tiers-monde

Nouvelle et forte augmentation des liquidités internationales, instabilité persistante, quoique peut-être en voie d'atténuation, des cours de change, vulnérabilité de la situation financière de bon nombre de pays pauvres par suite de l'accroissement vertigineux de leur endettement : tels sont trois des principaux faits qui se dégagent de la lecture du rapport annuel que vient de publier le Fonds monétaire international.

L'ASSEMBLÉE générale du Fonds monétaire (et de la Banque mondiale) qui se tiendra cette année à Manille, du 4 au 10 octobre, sera la première à avoir lieu depuis qu'il a été décidé d'une importante réforme des statuts du Fonds monétaire. Cette réforme, adoptée à la Jamaïque au mois de janvier dernier, se présente sous la forme d'un amendement aux statuts du Fonds monétaire, mais cet amendement

comme on le sait, bouleverse complètement l'économie du système élaboré à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1944. Les nouveaux statuts n'entreront en vigueur que lorsque les trois cinquièmes des cent vingt-huit membres de cette institution, disposant des quatre cinquièmes du nombre des voix, auront notifié leur ratification.

Dans son rapport annuel, le F.M.I. rappelle les grands principes — nous dirions plutôt l'absence de principes — qui gouverneront une fois la réforme adoptée. L'évolution des dispositions de change. Chaque pays aura le droit de choisir son régime de change sous l'importante réserve que, s'il veut rattacher sa monnaie à un « dénominateur » extérieur, il devra choisir ou bien une autre monnaie (le dollar, par exemple), ou bien le D.T.S. (droit de tirage spécial), lui-même défini en termes de monnaies, et par conséquent flottant, ou bien toute autre référence de son choix, à l'exception de l'or.

ensuite, lorsqu'il s'est produit un réajustement des différences d'intérêt, le taux est resté à l'intérieur d'une bande relativement étroite jusqu'à prendre fin en 1976. Par la suite, la crise monétaire, qui a entraîné des baisses substantielles des taux de la livre et de la lire sterling et a amené la France à quitter le dispositif européen de marges communes, a provoqué un mouvement de hausse du taux du dollar E.-U. À la fin de mai 1976, le taux de change effectif du dollar était de 6 % à 9 % plus élevé qu'un an auparavant (selon l'indice de mesure employé).

Nouveaux excédents et nouveaux déficits

Les changements survenus pendant la récession dans le commerce mondial ont provoqué de nouvelles altérations dans ce que le rapport appelle « la structure globale des excédents et déficits en compte courant des balances de paiements ». De 1974 à 1975, le changement le plus frappant aura été la réduction de plus de 30 milliards de dollars — de 97 à 67 milliards de dollars — de l'excédent des pays exportateurs de pétrole. Ce changement a eu pour contrepartie principale un renversement complet de la balance des pays industriels qui, de déficitaires, est devenue excédentaire (mais avec d'énormes différences d'un pays à l'autre, puisque l'excédent global des pays de l'O.C.D.E. était presque entièrement imputable aux États-Unis et à l'Allemagne fédérale). Quant aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole, leur déficit global a encore augmenté, passant de 42,9 à 51,5 milliards de dollars (dont 14,3 milliards pour les pays les plus développés d'entre eux, parmi lesquels se rangent le Mexique, le Brésil, etc.).

À l'occasion de l'année 1976, l'excédent des pays industriels devrait se réduire substantiellement, tandis qu'en contrepartie celui des pays de l'O.P.E.P. devrait « s'améliorer » (c'est-à-dire s'aggraver, car c'est une expression employée par les experts du Fonds pour désigner ce qui demeure un des déséquilibres fondamentaux des paiements internationaux). Quant au déficit des pays en voie de développement non producteurs de pétrole, il devrait diminuer d'une manière appréciable.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)

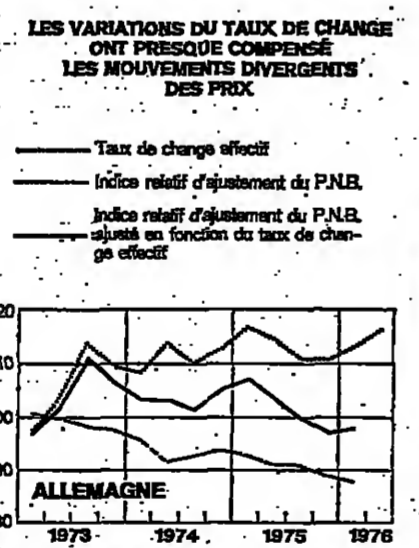
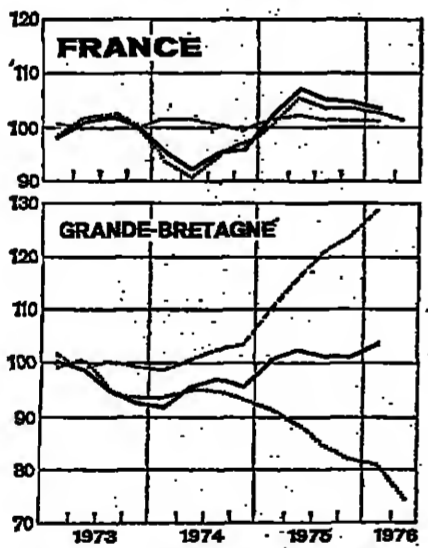
Une « ferme surveillance » sans fermeté

« Au lieu de prévoir des dispositions expressives relatives aux pratiques en matière de change, le projet d'arrêté, lit-on dans le rapport, met l'accent sur l'obligation générale pour chaque membre de collaborer avec le Fonds et avec les autres membres, pour assurer la stabilité de la disposition de change ordonnée et promouvoir un système stable de taux de change. Pour se conformer à cette obligation, les membres devraient poursuivre des politiques de change compatibles avec les objectifs convenus qui sont la stabilité économique et financière et le fonctionnement effectif du processus d'ajustement ».

De cette rédaction, qui rappelle les termes vagues des accords et des déclarations d'intentions récentes, du type de celle qui a été publiée lors de la conférence de Rambouillet (novembre 1975), retenons qu'il n'existe plus et qu'il n'existera pas dans l'avenir de règle de fonctionnement pour le système multilatéral des paiements. Le Fonds est bien chargé d'exercer une « ferme surveillance » sur les politiques de change suivies par ses membres et d'adopter des « principes spécifiques » pour « guider » les décisions. Mais il reste au Fonds à élaborer ces principes, et l'expérience récente montre qu'aucun pays n'est disposé à se laisser « guider », surtout par un organisme qui, en réalité, a perdu

Le rapport s'efforce de dresser « avec un certain recul » un bilan du régime actuel des changes flexibles en vigueur depuis mars 1973, et « surtout » de porter un jugement sur l'évolution de ce régime avec le temps. Malheureusement, l'analyse s'arrête à juin 1976, c'est-à-dire à un moment où la scène monétaire internationale allait connaître de nouveaux remous avec la chute du franc, la spéculation à la hausse du deutchmark à l'intérieur du « petit serpent » et un certain affaiblissement du dollar.

Après avoir noté que le degré des interventions sur le marché des changes a varié d'un pays à l'autre, et qu'ainsi bien les pays du « serpent » vis-à-vis des non-participants, et les États-Unis vis-à-vis du monde extérieur ont limité (surtout ces derniers), leurs achats de devises étrangères, le rapport examine les fluctuations au jour le jour d'une semaine à l'autre, ainsi que les mouvements à court terme. Dans les deux cas, les experts du Fonds croient pouvoir déceler une tendance à l'atténuation des variations de change. Mais cette constatation d'ordre général est assortie de tellement d'exceptions qu'on peut se demander quelle est sa portée réelle. La longue stabilité constatée en 1975, par exemple pour la livre et la lire, a été



Les graphiques ci-dessus, tirés comme ceux de la page 22 du rapport du F.M.I., illustrent le rapport entre les variations des taux relatifs d'inflation et les variations de taux de change. L'indice d'ajustement du P.N.B. qui mesure l'écart entre le P.N.B. exprimé en valeur nominale et le P.N.B. exprimé en valeur réelle, en monnaie constante, a été choisi par les experts pour mesurer la hausse des prix tandis que le taux de change effectif résulte du calcul des mêmes experts, qui se basent sur les fluctuations de cours constatées sur le marché pour chaque monnaie particulière vis-à-vis des autres mais en faisant intervenir un coefficient de pondération pour tenir compte des contrats commerciaux. Quant à la courbe au tout début du milieu, elle est censée mesurer la position concurrentielle de chaque pays, compte tenu à la fois de la hausse de ses prix intérieurs et de la hausse de ses prix extérieurs et de la tendance de ses prix intérieurs à se rapprocher de ceux de ses voisins.

tout son prestige depuis l'effondrement du système de Bretton-Woods et n'est plus qu'une institution destinée à consacrer des prêts complémentaires aux pays en mal de paiements.

La réforme future consistera donc à entériner la pratique actuelle. Sur cette dernière, le rapport du Fonds monétaire émet le jugement suivant, qui pourra paraître quelque peu optimiste : « Au cours de l'année examinée, l'économie mondiale a poursuivi son adaptation à un système monétaire dans lequel les pays jouissent d'une plus grande liberté dans le choix de leurs dispositions de change ». La cohérence logique exigerait que les termes de cette phrase soient renversés, puisque, manifestement, c'est le système monétaire qui s'adapte tant bien que mal à l'économie mondiale.

suivie, au début de 1976, par des rajustements brutaux. Depuis le printemps 1976, on a assisté à un fort accroissement de la valeur de change, dite « effective » (mais qui résulte du calcul que font les experts sur la base d'une moyenne pondérée pour tenir compte de l'importance des échanges) du dollar des États-Unis. La seule valeur « effective », est-il besoin de le rappeler, est celle qui est rentable, sur le marché des changes.

À la faveur de la plus grande stabilité qui a caractérisé le taux entre le dollar et le deutchmark, les variations de taux d'inflation entre New-York et Francfort semblent avoir exercé une influence plus grande sur le marché des changes. « La monnaie du dollar s'est arrêtée au courant du mois d'octobre 1975 et,

SÉCURITÉ SOCIALE :

adapter la nature des ressources à celle des dépenses

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

TOUTE médaille a son revers : tout succès du nouveau gouvernement dans sa lutte prioritaire contre l'inflation se traduira par une aggravation de la situation financière de la Sécurité sociale. De toute façon, la croissance continue des dépenses maladies et des dépenses vieillesse rendait déjà cette situation fort préoccupante. Les premières, qui, depuis 1970, connaissent une progression annuelle de 8 à 9 % (en francs constants), auraient l'an dernier fait un bon de 13 %. Et les secondes se sont mises à croître à un rythme annuel comparable — près de 9 % — en raison des différentes réformes accomplies au titre de l'abaissement de l'âge de la retraite et d'une forte augmentation des allocations de base. De sorte que, pour le seul régime général, on évoquait il y a quelques mois un « déficit » de près de 4 milliards pour 1976, de plus de 12 pour 1977. Mais, compte tenu de divers décalages entre des rentrées directement indexées sur les salaires et certaines dépenses réajustées par à-coups, parfois en fonction de la seule évolution des prix (prestations familiales, par exemple), l'inflation permettrait de limiter les dégâts (1).

Sur cette aide insolite et malsaine, qui dissimule les vrais problèmes sans les résoudre, il faudra donc moins compter dans l'avenir ; et les choses risquent alors de se gâter sérieusement. Côté dépenses, il convient en effet de ne nourrir aucune illusion : elles continueront à croître à grande vitesse. Ainsi, compte tenu des effets d'un progrès scientifique inexorable, des retards de notre équipement hospitalier, de la multiplication vertigineuse du nombre, des médecins — 140 000 dans moins de dix ans — il est extrêmement peu probable que les dépenses de santé puissent être freinées, quelles que soient les réformes qui seraient apportées à notre

système de distribution des soins. D'ailleurs, sans même qu'il soit nécessaire de faire des calculs prospectifs au niveau de chaque branche, il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation des pays voisins. Si l'on en croit certaines estimations, encore officieuses, établies par les services de la C.E.E., les dépenses de sécurité sociale représentaient, en 1975, plus de 34 % du revenu national en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas, plus de 33 % au Danemark. Avec 27 à 28 % seulement, la France — en tête avec l'Allemagne il y a vingt ans — n'occuperait plus que la septième place sur les neuf pays, devant l'Angleterre et l'Irlande. Bientôt lanterne rouge ?

Qui paie pour qui ?

Cette évolution suffit à montrer que contrairement à certaines fables, ces dépenses sont loin d'avoir atteint chez nous un volume extravagant : c'est leur faiblesse relative qui étonne toujours les experts étrangers. Il faudra, bon gré mal gré, prendre son parti d'une irréversible ascension du montant de la facture et dégaier des ressources nouvelles pour la payer.

La grande difficulté devrait se sentir directement, comme par un tel problème. Or, très paradoxalement, les Français auraient en préalable, sous forme de cotisations sociales, des sommes globales quatre fois plus élevées que celles représentées par l'impôt sur le revenu, s'en désintéressant largement ; notre éducation nationale se garde bien de leur donner la moindre lumière sur cette gigantesque redistribution, alors que les modalités de son financement sont connues de façon à décourager l'effort de compréhension et l'intérêt.

(*) Directeur du département de droit du travail de Paris-Assas.

En gros, en effet, le régime général des salariés tire la plus grande part de ses ressources de cotisations patronales assises, en principe, sur des salaires plafonnés, mais doit contribuer à alimenter les autres régimes (Allocations Familiales, etc.) au titre d'une « compensation démographique ». L'Etat lui rembourse cette contribution et supporte, d'une part, l'essentiel des dépenses du régime agricole... Dans ces conditions qui paie pour qui ? Personne n'en sait plus rien. Les cartes sont brouillées de telle façon que cette énorme imposition finit par être plus ou moins « indolore » pour bon nombre d'assurés. Ainsi, pour le salarié de base, pas de problème : sa sécurité sociale est payée par des charges sociales patronales ; ce n'est pas son affaire !

Devant une situation aussi brumeuse, il n'est que deux directions. Celle de la facilité ou celle du courage. Ou bien épaisir encore le rideau de fumée par des impositions suffisamment indirectes pour être indolores et continuer de détourner l'attention des Français, tenus pour incapables de supporter la moindre vérité. Ou bien tenter, avant toute autre démarche, de réaliser une opération préalable de clarification et de démythification.

Un excellent numéro récent de Notes et arguments (2), consacré aux charges sociales, nous montre que, quand un salarié dont les gains sont inférieurs au plafond de la Sécurité sociale reçoit 100 F net, l'employeur débourse effectivement toutes charges sociales comprises, 168,53 F. C'est ce qui coûte le travail de ce salarié, les 68,53 F constituant, selon le mot excellent du commentateur, « la face cachée du salaire ». Et de conclure : « La véritable salaire, c'est l'ensemble. » C'est une évidence ; encore faut-il aller jusqu'au bout de cette évidence.

Si la véritable salaire, c'est l'ensemble, c'est cet ensemble qui devrait figurer comme tel sur la feuille de paie des intéressés. Et toutes les charges sociales devraient être imputées sur ce salaire, de la même façon que les cotisations assumées par les indépendants s'imputent sur leurs gains. Salaire : 100,53 F. Salaire net, après déduction de l'éventail de toutes les charges sociales : 100 F... Ce qui signifie, en clair, qu'un salarié au-dessous du plafond verserait son « salaire réel » amputé d'environ 37 %. A vrai dire, point ne serait besoin d'aller jusque-là. On pourrait plus simplement — ne serait-ce que pour éliminer la difficulté des problèmes techniques que soulèverait un tel renversement (3) — le limiter aux cotisations du régime général et considérer comme salaire réel (mentionné comme tel à côté de la présentation classique sur les feuilles de paie) la somme du salaire net et de ces cotisations légales.

(Lire la suite page 22, 3^e col.)

BULLETIN

Inquiétudes britanniques... et françaises

La décelération lente et continue de la progression du coût de la vie qu'on enregistrait en Grande-Bretagne depuis un an a connu un brusque coup d'arrêt au mois d'août dernier. L'indice des prix au détail, dont le rythme de hausse s'était ralenti pendant onze mois consécutifs, a accusé au mois d'août une augmentation de 1,4 %. L'explication apprend qu'on ne peut se fier aux résultats d'un seul mois pour juger d'une tendance. Mais l'une des raisons principales, sinon la plus importante, qui expliquent le comportement récent des prix britanniques est de nature à justifier, en effet, des inquiétudes que les Français auraient bien avisé de partager avec leurs voisins d'outre-Manche.

Comme cela arrive presque toujours en pareil cas, les experts ne sont pas en peine d'attribuer les variations imprévues de l'indice aux comportements « aberrants » ou « exceptionnels » de telle ou telle catégorie de prix, présente comme responsable du mouvement d'ensemble. En l'occurrence, ce sont les produits alimentaires qui sont montrés d'un doigt accusateur. Mais cette présentation des faits risque d'être trompeuse. La seule chose que nous apprennent vraiment les spécialistes quand ils nous désignent les principaux articles sur lesquels a porté la hausse la plus forte, c'est le canal par lequel l'inflation, phénomène général dans les circonstances actuelles, s'est transmise dans tout le corps économique.

Il semble bien en réalité que le renchérissement ait été en grande partie provoqué par l'augmentation des prix des produits importés due à la baisse de la valeur de la livre sterling. S'il est une « loi » qui se dégage de l'observation des faits économiques, depuis le déclenchement de la formidable vague d'inflation qui submerge le monde capitaliste depuis 1973, c'est que le degré de virulence qu'atteint cette inflation dans chaque pays en particulier est en liaison étroite avec la tenue de sa monnaie sur le marché des changes. Les économistes de toutes les grandes organisations internationales sont d'accord sur ce point qu'il illustre pour sa part le rapport du Fonds monétaire, dont nous présentons ci-contre l'analyse accompagnée d'un graphique propre à montrer cette corrélation.

On peut penser que, dans une première phase, c'est l'inflation intérieure qui entraîne tôt ou tard la baisse du change, mais celle-ci à son tour devient un puissant facteur qui pousse à la hausse des prix internes. Une politique des revenus comme celle qui est pratiquée en Grande-Bretagne se révèle la présente à briser l'enchaine-ment, comme cela est le cas, la nécessité de financer par la création monétaire un énorme déficit budgétaire fournit constamment les liquidités propres à alimenter la spéculation contre le devise nationale.

(1) Sur les effets de l'inflation sur les comptes de la Sécurité sociale : voir Droits sociaux, mars 1975.
(2) Juillet 1976 (publié par le C.N.F.P.).
(3) Les difficultés techniques seraient nombreuses, tant sur le plan des innombrables charges sociales qu'au plan fiscal ; mais elles ne sont pas insolubles. En revanche, la véritable problème que soulèverait semblable opération serait peut-être d'ordre psycho-social. Comment réintégrer les catégories salariales les moins bien payées, et notamment les femmes, encore peu concernées par la maladie, les charges familiales et encore moins par leur retraite, en réalisant que leur salaire réel est amputé, à ce titre, d'une fraction considérable ?

FONDS MONÉTAIRE

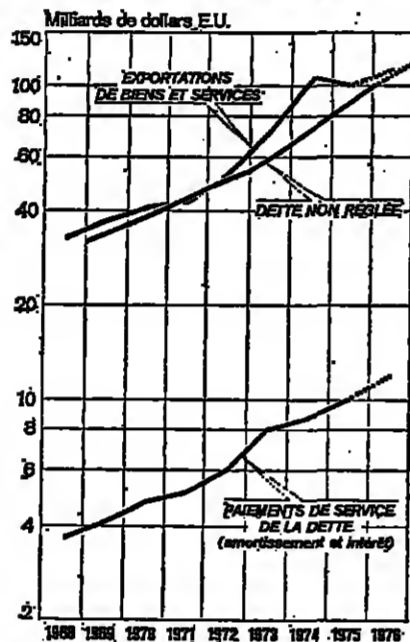
(Suite de la page 21.)

Les experts soulignent que les changements qui surviendront en 1976 se feront donc dans une direction opposée

Croissance de l'endettement

Les pays en voie de développement ont financé la plus grande partie de leur déficit par des emprunts. Bien que leurs besoins doivent diminuer quelque peu cette année, le problème que pose la forte croissance de leur endettement (qui globalement approche de 180 mil-

L'ENDETTEMENT DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT CROÎT PLUS VITE QUE LEURS EXPORTATIONS



Au cours des premières années de l'après-guerre, le montant des exportations des pays en voie de développement non producteurs de pétrole avait tendance à augmenter plus vite que leur endettement grâce notamment à la forte hausse des prix enregistrée par les matières premières. Mais depuis le milieu de 1974, ces pays ont dû massivement emprunter pour faire face à leur déficit extérieur tandis que la tendance des prix leur était moins favorable. Le pourcentage du service de la dette par rapport aux exportations, qui avait diminué fortement de 1970 au milieu de 1974, s'est depuis lors fortement redressé.

liards de dollars), « demeurera substantiel ». En forte augmentation depuis 1973, les emprunts ont beaucoup augmenté en valeur absolue, mais ils ont depuis cette date été contractés à travers des canaux nouveaux. L'appel aux banques commerciales est le fait le plus notable.

Le recyclage des capitaux s'est donc opéré largement par l'intermédiaire du

à celle de l'année précédente, ce qui est largement la conséquence du passage de l'économie mondiale de la récession à la « phase actuelle de reprise de l'évolution cyclique ».

marché. Il en est nécessairement résulté un allourdissement des charges du service de la dette et un raccourcissement de l'échéance moyenne. Alors qu'avant 1974 le déficit de la balance en compte courant était réglé pour plus de moitié par des flux non liés à l'endettement (c'est-à-dire par des capitaux d'investissement ou des prestations d'aide), cette proportion a diminué depuis lors. Le déficit des pays en voie de développement non producteurs de pétrole (à l'exclusion des plus développés d'entre eux) s'est élevé en 1975 à 27 milliards de dollars. Dix milliards ont été fournis par la voie classique, alors que les 17 milliards restants ont dû être obtenus soit par des liquidations d'avoirs de réserve, soit, pour la majeure partie, par des emprunts officiels (notamment auprès du Fonds et de son « mécanisme pétrolier ») et, surtout, privés.

« L'amélioration modeste en compte courant actuellement en cours pour 1976 — concentrée principalement dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes — ne rend pas moins difficile ni moins vulnérable la position financière externe dans laquelle bon nombre de pays en voie de développement non producteurs de pétrole ont été placés par les événements des dernières années », déclarent les experts du Fonds monétaire dans leur rapport.

Ces derniers notent encore ceci, à propos de ce qui constitue désormais un des traits marquants non seulement de la scène monétaire internationale, mais des relations politiques entre les pays du Nord et ceux du Sud (la revendication du moratoire des dettes est sur la place publique depuis la conférence de Nairobi) : « A ce jour, peu nombreux sont les pays qui se sont trouvés dans l'impossibilité d'assurer le service de leur dette externe, grâce en partie à l'effet modérateur de l'inflation sur la dette encourue précédemment. Nombre de pays emprunteurs sont cependant devenus vulnérables à tout changement important dans leur accès aux crédits externes ou à une diminution grave de leurs recettes d'exportations. Leur vulnérabilité se trouve renforcée par les effets d'érosion de l'inflation sur la valeur réelle de leurs réserves en devises, lesquelles sont, à l'heure actuelle, très faibles par rapport à leurs importations courantes et projetées. La possibilité d'éviter des difficultés éventuelles sera très largement fonction de l'évolution de l'économie mondiale et de la croissance des recettes d'exportations des pays en développement non producteurs de pétrole ».

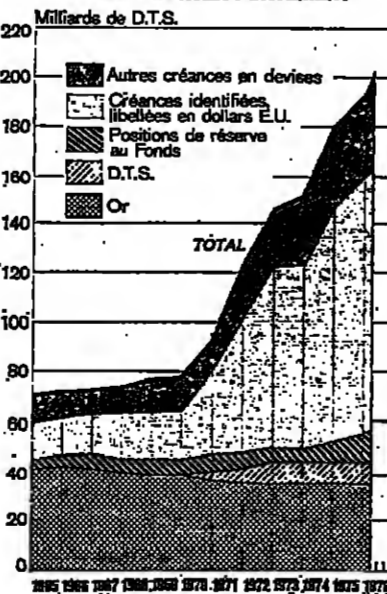
Réserves : + 8 %

Sur un autre chapitre encore, le rapport annuel du F.M.I. fournit des chiffres qui marquent la terrible vitalité des facteurs propres à alimenter l'inflation dans le monde. En dépit de la généralisation des taux de changes flottants, qui devaient réduire les besoins de réserves, la valeur des avoirs de changes officiellement détenus a encore accusé en 1975 une augmentation de 14 milliards de D.T.S. pour s'élever à un total de 185 milliards de D.T.S. (un D.T.S. équivaut à 1,17 dollar). La progression est de 8 %, alors qu'il y a une dizaine d'années on considérait qu'une augmentation de 3 % était très suffisante, sinon même excessive. Au cours des quatre premiers mois de 1976, un nouvel accroissement de 8,2 milliards de D.T.S. a eu lieu, ce qui correspond, note le rapport, à un taux annuel d'augmentation de 13 %. Depuis lors, la situation s'est probablement encore aggravée, notamment à cause de l'effet du prêt de 5,3 milliards de dollars à la Grande-Bretagne, qui par nature, représente une nouvelle création de liquidités dont les effets se propagent à travers le monde entier.

L'année dernière, ce sont encore les réserves des pays de l'O.P.E.P. qui ont augmenté le plus fortement (de 10,4 milliards de D.T.S. au lieu de 26,8 milliards en 1974). D'une façon générale, les pertes de réserves ont été réduites au minimum étant donnée la propension des différents pays à couvrir leur déficit par des emprunts. Le seul pays industriel à avoir enregistré une baisse sensible de ses réserves dans les quatre premiers mois de 1976 a été, note le rapport, la France, « pour laquelle la forte augmentation de l'année précédente a été en partie compensée par une perte de 2,3 milliards de D.T.S. ».

Dans ces conditions, il est difficile de se faire une idée claire sur ce que les experts du Fonds appellent le « niveau optimal des réserves ». eux-mêmes reconnaissent que cette notion est devenue de plus en plus floue. Malgré leur formidable croissance, les réserves mondiales représentent une moindre proportion du volume des importations. Le pourcentage est passé pour l'ensemble du monde de 34 % en 1973 à 28 % en 1975, mais ce chiffre n'a guère de signification car, entre-temps, le prix des importations a fortement augmenté (de 47 % entre 1973 et 1974 et de 4 % de 1974 à 1975). Au surplus, il a continué d'être évalué sur la base du prix officiel fictif de 42,22 dollars l'once (31,105 g).

LES RÉSERVES MONDIALES ONT CONTINUÉ D'AUGMENTER FORTEMENT



accords de la Jamaïque, de 29,2 à 39 milliards de D.T.S. En attendant cette augmentation, le Fonds pourra accorder des crédits plus importants grâce à la décision qui a été prise à la Jamaïque d'augmenter les tranches de crédit de 45 % à l'exception de la tranche or, dont l'utilisation est inconditionnelle. Dans le monde tel qu'il est, les institutions officielles concourent à leur façon, et par des méthodes de plus en plus sophistiquées, à l'alimentation de l'inflation.

PAUL FABRA.

(Suite de la page 21.)

Pour un salaire de 100, ce « salaire réel » serait alors d'environ 140. Coût de la sécurité sociale légale pour le salarié sous plafond : un prélèvement de près de 30 % sur ce salaire (pourcentage diminuant au fur et à mesure que les salaires s'élèvent au-dessus du plafond).

Une telle présentation ne résoudrait évidemment pas d'un coup de baguette magique tous les problèmes de la Sécurité sociale : mais l'élimination de la notion même de cotisation « patronale » permettrait de poser de façon beaucoup plus claire les termes de certains de ces problèmes. Citons ainsi le problème du plafond : à partir du moment où la confrontation des feuilles de paie mettrait directement en relief la dégressivité de l'imposition sociale pour les salaires élevés, la discussion sur les avantages et les inconvénients de cette dégressivité revêtirait un tour nouveau. Le problème des modes de gestion des institutions du régime général : bien des chefs d'entreprise se demandent si le principe d'une gestion paritaire, fructueuse dans d'autres cas, n'a pas été, ici, un « cadeau de grec », et s'il n'est bien dans leur rôle d'employeurs de gérer une fraction des salaires. Le problème de l'harmonisation qui constitue l'un des trois axes du nouveau plan français de sécurité sociale (4) — « généralisation-harmonisation-compensation » — dont la mise en place effective doit être achevée avant la fin de l'année prochaine : on pourrait enfin confronter les modalités respectives du prélèvement social opéré sur les salaires « réels » et de celui effectué sur les gains professionnels non salariaux. Si l'on considère que le salaire réel comprend les cotisations patronales légales, les pourcentages auxquels correspondent les diverses cotisations, rapporté à ce salaire réel, se réduisent sérieusement. Exemple : la cotisation familiale de 9 % est alors une cotisation inférieure à 7 % (alors que les indépendants acquittent bien une cotisation de 9 % sur leurs gains). Et ce pourcentage baisse encore si l'on fait entrer dans le salaire réel toutes les cotisations patronales : Accident, régimes complémentaires, etc. Ce préalable permettrait de substituer de vrais débats à des dialogues de sourds.

On peut alors aisément prévoir les orientations dont ces débats clarifiés devraient être tôt ou tard générateurs.

On s'apercevra en effet, notamment en confrontant les prélèvements sur les salaires et sur les gains professionnels non

(4) Voir la grande loi du 24 décembre 1974.

salariaux, qu'il faut faire une distinction absolument fondamentale entre deux types de prestations sociales, correspondant respectivement aux deux fonctions de la Sécurité sociale : garantie du revenu professionnel ou garantie d'un minimum social. Les premières sont des prestations de remplacement, destinées, par définition, à compenser la perte, provisoire ou définitive, totale ou partielle, du revenu professionnel : indemnités de maladie, rentes d'invalidité, pensions de vieillesse, prestations en espèces en cas d'accidents du travail. Il s'agit, alors, par un mécanisme d'assurance, plus ou moins déformé, d'étaler sur les périodes d'activité et les périodes d'inactivité les gains acquis pendant les premières.

Tout naturellement cet étallement doit être financé par un prélèvement sur le revenu garanti : la relation triangulaire entre revenu professionnel, revenu de remplacement, cotisation sociale sur le premier est d'une parfaite cohérence. Peu importe que cette garantie soit assurée par un régime légal ou un régime complémentaire : le problème du plafond est ici, somme toute, relativement secondaire. Aussi secondaire le problème de la sous-évaluation du revenu professionnel, notamment par les professions non salariales : cette sous-évaluation se répercute sur le montant des prestations, le fraudeur sera pénalisé. Tant pis pour lui.

Avec les autres prestations — prestations « de nature » de l'assurance maladie, prestations familiales, allocations de base pour personnes âgées indigentes — changement total de décor ! En effet, tout rapport logique entre ces prestations et le revenu professionnel des intéressés disparaît complètement : leur financement par des prélèvements assés sur ce revenu professionnel à diverses explications historiques, mais n'est plus aujourd'hui qu'un anachronisme aberrant. De toute façon, l'idée d'assurance à laquelle certaines organisations de cadres entendent toujours se référer pour l'assurance maladie ne permet d'établir aucun lien entre la contribution et le revenu professionnel : personne n'a jamais songé à établir un tel lien entre ce revenu et, par exemple, les primes d'assurance automobile. Et cette idée d'assurance devient carrément inepte pour les prestations familiales ou pour les allocations de vieillesse subordonnées à une condition d'indigence.

En réalité, ces prestations du deuxième type traduisent une autre conception de la Sécurité sociale : il ne s'agit plus de garantir un revenu professionnel, mais de garantir un minimum social par l'attribution de prestations de base, à caractère alimentaire et de le garantir à tous : en application du principe de généralisation, tous ceux qui,

en l'absence d'une véritable ou suffisante activité professionnelle, ne relèvent d'aucun régime — religieuses, prostituées, etc. — devraient recevoir vocation à ces prestations à compter de 1976.

Ces prestations alimentaires exprimant donc une solidarité nationale à l'endroit des malades, des enfants, des vieillards indigents, etc., la contribution de chaque citoyen à ces politiques nationales de la santé, de la famille, du troisième âge, doit être établie en fonction de ses capacités contributives, et deux questions relatives à l'imposition sont alors inévitables : pour quel un plafond qui la rend dégressive pour les hauts revenus ? Pourquoi l'associer sur les seuls revenus professionnels ?

On a souvent souligné combien il était normal qu'un retraité très aisé — retraités complémentaires, perception de loyers, etc. — soit exonéré de toute participation aux charges du plus « social » de tous les services publics, alors que le salarié subit un tour de vis écrasant. Mais il faut maintenant aller plus loin dans ce genre d'analyse.

Si, en effet, les salaires constituent la quasi-totalité des revenus des salariés, de récentes études ont montré qu'il en allait très différemment pour les professions non salariales : le revenu professionnel est loin de représenter la totalité des revenus de ces catégories ; et la différence échappe à toute imposition sociale. Or, contrairement à ce que nous avons vu à propos des prestations prenant la forme de revenus de remplacement, la sous-évaluation n'enlève ici aucune pénalisation : si ce n'est celle du vol... et l'alignement des cotisations perd toute signification réelle.

Pour cet ensemble de raisons, il convient donc certainement de conserver le revenu professionnel comme assiette des contributions pour les prestations de remplacement : en revanche, pour les autres, il faudra demander moins aux cotisations professionnelles et s'engager expressément, sans le faire à pas mesurés, dans la voie de la fiscalisation. L'éternel problème du plafond sera alors, enfin, dépassé. Et si l'on veut mettre nos structures sociétales à l'heure européenne, on nous inspirant des exemples que nous fournissons nos voisins les plus dynamiques, c'est à l'impôt sur le revenu — malgré tout le plus démocratique, si l'on veut bien procéder à certaines réformes toujours remises — qu'il faudra faire appel de façon de plus en plus systématique. Sans cesse.

JEAN-JACQUES DUPEYRoux.
(Lire page 45 la libre opinion de Jacqueline Lambert : « Faux et vrais remèdes au déficit de la Sécurité sociale ».)

CHOISISSEZ VOUS-MÊME VOTRE AGENDA 1977

EXIGEZ L'AGENDA DE L'EXPANSION

le seul agenda conçu spécialement pour les responsables, le seul qui rivalise avec les grands agendas américains.

L'AGENDA-GUIDE DE L'EXPANSION vous rendra des services exceptionnels et fera honneur à votre bureau. Format 210 x 220, élégante reliure rehaussée par la gravure au fer à dorer du millésime et des initiales, 192 pages dont 110 sont consacrées au semainier, 32 au guide de l'économie qui contient des références indispensables réunies par L'Expansion, et 47 au Guide touristique, gastronomique et pratique de l'homme d'affaires. Planning annuel et répertoire alphabétique de 32 pages, amovible.

NOUVEAU

Complément indispensable de l'agenda-Guide

L'AGENDA-PORTEFEUILLE DE L'EXPANSION, réunit sous le plus faible volume un agenda de poche de grande classe et un luxueux portefeuille et portecartes. Plein cuir noir, doublé peau, quatre coins dorés de protection. Papier doré sur tranche, gravure des initiales au fer à dorer. Semainier présenté d'une façon exclusive en France. Guide pratique et gastronomique, planning annuel.

TIRAGE LIMITÉ
RÉSERVEZ VOS AGENDAS
DÈS AUJOURD'HUI
sans aucun engagement de votre part.

BON pour une magnifique documentation en couleurs GRATUITE et une pré-réserve sans obligation d'achat.

Je désire recevoir une documentation détaillée, illustrée en couleurs qui me permettra de connaître concrètement : la présentation et le contenu des agendas de L'Expansion ; les conditions d'achat ; les possibilités de personnalisation au nom des entreprises qui désirent offrir l'agenda en cadeau.

Cette demande de documentation ne m'engage à rien.

M. (Nom) _____
Mlle (Prénom) _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Pays _____

Bon à retourner à L'AGENDA DE L'EXPANSION 67 av. de Wagram - 75017 Paris AGM/1

150

سوالی و جوابی

LE MONDE
SOCIAL

DE L'ECONOMIE

... LE MONDE — 21 septembre 1976 — Page 23

L'AIDE AUX AGRICULTEURS

Vers des subventions systématiques aux paysans les plus pauvres ?

Le dispositif du plan d'aide aux revenus des agriculteurs victimes de la sécheresse doit être adopté mercredi 22 septembre, en même temps que les mesures de lutte contre l'inflation, le collectif budgétaire pour 1976 et le projet de loi de finances pour 1976. Bien que la commission des comptes pour l'agriculture ait évalué à 5,8 milliards de francs la baisse du revenu agricole, il semblait, quelques jours avant le conseil des

ministres, que le montant global des aides à l'agriculture (y compris les 2,2 milliards à valoir décaissés le 25 août) atteindrait quelque 6,2 milliards de francs. Comment cette enveloppe globale sera-t-elle répartie ? Les subventions correspondent-elles vraiment à une nécessité pour l'agriculture française ? (Voir aussi, ci-contre, l'article de Pascal Salin sur les conséquences de la sécheresse).

Les pouvoirs publics auraient décidé de prendre en compte plus largement (500 millions de francs) les effets sur 1976 de la baisse de la productivité laitière. L'enveloppe globale des aides atteindrait donc 6,2 milliards de francs. Outre les 2,2 milliards déjà alloués, le gouvernement se réserverait une enveloppe de l'ordre de 1 milliard de francs pour rétablir la prise en charge des bonifications d'intérêts de certaines catégories et une dernière enveloppe de l'ordre de 3 milliards destinée aux départements. La ventilation de cette dernière se ferait en fonction des déficits pluviométriques et fourragers (le critère de l'altitude n'a finalement pas été retenu). Ce coefficient est de 0 pour les quinze départements méridionaux non affectés par la sécheresse, et évolue de 17 pour les zones faiblement affectées à 50 pour les zones les plus étiées, l'Orne et la Manche.

La détermination de ces chiffres a donné lieu à de sévères empogismes entre les services du ministère de l'Agriculture et les dirigeants professionnels, notamment en ce qui concerne l'Auvergne, dont le taux était jugé trop faible. *Grosso modo*, le mécanisme de distribution entre éleveurs devrait permettre un doublement des primes à l'U.G.B. (unité de gros bétail) décidées le 25 août. Autrement dit, les éleveurs toucheraient au moins environ 400 francs par U.G.B. en Bretagne, Basse et Haute-Normandie, Pays de Loire, Poitou-Charentes (zone 1) ; 300 francs en Auvergne, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie (zone 2) ; 100 francs en Alsace, Franche-Comté, Rhône-Alpes, ainsi que dans certains départements de l'Aquitaine, du Languedoc-Roussillon, du Midi-Pyrénées et de Provence-Côte d'Azur (zone 3).

Le ministère de l'Agriculture proposait que ces aides soient distribuées sous une

condition de revenu — les 100 000 exploitants ayant les plus forts revenus devant être exclus — et pour un nombre maximum de têtes de bétail seulement. On aurait souhaité garder, rue de Varenne, le plafond de 30 U.G.B. déjà institué le 25 août. Toutefois, les dirigeants de la Fédération des exploitants (F.A.S.E.A.) seraient intervenus auprès de Michel Maignan pour obtenir un relèvement de ce plafond à au moins 45 U.G.B.

L'enveloppe globale n'étant pas élastique, cela reviendrait à diminuer le montant des primes, autrement dit à pénaliser les petits troupeaux. A moins que les sommes affectées à la prise en charge des intérêts des prêts aux jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux élevage ne soient amputées pour grossir l'enveloppe départementale.

Enfin, le reliquat à la disposition des départements après la distribution des aides aux agriculteurs pourrait être consacré au soutien des agriculteurs dont le revenu est le plus faible. Les exploitations végétales auraient, de leur côté, essentiellement recours aux prêts calamités d'une durée de sept ans à taux bonifiés avec un différé d'amortissement.

Est-il bien nécessaire de venir en aide aux agriculteurs sinistrés par la sécheresse au moyen de subventions ? Au-delà de la polémique sur le financement de cette aide, qui pose le problème de sa-

voir s'il est équitable de prendre dans le portefeuille d'une catégorie sociale pour remplir la cassettes d'une autre, il apparaît, en effet, que l'agriculture devrait pouvoir d'elle-même surmonter ses difficultés, en augmentant ses prix et en diminuant ses consommations intermédiaires, par exemple selon le schéma exposé ci-contre par le professeur Salin. Trancher la difficulté en ces termes revient à dire que l'économie agricole est en prise directe avec l'économie de marché telle qu'elle est définie dans les traités et les manuels. La réalité agricole est fort différente à l'intérieur des frontières de la Communauté économique européenne. Parce que les coûts des denrées agricoles ne sont pas librement déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. Chaque année, les ministres de l'Agriculture des Neuf fixent une grille de prix, applicable à la quasi-totalité des produits agricoles, qui tient compte de deux éléments quasiment opposés : contenir la hausse des prix alimentaires ; améliorer le revenu des exploitants, qui est, en moyenne, inférieur à celui des autres catégories sociales. A gros traits, le prix effectivement perçu par le paysan varie entre un cours-plafond d'intervention et un cours-plafond de seuil qui correspond au prix d'importation des denrées achetées sur le marché mondial. Cette marge est *grosso modo* de l'ordre de 10 %.

Deux inconvénients

Un gouvernement mis devant la situation actuelle de la France pourrait certes tourner la difficulté en procédant à une dévaluation de sa « monnaie verte », ce qui reviendrait à augmenter d'un taux équivalent les prix agricoles exprimés en monnaie nationale. Mais le procédé a deux inconvénients : entrainer la faiblesse de la monnaie nationale ; mais surtout aggraver les disparités entre les agriculteurs. C'est le fond du problème. Et la sécheresse n'est qu'un « révélateur », selon l'expression du ministre de l'Agriculture, M. Chiffoleau Bonnet, dans ces colonnes.

Depuis 1974 et 1975, ce sont 4 milliards d'aides exceptionnelles au revenu qui ont été distribuées aux agriculteurs. Si l'on ajoute vraisemblablement 6,2 milliards de francs cette année. Les conséquences directes de la sécheresse interviennent en fait pour moins de la moitié dans ce chiffre. A noter d'ailleurs que le président de la République s'était engagé au maintien du revenu paysan en 1976 à son niveau de 1975 avant même que le manque d'eau ne se fasse sentir.

L'explication la plus courante pour justifier ces aides est que les charges de production ont augmenté plus vite en France que les prix européens fixés à Bruxelles sur la base d'évaluation moyenne aux neuf Etats membres. Il faut ajouter que le niveau du revenu de plus de la moitié des exploitants est trop faible pour être sensiblement amélioré par une hausse des prix, 10-15 % supérieure à 15 %.

Un groupe de travail constitué par la commission de l'Agriculture et de l'Alimentation du VII^e Plan a en effet constaté que 45,7 % des exploitations ont un revenu brut inférieur à 10 000 F, 28,9 % entre 10 000 F et 25 000 F, 15,9 % entre 25 000 F et 50 000 F, 6,4 % entre 50 000 F et 100 000 F, 3,1 % plus de 100 000 F. Outre les conditions naturelles, et la compétence technique du chef d'exploitation, ce groupe de travail a souligné que ces écarts tiennent à deux facteurs :

● LA SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS : de 10 à 15 hectares le revenu d'une exploitation est de 10 000 F en moyenne, de 35 à 50 hectares de 25 000 F, de 70 à 100 hectares de 50 000 F, de 100 à 200 hectares de 100 000 F, et pour plus de 200 hectares de 200 000 F.

● LE SYSTEME DE PRODUCTION : de 10 à 20 hectares une exploitation de grande culture (céréales-béteaves) a un revenu brut de 21 700 F pour celle de bovins à viande

de 18 100 F, pour celle de bovins à lait de 13 300 F ; les ovins ont entre 20 et 50 hectares, ces trois types d'exploitations ont respectivement un revenu brut de 37 900 F, 22 100 F, 23 300 F. (Ces chiffres portent sur l'année 1970, mais le groupe de travail a noté qu'il ne semble pas que la dispersion des revenus d'exploitation se soit sensiblement modifiée dans les années récentes.)

Bref, la subvention paraît inévitable pour soutenir le revenu du plus grand nombre. Mais, au-delà des difficultés conjoncturelles provoquées par la sécheresse, et indépendamment de la politique des prix agricoles, réapparaît donc l'exigence d'une politique des structures d'exploitation qui a été étudiée depuis les comités du plan Maignan et du rapport Vadel. Car il ne saurait être question de « liquider » purement et simplement les exploitations les moins rentables pour « faire de la place » à celles qui sont déjà pourvues. Mais l'idée est née, dans certains milieux paysans jeunes, d'instituer une allocation aux bas revenus en contrepartie d'engagements sur la libération des terres et la commercialisation des produits par des circuits organisés. Ces propositions ont été jusqu'à présent hautes à une opposition farouche, de M. Chiffoleau Bonnet, l'ancien premier ministre craignant que ces pratiques ne reviennent « à gonfler les rangs du Mouvement des exploitants familiaux (MODEF) en désignant expressément les « petits ».

Relancer cette idée à l'heure actuelle n'est guère plus facile pour les mêmes raisons politiques. Finalement, les choix seront faits selon que la vision des pouvoirs publics sera plus ou moins imprégnée par l'aspect économique, ou social, ou électoral de la question paysanne.

ALAIN GIRAUD.

ERRATA

Le dernier paragraphe de la première colonne de l'article de Gilbert Bédier paru dans « Le Monde de l'Economie » du 14 septembre 1976, devait commencer par la phrase suivante, qui a été omise par erreur : « Faire la répartition des gains entre la production. Ce slogan... » Le reste sans changement.

Dans le tableau qui accompagnait l'article, les chiffres de production alimentaire et d'importation de grains étaient en millions de tonnes ; le réseau ferroviaire en kilomètres.

La Voie choisie, la longue marche de l'économie, 1940-1974, de Gilbert Bédier, F.U.P., coll. « L'E.D.E.S. ».

La sécheresse n'est pas en soi une cause de déficit ou d'inflation

par PASCAL SALIN (*)

La sécheresse exceptionnelle qui a sévi cette année dans certaines régions de France a évidemment des conséquences économiques, qui sont d'ailleurs actuellement l'objet des préoccupations de bien des Français. Du point de vue de l'économiste, il est utile d'utiliser un schéma maintenant traditionnel pour analyser ces conséquences : il y a des aspects d'allocation, des aspects de répartition et des aspects macro-économiques ou encore conjoncturels.

● EFFETS D'ALLOCATION. — L'eau est devenue un bien plus rare qu'il n'était habituel dans les régions concernées. La distribution de l'eau étant évidemment organisée en fonction de la situation des années « normales », un problème d'allocation des ressources disponibles entre des utilisateurs exprimant globalement une demande trop importante s'est donc posé. Deux types de techniques ont été utilisées à cet effet :

— la persuasion : les moyens d'information ont fait appel au « civisme » des citoyens, leur demandant de ne pas gaspiller d'eau et de la réserver, par conséquent, à ceux qui en avaient vraiment « besoin », par exemple les agriculteurs ;

— la réglementation, le contrôle et le châtiment : c'est ainsi qu'il a été parfois interdit, sous peine d'amende, de laver sa voiture ou d'arroser son jardin.

Pour un économiste, ces deux moyens sont contestables ou, tout au moins, sont d'une efficacité inférieure à un autre instrument, à savoir le mécanisme des prix. Si l'eau devient plus rare par rapport à la demande, il faut que son prix monte. Contrairement à l'utilisation de ce mécanisme simple et efficace, le recours à la persuasion et à la réglementation sont injustes, coûteux et finalement peu efficaces : injustes si l'on pense, par exemple, que le citoyen qui fait preuve de « civisme » est placé dans une situation moins favorable que l'égoïste, ou encore que celui qui peut laver sa voiture dans une arrière-cour est favorisé par rapport à celui qui ne peut guère utiliser que la rue, celui qui a un jardin clos par rapport à celui qui a un jardin ouvert aux regards de tous, etc. Le recours à la persuasion, mais encore plus au contrôle, est coûteux puisqu'il faut utiliser des hommes et d'autres facteurs de production aux tâches d'information et de contrôle. En pratique, d'ailleurs, il y a bien un choix entre les dépenses ainsi engagées et le rendement obtenu : une efficacité « totale » ne peut être obtenue qu'à un prix pratiquement infini, qu'aucune société ne peut évidemment supporter.

Pour un économiste, le système des prix est plus efficace, tout d'abord parce qu'il est moins coûteux, ensuite parce qu'il n'oblige pas à résoudre un problème insoluble, à savoir de comparer les « besoins » respectifs de différents individus ou de différentes catégories sociales. Mais, dira-t-on, le recours au système des prix est socialement injuste, car il défavorise les plus pauvres, qui ne pourraient pas supporter le coût d'une augmentation du prix de vente de l'eau. Ne voit-on pas pourtant que le recours à la persuasion et au contrôle est encore plus injuste : pourquoi vendrait-on à des prix bien plus élevés à un « riche incivile » qui ferait couler des fontaines dans ses parcs, alors que le petit cultivateur, son voisin, ne pourrait pas irriguer son champ ?

En d'autres termes encore, on ne doit pas pratiquer une politique de répartition en offrant à tous un certain bien à un prix sous-évalué, mais en agissant directement sur le revenu de ceux que l'on considère comme particulièrement défavorisés, tout en laissant la liberté de choisir entre l'achat d'eau et l'achat de vin. Examinons donc ce que peuvent être les modalités d'une politique de répartition.

● EFFETS DE REPARTITION. — Ces derniers sont évidemment les mieux connus et les plus largement discutés, et la presse a fait un large écho au débat entre l'utilisation de l'impôt et l'utilisation de l'emprunt pour financer l'effort de solidarité nationale en faveur des agriculteurs. Nous ne reviendrons pas sur certaines caractéristiques choquantes du recours à l'impôt, par exemple le fait que ceux dont les revenus sont déclarés par des tiers devront faire un effort particulier en faveur d'une catégorie sociale qui ne contribue pas régulièrement aux dépenses de la nation en proportion de sa capacité contributive. La sécheresse de cette année pose un problème plus général : dans quelle mesure l'Etat doit-il assurer une responsabilité d'« assureur » ? Dans une économie qui n'est pas totalement statique, en effet, le risque économique est partout présent. Il est couvert, dans beaucoup de cas, par des systèmes d'assurances, de sécurité sociale, de caisses de chômage, etc., dont les ressources proviennent en général des bénéficiaires éventuels.

Il est certain que les risques encourus par les agriculteurs sont plus importants que ceux de beaucoup de producteurs, et qu'il n'existe, bien sûr, aucun système privé ou public d'assurance contre les mauvaises récoltes. Faut-il pour autant pratiquer un transfert de revenu définitif en faveur des agriculteurs ? Dans la discussion entre le financement par l'impôt et le financement par l'emprunt des indemnités à verser aux agriculteurs, on a fait valoir que le financement par l'emprunt n'aboutissait qu'à reporter la charge financière sur les générations futures. Cela est exact. Mais quelles catégories, parmi ces générations futures, auraient à supporter ce poids ?

On pourrait tout d'abord s'attendre que les agriculteurs paient dans le futur des montants d'impôts qui soient mieux en rapport avec leurs revenus. On peut aussi se demander s'il ne serait pas plus normal que les sommes allouées aux agriculteurs soient remboursées par eux. Leurs charges de remboursement et d'intérêt entraveraient alors dans leurs coûts de production et c'est sur cette base que l'on pourrait éventuellement discuter de la « parité » du revenu agricole.

Le fait que l'activité agricole soit particulièrement variable selon les années n'implique pas nécessairement que les autres catégories sociales financent les mauvaises années, mais peut-être plutôt que toutes les discussions sur la « solidarité nationale entre les catégories sociales » prennent en considération le revenu moyen sur une période de temps relativement longue. Le passage d'une mauvaise année à une bonne année est alors effectué au moyen du crédit. Une telle conception relève sans doute de la logique, elle peut-être aussi pour avantage d'éviter de dresser les catégories sociales les unes contre les autres.

Un phénomène global

Il est généralement admis que la sécheresse devrait accroître l'inflation et déséquilibrer la balance commerciale. Il n'en est rien en réalité. L'idée, selon laquelle la sécheresse serait inflationniste vient d'une extension abusive d'un raisonnement relevant de la micro-économie au domaine macro-économique : puisque, dit-on, l'offre de produits agricoles est plus faible que la demande, le prix des produits agricoles doit augmenter. Puisque ces prix entrent dans l'indice général des prix, il y aura une augmentation plus rapide de celui-ci. Mais l'inflation est un phénomène global : il y a inflation si la demande en monnaie est supérieure à l'offre. Or, il n'y a aucune raison que les mauvaises récoltes accroissent cet écart entre l'offre globale et la demande globale : si les agriculteurs supportaient entièrement les conséquences de la sécheresse, la demande globale en serait diminuée d'autant ; s'ils bénéficiaient d'un transfert, la diminution de la demande globale prend son origine dans les catégories qui supportent ce transfert, soit sous forme d'impôt, soit sous forme d'emprunt.

Il n'y a, bien sûr, d'effet inflationniste que dans la mesure où le transfert aboutit à une augmentation des crédits distribués à l'économie sans compensation en un autre point : cela serait le cas, par exemple, si les transferts étaient payés par l'Etat par simple financement monétaire, la Banque de France acceptant une augmentation de la masse monétaire égale au montant des transferts. En sens inverse, si les transferts étaient financés, par exem-

ple, par le recours à l'emprunt et si la Banque de France faisait en sorte que ces émissions nouvelles ne se traduisent pas par une augmentation plus importante de la masse monétaire, il n'y aurait pas plus d'inflation que s'il n'y avait pas eu de sécheresse. C'est dire, une fois de plus, que l'inflation ne dépend que d'une chose : de la politique monétaire de la Banque centrale.

On peut analyser d'une manière semblable les effets de la sécheresse sur la balance commerciale : celle-ci ne se modifie pas si l'accroissement des importations de produits agricoles est compensé par la diminution des importations. Il en est ainsi si le financement du transfert au profit des agriculteurs (que celui-ci soit effectué au moyen de l'impôt ou au moyen de l'emprunt, que le transfert soit ou non définitif) ne conduit pas la Banque centrale à adopter une politique monétaire plus laxiste, c'est-à-dire si le transfert financier correspond effectivement à un transfert réel. C'est dire encore que la balance commerciale ne dépend pas de tel ou tel événement sectoriel (les importations de produits agricoles, les importations d'énergie d'E.D.F., etc.). Et il faudrait enfin peut-être ajouter que, particulièrement en régime de changes flexibles, la situation de la balance commerciale n'a strictement aucune importance : son solde n'est que le reflet de la mesure dans laquelle l'étranger finance notre pays ou notre pays finance l'étranger.

(*) Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

parlez
ANGLAIS...

LOGOS
centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS TEL: 355.09.05

TOURS TEL: 00.93.81
NANTES TEL: 47.70.90
ORLÉANS TEL: 06.94.30

SACHEZ INVESTIR

SUISSE VALAIS

Groupes de promotions immobilières en station d'hiver et d'été à **OVRONNAZ** et aux **COLLONS/THYON** offrant

SÉCURITÉ : capital pierre acte notarié immédiat

ACCESSIBILITÉ : à partir de 65.000 Francs Suisses

AVANTAGES : ou vous l'achetez, comme résidence secondaire, ou vous confiez la gestion à notre Société.

FACILITÉS FISCALES

COUPON RÉPONSE

NOM

Adresse

Ville Tél.

A retourner à GROUPE DE PROMOTIONS IMMOBILIÈRES DUMAS, P.A. BANQUE POPULAIRE SUISSE c/o du JURY 1950 SION/VALAIS SUISSE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
LE CENTRE DE FORMATION CONTINUE DU C.E.S.A. (H.E.C., I.S.A., C.F.C.)

vous propose deux journaux d'études sur :

LA MINI-INFORMATIQUE AU SERVICE DE LA COMPTABILITÉ

- dans les cabinets experts-comptables
- dans les P.M.I.
- dans les entreprises décentralisées

cfc

20 et 21 octobre 1976
Centre de Formation Continue
1, rue de la Libération - 75350 Joux-en-Josas
Tél. : 956-80-90, poste 742.

La mobilisation de l'opinion contre l'inflation

Pas dupe...

Il n'est pas nécessaire d'être un expert en économie pour trouver qu'il y a quelque chose de bizarre dans cette manière de mobiliser soudain l'opinion pour lutter contre l'inflation. Est-ce parce que le déséquilibre de l'économie était trop fort que M. Chirac est parti pour céder la place à M. Barre ? Ou n'est-ce pas plutôt parce que M. Chirac devait partir pour d'autres raisons, plus politiques, qu'on se sert du thème de la lutte contre l'inflation pour mettre en selle son successeur, et tenter de renforcer la cohésion nationale, condamnant les partenaires sociaux à faire patte d'oie devant une population sensibilisée aux risques qu'elle court.

Car enfin, le simple citoyen, lorsqu'il garde encore les yeux ouverts pour observer les indicateurs les plus élémentaires de la situation qu'on lui décrit, ne peut pas comprendre pourquoi, il y a deux ans, au début de 1974 et jusqu'à la fin de l'année, en pleine crise du pétrole, au début d'une récession mondiale, avec un déficit de la balance des paiements maximal et un taux d'inflation « à deux chiffres », tel qu'il n'a jamais plus été atteint depuis, on lui expliquait qu'il n'y avait rien à craindre et qu'aucun sacrifice ne lui serait demandé (ne roulait-on pas fièrement le dimanche sur les autoroutes, tandis que dans les autres pays européens on allait à la messe à pied) ; aujourd'hui, en revanche, au moment où les experts du monde entier saluent « la reprise économique », où les équilibres internationaux dus à l'augmen-

tation du prix du pétrole sont à peu près rétablis, et où, tout compte fait, tout va plutôt mieux dans l'ensemble, c'est la mobilisation générale. Pourquoi ?

A qui la faute, si, depuis deux ans, comme le dit M. Raymond Barre, « la France vit au-dessus de ses moyens » ? La stratégie de « docteur tant mieux » choisie malencontreusement par l'Elysée au moment où l'arrivée d'un nouveau chef de l'Etat aurait pu faire avaler bien des pilules doit se payer aujourd'hui. Si le franc s'affaiblit, si la reprise des investissements laisse à désirer, si la compétitivité des entreprises françaises vis-à-vis de l'étranger se détériore, c'est parce qu'elles ont été les seules cibles des mesures « de retournement » prises en 1974 et au début de 1975, à un moment où elles étaient déjà en posture défensive. Les effets de la récession mondiale se sont trouvés amplifiés par les potlons de M. Fourcade, sans que l'inflation s'en trouve pour autant suffisamment ralentie. On ne peut pas vivre tous sur la laine de quelques moutons, surtout si on la tond avant même qu'elle pousse.

Régler aujourd'hui en regardant la situation en face n'est pas inutile. Mieux vaut tard que jamais. Mais peut-on reconnaître ses erreurs publiquement ? C'est la réponse à cette question qui explique que le citoyen ne s'y retrouve plus : au moment, où on fait appel à son sens des responsabilités, il se sent doublement irresponsable.

JACQUELINE GRAPIN.

DESTINÉE A DÉFENDRE LE FRANC

La hausse des taux d'intérêt en France est-elle terminée ?

PARMI les problèmes que devra résoudre M. Barre dans les semaines ou les mois qui viennent, il en est un qui intéresse au premier chef les banquiers, les entreprises et les particuliers : c'est celui des taux d'intérêt. La hausse des taux à court terme provoquée par les autorités monétaires pour défendre le franc va-t-elle se trouver confirmée, entraînant celle des taux à moyen et long terme et renchérissant ainsi l'accès au crédit ? Ou, au contraire, les taux à court terme vont-ils être abaissés ? La réponse n'est pas simple, trois paramètres devant être pris en considération : la nécessité de rétablir l'écart normal

entre taux à court terme et taux à long terme, trop réduit actuellement ; celle de ne pas pénaliser l'investissement productif en renchérissant son coût de financement ; l'obligation, enfin, de contenir la demande des particuliers dans des limites raisonnables en ne leur facilitant pas outre mesure l'accès au crédit. Ce sont tous ces impératifs que M. Barre et ses conseillers devraient combiner pour éviter d'imprimer aux taux d'intérêt des fluctuations si déconcertantes et si nuisibles que la formule des taux flottants pour le long terme, encore peu répandue, commence à rencontrer un intérêt grandissant.

La montée des taux d'intérêt à court terme est un phénomène récent en France, tout au moins depuis vingt mois. Après la vertigineuse flambée de 1974, les pouvoirs publics ayant décidé de freiner brutalement la demande, une lente dérive s'est produite tout au long de l'année 1975 : le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire revint graduellement de son niveau record de 14 % jusqu'à 6,50 % au début de 1976, soit les conditions prévalant à l'automne 1974. On assista même, en ce début d'année, à un phénomène assez curieux : les taux du marché monétaire sur les échéances moyennes (six mois à un an) qui n'avaient pas entièrement suivi dans sa baisse le taux du très court terme (jour le jour) fléchissaient brusquement.

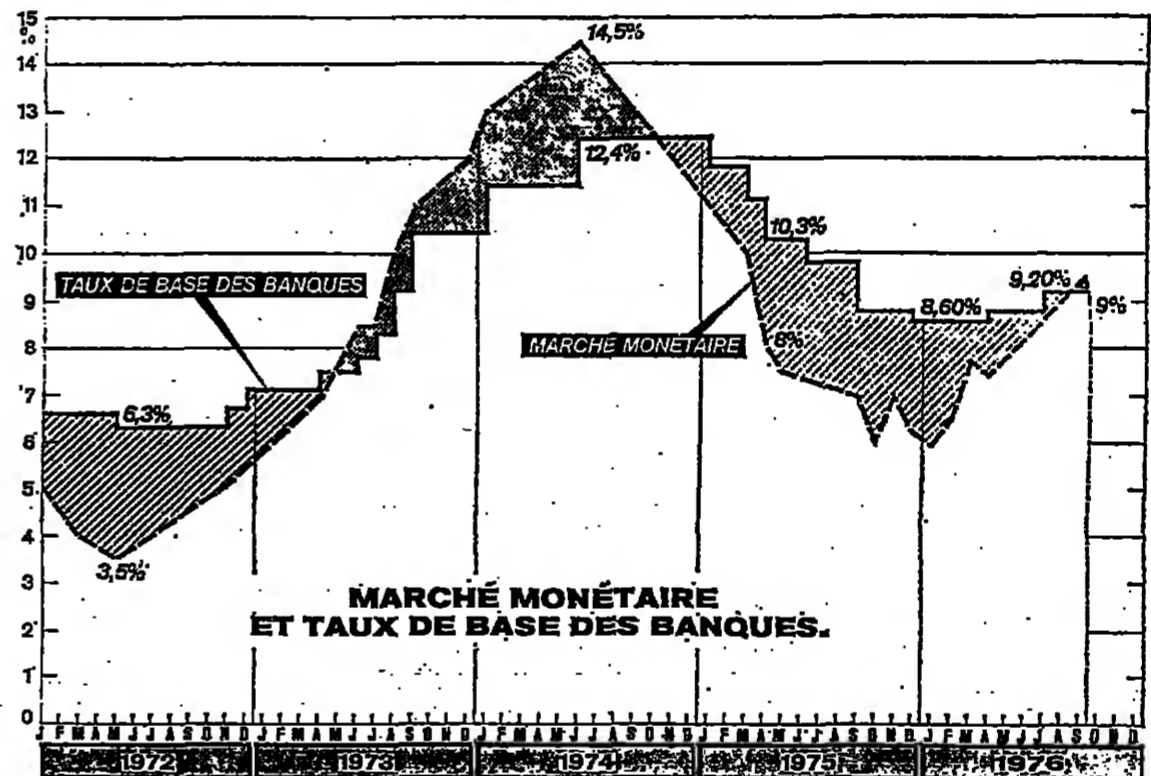
L'ensemble des opérateurs, qui s'accordaient auparavant à prévoir une remontée des taux dans le courant de

ou du ralentissement de l'expansion déjouait toutes les prévisions, notamment celle d'une hausse des taux de base des banques (prime rate).

Les 100 jours des attaques contre le franc, considéré comme surévalué depuis sa rentrée dans le « serpent » monétaire européen en juillet 1975, allait remettre tout en question. Dès la fin du mois de janvier dernier, la Banque de France commençait à utiliser l'arme des taux pour défendre notre monnaie, tout en intervenant massivement sur les marchés des changes. L'ampleur du relèvement du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire demeura néanmoins assez limitée, puisque, au lendemain de la mise en flottement du franc le 20 mars 1976, ce loyer n'avait atteint que 7,50 %, et se maintenait aux alentours de ce palier jusqu'au milieu de juillet. Devant faire face à une nouvelle attaque contre le franc, la Banque

les capitaux à court terme. Une telle situation développée alors ses effets « pervers » : en période de hausse des taux, l'emprunteur se hâte de s'endetter, craignant l'accélération du processus, tandis que le prêteur ralentit ses opérations, pour les mêmes raisons. En période de baisse des taux, c'est l'inverse, le tout prenant un caractère essentiellement spéculatif. S'il y a un gagnant, il y a nécessairement un perdant, le plus souvent le prêteur, c'est-à-dire l'épargnant.

Très rapidement, la nécessité de neutraliser de tels effets « pervers » est apparue, notamment sur le marché des eurodollars, où les crédits bancaires d'abord, puis certaines émissions obligataires ensuite, furent dotés de taux flottants, indexés sur le fameux LIBOR (taux intermédiaire des dépôts en eurodollars à six mois sur la place de Londres). Dans ce genre de formule, l'emprunteur



l'année 1976 en liaison avec le développement de la reprise économique et un renouveau de l'inflation, lâchaient pied subitement en constatant que la reprise s'essouffait et que la demande de crédits ne semblait pas. Le même phénomène était enregistré aux Etats-Unis,

de France résolu de ne plus intervenir sur les marchés des changes, et fit monter rapidement le loyer de l'argent au jour le jour, qui, en trois semaines, passa de 7,50 % à 9,50 %, le taux officiel de l'escompte étant élevé, au préalable, de 8 % à 9,50 %.

l'assurance de voir ses charges diminuer en cas de baisse des taux, s'il s'est engagé à un niveau élevé, et le prêteur la certitude de bénéficier de la hausse des taux lorsqu'il a placé ses capitaux au creux de la vague. Depuis quelques mois, presque toutes les grandes banques françaises l'ont utilisée, la réservant toutefois au marché des eurodollars.

Sur le marché intérieur, la formule des taux fixes a, jusqu'à présent, été pratiquement la seule utilisée. Les acheteurs institutionnels d'obligations, compagnies d'assurances, caisses de retraite, etc., n'aiment pas les taux variables et préfèrent un rendement actuariel fixé, sans surprise. Le particulier est habitué aux emprunts traditionnels et ne perçoit pas « a priori » l'avantage des taux flottants.

Son attitude pourrait peut-être changer. Coup sur coup, depuis le début de 1976, trois établissements français viennent de lancer un emprunt à taux flottants, dont les caractéristiques essentielles sont une durée réduite à sept ans, un rendement indexé égal ou supérieur à la moyenne mensuelle ou semestrielle du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris, un taux plancher voisin de 7 % et, surtout, la possibilité d'obtenir le remboursement à la valeur nominale à partir de la deuxième année.

Cette faculté de mobilisation peut ne pas rassurer l'emprunteur, mais elle convient très bien à des prêteurs, particuliers ou établissements qui veulent se dégager éventuellement. Elle suppose, de même que l'indexation, que l'emprunteur ait quelque lien avec le marché monétaire : c'est ce qui explique que les trois derniers émetteurs aient été des banques, notamment le Crédit commercial de France, dont l'emprunt de 350 millions de francs, placé auprès de sa clientèle, aurait été rapidement couvert. Ajoutons que ces emprunts permettent aux établissements de consentir, hors cadre réglementaire, des crédits à due concurrence.

Ces limitations et les réticences des grands investisseurs restreignent le champ d'application des émissions à taux flottants sur le marché intérieur. Leur apparition a néanmoins soulevé un intérêt évident, certains, comme M. Théobald Braun, président du Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine et membre de la commission de financement du VII^e Plan, y voyant même le remède à bien des maux.

FRANÇOIS RENARD.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ECONOMIQUE et SOCIALE
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET SUPERIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT

PROBATOIRE - D.E.C.S.

EXPERTISE COMPTABLE

Etudiants et salariés - sur place - à distance

FONCTIONS DE PERSONNEL

Choix des cycles - 120 à 150 heures (temps partiel)

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS

Formation de Cadres responsables des transports

Les inscriptions seront closes sans préavis.

ENOES

62, rue de Miroménil 75008 PARIS - Tél. 522-53-86

CORRESPONDANCE

L'inflation et le crédit bancaire

L'ARTICLE d'André Fourcans publié dans le Monde de l'économie du 14 septembre 1976 sous le titre « Pas de retour à la stabilité sans réforme monétaire », nous a valu la lettre suivante de M. Claude Mar (Chelles), maître de conférences à l'Institut technique de banque :

Avant d'aborder quelques points précis, permettez-moi de donner un sentiment sur la démarche suivie par l'auteur. On peut certes partager sans réserve deux points du développement :

1) Le « stock de monnaie » — pourquoi ne pas parler de masse monétaire ? — dépend de l'activité économique, mais ce fait s'analyse au travers des sources de la création monétaire : crédits à l'économie, déficit budgétaire, excédent de la balance des paiements. Dans nos économies occidentales, la contrepartie des crédits à l'économie se révèle sans aucun doute prépondérante au plan statistique, mais sans exclusive. Il faut tenir compte du contexte général au cours de la période fondée et de la complémentarité des sources de création monétaire :

2) Lorsque les différents instruments de contrôle de la création de monnaie se révèlent impuissants à exercer leur rôle convenablement, la seule solution consiste en un encadrement du crédit rigoureux. De telles dispositions peuvent incliner à penser que les poussées inflationnistes trouvent leur origine essentiellement dans les financements à l'économie. Là encore, il convient de songer à la situation d'ensemble. Tous les phénomènes économiques sont liés, et les causes de l'inflation ne se résument malheureusement pas à une opération purement arithmétique.

Pourrait-on raisonnablement envisager une contraction — ou une moindre croissance de la masse monétaire — provoquée par un excédent budgétaire issu de l'impôt, ou un déficit confirmé de la balance des paiements accompagné d'une hémorragie de devises ?

La régulation de l'économie, la recherche des grands équilibres, ne sauraient passer par la seule politique du crédit. Les solutions proposées par M. Fourcans ont des relents de théories quantitativistes et font songer aux idées de Milton Friedman. La politique du « stop and go » dénoncée par l'auteur à juste titre n'apparaît-elle pas finalement comme le moins mauvais remède ? Il faudrait bien entendu l'accompagner de mesures propres à atténuer ses effets néfastes sur l'emploi, l'investissement... mais il s'agit d'un autre débat.

Pour en terminer avec le déroulement général de l'analyse de M. Fourcans, la question se pose de savoir si les

bases retenues pour la démonstration n'isolent pas trop artificiellement la notion de stocks constitués par les entreprises, sur laquelle s'appuie une bonne partie du raisonnement. Tout ne gravite pas autour de stocks accumulés le plus souvent en prévision de hausses des prix, voire dans un but spéculatif, mais aussi pour faire face à un volume de ventes supposé en accroissement. Par ailleurs, il y a peut-être lieu de se demander moins d'insister quant à une création de signes monétaires nouveaux qui résulterait de cette tendance à l'augmentation des stocks.

Quant au financement de ces stocks par le système bancaire, il est inexact de dire qu'il trouve sa satisfaction dans les opérations d'escompte. Le code de commerce et plus encore les usages de la profession bancaire précisent bien la nature de l'effet de commerce, support d'une transaction entre agents économiques. Des lettres de change tirées dans le but de financer un stock ne seraient pas « causées », et comme telles refusées à l'escompte.

Enfin, les conditions dans lesquelles le système bancaire peut se procurer des ressources de trésorerie, et ses contraintes en ce domaine, méritent d'être précisées.

Parmi les sources de refinancement des banques, le réescompte ne concerne qu'une part marginale ; les plafonds de réescompte ont d'ailleurs été supprimés le 1^{er} janvier 1972. Le recours au marché monétaire se révèle donc le seul exutoire pour les besoins ou au contraire les excédents de trésorerie. Sur ce marché, les échanges ont lieu entre banques et organismes admissibles, mais l'institut d'émission y exerce un rôle prépondérant. Il serait excessif toutefois d'affirmer que la Banque de France répond facilement et automatiquement aux demandes des banques. Les adjudications se font à des conditions rigoureuses.

Notons aussi que certains établissements bancaires peuvent bénéficier, sur des périodes notables, d'une trésorerie excédentaire et venir comme prêteurs sur ce même marché. On conçoit donc qu'un recours rendu plus difficile à ce mode de refinancement ne saurait les concerner. De plus, la fixation des taux sur le marché monétaire ne procède pas du seul désir d'action sur les trésoreries des banques ; que l'on songe aux motivations de la politique actuelle de taux élevés : attirer les capitaux étrangers, avec comme effet induit un encouragement de l'épargne liquide (bons de caisse, dépôts à terme), pouvant améliorer les ressources des banques. Une politique d'argent cher peut donc avoir des résultats opposés au but recherché, d'autant qu'il faut tenir compte de

l'incidence du coût du crédit dans les prix de revient des producteurs.

Mais cette action des autorités sur le marché monétaire n'est pas le seul moyen utilisé pour agir sur la création de monnaie. Il faut, bien entendu, prendre en compte le système des réserves obligatoires destiné à stériliser une partie de la trésorerie des banques. Ce n'est donc qu'en cas d'insuffisance de ces deux modes d'intervention que l'on a recours à l'encadrement du crédit. Nous revenons ici au point de départ. On ne voit toutefois pas ce que le retour même provisoire aux antiques plafonds de réescompte pourrait apporter de nos jours.

An total, le texte de M. Fourcans a le mérite de poser un problème fondamental, mais il convient de le faire sur des bases précises. Après cela, l'analyse et la recherche des solutions ne sauraient se concevoir que dans un cadre global, tenant compte de l'interpénétration des phénomènes économiques. Le débat mérite d'être élargi, associant dans une même réflexion théoriciens et praticiens.

Et l'autofinancement ?

M. JEAN MOTHES, de Paris, nous adresse la lettre suivante à propos de la publication, dans « Le Monde de l'économie » du 4 septembre 1976, de l'article de Jacques Attali intitulé « A bout de souffle » :

Jacques Attali sait mieux que personne que la théorie marginaliste de la formation des prix est une hypothèse théorique sans fondement et que, dans la pratique, les us et coutumes des industriels sont beaucoup plus proches des hypothèses de Ricardo (reprises ensuite par Marx). Il sait donc que l'industriel définit son prix de vente en fonction, d'une part, de ses coûts (plus ou moins liés directement ou indirectement à la valeur-travail) et, d'autre part, du taux de profit qu'il entend s'assurer. Il sait enfin que, pour la plus grande part, le taux de profit en question est beaucoup moins défini en fonction de préoccupations d'exprimer en termes de distribution de bénéfices qu'en fonction de préoccupations s'exprimant en termes d'autofinancement (première surprise : Jacques Attali ne mentionne pas une

seule fois ce terme dans son long article).

L'auteur, sachant, en outre, que l'autofinancement assure une part importante de la maintenance des équipements existants et de l'investissement nouveau, ne peut ignorer que c'est un des paliers fondamentaux de la croissance dans notre type d'économie.

Dans ces conditions, dire que les préoccupations d'investissement de nos industriels, très élevées au cours des dernières décennies, les ont conduits à exiger des taux de rentabilité trop forts, responsables en partie de l'inflation, peut avoir — au plan de l'hypothèse — un certain sens. Mais il convient alors de bien voir qu'en dernière analyse le reproche adressé à la classe industrielle revient à l'accuser d'avoir voulu trop accélérer la croissance.

Il est admissible de retenir une telle conclusion, mais encore faudrait-il l'expliquer, dire aux Français : « Le taux de croissance qui vous paraît aller de soi est trop élevé en l'état des moyens industriels dont le pays peut disposer. Si vous refusez une diminution de ce taux, sachez qu'elle finira par avoir lieu, de toute façon, par le biais de l'inflation, à moins que vous ne sachiez, n'a jamais tenu ce langage.

Deux autres affirmations de Jacques Attali sont susceptibles de laisser rêver. Il vous explique, par exemple, que nos industriels, pour combattre l'asphyxie qui les menace, tentent de rétablir les équilibres et les taux antérieurs par le freinage des revenus directs ou indirects des salariés, c'est-à-dire par une redistribution à rebours de la valeur produite. Les discussions salariales reposent dans presque tous les pays industriels sur le principe d'une augmentation des salaires correspondant à l'augmentation du coût de la vie plus quelque chose. Il faut donc prêter à nos industriels une bien grande stupidité pour imaginer qu'ils puissent se fixer pareil objectif.

Que la société française soit des plus inégalitaires, que les tentatives de rétablir un peu plus de justice en France finissent toujours par ne concerner que le tiers état, sont autant d'évidences. Qu'une opposition soucieuse — c'est son rôle — de prendre un jour le pouvoir dénonce sans relâche les imperfections, voire les tares de cette société est dans l'ordre des choses. Mais que ladite opposition procédant par simplification abusive mette d'ores et déjà en place les obstacles sur lesquels, ayant atteint son but, elle a toute chance de se brasser est, pour le moins, étonnant. Ce n'est pas en entretenant une population dans les mythes qu'on s'assure un avenir.

ECOLE NOUVELLE DE GESTION

du 4 au 9 Octobre 1976

B. I. C.

CONTRÔLE INTERNE

ANNALES 1973 - 1974 - 1975

ENTRAÎNEMENT À L'ÉPREUVE

DE DISSERTATION

RENSEIGNEMENTS SUR
SIMPLE DEMANDE A
ECOLE COMMERCIALE
PRIVEE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg 523.01.98
75010 PARIS 246.16.38
523.05.41

Roneo: des sièges conçus par des ergonomes*

2000 heures par an. C'est environ le temps passé par un employé de bureau dans la position assise. Et dans un "moule" mal adapté le corps se déforme rapidement. Scolioses, tassements des vertèbres, troubles de la circulation, autant de maux qui sont douloureusement ressentis et qui nuisent à la qualité et à l'efficacité du travail. Une étude Sothas a d'ailleurs révélé l'insatisfaction des cadres et employés au sujet de leur environnement professionnel.

Répondant à ces aspirations et à ces revendications, Roneo considère le siège comme un outil de travail entrant pour une part déterminante dans le confort global du poste de travail. C'est ainsi que des ergonomes président à la conception et à la réalisation de tous les sièges de chaque gamme.

Pour l'atmosphère.

Pantoufles, chaises, fixes ou tournants, fauteuils réception, chauffés, tous les sièges d'une gamme sont adaptés à l'atmosphère. A sa fonction et aux mouvements, positions, déplacements qu'elle engendre.

Le fauteuil Alizé par exemple : l'ensemble assise-dossier est tournant, antichoc, réglable en hauteur et basculant. Pour la relaxation. Allons plus loin. L'assise : elle est conçue pour bien caler le fessier. Elle a un bord arrondi en mousse de polyuréthane souple. Pour ne pas gêner la circulation du sang dans les jambes.

Le dossier : il est réglé au niveau des reins. Pour un bon maintien de la colonne vertébrale en position d'appui dorsal. Il est galbé au niveau des omoplates. Pour éviter que le dos ne glisse latéralement. Le piètement : il a 5 branches. Pour une stabilité maximum. Il est équipé de roulettes antichocs chromées. Pour se déplacer sans se lever.

Pour son environnement.

Comme tous les nouveaux sièges Roneo, ceux de la série Alizé sont revêtus d'une housse amovible en vinyle ou en tissu inéextensible teinté dans la masse. Pour conserver leur aspect malgré l'usage et la lumière.

Leurs revêtements sont classés ininflammables. Leurs mousses sont auto-extinguibles : elles répondent aux normes de sécurité anti-feu en vigueur dans les immeubles modernes.

Avec leurs nouvelles formes, leurs nouveaux matériaux de structure et de revêtement, les sièges Roneo intègrent jusque dans le détail les derniers progrès technologiques.

Pour l'humanisation du cadre du travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau (reprographie, mobilier, classement,

aménagement d'espace) que Roneo peut mieux comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail.

Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.

*ergonomie : science des problèmes que pose l'adaptation des conditions de travail à l'humain.



Si vous désirez recevoir une documentation ☐ ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo ☐ mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après avoir complété à Roneo 79, bd du Général Leclerc, 53260 Les Lilas ou téléphonez au 043.61.01 poste 409.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.

SICOB - Stands 1244 et 1245 Zone B niveau 1.

Le travail, c'est la santé!?

DÉBAT

Programme commun
et rôle du marché

par YVES SIMON (*)

Le programme commun est-il applicable dans un pays dont le marché demeurerait le mode principal de régulation économique? A cette question délicate il est difficile de répondre avec assurance. Il est, par contre, beaucoup plus facile de montrer qu'il est impossible de supprimer le marché et que les objectifs économiques que s'assigne la gauche doivent prendre en considération cette contrainte.

Il est impossible de supprimer les marchés car ils remplissent des fonctions essentielles que tous les pays socialistes ont redécouvertes et que le programme commun, tel qu'il a été formulé en 1972, ne souhaite pas, a priori, abandonner. Leur suppression est d'autant moins possible qu'elle aurait pour corollaire la suppression de la propriété privée sur les actifs de production et l'ensemble des biens — ce qui n'est pas précisément une proposition du programme commun, comme l'ont affirmé à plusieurs reprises les dirigeants du parti communiste et du parti socialiste.

Il existe en effet une étroite association entre la nature de la propriété et la présence ou non des marchés. Une organisation économique reposant sur le marché implique que tout propriétaire d'un bien peut l'utiliser, en changer la forme et la substance et transférer par la vente ou la location tout ou partie des droits qu'il possède sur cet actif. Il supporte par ailleurs seul les conséquences positives ou négatives (profit ou perte) de l'usage qui est fait de ce bien.

L'organisation économique socialiste reposant sur une planification centralisée (U.R.S.S. avant 1960) implique une propriété publique de l'ensemble des biens. Deux traits la définissent : les actifs de production appartiennent à l'Etat ; les utilisateurs des biens capitaux que sont les firmes publiques n'ont qu'un droit

d'usage sur les actifs : ils n'ont pas le droit de les vendre, de les louer ou d'en changer la qualité ni la possibilité de s'approprier les profits procurés par ces actifs.

On objectera que les caractéristiques économiques actuelles des pays capitalistes ne permettent pas une allocation optimale des ressources. La concurrence est devenue un mythe. Les petites unités de production ont fait place à des firmes oligopolistiques. Les coûts d'information et de transaction au sens large du terme sont élevés. Et surtout, est-il évident, la séparation entre la propriété des firmes par les actionnaires et leur contrôle par les managers atténue les droits de propriété des premiers et permet aux seconds de mettre en œuvre des objectifs différents de la maximisation du profit. Le raisonnement est séduisant mais partiel, car si l'allocation des ressources n'est plus la conséquence d'une concurrence sur le marché des produits, elle résulte d'un processus concurrentiel sur les marchés financiers.

Les dirigeants soucieux de conserver leur place dans une entreprise qu'ils sont supposés contrôler, vu la dispersion des actionnaires, devront maximiser le profit et la richesse de la firme sous peine de voir les actionnaires — ou une fraction d'entre eux — vendre leurs titres. Quand le prix de ces derniers est suffisamment bas (la vente de 10 % de l'ensemble des actions suffit bien souvent à faire baisser les prix de manière substantielle), un groupe extérieur à la firme pourra proposer une OPA ou une absorption qui se traduira inévitablement par l'éviction des anciens dirigeants.

Cette procédure suppose un marché financier efficient. Que ce ne soit pas toujours le cas à Paris n'est pas une raison pour nier la réalité du mécanisme. Il a fallu du temps, mais Citroën a fini par être absorbée. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que le nombre d'OPA soit élevé, il suffit que cette éventualité soit réalisable pour inciter les managers à ne pas jouer avec le feu et à maximiser la richesse de la firme.

L'expérience yougoslave

L'allocation des ressources qu'impliquent les marchés n'a certainement pas le caractère optimal que lui prête l'analyse théorique, mais elle s'en rapproche plus que celle qui apparaît dans une économie dépourvue de marchés. L'expérience yougoslave est à cet égard significative.

La Yougoslavie est le seul exemple d'un pays socialiste qui ait connu deux systèmes d'allocation des ressources : d'abord un système centralisé, le premier, en vigueur de 1945 à 1960, était très centralisé, le marché n'y jouait aucun rôle, l'affectation des ressources et la régulation économique s'effectuaient par les organismes de planification, les biens étaient l'objet d'une appropriation publique.

La deuxième, apparue dès 1961, est un système décentralisé. Son objectif était de remédier au gâchis des ressources qui avait prévalu pendant cinq ans. Il fut mis en place en plusieurs étapes.

La première — la plus importante, car elle traduit une rupture avec l'ordre ancien — fut réalisée entre 1960 et 1963. Les réformes proposaient une décentralisation des décisions sur la gestion de l'entreprise par le conseil ouvrier et de décembre 1961 sur la gestion planifiée de l'économie nationale. Le rétablissement — timide dans cette première étape — du marché comme instrument de régulation s'accompagne nécessairement d'une atténuation de la propriété publique des biens de production. La preuve en est que les réformes de 1960 et 1961 ne purent être mises en œuvre qu'avec le vote de la loi de décembre 1963 sur la gestion du capital fixe par les entreprises qui modifiait profondément la propriété publique des biens pour instaurer la propriété sociale. Par cette loi la firme yougoslave a obtenu le droit de vendre et

d'acheter des biens de production et celui de procéder elle-même à une politique d'investissement adéquate.

De nombreuses autres mesures furent prises à partir de 1963, mais leur caractère exemplaire est plus restreint que celui des réformes de 1965, qui marquent la deuxième grande étape dans le processus de rétablissement des marchés. Ces réformes accentuent l'atténuation de la propriété sociale en supprimant les directives fixées par l'Etat pour utiliser le revenu de l'entreprise et en permettant aux employés de s'approprier les profits. Depuis les mesures de 1965, le marché n'a cessé de voir son rôle s'intensifier, au point que certains économistes comme S. Wozny n'ont pas craint de parler d'une transition graduelle du socialisme au capitalisme.

Cette restauration des marchés est plus lente et plus difficile, mais elle est indéniable quand on se penche sur l'évolution récente de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes développés.

Le marché joue un rôle essentiel et ne peut être durablement supprimé sans accroissement brutal des coûts de gestion de la collectivité. Là où il avait été supprimé, sa restauration progressive n'a pas tardé à se manifester. Il n'y a aucune illusion à se faire : le marché ne pourrait disparaître à moyen terme comme mode de régulation de l'économie française si le programme commun était appliqué. La suppression de tous les marchés impliquant par ailleurs l'atténuation, voire la suppression, de toute forme de propriété privée, il serait étonnant que les responsables politiques de la gauche y consentent. Le programme commun ne s'y trompe pas d'ailleurs et ne propose d'étendre la propriété publique qu'à neuf entreprises et au système bancaire.

Une loi méconnue

La véritable difficulté à laquelle serait confrontée la gauche en cas d'extension de la propriété publique serait celle de l'efficacité. Le problème ne serait plus de vouloir des firmes privées ou publiques, mais d'avoir des firmes efficaces. La solution passerait par un rétablissement de la concurrence et une atténuation inévitable de la propriété publique. A défaut de pouvoir rétablir le mécanisme concurrentiel sur le marché des produits, il faudrait intervenir par les marchés financiers. Solution fataliste ? Pas évident. Une loi récente n'a pas reçu en effet toute l'attention qu'elle méritait, et pourtant, si la logique qui la sous-tend était conduite à son terme, elle ne manquerait pas de bouleverser bien des conceptions. Cette loi est celle du 4 janvier 1973, qui a autorisé les banques et les entreprises nationales d'assurance à distribuer des actions à leur personnel dans la limite d'un quart du capital. Dans la mesure où les titres sont négociés sur le marché financier, il existe là un moyen permettant d'évaluer la gestion des firmes publiques au même titre qu'est appréciée celle des firmes privées. En répartissant tous les titres à l'ensemble des salariés de la firme publique et en restaurant les négociations à eux seuls, ou à d'autres firmes contrôlées par les salariés,

apparaîtrait une organisation économique assez originale. Elle serait la propriété des travailleurs, d'autant plus capable d'appréhender la gestion des managers qu'ils sont présents sur le lieu de travail (caractéristique essentielle de la firme yougoslave) et ses titres feraient l'objet de transactions sur un marché financier (caractéristique essentielle de la firme capitaliste la plus évoluée).

Qu'il existe des contradictions entre certains objectifs du programme commun est, sans doute, indéniable, comme l'ont montré plusieurs études, mais il ne faut pas croire qu'elles seront résolues par une suppression des marchés (1). L'analyse théorique montre que le marché est indispensable pour allouer, de la manière la moins mauvaise, des ressources rares. Tous les exemples historiques établissent que le marché est réapparu là où on l'avait supprimé. Dans la mesure où le rétablissement du marché atténue toute forme de propriété publique pour le rapprocher de la propriété privée — et que le maintien de cette dernière est un argument essentiel des responsables politiques de la gauche — on en conclut qu'à moyen terme, et à moins d'être suicidaire, la gauche est condamnée au réformisme.

(*) Maître de conférences à l'université de Metz, professeur associé au CESA.

(1) Cf. l'article de S.C. Kolm paru dans le Monde du 30 juin 1976.

Le Crédit agricole
aujourd'hui / 3

Un « grand dessein »
pour les Français de 1980,
la solidarité
villes-campagnes

Le Crédit agricole s'y est attelé



Le rééquilibre de l'espace français est un des objectifs majeurs du développement de la France au cours des prochaines années. Il exige à la fois la sauvegarde du milieu rural et la promotion de ses activités. Mutualiste et décentralisé, appuyé sur 94 Caisses régionales, 3 000 Caisses locales et 8 000 Bureaux, le Crédit agricole est l'une des clés de ce « grand dessein » de la France de 1980.

Les premiers résultats du recensement général de 1975 ont révélé la poursuite de l'exode rural. D'un recensement à l'autre, la population rurale française a diminué plus vite que prévu. Certaines zones sont menacées de dépeuplement. D'autres, au contraire, sont surpeuplées et la concentration démographique y fait naître de graves problèmes socio-économiques.

Une mission qui coûte cher

Ce déséquilibre a deux causes. La diminution du nombre des exploitations agricoles — 30 % de moins en 15 ans — sans qu'aient été créés sur place, simultanément, des emplois de substitution. Mais aussi la dégradation des conditions de vie en milieu rural, surtout sensible dans la disparition des services collectifs et la vétusté de l'habitat, qui a poussé de nombreux jeunes ruraux à chercher en ville un cadre de vie plus moderne.

Un rôle social

Au deuxième rang des organismes français de financement de l'habitat avec 140 000 logements neufs ou anciens financés en 1975, soit quelque 10 milliards de F de prêts logement accordés aux agriculteurs et aux ruraux, le Crédit agricole est également un des premiers financeurs de l'équipement des collectivités locales. Par l'intermédiaire de ses Caisses régionales, il contribue à la réalisation de deux tiers de l'ensemble de leurs besoins en milieu rural.

En contribuant à la formation de centres urbains de taille décente, cet exode rural s'est révélé doublement négatif. Le gigantisme urbain, en effet, coûte cher. Le coût des équipements par habitant augmente avec la taille des agglomérations : il est 2 fois plus élevé pour une ville de 200 000 habitants que dans une bourgade de 10 000. Les conditions de vie en ville, par ailleurs, ont engendré, au plan social, de profonds phénomènes d'inadaptation et de « rejet ». A l'heure actuelle, d'après une enquête de la Sofres, plus de 60 % des dix-dix aimeraient vivre à la campagne ; la très grande majorité des ruraux, de leur côté, n'ont aucune envie d'aller vivre en ville, même quand ils y sont contraints.

Qu'est-ce que la France rurale ?

— 33 % du territoire
— plus de 20 millions de personnes
— 7 millions de logements ruraux dont la moitié a plus de 100 ans.

Partout présent, ouvert à tous

Aujourd'hui les pouvoirs publics pensent, pour l'essentiel, un aménagement équilibré de l'espace rural, privilégiant le tissu des villes moyennes et des bourgades qui les avoisinent, ainsi que la promotion de nouveaux emplois sur place. Pour réaliser un tel programme,

il faut disposer d'importantes ressources financières et de moyens d'action appropriés. Par sa politique mutualiste, ses structures décentralisées et le volume de ressources qu'il est capable de mobiliser, le Crédit agricole est actuellement bien armé pour traduire dans les faits, au niveau le plus local, ce projet qui nous concerne tous.

Présent partout en France à travers un réseau de 3 000 Caisses locales, 94 Caisses régionales et 8 000 Bureaux, appuyé sur la confiance de ses 2 800 000 sociétaires et de ses 8 millions de déposants, le Crédit agricole dispose des moyens nécessaires pour être l'intermédiaire naturel entre villes et campagnes. Sa capacité financière et technique, la volonté qui l'anime lui permettent déjà d'être au plan économique et social un facteur complémentaire plutôt que de concurrence, de compréhension réciproque plutôt que d'antagonisme.

En liaison étroite avec toutes les instances locales et régionales de développement, il est actuellement l'un des plus actifs défenseurs de l'« espace rural » et de la France des régions.

Une triple solidarité

Caisses régionales et Caisse nationale du Crédit agricole sont déjà dans les faits et chaque jour, l'instrument d'une solidarité « villes-campagnes » qui s'exerce sur trois plans : économique, social et touristique.

• Au plan économique : dans chaque département, chaque Caisse régionale pratique une politique de regroupement des ressources sur place, en répartissant entre les Caisses locales les fonds nécessaires à la réalisation des prêts à court et moyen terme. Il s'établit ainsi un double flux financier entre citadins et ruraux d'un même territoire, ceci au bénéfice de tous pour un meilleur développement des communautés locales et régionales.

La Caisse nationale, pour sa part, utilise au profit des régions ou des secteurs agro-alimentaires qui en ont besoin, et par l'intermédiaire des Caisses régionales, d'importantes ressources d'épargne : comptes sur livrets, bons à 5 ans, emprunts obligataires, etc., qu'elle a pour mission de collecter, et qu'elle « transforme » en prêts à long terme. Cette « mutualisation » des ressources est un facteur de sécurité, d'équilibre, et donc de solidarité « objective » entre les départements très urbanisés et les plus ruraux.

• Au plan social : le Crédit agricole ne s'est pas seulement le financement des agriculteurs, de leur terre et de leur équipement ; c'est aussi l'habitat, l'électrification, l'adduction d'eau, les lycées agricoles, la voirie, le téléphone en milieu rural. Depuis la réforme de 1971, qui a confié au Crédit agricole une mission :

celle de financer l'ensemble du monde rural, l'institution intervient encore plus largement en faveur des collectivités publiques qui, à titre de sociétaires, peuvent bénéficier des concours, à taux réduits, du Crédit agricole.

Premier financeur des collectivités publiques rurales, le Crédit agricole finance également les grandes compagnies d'aménagement régional, ou les travaux des sociétés d'aménagement rural, les télécommunications en zone rurale, les artisans à vocation rurale et d'une façon générale, de nombreuses activités ayant une répercussion directe sur la « qualité de la vie » en milieu rural.

Qui sont les sociétaires du Crédit agricole ?

Les sociétaires traditionnels
Sociétaires individuels
— Agriculteurs
— Entrepreneurs de travaux agricoles
— Artisans ruraux travaillant pour l'agriculture
— Propriétaires d'immeubles en milieu rural
— Ouvriers et salariés agricoles
Sociétaires collectifs
— Groupements de droit privé : coopératives agricoles, S.I.C.A., Syndicats agricoles, sociétés d'élevage, associations agricoles, C.A.P., S.A.P.E.R., organismes d'intervention sur les marchés agricoles.

Collectivités de droit public : chambres de vocation ou P.C.A., communes, syndicats de communes, départements, associations foncières, sociétés d'économie mixte, associations syndicales, sociétés créées en vue de la mise en valeur des régions, organismes d'enseignement.

Associations, sociétés et établissements de vocation ou d'intérêt agricole ayant fait l'objet d'un agrément particulier de la Caisse nationale de Crédit agricole.

Les nouveaux sociétaires
Depuis 1971, le titre de sociétaire peut être attribué à de nouvelles catégories de personnes physiques et morales :

— Artisans ruraux autres que ceux travaillant pour l'agriculture.
— Certains professions libérales exerçant en milieu rural (vétérinaires, géomètres, professions médicales et paramédicales...).
— Tous salariés et ruraux ayant leur résidence principale en milieu rural.
— Associations, sociétés, établissements de vocation ou d'intérêt rural ayant fait l'objet d'un agrément particulier de la Caisse nationale de Crédit agricole.



L'ECONOMIE

commun
u march

Sept 1976

LE SICOB

XXVII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

SECTEUR TERTIAIRE ET PROLIFÉRATION DE L'INFORMATION

La croissance qu'a connue depuis 1945, dans les pays développés, le secteur tertiaire au détriment du secteur industriel et agricole, a modifié fondamentalement les structures sociales. Aux Etats-Unis, le secteur des services employait en 1975 à peu près le même nombre de personnes que le secteur industriel, ou même l'avait déjà dépassé suivant les statistiques utilisées. Autrefois manuel (employés de maison par exemple), le travail accompli dans le secteur des services est devenu un travail de bureau. Or qu'est un bureau sinon l'endroit où l'on regroupe et où l'on traite des informations ?

Ainsi, le secteur tertiaire est-il devenu, pour une large part, un secteur de traitement de l'information. Que l'ordinateur et les appareils de télécommunications aient commencé à y pénétrer ne saurait étonner. Au contraire, il ne fait guère de doute que l'automatisation du traitement de l'information dans les bureaux ira croissant. D'autant que les instruments à la disposition de l'utilisateur sont loin de leur efficacité ou de leur utilisation maximale (téléphone, par exemple, ou encore machine à écrire), et que l'on peut rêver de bien d'autres automatismes, systèmes de classement, photocopies, terminal d'ordinateur, transmission de documents. Au cours d'une conférence qui s'est tenue à l'O.C.D.E. en 1975 sur les politiques en matière d'informatique, et de télécommunications, M. E. R. Parker, professeur d'administrations à l'université de Stanford, voyait même dans la croissance du secteur des services une des causes de l'inflation mondiale, car la productivité y a décliné ces dernières années. D'où la nécessité de recourir à de nouvelles méthodes pour obtenir des gains de productivité dans ce secteur, plutôt que de trop se pencher sur le secteur industriel et le secteur agricole, où l'on cherche à substituer au travail humain toujours plus d'énergie et de matières premières.

Des bureaux désuets

L'organisation des bureaux d'aujourd'hui porte les marques du passé, et n'est plus guère appropriée aux besoins constants de données et d'informations de ceux qui y travaillent. Du temps pourrait être gagné avec un téléphone et un système de classement efficaces. Le coût unitaire du service en serait sûrement réduit. Mais les résistances psychologiques au changement seront sans doute fortes, comme elles le sont déjà lorsqu'on introduit dans une entreprise des machines à écrire à mémoire, ou qu'on automatise la documentation.

Ni les spécialistes des télécommunications, lorsqu'ils ont installé le téléphone, ni les informaticiens lorsqu'ils proposent un terminal

d'ordinateur, n'ont procédé à l'analyse de ce qu'est un bureau. Encore moins le fabricant de mobilier, qui n'a guère montré d'imaginer depuis un certain nombre d'années. Le bureau de demain ou d'après-demain disposera sans doute de bien des outils améliorés ou nouveaux : machine à écrire, à mémoire et à frappe automatisée, machine à classer, téléphone à clavier avec écran de visualisation pouvant interroger l'ordinateur, des banques de données, des centres de renseignements, transmetteurs de documents. Le visio-phoné — un téléphone muni d'un clavier et d'un écran de visualisation qui permet de voir l'interlocuteur — y fera aussi son apparition, vraisemblablement. L'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, la Hollande, le Japon, ont actuellement des réseaux expérimentaux qui fonctionnent déjà, mais, contrairement aux espoirs du début des années 70, le visio-phoné, très coûteux et nécessitant une grande largeur de bandes de fréquences pour transmettre les images, ne se généralisera pas tout de suite dans le grand public. Les premiers marchés seront sans doute professionnels : transmission d'images d'un bureau à l'autre, téléconférences visuelles permettant à plusieurs personnes, travaillant dans des bureaux très éloignés, de se parler en se voyant, de se montrer et de se transmettre des documents. Peut-être même le courrier deviendra-t-il électronique, le mot étant traité et transmis par fax-similé.

Dépendance et interaction

En attendant ce bureau quelque peu futuriste, et peut-être dépendant, les constructeurs d'ordinateurs et les fabricants de systèmes de télécommunications travaillent. Chacun des appareils que nous venons brièvement énumérer existe, séparément. L'ensemble constitue, encore rarement, un tout. On peut toutefois se risquer à dire, sans trop de crainte d'être démenti, que l'automatisation du bureau contribuera largement au développement du traitement de l'information en temps réel et de la transmission des informations et des données. L'interaction entre l'informatique et les communications ira croissant, les techniques de transmission de données conditionneront étroitement la multiplication des bases de données et des réseaux.

Le téléphone a déjà accaparé l'ordinateur pour les centraux électroniques, et l'ordinateur s'entourne d'équipements de télécommunications. Mais, pour l'instant, les centraux électroniques ne sont pas très nombreux, et la transmission de données via les administrations des postes et télécommunications est très limitée.

LA TÉLÉINFORMATIQUE DOMESTIQUE Le téléphone : un nouveau mode d'utilisation

L'INFORMATIQUE est entrée dans le monde de l'économie et dans celui de la science. Son utilisation à distance à travers un réseau de télécommunications en a fait la téléinformatique. Aujourd'hui la question se pose de savoir ce que le grand public peut en attendre au niveau individuel et sous quelle forme il peut y accéder. Pour répondre à cette question, il convient de replacer le problème dans le contexte général de l'information. En effet le monde d'aujourd'hui fait une grosse consommation d'information mais il consomme également de vastes quantités d'information. L'opinion

par ALAIN PROFIT (*)

comme les pouvoirs publics des différents pays sont maintenant très sensibilisés au problème d'approvisionnement et de distribution de l'énergie au point d'en avoir fait un enjeu politique majeur au plan international.

Au contraire la création, l'organisation, la distribution et l'usage de l'information sont des préoccupations plus récentes qui ont suscité depuis peu des débats et des travaux tels que ceux de la commission Informatique et Liberté. Parmi les questions soulevées il en est une qui concerne

directement les télécommunications, c'est celle de la disponibilité et de la facilité d'accès à distance à toute une catégorie d'informations publiques de caractère général supposées rassemblées dans un certain nombre de machines informatiques : nouvelles de toute nature, horaires, programmes, cours des marchés, cycles d'enseignement, répertoires. Les solutions classiques apportées par la presse écrite et par l'édition de catalogues et d'annuaires ne permettent pas de faire face à l'expansion des fichiers : la consommation du papier correspondant, le volume nécessaire à son stockage, les difficultés de distribution rapide, la difficulté de mise à jour sont autant d'obstacles à cette formule.

La diffusion de l'information par voie radioélectrique ou filaire répond à nombre de ces objections, mais elle ne permet pas l'interaction entre l'utilisateur et l'information, c'est-à-dire le choix rapide de l'information intéressante.

(Lire la suite page 28.)

(*) Ingénieur général des télécommunications au CNET.



Choisir un matériel de photocopie réaliste, c'est vital pour une compagnie d'aviation. Il s'agit de sa communication avec son réseau.

Un réseau sans lequel il n'y a pas de compagnie d'aviation. C'est pourquoi chaque compagnie tient à pouvoir compter sur des photocopieurs dont la qualité et la rentabilité lui assurent aux meilleurs conditions l'influx qu'elle doit donner.

Voici comment nous travaillons chez Océ : nous sommes très ouverts dans les discussions avec vous, mais très précis dans l'analyse de vos besoins car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

Et recevoir. La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).



C'est dans doute pourquoi Océ est réputé, même hors d'Europe. Un photocopieur Océ améliorera vos échanges avec votre réseau. Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.

Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse
COB - NIV 5 - ZONE E STAND 3506



RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le XXVII^e SICOB (Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation de Bureau) est ouvert au public du 21 septembre au 1^{er} octobre, de 10 h. à 18 h. 30 sans interruption, au CNET (Paris - la Défense). L'entrée est réservée aux visiteurs majeurs. Pendant toute la durée du Salon, les visiteurs étrangers sont reçus gratuitement sur présentation de leur pièce d'identité, de leur passeport ou d'une carte d'invitation, au bureau d'accueil où leur est réservé. Les 23 et 24 septembre sont consacrés exclusivement aux visiteurs professionnels.

Dans le cadre du SICOB se tiennent également des journées spécialisées, organisées par des groupements professionnels, sur un certain nombre de thèmes : les hommes, variables, le secret des fichiers, la femme active, les communications de données.

Parallèlement au SICOB, comme tous les ans, se tient du 29 au 30 septembre la Convention Informatique, congrès

international sur le logiciel. Réunissant plus de deux mille participants au Palais des congrès à la porte Maillot, dont les représentants de plus de trente-cinq pays, il a pour thème central : l'informatique, charge de l'avenir ? On y parlera beaucoup de réseaux et de bases de données. L'entrée est gratuite, et les congressistes auront bien sûr l'opportunité de l'informatique que des techniciens — et des utilisateurs — ont organisé au sein du HEC de congrès. Des nouvelles gratuites assurent la Maison, avec le SICOB, (dépôt : Paris, Palais des congrès).

Moyens d'accès au SICOB (CNET, la Défense) : train : Opéra-Auber ou de Charles-de-Gaulle-Roissy - jusqu'à la Défense - train : ligne Saint-Lazare - Saint-Cloud - Versailles - autobus : ligne 73 (Concorde) - 17 (Saint-Denis) - 21 (Désob) - voitures : itinéraires direct du Châtelet, Concorde, Opéra, Mairie, Pont de Neuilly, CNET (Paris - la Défense).

Secteur tertiaire et prolifération de l'information

(Suite de la page 27.)

Les secteurs de l'informatique et des télécommunications sont donc probablement condamnés à se rapprocher et à s'interpénétrer. Au colloque de l'O.C.D.E., M. T. Larsson, directeur général adjoint de l'administration des télécommunications de Suède, soulignait toutefois les difficultés d'un pareil rapprochement. Bien des caractéristiques opposent en effet les deux secteurs : celui des télécommunications est ancien, date d'un siècle environ, celui de l'informatique est jeune et date de trente ans ; les télécommunications sont fondées sur des bases scientifiques bien établies, tandis que la science informatique poursuit son développement. En télécommunications, les matériels modernes doivent s'insérer dans les réseaux existants et être compatibles avec les équipements vieillissants ; en informatique, au contraire, les matériels ont à peine quelques années qu'ils sont déjà remplacés.

Les difficultés d'un rapprochement

Mais c'est sans doute sur le plan industriel et sur le plan de l'organisation que les différences sont les plus sensibles. Les télécommunications sont dans la plupart des États un monopole de quelques sociétés strictement contrôlées par l'État. Une planification rigoureuse est élaborée pour répondre aux besoins des citoyens, et la tarification est fixée en accord avec l'État. Les fabricants de matériels sont organisés en fonction des intérêts nationaux et desservent avant tout le marché intérieur. Tout est inversé dans le domaine de l'informatique. Industrie presque entièrement aux mains d'entreprises privées, l'informatique est organisée à l'échelon international et

dominée par le monopole d'I.B.M. La normalisation est décidée par les fabricants et surtout par ce fabricant et non pas, comme dans le domaine des télécommunications, par les entreprises publiques. Elles répondent beaucoup plus aux impératifs de la concurrence qu'aux besoins des utilisateurs. Et M. Larsson conclut : « L'alliance des télécommunications et de l'informatique ne se fera qu'au prix d'un réajustement mutuel des comportements qui prévalent dans l'un et l'autre de ces domaines, tant de la part des responsables des politiques et des programmes, que de la part des concepteurs et des techniciens. Ce réajustement ne sera pas chose facile. Un échec pourrait entraîner la stérilisation de ressources considérables qui resteraient bloquées dans des structures rigides et inefficaces. Son succès, en revanche, pourrait marquer l'avènement d'un secteur de services d'information qui servirait aussi bien le développement de l'industrie et des affaires que l'action des pouvoirs publics. »

LE TÉLÉPHONE : un nouveau mode d'utilisation

(Suite de la page 27.)

Un certain flux de nouvelles ou de données est lancé par l'organisme chargé de la diffusion qui choisit la nature de ces informations, l'ordre et l'heure, auxquels elles seront rendues disponibles en essayant de prévoir au mieux les besoins des utilisateurs. Celui-ci n'ont que la possibilité de saisir au passage ce qui leur est offert.

Des artifices extrêmement habiles permettent d'atténuer cet inconvénient. Ils consistent à profiter de la capacité de transmission considérable offerte par un canal de télévision pour émettre simultanément toutes les secondes une quantité d'informations de l'ordre de cinq cent mille caractères organisés par exemple en cinq cents pages de mille caractères. On associe alors au récepteur de télévision un appareil qui, à partir de la commande de sélection indiquée par l'utilisateur, choisit la page d'information souhaitée, la met en mémoire et la présente sur l'écran. L'utilisateur peut ainsi consulter à la demande les pages d'un magazine, le temps d'accès à l'information étant égal à la période de répétition de l'information par l'émetteur. Si l'on accepte que ce temps soit plus long, le volume des informations offertes se trouve multiplié par le même facteur. Le système britannique CEEFAX

et le dispositif ANTOPE (1) étudié en France par le Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (C.C.E.T.T.) de Rennes fonctionnent suivant ces principes. Ils peuvent rendre des services considérables lorsque l'on définit un créneau d'usage spécifique, comme la diffusion de bulletins contenant à la fois des informations générales et des

informations à caractère local dans un réseau de distribution de télévision par câble. Il est certainement plus délicat d'effectuer systématiquement une diffusion du même type par voie hertzienne, car cela conduit à une moins bonne utilisation de l'espace radioélectrique, ressource limitée dont il convient d'être extrêmement avare.

Des banques de données à l'usage du public

D'autre part, les systèmes qui viennent d'être décrits ne répondent pas simultanément à tous les besoins prévisibles en matière de renseignements : consultation des horaires des compagnies de transport aérien ou terrestre, programme de spectacles, cours financiers ou économiques. Ils sont bien adaptés à la diffusion d'informations à caractère régional ou à renouvellement rapide. C'est ce que l'on a pu appeler la communication sociale par opposition au dialogue plus personnalisé représenté par la consultation individuelle de données confidentielles relatives par exemple à l'état d'un compte bancaire. Les informations qui sont ainsi susceptibles d'intéresser le public sont d'ores et déjà disponibles dans les fichiers informatiques. Lorsque l'abonné au téléphone appelle la compagnie Air France pour obtenir des renseignements ou une réservation sur un vol Paris-Londres, il converse avec une opératrice d'Air France qui elle-même dialogue avec l'un des ordinateurs de la compagnie pour consulter l'état des vols et effectuer éventuellement la transaction demandée.

Ainsi les banques de données existent, et même se multiplient, les procédures de consultation ont été mises au point mais elles sont à la disposition des seuls professionnels dont le trafic justifie la mise en place d'un terminal toujours relativement coûteux.

Le moment est venu de se préoccuper de mettre à la disposition du grand public l'accès à toutes ces banques d'information, de même que l'apparition de ce que l'on a récemment appelé les « calculateurs » a permis à ce même grand public de profiter de son niveau de puissance de calcul de l'informatique. Pour atteindre cet objectif, il faut relier

l'utilisateur au fichier informatique à travers un réseau de communication. Le réseau téléphonique s'impose : il est le seul à avoir une diffusion nationale suffisamment importante, et il est par nature commun, ce qui permet, en lui raccordant les divers centres informatiques, de laisser à tout moment à l'utilisateur le choix du fichier avec lequel il se met en communication. Les réseaux de transmission de données offrent, bien sûr, des possibilités beaucoup plus vastes, mais ils n'atteignent que les professionnels de l'informatique, et leur coût correspond à un niveau de service bien supérieur à celui que nous visons.

Une fois choisi le réseau téléphonique, il reste à choisir un terminal. Si l'on veut faciliter la diffusion de ce que l'on désigne de plus en plus sous le nom de téléinformatique domestique, il faut viser le moindre coût et le raccordement facile à la ligne téléphonique. Il est tout indi-

qué d'examiner d'abord quelles possibilités sont offertes par le poste téléphonique ordinaire déjà présent chez l'abonné. Pour que le dialogue s'établisse, il faut que, une fois la communication établie, l'utilisateur puisse poser des questions à l'ordinateur et en recevoir des réponses. En ce qui concerne la réponse de l'ordinateur, les laboratoires ont travaillé depuis fort longtemps à faire parler l'ordinateur, et les techniques de réponse vocale sont maintenant disponibles : on associe à l'ordinateur un matériel périphérique, dont le rôle est de convertir les informations codées qui lui sont fournies en une modulation électrique qui représente une voix synthétique énonçant le texte du message. Cette modulation peut être envoyée directement sur le réseau téléphonique, et elle est perceptible par l'abonné à travers son écouteur téléphonique, au même titre que la voix de ses correspondants habituels. Ainsi l'utilisateur obtient une réponse sous une forme comparable à celle qu'il reçoit de l'opératrice d'un centre de renseignements, avec, évidemment, en moins une certaine chaleur humaine. Mais, pour coder les questions posées à l'ordinateur, le problème est plus délicat : malgré des résultats encourageants, on n'a pas encore entièrement maîtrisé à l'heure actuelle les techniques de reconnaissance de la parole, et il faudra encore attendre quelques années avant de pouvoir en profiter.

Un poste téléphonique à clavier

On en est donc réduit à l'utilisation du cadran ou du clavier du poste téléphonique. Ces organes ont, en effet, été prévus pour émettre simplement des signaux analysables par un automate, le commutateur téléphonique automatique. Il est donc normal d'envisager de les utiliser pour envoyer, à travers le réseau, des messages à un fichier informatique. Le mode de fonctionnement des commutateurs ne permet pas, malheureusement, aux signaux émis par le cadran de dépasser le premier centre de rattachement de l'abonné. Le clavier à émission de fréquences, lui, n'a pas la même inconvénient et il est possible d'en généraliser l'usage rapidement. Lorsqu'on appuie sur l'une de ses touches, il émet un signal audible dit à fréquence vocale capable de traverser tout le réseau. Le terminal de téléinformatique domestique existe donc, c'est le poste téléphonique à clavier à fréquence vocale. Comme ce poste ne peut être raccordé qu'à des autocommutateurs équipés pour recevoir les signaux à fréquence vocale, comme les autocommutateurs électroniques, il est possible d'en prévoir, moyennant un supplément de coût raisonnable, une version compatible à qui se comporte comme un poste à cadran pendant la phase d'établissement de la communication, puis comme un poste à clavier pendant la phase de conversation avec l'ordinateur. La mise en œuvre d'un tel poste a été étudiée en France par le Centre national d'études des télécommunications (CNET), dans le cadre du développement d'un système prototype de téléinformatique domestique dénommé S.C.T. (Système de consultation par téléphone).

Vue par l'utilisateur, l'utilisation du système se présente de façon simple : on appelle d'abord l'ordinateur qui contient le fichier intéressant comme n'importe quel autre abonné

du réseau téléphonique. Une fois la communication établie, l'ordinateur manifeste sa présence et sa disponibilité en envoyant en ligne un message parlé du genre : « Ici le service de consultation d'horaires (ou d'annuaires, etc.) par téléphone, composez au clavier le code du service demandé. » L'utilisateur, après consultation éventuelle d'un aide-mémoire, frappe alors les touches du clavier correspondant aux chiffres successifs du code qui permet de désigner le renseignement demandé : numéro d'une ligne de chemin de fer, numéro d'une catégorie d'articles dans un catalogue, etc. L'ordinateur peut ensuite faire préciser la demande en proposant lui-même des sous-rubriques : composez 1 pour les trains de jour, 2 pour les trains de nuit, composez le numéro de la classe dans laquelle vous désirez voyager, composez le numéro du jour, de la semaine, etc. Ce dialogue est facilité par le fait que le clavier téléphonique comporte, outre les dix touches correspondant aux dix chiffres, deux touches supplémentaires, symbolisées respectivement par une étoile et par un carré, permettant d'enrichir les indications fournies par l'utilisateur. Selon la phase du dialogue, la touche étoile peut, par exemple, signifier fin de transaction, ou attribuer à tous les autres chiffres qui seront émis immédiatement à sa suite un codage particulier : 1, pour demande de répétition ; 2, pour erreur ; 3, pour fin de transaction, etc. Dans le cas où l'information demandée ne doit pas être accessible à tout le monde, il est important de souligner que le système permet la mise en œuvre de procédures de vérification par codes ou par clés, au même titre que tous les autres terminaux informatiques. C'est par un procédé analogue que l'on réussit à éliminer la fraude des distributeurs automatiques de billets actionnés par l'intermédiaire d'une carte de crédit.

De multiples perspectives

Ainsi un certain nombre de services de base peuvent être rendus accessibles à partir du poste téléphonique et à travers le réseau téléphonique. Il est facile d'imaginer une gamme plus vaste et, surtout, des procédures plus efficaces, si l'on accepte de compléter le poste téléphonique simple par quelques dispositifs supplémentaires : par exemple, un dispositif d'affichage d'une dizaine de chiffres. Cela permettrait de présenter à l'utilisateur une réponse de l'ordinateur à la fois plus rapide et plus facile à analyser. Pour faciliter l'identification de l'utilisateur, ce qui est essentiel pour permettre les opérations commerciales ou financières allant au-delà de la simple demande de renseignement, un lecteur de cartes magnétiques du type cartes de crédit peut compléter le clavier au moment de l'envoi des données de l'utilisateur vers l'ordinateur.

Un tel poste complet est d'ailleurs disponible aux États-Unis et commence à être commercialisé par le Bell-System sous le nom de « transaction II ». Une tentative du même genre a été faite en Europe sous la marque Teledat. Enfin, on peut être tenté d'incorporer au terminal divers éléments un peu plus coûteux tels qu'un récepteur de télévision, un dispositif de connexion avec un téléviseur permettant l'affichage sur écran des réponses du système (c'est le dispositif TICTAC (2) étudié par le CNET) ou simplement un microprocesseur destiné à faciliter le dialogue ou à fournir d'intéressantes possibilités de traitement local des données.

On peut ainsi considérer que les

techniciens ont créé un outil nouveau aux possibilités multiples. Reste à définir sous quelle forme il doit être mis en œuvre. Déjà des systèmes privés ont été réalisés en France comme à l'étranger. Les fournisseurs de matériels informatiques et I.B.M. en particulier sont loin d'être inactifs dans ce domaine. Mais les décisions qui sont à prendre maintenant sont d'ordre réglementaire et politique : doit-on créer un ou plusieurs services ? Quelle part doivent y prendre les télécommunications de toute façon concernées par l'aspect réseau du service ? Quel rôle doivent jouer les organismes concernés par les informations fournies, compagnies de transport, sociétés de vente par correspondance par exemple ? Qui décide de la tarification ? Quelles précautions doivent être prises pour respecter le caractère privé ou confidentiel de certains fichiers ? Ce sont autant de questions dont la réponse dépend à la fois des résultats des études de marché et de la volonté des administrations. Il est urgent, en tout cas, que des mesures soient arrêtées pour faire converger utilement les initiatives qui ne manquent pas de se manifester dans les prochains mois et pour empêcher que les possibilités que nous commençons à entrevoir ne soient confisquées au bénéfice exclusif d'un groupe social ou économique.

ALAIN PROFF.

(1) ANTOPE, nom de code pour « Acquisition numérique et télévisualisation d'images organisées en pages d'écriture ».

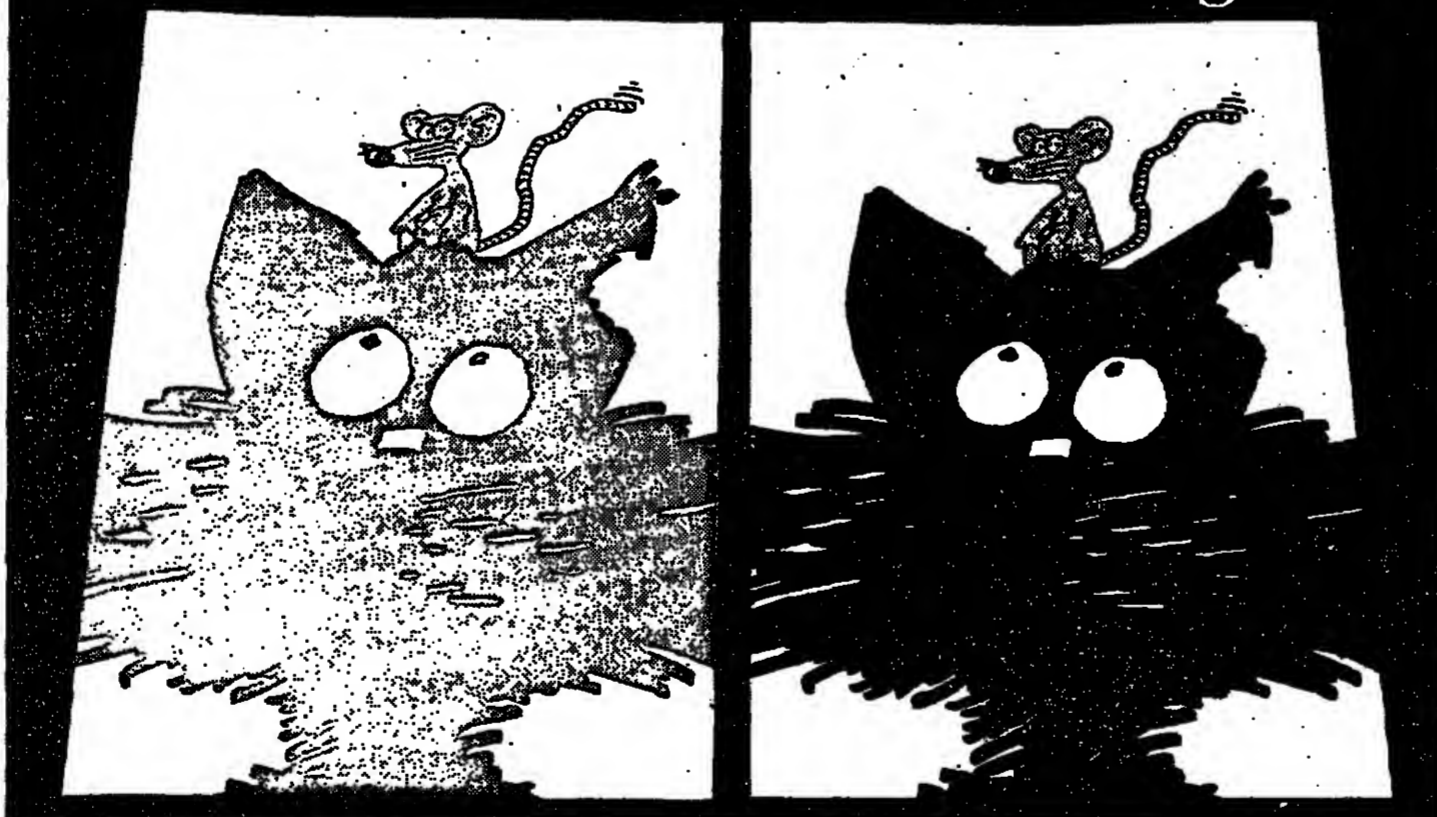
(2) TICTAC, nom de code pour « Terminal intégré comportant un téléviseur et l'appui au clavier ».

Nombre et valeur des ordinateurs installés en Europe dotés d'installations de télécommunications (T.G.)

	Machines installées (fin 1972)	Machines installées (fin 1973)	Machines livrées en 1973
Nombre d'ordinateurs	45 190	53 900	11 600
Nombre d'ordinateurs avec TC	5 280	6 990	3 200
Pourcentage d'ordinateurs avec TC	11,5	12,8	27,6
Valeur du parc d'ordinateurs et de matériels connectés (en millions de dollars)	12 400	14 900	3 138
Valeur du parc avec TC (en millions de dollars)	5 270	6 570	2 170
Pourcentage en valeur d'ordinateurs avec TC	42,5	44,1	68,2

Source : Eurodata.

Avec le copieur 291 3M, les chats restent noirs et les souris grises.



Procédé ordinaire.

Procédé 3M "Cool-Fax".

Chez 3M, les reproductions fantômes et les pâles imitations font déjà partie du passé.

Le copieur 291 "Cool-Fax" permet d'obtenir, à sec, et sans pré-chauffage, des copies denses et étonnamment contrastées, identiques à l'original. Avec des noirs dignes de ce nom et des nuances qui restent nuancées.

Par sa taille et par son prix, le 291 3M sait aussi se faire tout petit.

Pour une capacité de plus de 3000 copies/mois, 3M a conçu les copieurs 207 et 391, également équipés avec le procédé "Cool-Fax".

Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.



DIVISION
INFORMATION
ET COMMUNICATIONS
GRAPHIQUES

Stand SICOB 5304-5305 - niveau 5 zone C.

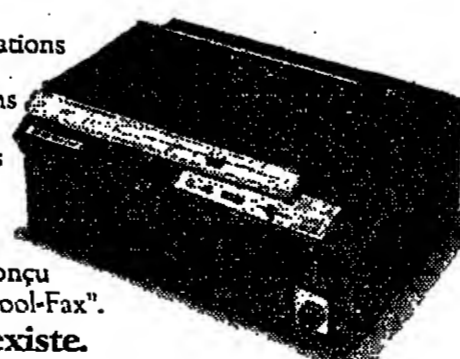
Je désire recevoir de plus amples renseignements sur le photocopieur 291 3M "Cool-Fax".

Nom _____

Adresse _____

Société _____

RT 3M FRANCE - 3 RUE DES CHENES POURPRES - 95001 CERGY - TEL. (1) 030.51.55



REPRODUCTION ET DUPLICATION

DES
COPIES
PAR
MILLIARDS

L'électrocopie utilise la propriété de certains photoconducteurs d'être des isolants dans l'obscurité et de devenir conducteurs quand ils sont éclairés. On charge électriquement un tel matériau et on projette sur lui l'image du document à reproduire. La charge électrique disparaît des zones blanches et reste sur les zones noires. Une poudre sera attirée par les charges restantes et viendra se déposer sur celles-ci.

Il existe deux variantes du procédé. Le matériau semi-conducteur peut être le papier lui-même — mais ce doit être un papier spécial, contenant de l'oxyde de zinc. L'encre sera fixée par exposition aux infrarouges. Le leader du procédé est Smith-Corona-Marchant (S.C.M.).

On peut, au contraire, projeter l'image du document à copier sur une surface de sélénium. L'encre sera attirée par les zones du sélénium qui n'auront pas reçu la lumière. On place ensuite une feuille de papier au contact du sélénium et l'application d'une forte tension électrique transfère l'encre sur le papier. Comme dans l'électrocopie sur papier à oxyde de zinc, un chauffage aux infrarouges fixe l'encre sur le papier.

L'avantage de ce procédé, mis au point par Xerox, est qu'il fait sa fortune, est de fournir une copie sur n'importe quel papier. Pour des appareils d'utilisation fréquente, utiliser un papier ordinaire est une économie certaine — et cela compense le fait que l'appareil, plus complexe, est intrinsèquement plus cher qu'un photocopieur à l'oxyde de zinc. La qualité de la copie est aussi plus belle, et bien des utilisateurs sont plus sensibles à l'esthétique de la copie qu'à la rentabilité de la machine.

Mais il est de fait que la demande se tourne de plus en plus vers ce type de photocopie. La preuve en est que toutes les marques importantes de photocopieurs ont conçu et proposé des appareils à papier ordinaire dès que les bre-

viets que protégeait l'exclusivité de Xerox ont été périmés. A contrario, une firme comme I.B.M., tard venue sur le marché de la copie, ne construit que ce type de copieurs.

Les anciens procédés de photocopie, diascopie et procédés photographiques à haute, sont en voie de disparition rapide et ne survivent guère que pour des usages très spécialisés. Le seul concurrent de l'électrocopie reste la thermocopie. Ici, on joue sur le

support de papier fort, on d'un autre matériau, est rendu imperméable à l'encre par une couche superficielle d'un vernis. Par simple frappe sur une machine à écrire, ou par gravure électronique à partir d'un document existant, on détruit localement la couche imperméable. En ces endroits, l'encre traverse le support et viendra imprimer une feuille de papier appliquée contre lui. Malgré des améliorations notables (procédé Faxit de Gestetner), le stencil, procédé ancien, n'a pas très bonne image de marque. Coincé entre la photocopie et l'offset, il est peut-être voué à disparaître, surtout si la recherche du beau document continue à prendre le pas, dans l'esprit des utilisateurs, sur les considérations de coût. Mais, si cette tendance se poursuit, il peut retrouver un avenir.

Le stencil sera cependant de plus en plus concurrencé par l'offset, technique autrefois réservée aux imprimeurs, mais qui s'est suffisamment simplifiée et automatisée pour apparaître dans le bureau. L'offset repose sur l'incompatibilité entre l'eau et les corps gras. Par divers procédés, on fabrique une plaque, généralement métallique, sur laquelle les parties à imprimer sont recouvertes d'un produit gras. La plaque est d'abord mouillée et, si se dépose un film d'eau partout,

sauf sur les zones grasses. Puis la plaque est encrée, mais l'encre n'adhère pas aux régions humides. Pour ne pas mouiller le papier, l'impression se fait en deux étapes : la plaque est mise en contact avec un blanchet, rouleau de caoutchouc sur lequel l'encre se dépose. C'est ce blanchet qui sera appliqué contre le papier.

Thermocopie, électrocopie, stencil, offset : les diverses techniques ne se concurrencent qu'en partie. La thermocopie est bien adaptée à la production d'une ou deux copies, alors que l'offset n'a d'intérêt qu'au-dessus de cent. Mais les autres procédés permettent de couvrir la gamme intermédiaire des besoins, et les zones de recouvrement sont importantes. Certains procédés disparaîtront sans doute dans un avenir plus ou moins proche. En extrapolant les tendances actuelles, on prédit facilement que seuls l'offset et la photocopie sur papier quelconque ont un avenir. Mais il faut se méfier des extrapolations faciles. L'avenir appartient peut-être à des appareils légers et maniables, et le critère essentiel serait alors, outre le moindre coût, la possibilité de miniaturisation : dans ce cas, le stencil et l'oxyde de zinc, encore très améliorables, auraient une carte à jouer.

MAURICE ARVONNY.

La civilisation
du papier

QUATRE CENT MILLE appareils de copie ou duplication étaient installés en France au premier trimestre 1975. Il y en avait trois cent cinquante mille et trois cent mille respectivement deux et quatre ans plus tôt. C'est une expansion rapide, au taux annuel de 7%. Plus rapide encore est la progression du volume annuel de copies — qui passe en quatre ans de dix milliards cinq cents millions à vingt et un milliards cinq cents millions. Nous sommes incontestablement dans la civilisation du papier.

On pourrait penser que c'est avant tout la photocopie qui a bénéficié de cette expansion — et particulièrement la photocopie sur papier ordinaire. Les chiffres conduisent à nuancer ce jugement. Dans l'ensemble de la reproduction, le volume photocopie représentait en 1975, 33,1% de l'ensemble contre 30,1% quatre ans plus tôt. La copie croît un peu plus vite que la duplication, en nombre d'appareils comme en volume de papier. Mais la différence des taux de croissance n'est pas énorme. Tous les procédés sont en croissance, au moins pour ce qui est du volume de copie. Il n'en est pas de même pour les papiers, et c'est là qu'apparaît la tendance à préférer la photocopie sur papier ordinaire aux autres procédés — et en ce qui concerne la duplication, à préférer l'offset au stencil.

Notoriété et importance réelle

Sur le marché français de la photocopie, deux firmes ont une position dominante : Rank-Xerox et 3M (Minnesota). La différence de leurs clientèles est nette : il y a plus de deux appareils 3M pour un appareil Xerox, mais ces derniers produisent beaucoup plus de copie. L'Institut Remy-Genton, dans son étude sur le marché de la reprographie, a déterminé la part des marques suivant le type de l'établissement. 3M est en tête pour les établissements de moins de cinquante salariés, mais il est dépassé par Xerox chez tous les autres. Les autres marques restent loin derrière — les principales sont S.C.M., puis Gesteve et, quel que soit le type d'établissement, n'atteignent qu'exceptionnellement 10% du marché.

Quant au marché de la duplication, il est organisé autour

d'un leader unique : Gestetner, qui tient les deux tiers du marché du stencil, est aussi en tête sur celui de l'offset, bien que sa prédominance y soit moins nette. Il est en particulier dépassé par Guyot-Fourchault pour les grands établissements, ceux de plus de mille salariés.

L'étude précitée fait ressortir un autre point, sans doute lourd de conséquences. La notoriété des marques n'est pas proportionnelle à leur importance réelle. Les leaders bénéficient d'un jugement favorable, non seulement de leurs clients, mais aussi de ceux des autres marques. Seule exception notable, I.B.M. — mais sa notoriété a des raisons toutes particulières. Si cette image des marques se traduit dans les achats futurs, on peut prévoir une nette concentration du marché, encore très dispersé, de la reprographie.


Offset et stencil

La facilité d'emploi des copieurs sur papier ordinaire a permis d'émigrer sur le marché de la duplication. On a vu apparaître des copieurs-duplicateurs qui concurrencent sérieusement l'offset et surtout le stencil. Le principe du stencil est simple :

LE MARCHÉ FRANÇAIS

	PARC INSTALLÉ (nbre de machines)	VOLUME DE COPIE ANNUEL (en millions)	Nbre de copies par mach.
ELECTROCOPIE sur papier ordinaire	62 038 (19,7)	4 699,87 (20,3)	75 739
ELECTROCOPIE sur papier à l'oxyde de zinc	85 783 (12,4)	1 656,12 (33,1)	19 306
THERMOCOPIE	110 370 (11,5)	571,85 (24,6)	5 182
AUTRES (bains + diascopie)...	12 323	175,78 (10,2)	14 264
TOTAL COPIE	270 514 (4,6)	7 103,51 (23,2)	25 237
OFFSET	28 153 (3,4)	9 316,85 (15,4)	461 568
STENCIL	83 320 (4,9)	4 614,25 (24,1)	55 389
AUTRES (alcool)...	27 543	456,33 (21,3)	16 568
TOTAL DUPLICATION	139 146 (3,9)	14 386,63 (15,3)	109 783
TOTAL	409 660 (7,5)	21 490,14 (19,8)	35 514

Le tableau donne, pour les divers procédés de copie et de duplication, le parc installé, le volume de copie créé, et le nombre moyen de copies par machine, tous chiffres établis en 1975. Entre parenthèses on trouve, sauf quand ils paraissent non significatifs, des pourcentages annuels d'augmentation, calculés sur la période 1973-1975. Ces données sont extraites d'un rapport « Étude du marché français des matériels de bureau et des ordinateurs tous types » publié en septembre 1975 par l'Institut Remy-Genton, d'où nous avons également bien des éléments utilisés pour cet article.



des horloges dessinées
pour des bureaux fonctionnels
et élégants

12 58 16

12 58 16

PROTECTOR :
Système de sécurité
VOL - INCENDIE
Protège totalement
vos locaux et vos biens

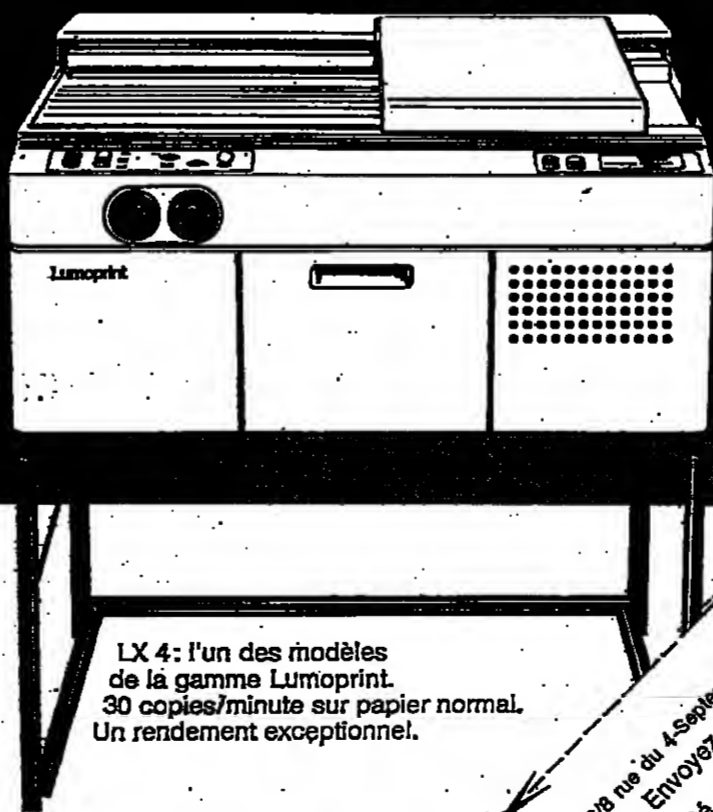
Documentation gratuite C.E.V.M.I. 25 Avenue Paul Doumer 75016 PARIS

NOM : _____
ADRESSE : _____

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



8 centres régionaux
150 agents
dans toute la France.

SICOB niveau 4
Zone E - stand 4501

LX 4: l'un des modèles
de la gamme Lumoprint.
30 copies/minute sur papier normal.
Un rendement exceptionnel.

88 rue de la République 92300 Levallois-Perret. Tél. 945.21.91

Lumoprint France S.A.
92300 Levallois-Perret

Envoyez-moi une documentation complète.

Société _____
Personne à contacter _____
Adresse _____
No Postal _____
EC

LES MACHINES A ÉCRIRE : DE L'ÂGE MÉCANIQUE

POUR rentabiliser et automatiser le travail dactylographique, les constructeurs ont lancé sur le marché des machines à écrire à mémoire. Ces dernières, à partir d'une dactylographie manuelle normale, peuvent enregistrer dans une mémoire un ou plusieurs textes, qui sont ensuite retranscrits à volonté à grande vitesse au moyen d'un système de frappe automatique, et cela au nombre d'exemplaires désiré. Les modèles les plus récents offrent la possibilité non seulement de stocker un texte,

mais aussi de le modifier dans la mémoire, en ajoutant ou en retranchant des lettres, des mots, des lignes ou des paragraphes entiers. Une fois remanié, le texte mémorisé est alors disponible pour la frappe automatique. A ce niveau technique, on parle de « manipulation » et de « traitement du texte », par analogie au traitement des données effectué sur ordinateurs.

Ces machines, bénéficiant des techniques mises au point pour l'ordinateur — cartes et

bandes magnétiques, disques souples, circuits intégrés, microprocesseurs, écrans de visualisation — se heurtent, en France et en Europe, à un marché peu réceptif. Leur prix, environ dix fois celui d'une machine à écrire électrique, est encore trop élevé, et leur technique trop en avance par rapport à un milieu professionnel plutôt conservateur et peu enclin à s'automatiser. La notion de rentabilité n'a pas encore pénétré le « travail de bureau ».

Il faudra que ces obstacles psycho-sociologiques tombent, que le prix de ces machines baisse ou que le coût du travail dactylographique devienne trop important pour qu'elles soient utilisées massivement. Et peut-être verra-t-on alors, dans l'avenir, la fonction — désirée par les fabricants de machines à écrire à mémoire, qui sont aussi souvent constructeurs d'ordinateurs — entre le « traitement du texte » et le « traitement des données ».

UN MARCHÉ DOMINÉ PAR LES FABRICANTS ÉTRANGERS

LES tâches dactylographiques, représentant parfois dans une entreprise 30 à 35 % des charges administratives, se traduisent souvent par des travaux répétitifs. Les modifications successives qu'apporte un auteur à son texte, les fautes commises par les dactylos, font qu'un même texte est dactylographé plusieurs fois, parfois pour des modifications minimes.

Une enquête « qualitative » (1) effectuée auprès d'un certain nombre de chefs d'entreprise, de cadres, de secrétaires et de dactylos par l'Institut Rémy-Genton a montré qu'ils ignorent souvent l'existence des machines à mémoire. Quant aux chefs d'entreprise, s'ils la connaissent, ils n'en voient pas l'utilité dans leur entreprise, et, surtout, ils la trouvent trop chère.

Les cadres autant que les dactylos sont réticents à l'introduction d'une machine à écrire à mémoire dans leur entreprise. Les premiers parce que cette machine leur apparaît « dépersonnalisée et dépersonnalisante » et supprimant les côtés humains du travail en commun. Les seconds, considérés comme des « O.S. du bureau », les « Portugais de l'entreprise », craignant d'être enchaînés au travail de frappe, très dévalorisé, alors qu'ils n'ont qu'une idée en tête, en sortir. Il faudra sans doute améliorer leur statut pour briser leurs réticences. C'est ce qui semble se faire dans certaines entreprises, puisque « les dactylos spécialisées

dans l'art d'un clavier plus complexe (...) se voient de facto reconnaître un statut spécial et privilégié par rapport à celui des dactylos « ordinaires » (...). 89 % d'entre elles sont mieux rémunérées, et une sur trois reçoit un salaire égal à celui d'un secrétaire de direction ».

Un certain conservatisme

En dehors de ces obstacles psychologiques, les fabricants se heurtent à l'esprit artisanal qui règne dans la conception du travail de bureau et des tâches dactylographiques. Les notions de rentabilité et de productivité n'y ont pas encore été assimilées. Le calcul des coûts est quasi inexistant et, quand il est fait,

tous les paramètres ne sont pas pris en considération. Les structures hiérarchiques font que l'on tient compte uniquement du salaire de la dactylo et du prix de la machine à écrire. N'entre jamais en ligne de compte le travail du « responsable » qui dicte ou qui rédige le texte — qui sera ultérieurement retranscrit par la dactylo — et qui est pourtant partie prenante dans la chaîne du « traitement du texte ». S'il a des difficultés à écrire, il fera taper et retaper le texte avant d'obtenir une version définitive et « idéale ». Si gaspillage il y a, il n'est donc pas le fait des dactylos seules.

Cette mentalité conservatrice ressort encore davantage quand on considère le parc français des machines

à écrire, en majorité ancien et mécanique, mais en voie d'électrification : sur 10 machines vendues actuellement, 7 sont électriques. A la fin du premier semestre 1975, d'après l'Institut Rémy-Genton, 1 984 382 machines à écrire de tous types (excepté les portatives) équivalent 865 746 établissements employant un salarié et plus. Or, l'INSEE recensait en 1971 1 217 673 établissements (dont un grand nombre de petites entreprises). Ce qui veut dire que 350 000 entreprises environ ne possèdent pas de machine à écrire.

En outre, le parc est ancien, puisque 11 % a été installé pour 48,3 %, soit la moitié, avant 1970, et la proportion est encore plus importante pour la province (52 %). Les machines mécaniques sont encore fortement implantées et représentent 58,4 % du parc ; 67,5 % des établissements français n'utilisent que ce type de machine ; 14,7 % ont choisi la solution du parc mixte. La province est plus mécanique que la région parisienne : 68,4 % contre 43,9 %. De 1973 à 1975, le parc des machines électriques et mécaniques a progressé de 4 % en nombre.

Une tendance tout à fait différente se manifeste aux Etats-Unis, où, d'après une étude de Frost & Sullivan, les machines mécaniques sont considérées « comme une espèce en voie de disparition », et sont le plus souvent d'origine étrangère.

Il n'existe cependant plus un seul fabricant français de machines à écrire, qu'elles soient portatives, mé-

caniques, électriques ou à mémoire (Japy a été repris dernièrement par le groupe suisse Hermès). Les pouvoirs publics ne semblent pas se préoccuper tellement de cet état de chose. Aussi toutes les machines vendues dans notre pays sont-elles construites par des sociétés étrangères (I.B.M., Olivetti, Olympia, Hermès-Japy, Adler Triumph...). dont certaines sont aussi constructeurs d'ordinateurs et ont une envergure internationale.

8 000 à 10 000 machines en France

Il n'est donc pas étonnant que, dans un tel contexte, le nombre des machines à mémoire soit faible. En 1973, on en comptait 4 142 (à cartes ou à bandes perforées, ou à support magnétique) ; on en recensait 5 796 en 1975, et on en prévoit 7 500 à 8 000 pour la fin de l'année 1976. Certains constructeurs donnent des chiffres plus élevés : 10 000 machines pour la fin de 1975. Par comparaison, on note qu'en Europe occidentale, quels que soient les pays, la proportion des entreprises équipées est partout inférieure à 1 %. Aux Etats-Unis, Frost & Sullivan a, d'ailleurs, pour la fin de l'année 1974, 252 000 machines à écrire automatiques (sur un parc total évalué approximativement à 6 millions), soit environ 4 %. Par ailleurs, 28 % des machines à mémoire traitent plutôt le courrier répétitif et 72 % sont des machines plus élaborées, capables de « manipuler » un texte. Les machines à mémoire fonctionnant en France équipent surtout les

grandes entreprises, où l'électrification du parc est bien avancée, et notamment les services commerciaux (20,2 % des services utilisés). Du fait de leur coût jugé élevé, elles sont utilisées de façon intensive (60 % des machines fonctionnent cinq heures par jour et plus ; 24,1 % sept heures et plus). Elles sont utilisées dans 48,9 % des cas à la frappe d'un grand nombre de lettres personnalisées et de références de paiement : viennent ensuite les documents de type contrat, les projets techniques et les devis (43,5 %) ; les lettres courantes de secrétariat (26,5 %), les rapports de conseils d'administration et les rapports d'études (11,7 %). Ces applications correspondent aux avantages qu'on leur trouve, cités ici dans l'ordre prioritaire :

- La frappe automatique d'un grand nombre d'originaux ;
 - La facilité du montage des textes ;
 - Le gain de temps ;
 - La personnalisation des « mailings ».
- Les inconvénients relevés sont :
- La complexité et la manipulation de la machine ;
 - Son bruit ;
 - La difficulté pour l'opératrice de la maîtriser et la nécessité d'une formation importante ;
 - Son prix élevé.

CHRISTIANE GALUS.

(1) Le Marché français de l'écriture et ses outils (rapport final), Octobre 1975. L'Institut Rémy-Genton fait tous les deux ans des enquêtes statistiques sur les machines de bureau.

Pour savoir ce qu'une installation de bureau vous coûte, venez la calculer chez nous, au SICOB.



Texas Instruments:

12 nouvelles calculatrices depuis le dernier SICOB.

Texas Instruments ne se contente pas d'être l'inventeur du circuit intégré et d'avoir introduit, le premier, le concept de la calculatrice miniaturisée. La poursuite de recherches technologiques se manifeste par le lancement de nouveaux produits et de diminutions de coûts, donc de prix extrêmement compétitifs.

Notre expérience fait que, parmi une multitude de fabricants, nous vous proposons la gamme de calculatrices la plus complète, de la calculatrice de poche 4 opérations à la calculatrice de bureau conversationnelle la plus élaborée.

En parlant avec nos ingénieurs au SICOB, vous découvrirez les produits de demain. Ce sera pour vous l'occasion de trouver ce qui correspond exactement à vos besoins.

Venez nous voir. Car c'est en ayant le plus grand choix que l'on investit le mieux.

À l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments, la première circuit intégré.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursière Bâtiment A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630.23.43
Pour la Belgique: Texas Instruments Belgium S.A. - 21, Avenue Edouard Lacombe - 1040 Bruxelles - Tél. (02) 733.96.23

Encore I. B. M. ...

UNES dizaines de sociétés sont présentes sur le marché français de la machine à écrire à mémoire, mais d'une manière fort hétérogène, puisque la firme américaine I.B.M. a installé 87 % du parc existant, suivie de loin par la firme italienne Olivetti. Sont également présentes, mais d'une manière peu représentative, un certain nombre de marques étrangères : Xerox, Friden, Remington-Jay, Olympia, Wang, Remington.

Le prix de ces machines — entre 30 000 F et 50 000 F pour les plus sophistiquées d'entre elles — représente environ dix fois celui d'une machine à écrire électrique. Quant aux machines à écran de visualisation, apparues en Europe depuis peu, elles restent incontestablement parmi les plus chères, puisqu'elles sont vendues à des prix variant entre 70 000 F, 90 000 F, et même au-delà.

Pour les machines à mémoire, l'acheteur a la possibilité — et c'est intéressant pour les petites entreprises — d'acquiescer ce matériel en « leasing ». Les machines sont louées pendant trois ans au minimum, et il est possible de les acheter ensuite à 6 % de leur valeur résiduelle. L'amortissement est alors de quatre ans. Certaines firmes se contentent de louer les machines mensuellement, mais ne les vendent pas : I.B.M., à 1 600 F par mois, d'autres, comme Olivetti, pratiquent les deux systèmes. En raison de la complexité relative de ces appa-

reils, une formation de l'opérateur, de deux à quatre jours, est nécessaire. Elle est prise en charge par la société qui commercialise le produit.

Aux Etats-Unis, le coût des machines à mémoire varie entre 4 800 dollars (34 000 F) et 11 800 dollars (85 000 F). Elles sont louées 145 dollars (725 F) à 330 dollars (1 650 F) par mois suivant les cas. Comme dans le secteur des ordinateurs, l'I.B.M. domine largement le marché à environ 80 %. On estime le parc des machines dont la mémoire magnétique est incorporée à 15 000 unités en 1974 ; ce parc devrait atteindre 490 000 unités en 1984. Ces machines à mémoire magnétique amovible verront leur parc passer de 163 000 unités en 1974 à 300 000 en 1984, parmi les plus chères, puisqu'elles sont vendues à des prix variant entre 70 000 F, 90 000 F, et même au-delà.

(1) Les chiffres cités ici sont extraits d'une étude de Frost & Sullivan sur les Etats-Unis « The word processing market », avril 1975.

Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmable OBBO type MEGA 7030 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'Entreprise.

La comptabilité par OBBO-CALCUL décalque en régime électronique

Ce document est disponible au SICOB, 14 rue de la République

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9^e - 878.25.50 et 25.08

150 000 000

SICOB

• • • LE MONDE — 21 septembre 1976 — Page 31

A L'ÂGE ÉLECTRONIQUE

UN CLAVIER ET UNE MÉMOIRE

Le principe fondamental de la machine à écrire n'a pas beaucoup changé depuis qu'elle fut introduite par Remington, en 1874, sur le marché américain. Le système de frappe à sphaère — dont le brevet, détenu par I.B.M., est tombé depuis peu dans le domaine public, — qui fut présenté comme une innovation, avait été trouvé avant le système à corbeille. Depuis, toutes les améliorations ont eu pour objectif d'augmenter la qualité et la vitesse de frappe, et, partant, de faciliter le travail des dactylos et des secrétaires. La machine fut d'abord mécanique, puis électrique, et dotée d'accessoires divers tels que les touches de répétition automatique et de correction, les caractères d'impression interchangeables, le filtre acoustique. Ces améliorations techniques, ayant, aux dires des fabricants, atteint un plafond, ceux-ci se sont tournés vers un autre type de machines à écrire, les machines à mémoire (encore dénommées machines automatiques), qui existent depuis dix ans en France, et font appel à une technique déjà ancienne, puisque le stockage de textes se fait sur cartes ou bandes perforées. Pour les perfectionner, et augmenter leurs prestations, les constructeurs ont eu l'idée de leur intégrer des techniques mises au point pour l'ordinateur : cartes et bandes magnétiques, disques souples, circuits intégrés, microprocesseurs, écrans de visualisation. Elles peuvent aussi, quand elles ont été munies des accessoires indispensables, être connectées à un ordinateur. Mais, qu'elles fonctionnent d'une manière autonome ou connectées à un ordinateur, elles sont toutes constituées d'une machine à écrire classique (clavier et système de frappe) à laquelle ont été adjointes une mémoire de travail à circuits intégrés, contenant les instructions qui permettent d'effectuer les différentes opérations automatiques, et une mémoire extérieure pour stocker les textes. Plus la vitesse de frappe automatique est élevée, plus la capacité de stockage est importante, plus la souplesse d'emploi est grande, et plus les services rendus par les machines sont importants.

Ce qui permet de distinguer plusieurs types de machines à mémoire en fonction de leur complexité.

● **Le clavier de la machine**, actionnant un système de frappe, permet la dactylographie manuelle d'un texte (lettre, rapport, contrat...), et simultanément son introduction, si on le souhaite, dans la mémoire extérieure. Cette dernière opération s'effectue par l'entremise de la mémoire de travail. Trois systèmes de frappe sont utilisés, le système à corbeille, le système à boule et le système de la « marguerite », équipant la Xerox 800, machine à mémoire présentée par Rank Xerox au SICOB 1975. L'impression s'effectue au moyen d'une roue à rayons flexibles portant un caractère à leur extrémité, qu'un mécanisme électronique fait tourner de façon à amener le caractère désiré en position de frappe. Ce système permet une vitesse de frappe automatique de 300 mots à la minute, double de celle des machines à sphaère et à corbeille. Rappels pour mémoire : une dactylo tape 30 mots par minute sur une machine électrique, et qu'une imprimante d'ordinateur atteint la vitesse de 1 000 à 2 000 mots par minute, mais, dans ce dernier cas, le système d'impression est différent et n'offre pas la même qualité de frappe que celle d'une machine à écrire.

● **La mémoire de travail**, plus souvent à circuits intégrés, permet de mémoriser des mots et de les rechercher sur le support, et de centre et disposer automatiquement un texte une fois que toutes les corrections et modifications lui ont été apportées dans la mémoire.

● **La mémoire extérieure** est maintenant toujours magnétique, et la capacité de stockage varie en fonction du support retenu. La carte magnétique stocke 5 000 caractères (soit environ deux pages dactylographées à 30 lignes et 80 signes par ligne). Xerox parvient à stocker 10 000 caractères sur chaque carte. La cassette enregistre 10 000 à 150 000 caractères, la cartouche contenant une

bande magnétique à boucle (enroulée 10 000 caractères) et devant être si on programme la bande différemment (Olivetti).

Dernier arrivé sur le marché, le disque souple a une grande capacité de stockage — deux cent cinquante mille caractères — et équipe des machines puissantes et sophistiquées. Des mini-disques souples ont été mis au point depuis peu, pour des machines plus simples, et ont une capacité de cinq mille caractères. Moins fiables que les mémoires magnétiques d'ordinateurs, les mémoires de machines à écrire sont soit incorporées à la machine et inamovibles, soit amovibles.

Un écran de visualisation

Les machines à écrire à mémoire peuvent aussi être dotées d'un écran de visualisation. Elles existent déjà aux États-Unis et sont apparues cette année en Europe à la Foire de Hanovre. Le texte dactylographé apparaît sur un écran situé au-dessus de la machine. Des corrections peuvent y être apportées. Le texte définitif est ensuite mis en mémoire et disparaît de l'écran. Il pourra être alors dactylographé automatiquement. L'écran peut contenir quatre, vingt-quatre ou soixante lignes. Une telle machine peut être connectée à un ordinateur ou à plusieurs imprimantes.

Toute une gamme de machines à écrire à mémoire sont disponibles sur le marché français, depuis la machine destinée aux petits répertoires, du secrétaire (courrier, notes de service, comptes rendus) jusqu'aux machines plus puissantes traitant des rapports longs ou gérant des fichiers d'adresses. Parmi les fournisseurs de ces deux sociétés, I.B.M. et Olivetti, qui visent des secteurs différents du marché.

L.B.M. a commencé par le haut de la gamme en réalisant des machines sophistiquées (83 CM-mémocarte), qui, grâce à leur mémoire magnétique importante, permettent de traiter des rapports d'une centaine de pages.

SEDI Spécialiste de destructeurs de tous papiers, cartons et microfilms (archives, documents, fichiers)

Au SICOB
du 23 Septembre au 1^{er} Octobre
STAND 2 F 2605

SEDI fabrique la gamme la plus étendue, du modèle de bureau au destructeur industriel avec presse à balles incorporée.

SEDI 48, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS
Tél. : 737.51.90 et 91 - Télex : 610 231

WALTON
60, rue Pierre-Charron
75008 Paris
Tél. 225.14.44 +

Modems :
RACAL MILGO
Mini-Terminaux :
INFORMER EXECUPORT

Enregistreurs portatifs de données :
TELXON

Caméra de Microfiches :
DOCUMATE II TDC
C.O.M.
BETACOM 3M
SICOB Stand 3 D 3428

I. B. M.

La copie sur mesure Gestetner

Analyses vos besoins, Gestetner vous donnera la solution

Solution Faxil

Pour les courts et longs tirages, un procédé moderne, fiable, basé sur une solide expérience. Le système Faxil apporte des innovations importantes dans le domaine des fournitures et du matériel. Il est particulièrement adapté aux besoins d'aujourd'hui.

Solution offset

Courts tirages, longs tirages... l'offset est réellement devenu un procédé de bureau avec Gestetner. A partir de tous documents on peut obtenir rapidement une plaque, avec les clichés électrostatiques FB 12, PM 9 ou OE 1. On peut aussi frapper directement un texte sur la plaque papier. Le duplicateur automatisé 209 a été spécialement conçu pour simplifier le travail de l'opérateur.

Solution copieur

Quand plusieurs personnes ont besoin de copies, la solution est un copieur en libre service sous le contrôle d'un opérateur-clé. Le copieur FB 12 de Gestetner, par son fonctionnement simple et sûr, se prête particulièrement à la formule. La "gestion FB 12" de la copie permet également, si les besoins sont importants et les utilisateurs dispersés, une solution décentralisée, qui évite les trajets et les attentes.

Solution Faxil + Copieur

L'analyse des besoins peut conduire au système Faxil pour la duplication en courts et longs tirages. On confie alors au copieur FB 12 les travaux de copie. Gestetner apporte ainsi un service complet de reproduction.

Solution Offset + Copieur

Après analyse des besoins, lorsque le procédé offset est justifié, le duplicateur automatisé 209

assure les travaux de duplication en courts et longs tirages, tandis que le copieur FB 12 fonctionne en libre service pour les travaux de copie. Là encore, Gestetner apporte un service complet de reproduction.

Solution Relieur

Quel que soit le procédé de reproduction choisi, une belle présentation valorise les documents obtenus. Avec son procédé Vélo-Bind, Gestetner apporte une esthétique nouvelle dans la présentation de tous documents. Ce procédé permet de relier toutes épaisseurs, jusqu'à 50 mm. Une riche gamme de couvertures

permet de varier les présentations.

Ayez la curiosité de remplir la grille ci-dessous, vous découvrirez que votre poste "reproduction" est suffisamment important pour justifier une analyse approfondie de vos besoins.

Si vous venez au Sicob, apportez cette grille et montrez-la à un technico-commercial Gestetner : vous trouverez avec lui la solution de votre économie-copie. Sinon, demandez donc une documentation Gestetner, service 198, 71, rue Camille-Groult, 94400 Vitry, tél. 680.47.85 - télex 200.880 Gest-Vitry.

Analyse mensuelle de votre poste reproduction

Copies à l'unité	1 à 10 copies par document			Nombre total mensuel de copies
	Nombre moyen de copies par série	Nombre de séries par mois	Nombre total mensuel de copies	
Séries courtes	20			
	50			
Séries moyennes	100			
	200			
Séries longues	500			
	1000			
				Total mensuel

Les clés qui orientent votre choix.

Le choix du matériel dépend non seulement du volume total mensuel de copies mais de la façon dont se répartit ce volume selon les séries. Il dépend également de la qualité de reproduction recherchée pour chaque type de travail et de la qualification du personnel-opérateur.

Dans tous les cas, le total des charges mensuelles doit rester en rapport étroit avec le service rendu. C'est sur ces bases précises que les conseillers Gestetner vous aident à résoudre votre problème de reproduction de façon rentable.

Gestetner

Gestetner

Sicob : niveau 1 - stand 1 D 1431 - niveau 2 - stand 2 B 2200 - 2 B 2201 - niveau 4 - stand 4 C 4304.

Entre les grands moyens et pas de moyens du tout, voici la solution pour votre classement

Ordinateur.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué. Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement. Ordinateur permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de reclassement des fiches. Ordinateur se charge de les retrouver.

FICHIER SÉLECTION

Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation... La gamme Fichier Sélection ?

du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

Du 25 Septembre au 1^{er} Octobre, présentation et démonstration de toute la gamme Fichier Sélection sur le stand Sicob n°1405-niveau 1-zone D

Je souhaite recevoir votre documentation FICHIER SÉLECTION, B.P. 5, 92170 Vanves

NOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____ POSTE _____

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

Images clandestines du Chili

Walter Heynowski et Gerhard Scheumann, cinéastes de la R.D.A., avaient réussi à entrer officiellement au Chili, avec une équipe de réalisateurs, après le putsch du 11 septembre 1973. Ils recueillirent des déclarations dans les états-majors contre-révolutionnaires et filmèrent dans deux camps de prisonniers politiques, avec une autorisation de visite du général Pinochet. Grâce à ces documents, ils ont réalisé *la Guerre des momies* et *J'étais, je suis, je serai*, qui sont sortis en France l'année dernière.

Une minute d'obscurité, ne nous aveugle pas) signé également par Peter Hellmich) continue l'itinéraire chilien. Ce film a été entièrement tourné au Chili, disent Heynowski et Scheumann. *Hélas si la situation ne nous permet pas d'être en ce moment, personnellement, de l'autre côté des Andes — on ne peut guère s'y attendre — nos idées y sont en permanence et aussi des allées, des hommes qui partagent notre jugement sur la dictature fasciste.*

Autrement dit, le collectif de réalisation d'Allemagne de l'Est a une antenne au Chili et ce nouveau film fait la preuve qu'une résistance intérieure est possible, qu'une information non contrôlée par le régime Pinochet peut y être recueillie.

pour porter à l'étranger la réalité chilienne. Les amis de Heynowski et Scheumann sont passés maîtres comme eux dans l'interview-pirata. Cette forme de cinéma peut poser des problèmes de moralité quand elle viole la vie privée mais le est bien évident qu'il la fin (la lutte antifasciste) justifie les moyens. On remarque d'ailleurs que les personnalités du régime, toujours prêtes à parler, à rétablir leur vérité justificative (elles y croient peut-être, après tout) se laissent prendre au piège de l'entretien avec une bonne volonté évidente. Leur souci de convaincre les empêche de soupçonner l'adversaire dans celui qui tient le micro et la caméra. C'est assez étonnant. Quant à ceux qui, de l'autre côté, n'ont rien à perdre, familles de prisonniers politiques réduites au désespoir, ouvriers qui connaissent les bas salaires et que guette le chômage, ils s'expriment spontanément jusqu'à dans la rue, ce qui en montre long sur la situation chilienne actuelle.

Le titre, emprunté à Pablo Neruda, signifie l'espoir et, surtout, la libération des cinéastes. Ils ont l'intention de continuer à montrer la vérité du Chili — jusqu'à ce que le drapeau de la démocratie lutte à nouveau.

JACQUES SICLIER.

★ La Ciel (v.o.).

Le dernier film de Visconti

(Suite de la première page.)

Il était donc naturel que l'intérêt que (depuis *Sans*) Visconti portait aux analyses psycho-sociologiques, que son goût pour la peinture des temps de décadence, de pourrissement ou d'agonie, le conduisent, un jour, à se pencher sur l'œuvre de D'Annunzio.

Moins évidentes sont les raisons pour lesquelles, dans cette œuvre, Visconti a choisi un roman aussi

médocre que *l'Intrus*, publié en 1892, et qui est devenu à l'écran *l'Innocent*. Sous les volutes d'un style courbant, *l'Intrus* apparaît, en effet, comme un méchant mélodrame mondain, une chronique conjugale farcie d'outrances et de sottises, une galerie de portraits incroyablement démodés. Riche bourgeois, féru de « modernisme », Tullio est un mari volage qui drague son épouse et sa soeur de plaisir dans les grands mois d'une philosophie hautaine de l'existence. Un jour, il quitte sa femme pour sa maîtresse. Désespérée et, en même temps, impressionnée par les discours de Tullio sur la nécessité de briser les anciens préjugés, l'épouse cherche une brève consolation auprès d'un ami. Naît un enfant adultérin, fruit du péché d'un soir, petit « intrus » auquel le mari, moralement atteint dans son « honneur » de rôle, voue une haine féroce et qu'il finit par tuer. une nuit de Noël, en l'exposant au gel.

Visconti a modifié la fin du roman. Afin de gommer le caractère « nietzschéen » de Tullio, son auto-satisfaction de « surhomme », il nous le montre mettant fin à ses jours, après une dernière entrevue avec sa maîtresse. Concession qui laisse supposer que Tullio est touché par le remords (ou, du moins, qu'il partage la souffrance de sa femme), mais dont on se demande, à la réflexion, s'il n'ait pas ce qu'il y avait de plus fort dans le livre : sa cruauté et son cynisme.

Telle est l'histoire que Visconti a choisie de raconter. Choix courageux, car il faut du courage pour assumer le ridicule des autres, et qu'il justifie dans le texte déjà cité. « *l'Intrus*, affirme-t-il, est un livre très sensuel qui décrit non seulement le désagrégation d'une famille, mais également celle d'une certaine société, d'une certaine Italie.

Passons sur la « sensualité » de l'ouvrage, qui n'est pas le caractère principal du film. Passons même sur ce terme de « désagrégation » — ou perle l'intention du cinéaste de relier *l'Innocent* à l'ensemble de son œuvre. Et disons plutôt que, aux yeux de Visconti, *l'Intrus* a une valeur de document. Avec ses boursoffures, ses excursions psychologiques et verbales, et les problèmes de société qu'il sous-entend (« phalocratie » du mari, révolte timide de la femme, rejet impitoyable de l'enfant adultérin), c'est en quelque sorte un témoignage de première main, un constat à l'état brut. Il est aussi daté qu'un meuble, un objet d'art ou une toilette de l'époque, et c'est cette spécificité, cette empreinte désuète, qui le rend, d'une certaine façon, exemplaire.

On comprend mieux dès lors l'importance accordée par Visconti au décor (et même au décorum). Là encore, il était nécessaire de rester rigoureusement fidèle au monde

décrit par D'Annunzio. D'où le soin minutieux avec lequel le cinéaste a recherché les palais et les villas campagnardes qui servent de cadre à l'intrigue. D'où ces lents travellings qui nous font découvrir les mille détails d'un ameublement précieux et suranné : lustres de cristal, torchères, opalines, pous capitonés, lits à baldaquin, cheminées baroques. D'où ce somptueux bric-à-brac que Visconti caresse d'un regard attendri et qu'il organise, selon les lieux et la lumière, selon les événements, aussi, qui éclairent ou assombrissent l'atmosphère, en éclatantes symphonies de couleurs (les rouges, noirs et ors de la première réception) ou en camaïeux subtils de roses ou de gris, de bleus ou de blancs.

A Cannes, c'est l'opulence, le raffinement du film, qui nous avaient surtout frappé. Réaction naturelle, tant le plaisir des yeux l'emporte ici sur les autres sensations. Mais réactions restrictives, dans la mesure où la splendeur des images, loin d'être un luxe surajouté, s'impose comme un des éléments essentiels du récit. Dans la mesure également où, parfois, au détour d'une scène, derrière les falbalas et les dorures, apparaît le visage d'une société — disons plutôt d'une caste, — déchirée par ses contradictions, empiétrée dans un code moral qui lui est à la fois nécessaire et insupportable, accablée sous le poids de passions et de problèmes qui ne sont que lourdes et imposantes. Moments privilégiés, au cours desquels la lucidité et la féroce du regard de Visconti dément sa complaisance apparente avec D'Annunzio et transforme en satire implacable le tableau de mœurs qu'il lui a emprunté.

Ben que son intérêt, pour toutes ces raisons, dépasse celui d'un bel album d'images, *l'Innocent* n'occupe pas sans doute pas dans l'œuvre de Visconti une place de premier plan. On ne saurait le comparer à *Mort à Venise* ou à *Violences et Passions*, les deux vrais « testaments » de l'auteur. Au fond, ce dont souffre ce film, plus encore que des absurdités de l'intrigue, c'est de l'absence humaine de Visconti. Nous nous étions habitués à entendre sa voix, à l'écouter murmurer dans l'ombre quelques-uns des secrets. Or cette voix que nous aimions, cette voix intime, demeure ici muette.

A quoi on pourrait ajouter que l'interprétation de *l'Innocent* ne convainc qu'à moitié. C'est, vraisemblablement à la demande de Visconti que Giancarlo Giannini, qui incarne Tullio, a souligné l'aspect « séducteur de la Belle Époque », dandy calé, du personnage. Mais il pousse si loin la caricature qu'on ne voit plus qu'un fanfaron sur l'écran. Habillée à ravir, Laura Antonelli exprime mieux la sensua-

lité rétrécie de l'épouse que sa honte et sa douleur. C'est, en revanche, une superbe composition que celle de Jennifer O'Neill, chargée d'interpréter le rôle de la maîtresse. Visconti en fait une prêtresse de ce qu'on appelle alors le demi-monde, une courtisane-confidente, qui flatte et sert le despotisme de son amant. Elle n'est qu'un des ornements du film. Mais on ne l'oublie pas. Et s'il n'y avait qu'un plan à retenir de cette œuvre si riche en merveilles visuelles, ce serait celui de sa dernière apparition.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Cluny-Ecoles, Publicité Champs-Élysées, Paramount-Elysées (v.o.) ; Elysées, Paramount-Opéra, Paramount-Montparnasse, Magic-Convention, Paramount-Mallot (v.o.).

En bref

Variétés

Les Chieftains

La musique que jouent les Chieftains — ils étaient dimanche soir au Théâtre des Champs-Élysées, — on l'écoute, on la comprend toujours par la cœur et l'âme, sans doute parce qu'elle est enracinée depuis plus d'un millénaire dans le pays irlandais, qu'elle en est comme le sang, le besoin d'exprimer des forces.

Les Chieftains sont sept, jouent du bag-pipe, du violon, de la flûte, du bodhran, de la harpe, du dulciner. Certains (les deux violonistes), ont participé, il y a sept ans, à l'aventure de Sean O'Riada comme membres du Ceolteoir Chaulam, l'un des musiciens d'origine classique qui ont choisi d'interpréter une musique traditionnelle, d'improviser à partir de thèmes lancés il y a quatre ou cinq siècles et qui ont une ligne mélodique à la fois linéaire et complexe. Comme chez tous les Irlandais, il y a chez les Chieftains cette manière inimitable de partager, d'écouter l'autre, de jeter un thème et d'entraîner avec soi les autres musiciens, qui fait qu'une certaine spontanéité est malgré tout sauvegardée.

Paddy Moloney, qui joue de la flûte et du uilleann-pipe, est celui des Chieftains qui a formé le groupe. Il a de l'humour, des qualités de showman pour présenter les titres en monologue ou en dialoguant avec un musicien. — C. F.

★ Les trois premiers albums des Chieftains vont enfin sortir en France, en octobre, sous le label Polydor.

MONTE-CARLO, v.o. - ELYSÉES-LINCOLN, v.o. - QUARTIER LATIN, v.o. - DRAGON, v.o. - MAYFAIR, v.f. - FRANÇAIS, v.f. - NATION, v.f. - MONTMARNASSE-PATHÉ, v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER, v.f. - CONVENTION GAUMONT, v.f. - CARAYELLE PATHÉ, v.f. - BELLE-ÉPINE - MULTICINE Champigny - FLANADES Sorcelles - GAUMONT Éry - ÉPICENTRE Épinay - CYRANO Versailles.

sans aucun doute le film le plus drôle de mémoire de spectateur
LA PREUVE:

à mourir de rire... LEONARD BROWNE
on rit beaucoup à ce film loufoque et tendre d'AMÉRIQUE
une gamme de rires et d'émotion REMONDE
souvent cruel, toujours drôle PRINCE
le rire, ici, est féroce TÉLÉMA
à sangloter de rire DURCE

Mes Chers Amis



MERCREDI 22 : UGC BIARRITZ 8° (v.o.) - UGC ODÉON 6° (v.o.) - BIENVENUE (v.o.) - MONTMARNASSE 14° (v.o.) - REX 2° - RIO OPÉRA 2° - NATION 12° - UGC GODELINS 13°

Après "Orfeu Negro"...
...le nouveau film de Marcel Camus

avec ZENI PEREIRA JOFRE SOARES ANTONIO PITANGA et MIRA FONSECA dans le rôle d'Otalia

UNE COPRODUCTION ORPHÉE ARTS, FR 3 (France), CIC (Brésil).



"Otalía de Bahia", dans un Brésil en fête, un amour fort comme la mort.

Musique de ANTONIO CARLOS JOCAFI WALTER QUIEROZ Chansons interprétées par MARIA CREUZA et EMILIO SANTIAGO

DISTRIBUÉE PAR CINÉMA INTERNATIONAL CORPORATION.

BIENTOT



Un film de Yves Robert scénario de Jean Loup Dabadie et Yves Robert

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	28,00	32,89
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	39,70
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	38,00	44,37
	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

Pour Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE
ORGANISME FRANCAIS recrute :

INGENIEURS et ENSEIGNANTS

de nationalité française

- en :
- ELECTROTECHNIQUE, ELECTRONIQUE et AUTOMATISMES
 - MOTEURS et MACHINES
 - CONSTRUCTIONS MECANQUES
 - FABRICATIONS MECANQUES
 - FONDERIE et TRAITEMENTS THERMIQUES

Cinq années d'expérience industrielle (Bureau d'études ou de méthodes, ou Atelier) ou cinq années d'expérience enseignante au minimum.

Contrats de longue durée (deux ans minimum).
Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équitables à position en France. Logement assuré. Congé annuel en France.

Adresser C.V. détaillé avec photo sous référence 592 à AXIAL publicité, 91, faubourg Saint Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

ORGANISE UN CONCOURS GÉNÉRAL SUR ÉPREUVES POUR LA CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE DE RECRUTEMENT

d'ADMINISTRATEURS

appelés à accomplir, sur base de directives générales, des tâches de conception, d'étude ou de contrôle.

Le concours comprend les options suivantes :

1. Econométrie et statistique
2. Problèmes budgétaires et monétaires
3. Relations économiques internationales, y compris les problèmes relatifs aux pays en voie de développement
4. Macro-économie
5. Micro-économie

Limite d'âge : 32 ans.

Qualifications requises :

- Etudes universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en rapport avec les options.
- Une certaine expérience professionnelle ou l'accomplissement d'un stage en rapport avec au moins une des options.
- Une connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et des connaissances satisfaisantes d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION : Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité des services de la Commission.

TRAITEMENT DE BASE MENSUEL DE DÉBUT : entre NF 4.795 et NF 6.294.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 20 octobre 1976.

Tous renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes, N° C 217 du 16.9.1976 qui peut être obtenu à partir du 20.9.1976 auprès :

- a) du service de vente en France des publications des Communautés européennes, 28 rue Drouot, 75002 Paris-Cedex 15. Envoi contre remboursement de 3,70 FF au CCP 23-66. Prière de mentionner sur le talon de versement le numéro du Journal Officiel demandé ;
- b) du Bureau d'information des Communautés européennes, 61 rue des Beilles-Faillies, 75002 Paris-Cedex 15 ;
- c) de la Commission des Communautés européennes, Division « Recrutement, Nominations, Promotions », 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles (Belgique).

ingénieurs d'études

BSN-Gervais Danone propose à deux ingénieurs débutants ou disposant d'une à deux années d'expérience industrielle de participer au développement de Kronenbourg. Ils seront affectés à la Direction Process et Contrôle Qualité, à Strasbourg.

ENSAM-ECAM-ICAM-NSA

Réf. 12 A

Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : définition des caractéristiques et normes techniques des matières, matériels et méthodes - mise au point cahiers des charges - vérification engineering de détail - démarrage procédés et installations nouvelles.

ENSIA-INA-NSA

(Chimie Biologique) Réf. 12 B

Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : recueil et traitement des données techniques - étude et mise en place des solutions d'amélioration - démarrage procédés et installations nouvelles.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant la référence du poste, à Daniel HARDOUIN, BSN-Gervais Danone, 126, 130, rue J. Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

TEKTRONIX DATATEK NV

EUROPEAN HEADQUARTER OF THE WORLD'S LEADING GRAPHIC DISPLAY COMPANY

situé near AMSTERDAM, THE NETHERLANDS is looking for

a european product manager INTERACTIVE GRAPHICS SYSTEM

This product manager will be responsible for the introduction and marketing in Europe of a new product line.

He will report to the marketing manager and will work in very close cooperation with our parent company situated in the U.S.A. and our European subsidiaries and distributors.

Candidates should have at least two years experience in selling or marketing sophisticated graphics equipment. A good background in computer based equipment as well as a good knowledge of computer aided design applications is necessary.

English is the working language within our organization.

Please send your complete curriculum vitae and a recent photograph to: MARTY SMIT - TEKTRONIX DATATEK NV P.O. Box 159, Badhoevedorp, The Netherlands.

EDITIONS DE FRANCE

Société d'édition de magazines grand public en 3 langues. (25 millions d'exemplaires prévus en 1977) recherche dans le cadre de son développement "explosif" sur le marché européen le

DIRECTEUR DE SA FILIALE EN R.F.A.

- Dans le cadre de la politique expansionniste du groupe, il assurera le développement et la gestion de la filiale (conception et lancement de nouveaux produits, exploitation des produits existants).
- Ce poste ne peut convenir qu'à un aventurier, du média-business en R.F.A., bilingue (français/allemand).
- Poste à pourvoir à FRANCFORT.
- Rémunération très motivante (fixe + intéressement).

Vous recevrez des informations complémentaires sur simple demande, en écrivant sous référence 1171 B à :

eger 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

Pour l'Algérie, urgent
Société américaine recherche
- Réf. 15 : 1 CHEF FOREUR EAU expert, forage boue, rotary, repêchage cimentation. Anglais indispensable.
- Réf. 16 : 1 ELECTRICIEN AUTO, expert, chantier T.P. ou forage. Anglais courant.
- Réf. 17 : 2 INTERPRETES TECHNIQUES (français-anglais), exp. chantier T.P. ou forage.
- Réf. 18 : 1 EMPLOYE ADMINISTRATIF exp. admin. relat. extér. Travail bureau. Anglais soigné.
Les candid. devraient de préf. être célib., poss. perm. de cond. Adres. C.V., photo et prêtent. sous n° 50.270 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

UN GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL IMPLANTÉ DANS DE NOMBREUX PAYS D'AFRIQUE NOIRE francophone recherche

PLUSIEURS CHEFS COMPTABLES

capables de prendre à court terme LA RESPONSABILITÉ DES SERVICES COMPTABLES d'une de ses vingt sociétés opérant outre-mer.

Ces situations comportent une possibilité de DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE CARRIÈRE dans les affaires du groupe en FRANCE.

Les candidats devront être titulaires du D.E.C.S. complet et avoir acquis quelques années d'expérience dans cette profession.

La rémunération annuelle brute se situera entre 4.500.000 et 5.500.000 F. C.F.A. suivant les pays ; il s'y ajoutera d'importantes avantages sociaux.

Avant leur affectation en Afrique, les candidats recrutés suivront un stage de plusieurs mois dans les services centraux à Paris, pendant lequel ils recevront un salaire mensuel de 6.400 F. plus une indemnité de participation aux frais de séjour s'ils sont domiciliés en province.

Adresser C.V. détaillé sous réf. N° 6143 à :

L.T.P. - 31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 PARIS

Société d'engineering et vocation internationale rech. pour projets avec financement international, en Extrême-Orient

CHEF DE PROJET D'ADDITION D'EAU

Cette offre s'adresse à des ingénieurs de Grandes Ecoles, ayant 10 ans d'expérience dans ce domaine (plus particulièrement dans l'étude des réseaux). La résidence sur place est obligatoire pour un séjour de 40 mois couvrant la durée de l'étude et de la surveillance des travaux. Salaire élevé + avantages en nature.

Langue anglaise indispensable.

Adr. C.V. dét. avec prétentions sous réf. RH 16 à :

Conseil en Recrutement 5 bis, rue Kepler 75116 PARIS.

PROFILS

Groupe industriel et forestier COTE D'IVOIRE recherche

DIRECTEUR D'USINE POUR EXPLOITATION EN BROUSSE

SCIERIE et CONTRÉPLAQUE - 750 personnes

Expérience outre-mer souhaitable si possible dans même domaine d'activité.

Adresser curriculum vitae sous le numéro 7382.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

IMPORTANT GROUPE MINIER recherche pour le GABON

1 CHEF DE SERVICE DE PERSONNEL

pour la gestion des effectifs, administration et paie du personnel, gestion des régimes sociaux, etc.

Le candidat doit avoir une expérience minimum de 5 ans dans une Direction de Personnel gérant un effectif important.

Il doit être de formation supérieure. Une connaissance des pays du Tiers Monde est souhaitable.

Vie en famille - scolarité assurée jusqu'en classe de 3^e.

Adresser C.V. sous n° 78164 B à :

bleu 17, rue du Douvrou 92000 Vincennes qui transmettra

Une importante Société

livrant des usines et installations « clés en main » dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche pour

chantier à l'étranger

UN CONTROLEUR DE GESTION CONFIRMÉ

Il sera responsable sur le site, du suivi des engagements et de l'établissement des rapports mensuels au Siège.

Expérience de chantier souhaitée.

Anglais parlé.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous le n° 78314, à CONTESTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ecole catholique Izmir (Turquie) ch. LICENCIES BIOLOGIE, PHYLOGIE, Ec. Frazzi, 21, rue St-Antoine, 75004 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressement et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

Johns-Manville

FILIALE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE spécialisée dans les matériaux d'isolation et de filtration, recherche un

INGENIEUR

pour créer à WISSEMBOURG (67) un laboratoire d'analyse des nuisances industrielles

à la disposition des 13 usines industrielles localisées en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et Islande.

Cet ingénieur mesurera les nuisances de toutes sortes, poussières, bruit, etc., à l'intérieur comme à l'extérieur des usines et des mines et fera aux responsables les recommandations appropriées.

Le candidat retenu s'exprimera parfaitement en français, anglais et allemand. Il aura l'équivalent d'un bachelors degré en biologie ou engineering et des connaissances en physique, chimie, biochimie et physiologie ainsi que sur les problèmes de pollution industrielle.

Nous vous remercions d'envoyer sous référence CD 742 à JOHNS MANVILLE, Direction des Relations Humaines - 9-11, rue du Colonel de Rochebrune - 92505 Rueil-Malmaison.

NOUS SOMMES

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ, membre d'un Groupe International (marché en très forte expansion), implantée près d'une ville universitaire du VAL DE LOIRE.

NOUS RECHERCHONS pour renforcer

NOTRE DIRECTION FINANCIERE et COMPTABLE

Un (e) jeune cadre capable d'assumer rapidement d'importantes responsabilités.

SI VOUS AVEZ :

- Une formation supérieure : ESC ou équivalent
- 3 ou 4 ans d'expérience comme chef de groupe comptable
- De bonnes connaissances en anglais

ET SI VOS OBJECTIFS SONT :

- D'élargir votre expérience comptable et financière au sein d'une équipe jeune
- De participer à la conception et au développement de nouvelles applications comptables

NOUS SOMMES PRÊTS A VOUS RENCONTRER ET A VOUS PROPOSER :

- Un niveau de rémunération qui ne sera pas inférieur à 80.000 F/an
- Un système d'intéressement aux résultats de la Société
- Des régimes de prévoyance et de retraite très complets
- L'entraînement et le soutien nécessaire à votre intégration et à votre développement dans notre Groupe.

Envoyer votre lettre de candidature, C.V. et photo à J. LE DAIN, Boîte Postale No 7 - 45500 SAINT-DENIS-DE-LE-HOTEL, qui les examinera confidentiellement.

سلافة المرحوم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FILIALE D'UN GROUPE
DE TAILLERS INTERNATIONAUX
recherche

UN CADRE ADMINISTRATIF

40 ans minimum
Président parfaite connaissance de la législation du travail, du droit commercial et des sociétés, une bonne expérience juridique et comptable. Le candidat devra posséder de réelles qualités de négociateur, d'autorité et avoir le sens des contacts humains.
Il aura sous sa responsabilité la gestion du personnel, l'administration de la société, la fiscalité directe et la partie juridique de l'entreprise. Il sera sous l'autorité immédiate du directeur général.
De sérieuses références et une réelle expérience en ce domaine seront exigées.
Renvoyer C.V., photo et présentations à SWEET'S, B.P. 280, 75424 PARIS CEDEX 09, s/réf. 502, qui tr.

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

Diplômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.
Pour un premier contact, envoyer CV détaillé sous réf. 92 M à P. ZIEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

jeunes managers financiers

Notre société est multinationale de l'électro-mécanique. Notre filiale française a une vocation prépondérante dans notre groupe.
Notre expansion continue des dernières années et celle que nous prévoyons (sur divers secteurs) nécessitent que nous recrutions de jeunes managers pour tenir les postes clés qui se dessinent pour les très prochaines années.
Les hommes que nous recherchons posséderont une formation « tournée » de 5 mois par une école d'ingénieurs de moyenne durée (12 à 18 mois) et se seront ensuite orientés vers le commandement.
Ces hommes auront une formation académique scientifique ou commerciale (O. Centrale, INSA, etc.) et auront 2 à 3 ans de « stage » professionnel derrière eux.
Nous recherchons aussi pour notre Direction Financière internationale des jeunes financiers ayant le même type de formation et une expérience de deux ou trois années de cabinet d'audit.
Tous ceux qui seront intéressés par cette annonce pourront utilement vérifier que notre politique de gestion privilégie les carrières à long terme.
Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 5180-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisers
3, rue d'Autonne - 75002 PARIS

SOCIÉTÉ ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES recherche TECHNICIEN CONFIRMÉ

5 ans minimum d'expérience exigée dans une industrie mécanique (automobile ou aviation) pour Services Méthodes Contrôle.
Activités principales :
- Établir et rédiger gammes de contrôle, spécifications, cahiers des charges.
- Adresser CV détaillé et présentations s/réf. 3365

RL Pierre Lickert 10, rue de Louvois
75003 Paris c/c 02 qui transmettra

AN.P.M. ANNUAIRE DES ANNONCES

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE NATIONAL (5.000 PERSONNES) SECTEUR TERTIAIRE - METTANT EN ŒUVRE DES TECHNIQUES VARIÉES ET ÉVOLUTIVES DANS UN DOMAINE EN EXPANSION

CHEFS DE SERVICE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

Ces postes peuvent convenir à ingénieurs diplômés grandes écoles, ayant 2 à 5 ans d'expérience B.E., développement ou engineering, ayant eu des responsabilités de style « chef de projets » ou « coordinateur de projets » et l'habitude de la coordination et des contacts extérieurs.

RATTACHÉS À UNE DIRECTION GÉNÉRALE, ils auront une responsabilité de conception, coordination, pilotage de projets. Une formation aux techniques du Groupe sera donnée.

DEUX POSTES SONT À POURVOIR :
LYON. Références CR 107 AM.
LE MANS. Références DL 105 AM.

Recevoir en présentant la réf.
4, rue Massenet, 75016 Paris.
DISCRETION ABSOLUE.

etap

directeur (LYON)

L.T.M. Consultants-Logistique Transport
Recherche pour la région d'une société de transports et manutentions son directeur (Lyon)

Responsable : gestion administrative et budgétaire, analyse compte d'exploitation, gestion commerciale, relations avec la clientèle industrielle, exploitation, organisation et coordination des activités, détermination des moyens matériels et humains, gestion du personnel (100 personnes).

Le candidat : formation générale supérieure, titulaire de la région lyonnaise, expérience milieu industriel.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prêt sous référence 249/M à

L.T.M. Consultants
Département Sélections Cadres
Tour Horizon - 62 quai National - 92808 Puteaux

l.t.m.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE
À VOCATION INTERNATIONALE
Effectif : 5.500 personnes
recherche
pour votre région EST

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE (R.N.S.I.C. ou équivalent) pour SERVICE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENTS

DE MATÉRIEL GÉNIE CHIMIQUE
- Poste exigeant une expérience de 3 ans minimum dans domaine et fonctions similaires ou Exploitation, Entretien usine industrielle chimique.
- Expérience Bureau d'Études même branche souhaitable.

POSSIBILITÉS D'AVENIR
pour candidat ayant de bonnes aptitudes d'étude, d'organisation et de commandement (Références 419.)

Adm. C.V., photo et prêt : sous le n° 9.547 à SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92097 Puteaux, qui tr. Réponse discrétion assurée.

ICOREM

Société d'études et de conseil en informatique et en gestion, de réputation mondiale pour ses réalisations avancées dans le domaine de la gestion automatisée des collectivités locales.

recherche

URGENT

INGÉNIEUR SYSTÈME

de haut niveau diplômé GRANDES ÉCOLES, ayant une expérience minimum de 4 ans dans la fonction et possédant des connaissances approfondies en :

OS VS
CICS
IMS

Matériel utilisé : 370/145 1024 K en T.P.

Adresser C.V., photo et présentations à ICOREM, route Léon-Lachamp, Luminy 13009 Marseille.

Burroughs

recrute

JEUNES DIPLOMES de l'enseignement supérieur commercial

Vous désirez débiter votre carrière par une expérience commerciale dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situations, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Notre technique en pleine évolution nous oblige à recruter nos cadres en permanence et nous y consacrons 8 % de notre masse salariale.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, nous vous attendons pour rejoindre notre réseau commercial sur :

PARIS ET PROVINCE

Envoyer lettre, C.V., photo sous référence M à Monsieur Louis Marie ROLIN - BURROUGHS 230, avenue Laurent Cely - 92231 GENNEVILLIERS.

Dans le cadre du lancement d'un
Département voyages
sur la Bourgogne

Notre groupe recherche pour créer et développer notre agence à

DIJON

CHEF D'AGENCE DE VOYAGES

CONFIRMÉ(E)
30 ans minimum

Le candidat devra posséder les connaissances approfondies du métier acquises à un poste de responsabilité similaire (au minimum Responsable de Comptoir).

Salaires en fonction des compétences. Position cadre.

Env. C.V. détaillé, photo (vst.), en indiquant présent. n° 75.528, COMTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris.

GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN
recherche
pour l'une de ses Usines de fabrication de PRODUITS ALIMENTAIRES situées dans le SUD-EST

UN DIRECTEUR D'USINE

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur :
- possédant une expérience de production dans l'industrie alimentaire,
- souhaitant affirmer ses qualités techniques et humaines de gestionnaire dans une unité autonome.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et présentations, sous le n° 9.514, à SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92097 Puteaux, qui transmettra.

Usine d'une grande Société implantée banlieue
Sud-Est LYON

Nous recherchons

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

à qui nous confierons la responsabilité de l'entretien général des installations, des travaux neufs et des méthodes

Le candidat doit être un homme d'expérience en technique, en organisation et en commandement.

Adresser curr. vitae manuscrite et photo, n° 75.886, COMTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE
DU HAUT-RHIN

recherche :

un MÉDECIN du TRAVAIL NÉCESSAIREMENT DIPLOMÉ

Travail à mi-temps ; 4 heures hebdomadaires à temps complet

Recevoir sous la n° 76.035, à COMTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra - PARIS (1^{er}), qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche pour sa
DIVISION MAINTENANCE

RESPONSABLES DE RÉGION

pour :

● OUEST ● SUD-OUEST ● PARIS (Banlieue-Sud)

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES
ou ÉLECTROMÉCANIQUES. POSITION II

Connaissances et pratiques indispensables dans les domaines :

- INFORMATIQUE (Matériel et si possible logiciel) ;

- Encadrement d'équipes de maintenance (minimum 30 personnes) ;

- Budget autonome.

Adresser C.V., photo et présentations sous réf. 107 à 844 LOGARAS Direction du Personnel 79, avenue Aristide-Brion 94130 ARBOIS

Importante société
de produits chimiques recherche
pour son agence de LILLE.

INGÉNIEUR CHIMISTE

Pour poste technique-chimie.

Libre rapidement connaissance de l'anglais indispensable.

Expérience de la vente de matières premières pour la polymérisation et les plastiques seraient appréciées. Nous déplaçons de courte durée.

Adm. C.V., photo et prêt s/réf. 728 à P. CHAU, S.A.

10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

Filiale française d'un important groupe américain (rotatives d'imprimerie, presse et édition) recherche pour son bureau études électriques et électroniques :

UN DESSINATEUR ELECTRICIEN

Niveau ETUDES 2

Lieu travail : MONTAIGNE.

Envoyer C.V. et photo à :

M. MEININGER, 514, rue de la République, 92100 Suresnes.

Société allemande d'instruments de mesure connue recherche un

INGÉNIEUR-DISTRIBUTEUR pour la région de l'Est de la France. Connaissance de la langue allemande exigée.

Prévoir d'envoyer votre candidature avec présentations à

LISSA GmbH, Völkner Str. 4, D-8572 Seib.

Téléph. : 15-45-2807/422 à 426.

REGION CENTRE SUD-OUEST

Important Cabinet d'EXPERTISE ADAPTABLE recherche

COLLABORATEUR

Ce poste conviendrait à :

- COMPTABLE AGREE ou EXPERT COMPTABLE

- ou à un ingénieur chimiste de 40 ans minimum.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé adressée à :

B.E.O. 140, rue de la République, 75001 Paris.

SITUATION STABLE DISCRETION ASSURÉE.

Ass. Nat. Form. adultes rech. Directeur de Centre de Rech. (ou sc. hum.).

- 5 ans exp. prof. réelle (souhaitée scilicet social/coll.).

- Exp. pédag. prouvée en milieu adulte.

- Capas. de gest. et relat. ext.

- Poste à pourvoir à AUREST (pr. Toulouse), CV dét. + ph.

ANPOPAR, Domaine de BRIGUET, 31000 MURET.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LYON recherche

2 ASSISTANTS POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE

MISSION :

- Intégrer à l'équipe chargée du contrôle interne et du contrôle budgétaire.

PROFIL DES CANDIDATS :

L'ASSISTANT « SENIOR »

titulaire du D.E.C.S., expérience révision confirmée, familiarité avec les procédures informatiques et les procédures de révision, de type anglo-saxon.

L'ASSISTANT « JUNIOR »

titulaire du B.T.S., D.U.T. ou D.E.C.S., expérience contrôle budgétaire et des contrôles internes assurés.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, rémun. souhaitable.

Postes à pourvoir à MURET (pr. Toulouse), CV dét. + ph. ANPOPAR, Domaine de BRIGUET, 31000 MURET.

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, vous animerez de réelles responsabilités depuis un an ou deux dans la

FONCTION PERSONNEL

Vous souhaitez développer ou compléter votre expérience professionnelle en mettant l'accent sur les Relations Humaines.

Nous vous confierons la responsabilité complète de la recherche et du choix des 20 à 30 cadres que nous recrutons chaque année. Simultanément, vous pourrez participer à la Gestion Prévisionnelle des 370 Cadres de notre Groupe par le biais de la Qualification et des Actions de Formation que vous réaliserez.

Le choix du titulaire reposera essentiellement sur les qualités de contacteur et la valeur de la personnalité de l'intéressé.

Pour un premier échange, adressez C.V., photo + présentations sous référence 6-59-02

Division Cadres 57 rue de Blanchemaison 93100 ROUBAIX

La Redoute

LYON

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour son Centre de traitement des opérations bancaires à Lyon

CHEF D'EXPLOITATION

et

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Formation supérieure ;

- Premières années d'expérience ;

- Maîtrise T.O. 200 de Burroughs ;

- Poste à pourvoir à Lyon, stage de 4 mois à Paris.

Envoyer curr. vitae, photo et présentations à n° 7477, COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

IMPORTANTE GROUPE FRANÇAIS recherche pour sa DIVISION ENTREPRISE GENERALE A L'EXPORTATION

INGENIEUR Responsable des Achats

chargé des consultations et des négociations d'achat d'équipements pour des projets internationaux.

Ingénieur Mécanicien de formation, de 30 ans min., il aura une expérience affirmée des achats de gros équipements et du goût pour les négociations, il connaîtra obligatoirement l'anglais, il pourra être appelé à effectuer de multiples déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + présentations sous réf. 14.027 à

AN.P.M. ANNUAIRE DES ANNONCES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Deuxième insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Le Directeur des Etudes de

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
Filiale d'un important groupe international
(120.000 personnes),

accroît son potentiel
de RECHERCHE APPLIQUÉE

Pour ce faire, il a besoin de s'ajouter (création de poste) :

UN INGÉNIEUR expérimenté

de très bon niveau : position initiale 3A

Le candidat devra être de formation supérieure, Grande Ecole de mécanique, par exemple. Il devra avoir dirigé avec succès une équipe d'INGÉNIEURS et TECHNICIENS des principales disciplines de conception : dessin, calculs, cinématique, prototypes, mises au point, essais... Il devra connaître les moyens classiques d'usinage et de mise en forme, ainsi que les possibilités de matériaux couramment utilisés dans l'industrie mécanique.

Ce poste est créé de façon à permettre à son titulaire ayant fait preuve de réussite, les meilleures perspectives d'avenir dans le meilleur état.

Très bon niveau de rémunération prévu.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence R.A. au Directeur du Personnel - B.P. 60 - 78301 POISSY CEDEX.

Lorsque retombent les mirages de la publicité, de la propagande et de la trépidante verbalité, la FEMME reste avec ses problèmes, et d'abord celui de son insertion sociale : un domaine où le miracle n'existe pas. On ne peut pas prétendre à un traitement de faveur et assumer les responsabilités qui assurent la promotion et garantissent la carrière.

Savoir réellement ce que vous voulez

est en fin de compte la seule vraie condition que nous mettons à examiner votre candidature

Nous sommes exceptionnellement armés pour promouvoir vos qualités et assurer votre réussite : volume, puissance, image de marque, moyens matériels et pédagogiques, management "avancé", ambiance originale, égalité absolue dans tous les domaines - avec vos homologues masculins. Produits sophistiqués sans équivalents sur le marché dont la diffusion moyenne dans un segment de clientèle à revenus confortables correspond étroitement aux motivations et aux qualités de la

jeune femme

au caractère bien trempé que nous recherchons. Il faut avoir 21 ans au moins, disposer d'une forte personnalité et d'une bonne formation générale.

Ecrire en joignant cur. vit. manuscrite et photo (retournée) à PUBLI-BANS 13, r. Marivaux - 75002 Paris qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

grande banlieue Nord Paris
recherche pour tenir le rôle de
Correspondant informatique
dans une équipe de calcul de structure
sur ordinateur

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calculs des structures par l'intermédiaire d'un système CDC 7600 en télétransmission, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
- définir les procédures d'utilisation et le matériel informatique nécessaire ;
- assurer la maintenance des programmes existants ;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste, le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthode des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation fortin et assembleur, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. C.V., photo, prés. sous n° 74321, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

GRUPE EUROPEEN PIECES AUTOMOBILES

recherche

DIRECTEUR des VENTES

Homme d'expérience, mais combatif. Il sera chargé d'appliquer la politique offensive de la Direction Commerciale, de dynamiser la force de vente, d'assurer des contacts commerciaux à haut niveau.

Domicile : région parisienne.
Adress. lettre manus. avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. N° 72174 à HAVAS CONTACT-156, Bd Haussmann, 75008 PARIS. Discretion absolue.

Important Groupe de Sociétés - finit Paris - recherche son futur

directeur de l'informatique

réf. 3733 M
Nous souhaitons que le candidat retenu soit capable d'assurer par sa technicité et son expérience des problèmes de gestion la réalisation progressive des différents traitements informatiques du groupe dans l'optique de technologie moderne (traitement, base de données). Si l'expérience professionnelle d'une fonction identique ou de responsable des études est primordiale, il conviendrait aussi que cet informaticien exerce ses compétences dans un esprit d'excellentes relations humaines.

La rémunération proposée à ce futur collaborateur est de 140.000 F/an.
Important Groupe industriel en plein développement, banlieue sud-est de Paris, doté d'un ordinateur IBM/3 - disques 32K (GAP 11) recherche

chef de service de l'informatique

réf. 3032 M
Ce poste, dont la rémunération ne sera pas inférieure à 100.000 F/an conviendrait à un candidat occupant une fonction identique ou à un chef de projet, capable par sa personnalité, ses connaissances techniques, son expérience et son esprit de créativité d'assumer la responsabilité du service et de l'orienter progressivement vers l'informatique de gestion.

CGIS Banque privée - Paris 17^e, équipée d'un 370/145 DGS/VS + TP recherche

programmeur système

réf. 3643 M
Le candidat que nous recherchons devra posséder une expérience minimum de 2 années de cette fonction. Dans le cadre de l'équipe système actuelle, il sera plus particulièrement chargé du développement de certaines fonctions sous CICS/VS. La pratique du DGS/VS et de CICS/VS est indispensable ; la connaissance de POWER/VS et VSAM constituerait un atout supplémentaire.

Banque d'affaires équipée de deux ordinateurs 370/135 + TP recherche

spécialiste système

réf. 3834 M
Le candidat que nous recherchons devra posséder une première expérience d'un an environ du système DGS/VS. Des connaissances de CICS et DL 1 seraient appréciées. Pour cette fonction il convient d'être titulaire d'un diplôme tel que I.E., Maîtrise d'informatique. La pluri-informatique de cette banque prévoit sous 18 mois l'acquisition d'ordinateurs IBM 148.

L'un des plus importants groupes de service informatique recherche

chargés d'études

réf. 3836 M
Ils participeront avec un chef de projet à l'élaboration des cahiers des charges et assureront la responsabilité technique (analyse et programmation) d'un projet ou d'une partie de projet. Les postes à pourvoir nécessitent de grandes qualités de contacts avec la clientèle. De jeunes diplômés (MAGE - I.U.T. ...) ou des autodidactes possédant une bonne expérience de l'informatique pourront s'intégrer dans nos équipes. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Centre informatique Sud de Paris recherche

programmeurs analystes

confirmés réf. 3840 M débutants réf. 3842 M

Formation supérieure appréciée. Expérience programmation - Matériel : IBM 370/125 - Logiciels : DGS/VS, POWER - Langages : COBOL, ANS et/ou ASSEMBLEUR 370 - Méthodes : Warnier, Corlig, Cobol structuré appréciées. Connaissances : comptabilité, paie, facturation, gestion des stocks. Capacité de conception et direction de projets P.M.E. Qualités d'ordre et méthode, aptitude aux relations humaines.

Caisse de retraite Paris 13^e recherche

pupitreurs débutants

réf. 3838 M
Les candidats que nous recherchons engageront une formation technique chez le constructeur et dans l'entreprise. Une évolution de carrière intéressante est possible pour des éléments de valeur. Il faut une formation de base niveau Secourisme et être dépourvu de ses obligations militaires. Restaurant d'entreprise, 1 mois de vacances, 40 heures x 5 jours. Rémunération 2.500.100 F.

Merci d'adresser votre candidature en pré. la réf. à Jean PORRACCHIA

CARRIERES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CENTRE ROSSETTI
POUR LA REEDUCATION
DES RECHERCHES RESPONSABLES
MOTEURS CERVEAUX
recrute
ERGOTHERAPEUTE
ORTHOPHONISTE
KINESITHERAPEUTE
Tél. 80-11-41, ou écrire à
rue Rossetti - 06300 NICE

PATISSERIE
DALLOU
69, rue de la Convention, 15^e,
Tél. : 577-64-27,
101, faubourg Saint-Honoré, 8^e,
Tél. : 339-15-38.
rech. VENDEUSES
pâtisserie-confiserie.
Nourries, possibilité de logement.
2 jours de repos par semaine,
salaire intérim, 2 tenues hotesses.

Etabl. hospitalier privé région
Paris recherche RESPONSABLE
serv. comptables et financiers,
connaissance, approbation plan
comptable, hospitalier, poste
niveau élevé indispensable, si-
tuation intéressante. Adr. C.V.
et prétentions sous n° 78342 B.
BLEU, 17, rue Lebel,
92000 VINCENNES, qui transmettra.

STE COMMERCIALE PARIS
recherche
- Analyste programmeur
confirmé, CICS-COBOL, As-
sembleur.
- Programmeur confirmé GAP,
DOS-VS, Power.
Avant. 6000. Restaurant d'en-
treprise, 13^e mois, 34 semaine
de congé. Ecrire avec C.V. à
O.P.F. (n° 1388), 2, r. de Séze,
75007 PARIS, qui transmettra.

STÉ HYPERMARCHÉS AUCHAN

17 magasins - 3,5 milliards C.A. en 1976.
40 % progression par an depuis 10 ans.
4 ouvertures en 1977.

recherche

pour son magasin de MANTES-LA-JOLIE

CHEFS DE RAYONS

• VOUS DEVEZ ÊTRE :
- Gagnant, jeune et disponible,
- diplômé d'études supérieures désireux de montrer ses capacités ou autodidacte ayant fait ses preuves commerçant.

• QU'EST-CE QU'UN CHEF DE RAYON A AUCHAN ?

Le chef de rayon autonome dans sa fonction anime son équipe et gère son rayon cellule de base de l'hypermarché. C'est un commerçant qui doit acheter sa marchandise, fixer ses marges et ses prix de ventes, surveiller ses stocks, aménager et animer son aire de vente.

Il se fixe des objectifs annuels et, pour suivre leur réalisation, est aidé par la connaissance de son chiffre d'affaires journalier, par des tableaux de bord, par un compte d'exploitation détaillé mensuel.

Si vous êtes candidat à l'un de ces postes, nous aurons le plaisir de vous recevoir pour vous expliquer le fonctionnement de notre société et nos possibilités d'avenir.

Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V. et photo à :
Daniel WALLIER AUCHAN
C.D. 110 Buchelay - 78200 MANTES-LA-JOLIE

ecopol

Société d'Etudes
et de Recherches
protection de l'environnement et de la
lutte contre les nuisances, recherche

ingénieur de projet

TRAITEMENT DES EFFLUENTS
Formation Génie Chimique et Génie Atomique - 3 années d'expérience en engineering. Il aura la responsabilité de l'acquisition et de l'exécution d'études et de projets portant sur le traitement d'effluents industriels ou résidentiels. Outre son intervention personnelle basée sur la connaissance des techniques mises en œuvre, il animera et coordonnera les travaux des équipes scientifiques collaborant à ces études. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable. Des déplacements à l'étranger sont à envisager. réf. E1

ingénieur recherche et développement

Débutant Grande Ecole (X, Centrale, EPCL...) ou Universitaire. Cet ingénieur sera seul responsable de la définition et de la gestion de l'ensemble des études de recherche et de développement de procédés faites pour le compte et à la demande des différents secteurs d'ECOPOL. Ces études porteront sur le traitement des pollutions en milieux solides, liquides et gazeux. réf. E2
La connaissance de l'anglais est nécessaire. Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature à Ph. COMOY Direction du Personnel, 86 rue Regnault 75640 Paris Cedex 13.

Importante société, leader dans sa
spécialité de systèmes de tests pilotés
par ordinateur,
recherche pour Paris

CHEF DES VENTES

Agé de 30 ans min., possédant une solide
expérience en hardware et en circuits
logiques et analogiques, rompu aux né-
gociations au plus haut niveau.

Le candidat sera responsable devant le
directeur général, de l'animation et de la
gestion des ventes en France et dans
le bassin méditerranéen.

Cette mission comporte des déplacements
de courte durée en France et à l'étranger.
Une grande connaissance de l'anglais est
demandée. Une seconde langue étrangère
serait appréciée.
De larges possibilités d'évolution ainsi
qu'une rémunération motivante seront
offertes à un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et photo, réf. 7182 à

P.L. Pierre Lichère, 10, rue de Louvain
75003 Paris cedex 02, mail transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

LEADER EUROPÉEN DE SA SPÉCIALITÉ
(400.000.000 de F. de C.A.), recherche pour sa
DIVISION EXPORTATION
(ENVIRONNEMENT, HYGIÈNE PUBLIQUE)

UN RESPONSABLE

ÉTUDES ET DEVIS
BOIS MÉTROPOLITAIN
(ZONES MOYEN-ORIENT - AFRIQUE)

MISSION : préparation, chiffrage des devis et
suivi auprès de la clientèle.

LIEU DE TRAVAIL EN FRANCE : PARIS.
Déplacements fréquents, de durées variables.

EXCELLENTE ANGLAIS PARLE, LU ET ÉCRIT.

Notions d'arabe paré appréciées.

FORMATION DE BASE :
Commerciale Supérieure ou expérience commerciale
importante avec format technique haut niveau.

NON DÉBUTANT

POSITION CADRE

Salaire : de 60.000 à 80.000 F.

Ecrire avec C.V. détaillé à Service n° 80, B.P. du
MAZET, 108 - 75002 PARIS - CDEX 02, qui transmettra.

SOCETEC

Société d'Engineering, 200 personnes, située
proche de La Défense, recherche :

ADJOINT A LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DES CONTRATS

(SECTION ÉTRANGER)

DIPLOME, Sc. Po, Sup. de Co, Essec, HEC,
ou licenc. disc. écon., 25 ans minimum - Anglais
lu, parlé, écrit + 1 autre langue.

Ce poste est destiné à moyen ou long terme
à assurer :

- prospection, proposition, négociation, conclu-
sion et suivi de contrats à l'étranger,
- gestion et administration (part hors de France)
des contrats à l'étranger.

Ce poste exige des déplacements fréquents de
durées courtes ou moyennes à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
SOCETEC 6, rue Chante-Coq 92800 PUTEAUX.

Jeune 1.50

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,87
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

promogim

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR
recherche

ingénieurs d'affaires

Diplômés Grandes Ecoles

Ils seront chargés en qualité de maître d'ouvrage et parfois de maître d'œuvre :
— des études et de la définition de programmes immobiliers (individuels et collectifs) et de logements
— du montage administratif et technique des opérations
— de l'élaboration des budgets.

Les candidats devront justifier d'une bonne expérience de la construction, avoir le goût et le sens du contact, avoir des aptitudes à négocier à un niveau élevé.

De larges perspectives de carrière leur sont offertes au sein d'une Société en plein développement.

Evolution possible vers des responsabilités personnelles importantes.

Env. C.V., prétentions et photo à PROMOGIM, 5, avenue de Friedland 75008 PARIS

A.C. NIELSEN COMPANY
Société Internationale d'Etudes de Marché et de Marketing

recherche :

1. — Dans le cadre de son expansion internationale, un **INGÉNIEUR GRANDES ECOLES** (Centrale, Mines, Sup. Adm.), débiteur ou 1 an d'expérience. Après une période de formation de 6 mois en France, le candidat assurera une mission de 18-24 mois au Brésil. Ce poste d'ingénieur d'études fera appel au sens aigu de l'organisation, de l'information et de la statistique.
2. — Un jeune **STATISTICIEN** (formation ISUP, ENSAR, maîtrise en math/probabilité) pour assurer au sein du service statistique la liaison avec le service informatique. Le sens de l'organisation ainsi que les connaissances en informatique seront appréciés. Lieu de travail : Cergy-Pontoise.

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant le numéro du poste désiré, à Mlle L. COOTNER, 25, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.

MDS France S.A.
SYSTEMES INFORMATIQUES

Recherche pour l'intégrer à son équipe promotion :

JEUNE INGENIEUR (OU EQUIVALENT)

Ayant :

- 2 ans d'expérience minimum.
- une bonne connaissance des produits (matériels et logiciels), ainsi que de leur application.
- une bonne culture générale, en particulier dans les domaines économique, et technique.
- une aptitude certaine à l'expression écrite et orale.
- le sens de l'information
- une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, au chef du service promotion M.D.S. France 197, rue de Bercy, 75582 Paris cedex 12.

ASSOCIATION PREVENTION SECURITE
Région Parisienne
recherche

Ingénieur-Sécurité

CARRIERES TRAVAUX PUBLICS

- 32 ans minimum, - 10 ans de pratique
- Expérience souhaitée en PREVENTION, ACCIDENTS DU TRAVAIL
- Qualités pédagogiques.
- Véhicule personnel.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et J. BLIQUE 14, rue des Déportés - 27000 - EVREUX.

MOULINEX
recherche pour sa

DIRECTION FINANCIERE

UN CADRE DEBUTANT

ou ayant une ou deux années d'expérience.

- Formation Sciences Po. - HEC - ESSEC - Sup. Co. ou équivalent (département stage dans une Université Française).
- Bonne connaissance de l'Anglais indispensable ; Allemand et espagnol.
- Travail, rigueur, action, réactivité internationale.

Lieu de travail : BANLIEUX PARISIENNE.

Le candidat doit la disponibilité immédiate et soumise à :
— Posséder des qualités d'organisation, de responsabilité, de décision rapide, de bons contacts humains ;
— Formation entièrement assurée par l'entreprise ;
— Promotion possible dans un délai variable suivant valeur du candidat.

Ad. C.V. et prétentions à la n° 9.217. A. SPERAR, 12, rue Jean-Jaures - 92007 PUTEAUX.

CUTLER HAMMER EUROPA

Filiale d'un groupe multinational spécialisé dans le domaine de l'appareillage électromécanique, des équipements et systèmes d'automatisme, électriques et électroniques, implantés depuis plusieurs années en France, offre les postes suivants :

- **A LA GARENNE-COLOMBES (DEFENSE)**

INGENIEUR COMMERCIAL ELECTRICIEN
DEPT. TABLEAUX DEBROCHABLES - M.C.C. REF A

Formation technique supérieure, expérience min. 5 ans tableaux débrochables, tableaux distribution, acquies dans poste commercial, en S.E. ingénierie, installation. Introduit auprès d'industries et grandes compagnies pétrole, chimie. Responsabilité préparation, négociation d'offres et projets à tous niveaux.

JEUNES TECHNICO-COMMERCIAUX
DEPT. «COMPTES D'URANT» - REF B-1
«S.P.D.» (MICRO-INTERRUPTEURS) REF B-2

Formation niveau B.T.S. électromécanique ou électronique. Expérience et goût de la vente et prospection dans le milieu industriel. Connaissances appréciables soit en comptage soit en application des interrupteurs et commutateurs de précision. Déplacements en province.

DEPT. «AIL FRANCE» - REF B-3

Formation minimale B.T.S. électronique. Expérience vente ou usage appareils de mesure hyperfréquence (synthèse, analyse spectrale, bruit).

- **A NOTRE USINE DE BETHUNE (P. de C.)**

INGENIEUR ELECTRICIEN
pour responsabilité importante dans groupe D'ETUDES D'APPLICATIONS

Dans le Dept. équipements et tableaux débrochables, pour dev. suivi de commandes, contacts avec clients dans divers pays d'Europe. Expérience dans notre branche d'activité nécessaire.

TECHNICO-COMMERCIAL
Futur responsable de notre AGENCE DU NORD

qui est à créer à Béthune, avec le support technique et matériel de l'usine, pour la vente d'équipements et tableaux électriques B.T., variateurs de vitesse à thyristors, contacteurs, auxiliaires de commande, compteurs...

Ce poste conviendrait à **INGENIEUR** ou **ASSIMILE** connaissant bien le marché régional.

NOUS OFFRONS REMUNERATIONS ELEVÉES EN FONCTION DES COMPETENCES.
ANGLAIS INDISPENSABLE POUR TOUTES CES POSTES.
POUR PLUS D'INFORMATIONS, TELEPHONER AU 780.73.73 (postes 3113 ou 3111).

Adresser C.V. à CUTLER HAMMER EUROPA - 71 bd National, 92250 LA GARENNE COLOMBES

RENAULT
CONCESSION, recherche

AIDES-VEENDEURS VN
VENDEURS VN

TAL. 01.14.55.79.
ETS. CH. ESCOFFIER,
11, rue Forest, 75016 PARIS.
Me Place CLICHY.

GABON

SEEG
SOCIÉTÉ D'ENERGIE ET D'EAU DU GABON

recherche pour

PORT-GENITIL

CHEF DE DEPARTEMENT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

MISSION. Avec un effectif de 15 agents : responsabilité de la gestion des abonnés, de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE, de la gestion du personnel d'un centre de production et distribution d'énergie et d'eau.

NECESSAIRE. Une expérience confirmée de la comptabilité générale (PLAN OCAM) et la comptabilité analytique d'exploitation.

Des connaissances informatiques sont souhaitées. Laiton permis avec le département informatique du siège.

Poste à pourvoir rapidement. Rémun. avantageuse. Contrôle ann. Adr. C.V. et prétentions sous référence 224 à

CORT 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discretions assurées.

C.F.P. - R.P. 13
2850 Villiers, recherche : **EDUCATEURS INTERNAT** Ecor avec régle. au Directeur. Instruit. Retraités. Prévoyance 10, pour dem. 57/7175, rech. analyse-programme. COSOL. 1985. 201. Des V. S. Aménager et C.V. V. S. souhaités. Adresser C.V. détaillé et prétentions au n° 1237, 1, rue de la République, 2, 2, des Vallées, 75017 Paris-9.

Data General
Constructeur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL international
BASE A PARIS

MISSION :

- Pour 1/3 de son temps : Il sera responsable de l'animation de notre réseau de distribution en ESPAGNE et PORTUGAL. Il assurera les liaisons entre le siège à Paris et les distributeurs.
- Pour les 2/3 de son temps : Il sera responsable de comptes Gestion et Industriel en France.

NOUS SOMMES :

- Un leader de la mini-informatique avec plus de 28.000 installations dans le monde.
- Une rentabilité, une solidité financière unique dans l'industrie.

VOUS AVEZ :

- 5 ans d'expérience réussie dans la vente de mini-ordinateurs.
- Une pratique courante de l'Anglais et de l'Espagnol.
- Une motivation justifiée pour ce métier.
- Une bonne connaissance des techniques HARDWARE et/ou SOFTWARE des mini-ordinateurs.

NOUS VOUS OFFRONS :

- L'opportunité d'une carrière en rapport avec notre croissance rapide.
- Une rémunération élevée liée à vos résultats.

Faites parvenir votre curriculum vitae à : J.-C. DURGET
Directeur Commercial - DATA GENERAL FRANCE
La Bourdillère - Immeuble M - B.P. 78
92250 LE PLESSIS-ROBINSON
Sicob Stand 3F 3619

DIRECTEUR DE MARKETING CONSERVIERIE

Une Société Française, leader sur son marché, filiale d'un important groupe international recherche pour Paris un Directeur de Marketing. Après une période en usine (Bord-Croix de la France) pouvant aller jusqu'à un an, durant laquelle il se familiarisera avec la Société et étudiera en détail les produits et les procédés de fabrication, il prendra progressivement l'entière responsabilité commerciale. Il sera chargé avec la Direction d'élaborer des politiques de Marketing et de Vente dont il aura la responsabilité de la mise en œuvre. Conservant une activité personnelle de vente, il animera le réseau commercial.

Ce poste convient à un candidat diplômé d'une Grande Ecole Commerciale (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent). Homme de marché, il doit avoir une très bonne connaissance des circuits avec les centrales d'achat. Son expérience doit avoir été acquise de préférence à un poste similaire dans l'industrie alimentaire. La connaissance de l'exportation est un avantage.

Après 30 ans minimum, bilingue Français-Anglais, il devra faire preuve de diplomatie permettant son insertion dans l'entreprise et facilitant son adaptation. Le poste demande une grande disponibilité pour de fréquents déplacements. Il est offert une rémunération en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et prétentions à M. BOUTIN, 2, avenue Montaigne, L 75008 PARIS - sous la référence M. 61.903 - Direction emploi.

assistant du directeur technique

La Société réalise en C.A. de 1,5 milliard. Le Directeur Technique de notre DIVISION ELECTRO-MECHANIQUE recherche un Assistant Technique.

L'activité de la Division est tournée vers la mise au point, la production et la distribution du matériel dans les domaines de l'eau, de chauffage, des pompes destinées à l'industrie.

Fonctions :
Assister le Directeur Technique dans l'établissement et la mise à jour de la planification des services techniques, la préparation des ordres techniques après études prospectives, en liaison avec le Marketing et la fabrication, coordonner les actions qui doivent s'insérer dans le processus de décision.

Profil :
• 30 ans minimum
• diplômé d'une Grande Ecole Scientifique (section mécanique-électrique)
• expérience de l'industrie de 5 ans dans une Division Technique, en liaison de la recherche prospective, acquise dans une grande entreprise.

Bonne pratique de l'anglais.

Fonction évolutive.

Lieu de travail : Boulogne.

Envoyer C.V. à L.M.T. Direction
Boulogne des Calvres - 46 quai A la
Galle - 92115 Boulogne

L.M.T.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE
DANS LES PERFORATEURS ET ENSEMBLES MÉCANIQUES POUR MATÉRIEL DE BUREAU

Usine à MONTROUGE (50 personnes)
recherche

UN INGÉNIEUR
responsable des fabrications et des services techniques (bureau d'études et méthodes)

Expérience industrielle minimum 2 ans

Le poste conviendrait à une personne aimant la petite entreprise, et désirant prendre des responsabilités et faire preuve d'initiative.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 78113 B à :

BEU 17, rue du Docteur Lebel 94200 VINCENNES qui transmettra.

Le Groupe Nobel Bozel
recherche pour l'un de ses filiales

LE CHEF DU PERSONNEL

d'une usine de 700 personnes située dans la proche banlieue Nord de Paris.

Le titulaire assurera les fonctions suivantes :
— gestion et administration complète du personnel de l'établissement ;
— participation, dans le cadre de la Direction du personnel de la société, à l'élaboration des politiques sociales.

Ce poste, qui est à pourvoir rapidement, intéressera un cadre de formation supérieure ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, et possédant une bonne expérience de la fonction Personnel acquise de préférence en usine.

Env. lettre man., C.V. détaillé, photo récente et résum. env. au réf. M 152 A à NOBEL BOZEL Département Recrutement, Tour Roussel - Nobel, Cedex 3, 92080 PARIS - LA DEFENSE.

Société d'ARCHITECTURE INTERIEURE
recherche pour région EST et éventuellement PARIS

collaborateur

ayant une formation décorateur ou similaire, apte à prospecter la clientèle pour vendre des agencements d'appartements, de bureaux, de magasins, etc.

Salaire moyen 8.000 F/mois.

Les candidats sont invités à adresser leur C.V., photo et salaire actuel au Cabinet Claude Vitet 2, rue Marengo 75001 PARIS.

Uaines de Beauchamp (VAL D'OISE)

INGENIEUR de mise au point
TYPE ENI, IMA, ou

technicien supérieur

- expérience des machines non liées très appréciable (mecanique, induction).
- très bonne connaissance de l'anglais impérative.

Il devra :

- améliorer les modes opératoires sur gros équipements.
- réduire les coûts de production.
- assurer les normes qualitatives.
- rechercher à long terme de nouvelles techniques de fabrication.

Adresser C.V. + photo et prétentions au Service Recrutement - 2, Avenue Boudi - 95250 Beauchamp.

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne 12 48,70
42,00 49,04
9,00 10,33
70,00 81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Démarche immobilière
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne 28,00
La ligne 12 32,69
34,00 39,70
40,00 45,70
28,00 32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'administration des P.T.T. Il est recherché pour les besoins de la
DELEGATION des TELECOMMUNICATIONS
de la REGION PARISIENNE

DES JEUNES DIPLOMES(ES) D'ECOLE D'INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE DE TELECOMMUNICATIONS

FONCTIONS :

- Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'exploitation
- ou lancement de travaux neufs
- ou contrôle de chantiers.
- ou exploitation technique et maintenance des installations.

DES JEUNES DIPLOMES(ES) E.S.C.P. ou E.H.E.C.J.F. OU DES TITULAIRES:

- d'un diplôme de 3^e cycle (D.E.A. et D.E.S.S. Marketing) délivrés par l'université de Grenoble.
 - d'une LICENCE SCIENCES ECONOMIQUES avec un des diplômes suivants : ESCAE, ESSC d'ANGERS, EDHEC du NORD, IC NANCY, IEECS STRASBOURG ISG, IEP de PARIS (section économique et financière).
- pour études organisation commerciales dans les services d'exploitation et de Direction.

Adressez votre candidature avant le 30 septembre 1976

renseignements et inscriptions :

(pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS

Pièce 109 E - 8, 10 Boulevard de Vaugirard - 75731 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 540.23.52

(pour les postulants résidant dans les départements 77 - 78 - 91 - 95)

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MURS

7 Boulevard Romain Rolland - 92128 MONTROUGE - Tél. : 657.13.30 (poste 58/04)

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Paris banlieue Ouest
20 000 personnes
recherche pour sa

DIRECTION INFORMATIQUE

LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE TRAITEMENT

De formation supérieure (Grandes écoles ou équivalent) - 35 ans minimum - Connaissances approfondies des matériels I.B.M. série 370 (O.C.S. - V.S.) - Réseau de télétraitement avec unités et services décentralisés - 5 à 10 ans d'expérience en INFORMATIQUE (études - exploitation) - Sens du Commandement, de l'organisation et contacts avec les utilisateurs. Intéressantes réalisations envisagées, afin de développer le système d'information de la Société.

REFERENCE 110.

UN CHEF DE PROJETS

Responsable d'une équipe d'ingénieurs - Analystes dans les domaines : comptabilité générale, analytique et gestion. De formation comptable supérieure (S.R.C. - E.S.R.C. - E.S.C.P.) - 32 ans minimum - solide expérience de gestion de projets. Conception et mise en place de chaînes de traitement. Les candidats devront avoir exercé une fonction similaire ou avoir été correspondant informatique dans une direction administrative ou comptable d'une grande société ou société de conseil.

REFERENCE 112.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste à n° 75.579, CONTESSE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

BACCALAUREAT + 2 ANS : 65.000 F/AN

après quatre mois de formation. 90.000 F/AN après trois ans. Telles sont les rémunérations moyennes constatées dans l'équipe commerciale de notre division (non informatique). Nous recherchons pour la développer à

PARIS

et dans d'autres régions de jeunes titulaires du baccalauréat ayant effectué deux années au moins d'études supérieures, techniques, scientifiques, littéraires ou de gestion, et ayant le tempérament de l'action lié au goût de l'autonomie. Nous leur donnerons en quatre mois la formation intensive, théorique et pratique leur permettant d'accéder rapidement au rang d'

INGENIEUR COMMERCIAL IBM

Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.

Tous renseignements sur cette offre vous seront donnés par Information Carrière SVP 11.11 que nous avons chargé de vous informer et d'accueillir notre rencontre.

Appeler SVP 11.11

Service Information

Information Carrière
SVP.11.11

Carrière de 9 h à 12 h 30
et de 13 h 30 à 18 h
du lundi au vendredi
+ samedi matin.
On peut aussi écrire :
65, avenue de Wagram
75017-PARIS.
Réf. 889

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE recherche

CADRE TECHNICO- COMMERCIAL

Ingénieur ou technicien supérieur d'au moins 30 ans, bon vendeur, connaissant les marchés engins TP, ascenseurs, manutention, épuration d'eau.

Il aura à assurer la vente d'ensembles mécaniques, principalement en France, à participer à la mise au point des documents technico-commerciaux et à suivre l'exécution des commandes avec l'usine.

Poste basé en banlieue Ouest avec déplacements fréquents.

Adressez CV sous référence 871 à :

GEDEV SÉLECTION
65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

DES SUP. DE CO.

ou équivalent
Pour renforcer l'équipe commerciale de
l'Agence Paris - Ile-de-France

Libérés O.M. - V.L. obligatoire - Statut V.R.P.

Puis promotion cadre
assurée dans postes
commerciaux en province

pour candidats dynamiques et efficaces

Ad. C.V. manuscrit et photo, sous le n° 75.037 à
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

EDITIONS DE FRANCE Société d'édition de magazines grand public en 3 langues. (25 millions d'exemplaires prévus en 1977) recherche dans la cadre de son développement "exploit" son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

☐ Sous la responsabilité du Directeur Général, il assurera la fonction financière et dirigera les services administratifs de la Société (finances, personnel, juridique...)

☐ Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura une solide formation financière et aura l'expérience de la gestion des P.M.E.

☐ Les perspectives d'évolution, dans le groupe, sont très importantes.

☐ Le poste est à pourvoir à PARIS 15^e

Pour recevoir des informations complémentaires écrire sous
réf. 1171 G à :

egor 5, rue Meyerbeer
75009 Paris

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Groupe international, un des plus importants fabricants de jouets dans le monde, recherche pour Paris le futur Directeur Général de sa filiale française de commercialisation de jouets. Il aura l'entière responsabilité de la Société française et sera chargé avec une petite équipe au début, de développer l'entreprise et de mettre en place les politiques pour atteindre les objectifs définis conjointement avec la maison mère.

Ce poste convient de préférence à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur. Gestionnaire confirmé, il doit être un homme de marché et avoir une très bonne connaissance des circuits de distribution. Son expérience doit avoir été acquise, soit dans un poste similaire de Direction Générale, soit comme Directeur de Marketing au sein d'une filiale d'un groupe important où il a obtenu des résultats marquants. La connaissance du marché français est un avantage.

Agé de 35 ans minimum, bilingue français-anglais, il aime à une habitude du travail en groupe un dynamisme lui permettant de conduire l'expansion de l'entreprise. Il est offert une rémunération en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat, une voiture et des possibilités de développement au sein du groupe.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae et prétentions à E. ROUDIL, 2, avenue Montaigne, 75008 PARIS, sous la référence M 61.906. Discretion assurée.

CORT Consultants

recherche

INGENIEUR A.M., E.C.P. ou équivalent

30 ans minimum. Ayant déjà expérience ENTRETIEN, ENGINEERING PRODUCTION, pour compléter son équipe de

SPECIALISTES de la gestion de la MAINTENANCE

Formation assurée dans les techniques CORT : d'Organisation, de Gestion, de Formation et d'Informatique.

Déplacements nombreux en France et à l'étranger. Anglais souhaité.

Ambiance de travail agréable dans un groupe volontairement restreint et actif - Vie de consultant. - Forte participation aux résultats globaux d'exploitation de la Société.

Ecrire avec C.V.
photo et présent.
sous réf. 2242 à

CORT

65 Av. Kléber
75116 Paris
Discretion absolue

PARIS

La filiale française d'un groupe européen (35.000 personnes)

leader mondial sur son marché, crée deux postes

ingenieur des ventes "export"

réf. 4162 A

chargé de négocier la vente de machines spécifiques complexes auprès d'une clientèle industrielle étroite parfaitement identifiée.

ingenieur des ventes "France"

réf. 4162 B

chargé de mener à bien l'implantation en France de matériels techniques évolués de très grande notoriété.

Ces postes s'adressent soit à des ingénieurs mécaniciens ayant 2 à 5 ans d'expérience commerciale, soit à des jeunes commerciaux ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la vente technique (machines outils par exemple).

Dans les deux cas, anglais indispensable et allemand très souhaité.

Merci d'adres. CV manuscrit détaillé en précisant la référence choisie

egor 5, rue Meyerbeer - 75009 Paris

Je passe 1.50

150 000 000

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT HOLDING
région parisienne, recherche l'un de ses

CONTROLEURS DE GESTION

100.000 à 130.000 francs

La mission sera d'assurer, sous la responsabilité du directeur financier, le contrôle de gestion des filiales liées.

L'homme attendu pour ce poste aura une formation grande école, une expérience minimum de 3 ans de cabinet d'audit, 2 ans de pratique du contrôle de gestion.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à : FASSTRAL, 15 bis, rue Cimmarosa, 75116 PARIS, qui transmettra.

SPECIALISTE EN FORMATION
EN LANGUE ANGLAIS-FRANCAIS/
HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera - automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.

Adr. currie, vitas, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous le n° 881 à ESPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 92801 Puteaux, qui transmettra.

POUR IMPORTANT BUREAU D'ETUDES D'APPLICATION DE L'ELECTRONIQUE
recherchons

agent technique électronique d'études

Niveau B.T.S. - D.U.T.

Dégage des obligations militaires Ayant 2 à 3 ans d'expérience en Logique composants et systèmes. Connaissant si possible les micro-processeurs.

Adresser C.V. sous référence NOR (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS.

GRANDE BANQUE PRIVEE - PARIS-8^e
recherche

CADRE D'EXPLOITATION

Le candidat retenu aura une bonne connaissance de l'anglais des affaires, ainsi qu'une expérience bancaire (francs et devises) de 5 à 7 ans ; il saura monter les divers financements correspondant aux besoins des importantes sociétés françaises et internationales dont il suivra les comptes.

L'évolution de carrière peut s'effectuer au sein du groupe bancaire international de premier plan auquel la banque est affiliée.

Les candid. seront examinées av. la discrét. d'usage par n° 102, SUPAC, 11, rue Bailly, 92200 Neuilly.

CRÉDIT HOTELIER, COMMERCIAL, INDUSTRIEL
spécialisés dans le financement des investissements des P.M.E., recherche

JEUNES DIPLOMÉS

DUT - BTS finances comptabilité ou gestion ou école commerciale.

INTÉRESSÉS

PAR LES CONTACTS COMMERCIAUX

salaire première année 42.000 F, deuxième année 50.000 F + remboursement frais de déplacement.

Postes situés à PARIS. Il faut être libéré des C.O.M. et posséder permis V.A.

Formation technique et commerciale assurée par nos soins.

Envoyer C.V. avec photo (retournée) sous réf. DG, Service Recrutement Chet, 78, rue Olivier-de-Serres, PARIS (15^e).

IMPORTANT GROUPE FINANCIER IMPLANTATION NATIONALE
recherche

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES OU COMMERCIALES (Centrales, Mines, Supélec, Polytechnique, etc.)

Débutants (es)

ou possédant quelques années d'expérience professionnelle.

De réelles possibilités de carrière sont offertes aux candidats ouverts aux techniques modernes de gestion et ayant le goût et les aptitudes à l'animation des hommes.

Lieu de travail : PARIS sous ville Ouest Ile de France.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. AL 725 à :

3, rue Vignon, 75008 PARIS

peprim
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Au sein d'une de nos sections études, il sera chargé de l'élaboration de dossiers techniques, du suivi de la fabrication et de l'installation des données.

Ce poste, à la fois d'études et de contacts doit permettre à un ingénieur débutant ou ayant un à deux ans d'expérience de valoriser ses connaissances en mécanique.

Ecrire N° 75.587 - Contesse Publiété - 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour son Siège à Paris
Société Industrielle Française
au premier rang national de sa branche professionnelle (C.A.F. 90 M.)
et entendant 3 Filiales à l'étranger
recherche

pour secondar directement son P.D.G.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ayant pleine autorité sur les services du Personnel, de la Comptabilité et de l'Informatique. La préférence sera donnée à un Homme de 45 ans minimum.

- ayant une solide expérience de l'administration des moyennes entreprises,
- bien au courant des méthodes de gestion automatisées,
- rompu aux dialogues au niveau de la représentation du Personnel.

L'anglais parlé est indispensable.

L'acte de candidature fera état des références et justifiera les prétentions.

Une lettre manuscrite et une photographie sont indispensables.

Envoyez votre dossier à N° 8118 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Discrétion assurée.

RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa Division ORGANISATION ET AMENAGEMENT

un INGENIEUR COMMERCIAL

Profil du candidat ou de la candidate :

- expérience indispensable de plusieurs années en vente d'équipements ou de conseil,
- Formation supérieure,
- Grande capacité d'autonomie,
- Facilité et qualité d'expression,
- Age 30 ans minimum,
- Anglais lu, parlé, écrit.

Etude du poste proposé :

- Faire connaître à des chefs d'entreprise les activités de la division :
- études en économie,
- organisation,
- environnement,
- conditions de travail.
- Préparer commercialement la négociation des affaires.
- Assurer un suivi après-vente auprès des clients.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

Service du Personnel de la SERI - B.P. 19
2, av. du Vall Etang
78390 BOIS D'ARCY

SERI
RENAULT ENGINEERING

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CLAMART
recherche pour son Service Formation

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

CE POSTE IMPLIQUE :

- de bonnes notions en matière d'organisation administrative et contrôle de budget ;
- la connaissance des problèmes juridiques et administratifs liés à la formation continue ;
- le goût des contacts humains.

Ce poste peut convenir à une candidate ayant quelques années d'expérience d'administration de la formation ou une expérience approfondie du secrétariat d'un important service de formation.

Le dynamisme de l'entreprise et le développement du service assurent des perspectives de carrière intéressantes.

Adresser C.V. manusc. photo et prétent. à N° 75.783 Contesse Pub. 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, q. tr.

Société de nettoyage à Paris
(1500 PERSONNES), RECHERCHE

- 1) UN CADRE TECHNIQUE
expérimenté, pour devis exploitation et contrôle chantier.
- 2) UN CADRE ADMINISTRATIF
ayant expérience de gestion dans P.M.E., capable assurer coordination service travaux facturation et contrôle prix de revient.
- 3) UN CADRE COMMERCIAL
Très bon rédacteur, pour relations et extension clientèle, suivi et exploitation des données en cours en collaboration avec poste précédent.

Adresser C.V. et prétentions n° 2.283, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011, Paris, q. tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour diriger son service juridique

JURISTE CONFIRMÉ

pouvant justifier expérience approfondie en matière de :

- Droit des Sociétés,
- Droit Immobilier,
- Propriété Commerciale,
- Propriété Industrielle.

Disponible très rapidement de préférence.

Adresser C.V., photo, références et prétentions à : B.P. Sélection, 25, rue du Sentier, 75003 PARIS. Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR PROMOUVOIR LA VENTE DE COMPRESSEURS

destinés au gonflage de bouteilles pour la plongée sous-marine et les services de sécurité.

La préférence sera donnée à candidat :

- connaissant le milieu de la plongée sous-marine ;
- ayant une certaine expérience de la vente de produits similaires ;
- acceptant des déplacements fréquents sur toute la France.

La rémunération sera voisine de 70.000 F selon capacités et expérience.

Voiture fournie - Lieu de travail MELUN.

Adresser curriculum vitae avec photo récente à :

COMPAIR FRANCE
317, Les Bureaux de la Colline,
92115 SAINT-CLOUD.

serete
engineering

DIVISION EQUIPEMENTS COLLECTIFS
Recherche des HOMMES capables de prendre de larges responsabilités d'

ingénieurs de projet

120.000 F

MISSION : Responsabilité complète des affaires de l'étude à la réalisation sur les plans :

- Technique (TCE) - Gestion - Organisation et coordination

DOMAINES : - Programmes immobiliers et de bureaux - Hôtellerie, tourisme, centres commerciaux - Equipements hospitaliers.

FORMATION : Ingénieurs Grandes Ecoles + 8 ans d'expérience TCE.

Ces postes basés à Paris, nécessitent mobilité (France et Etranger) et parfaite maîtrise de l'anglais. Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature à :

Ph. COMMOY - Direction du Personnel
86, rue Regnaud 75040 Paris Cedex 13.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
pour son Siège Social à PARIS

UN TECHNICIEN EN FORMATION PROFESSIONNELLE

AVEC PRATIQUE DE 4 A 5 ANS POSITION CADRE Poste semi-titulaire.

Env. C.V. manusc., photo, réf. et prêt. à n° 75.508, CONTESSÉ Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF
recrute

COLLABORATEURS

pour études financières d'investissements secteur professions libérales.

- Formation supérieure souhaitée ;
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle financière ou bancaire ;
- goût contacts humains ;
- aptitude à négociation commerciale ;
- déplacements provinces courts durées.

Envoyer lettre manuscrite, cur. vitas, photo et prétentions à : DIRECTION DU PERSONNEL, C.C.C.C., 18 bis, avenue Hoche - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
SPECIALISÉE DANS L'EXTRACTION ET LE TRAITEMENT DE MINÉRAUX

UN INGENIEUR ARTS ET MÉTIERS 30 ans minimum

POUR :

- études, contrôles d'exécution et suivi de chantier ;
- Recherches.

Connaissances allemand, anglais souhaitées. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. manuscrite, photo (ret.) et prêtent. à SWKSTO, B.P. 209, 75426 Paris Cedex 09 ou tél. 508.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
largement implantée à l'étranger recherche

Un ACHETEUR expérimenté (NIVEAU AGENT DE MAÎTRISE)

Connaissance de la langue anglaise. Expérience du matériel industriel et si possible pétrolier.

Ecrire avec curriculum vitae + photo à n° 75.012, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

A un jeune diplômé d'une Grande École de Commerce H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co.

L'un des premiers groupes français de Bâtiment et Travaux Publics propose

de débiter sa carrière en assistant son Chef de Service

Gestion du Matériel

Il élaborer et met en place un système de contrôle de gestion du matériel en liaison avec le service informatique.

Il peut, à terme, remplacer le Chef de Service.

La taille du groupe permet à ce jeune Cadre d'acquiescer vers d'autres postes.

Lieu de travail : proche BANLIEUE SUD-OUEST.

Les candidats intéressés adressent un dossier de candidature - à n° 75.813, CONTESSÉ Publiété, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie Bâtiments Equipements Collectifs recherche

2 projeteurs chefs de groupe

possèdent : une bonne formation générale en génie civil et une solide expérience en coordination.

Postes à pourvoir rapidement à PARIS.

Adresser candidature sous référence 7321 à

OZ organisation et publicité
21, rue Marengo 75001 PARIS/ULTRANSMEDIA

Groupe Industriel FRANKEL
EST PARIS - LAGNY

recherche

en vue d'intégration à des structures jeunes et dynamiques :

un CADRE ADMINISTRATIF

- Expérience nécessaire de l'établissement et du contrôle des notes de procédures administratives ;
- formation technique très appréciée.

Adr. C.V. dat., photo et poss. prêt. Service du Personnel, 1, rue du Charlot-d'Or, 77400 LAGNY.

hb conseil

UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE DE CONSEIL DE DIRECTION recherche

- 1) INGENIEURS Grandes Ecoles
ayant deux à cinq ans d'expérience dans sociétés multinationales.
- 2) INGENIEURS Grandes Ecoles
débutants, ouverts aux problèmes de communication.

Ecr. H.B. CONSEIL, 70, r. de Panthéon, 75006 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

pour son centre technique (18000 m2) comprenant plusieurs laboratoires en banlieue sud

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

pour assurer la direction du service entretien

Le candidat retenu sera au moins 10 ans d'expérience dans la fonction.

Les dossiers de candidature qui seront traités confidentiellement doivent être adressés sous N° 75.917 CONTESSÉ PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

propositions diverses

ON RECHERCHE
CADRES AYANT UN PEU SERVI...

L'Industrie et les Affiliés ont besoin de Cadres actifs et expérimentés dans les 10 ou 20 ans de l'âge. Les clients de CHUSID trouvent, tous les jours, ce qu'il faut à la hauteur de travail les plus riches et les meilleures rémunérations de leur carrière.

Pour servir efficacement des Cadres à ayant un peu servi à cet abord le tournant de leur vie, vous êtes invités à rejoindre l'Union des gens de bien de la Carrière, sans engagement, ni aucun frais.

Téléphone ou écrivez pour prendre un rendez-vous. Contrôle et confidentialité.

« Nous vous aidons à transformer votre vie »

Frederick CHUSID et Co.

FRANCE S.A.R.L.

Conseils internationaux en évaluation
et développement de Cadres et en aménagement
de carrière

6, rue de Berr, 75006 PARIS - 2 25 31 41
35-37, Filarey street, LONDON W 9 - 2 53 - 380-72 61

Sociétés actives à l'étranger.

LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE

**cours
et leçons**

**J.F. 1^{er} Px Conserv. don. 3
atom. cours cons. syst. 230-27.74**

**J.F. Ann. diplômée donner
C.O.P. PANGLOSS gr. m. m.
Appeler Udo. 85-22**

MATH **ES SCIENCES**
MATHEMATIQUES
enseignement au lycée. aux
univers. disponible immédiatement.
tel. : 325-32-42 / 14-18 heures.

MATH Ratnap. par prof. exp.
Px modéré. T. 278-77-71.

METZ
COURS DE RATTRAPAGE
FRANC. - LANCÉ
ALLEMAND - LATIN

enseigner.

APPRENDRE L'AMERICAIN
A L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, Paris-14^e
Tel. 633-6742

COURS SOIR - CONVERSAT.
INSCRIPTIONS IMMEDIATEMENT
EBUT NOUVELLE CESSIION :
11 octobre.

**capitaux ou
proposit.com.**

DETTES
DIFFICULTES FINANCIERES

766.28.10 / 27.20

PARTICULIER vend 8 14 t
de 1970, Prix 3.500 F
Tel. 848-65 après 19 h.

DATSUN 240 X 1975
28.000 km. Etat neuf.
Tel. 254-1133

perdu-trouve

PERDU Gare de Lyon, dimanche 13, vers 20 h, brochure de 12 pages, n° 10, 11 et 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778,

secrétaires

SECRÉTAIRE COMMERCIALE
pour relations avec clients
(démocratie) 5 x 6 x 12 che-
res rest. 3e prêt. mardi 21-9-
20 à 9 h., 30 M., GORDARD
SCIENCE EVOR, 10 rue de Paris
CHARENTON, M^e Liberté.

EXPORTATION
R.F.A. PAYS DE L'EST

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE
bilingue français-allemand

recherche

SECRÉTAIRES

DE DIRECTION S.T.S.
pour un climat supplémentaire
EXCELLENTE. PRESENTANT
certificat Centre Mutuelle Agricole
pour l'entretien du personnel
en Préfecture de la Gironde
12.000 ARRAS.

SOCIÉTÉ PARIS-17
(quartier Perrault) recherche :

UNE SECRÉTAIRE
CONFIRMÉE
pour son service
du **PERSONNEL**

travailler rapidement. Très bonnes
connaissances des problèmes de
gestion administrative du
personnel. Expérience sur ordinateur échelons.
Méthodique, discrète, bonne
relation avec le personnel.

— La connaissance de l'Anglais
sera un atout supplémentaire
— Le poste implique une cer-
taine autonomie.

Préférence : 1. 670-115
INSTRUMENTS S.T. 15
2. J.-J. JARRES, 42011 Ivry-sur-Seine

Cabinet Immobilier Sociétés
PROMOT. VENTE-GESTION
cherche pour son P.-D.G.

SECRÉTAIRE
ASSISTANTE
titulaire S.T.S. DUT ou similaire
habitant SCEAUX ou proximité

Connais. droit Immobilier,
propriété, construction.
Régie dans bureau
Immobilier ou C.V. et photo

Envoyer C.V. et photo à
AMP sous réf. 174/S/5
à M. de Olivier-de-Serres
7200 Paris 13

teneur d'entreprise, 124 m.
 vateur C.V. et rémunération
 sonnalité en service du
 Personne. 124 m.
 Remunér. 7017 PARIS
 ou 1.74-92-92 par R.V.

SECRETARIAT COMPTABLE
 Commercial fonctionnaire
 30 ans, exp. exacte
 124 m.
 2700 X 35, 5 fols à 1
 Importeur C.V. à B.G.P.A.
 124 m.
 importante SOCIÉTÉ
 MANÈGE
 MECANIQUE
 RECHERCHE

SECRETARIRE
BILINGUE
 ANGLAIS - FRANÇAIS
 POSSIBILITÉ DE TRAVAIL
 A TEMPS PARTIEL
 avec C.V. 046, présent, à

SECRETARIE COMMERCIALE
 Anglais courants
CADRE COMPTABLE
 Anglais courants
 Adresser C.V. et prétentions
 124 m.

Recherchons urgent, parés-15
 25 ans minimum
 dynamiques, notions comptables
 commerciales, notions comptables
 124 m.
 TÉLÉPHONE : 244
 SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
 PR LE CCE EXTERIEUR
 recherche

1 SECRETARIE
 ATTACHÉE à DIRECTION
 de langue maternelle
 ou paraitement bilingue
 124 m.
 - INITIATION
 - EXPERIMENTEE
 - LIBRE RAPIDEMENT
 Ecr. av. C.V. et prétentions
 124 m.
 SICO, 7 place Saint-Augustin
 75008 PARIS

**FABRIQUE
DE BIJOUTERIE
recherche**

STENO-DACTYLO
bilingue (français-anglais).
Tous bonnes connaissances de l'anglais requises. Connaissances notions d'espagnol souhaitables (français française seulement), ex. secrétaire commerciale, appoint 7 h, 20 X 5, Env. C.V. manusc. ESS Gurney, 30, r. Turbigo, 30.

1) **STENO-DACTYLO**
urgent 3/2, min. 30, sans. bonne orthographe générale, ill., BEPC.

2) **EMPLOYEE DE BUREAU**
F.F. min. 20 ans
Niveau EC. Places stables.

3) **STENO-DACTYLO**
F.F. min. 33 1/2, Ecr. av. C.V. et présent. à 13 Mairie de Paris
41, boulevard Vincent-Auriol

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04	"Placards encadrés"	34,00	38,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	Double insertion	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	"Placards encadrés"	40,00	48,70
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

Immobilier (information)

525.25.25
INFORMATION
LOGEMENT

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

- un entretien personnalisé avec un spécialiste;
- une documentation précise sur chaque programme;
- des renseignements juridiques et fiscaux;
- un plan de financement adapté à votre budget;
- un service entièrement gratuit.

INFORMATION LOGEMENT

Centre Etolie

49, avenue Kléber, 75116 Paris

525.25.25

Centre Nation

45, Cours de Vincennes, 75020 Paris

371.11.74

Centre Maine

210, avenue du Maine, 75014 Paris

539.22.17

LOCATIONS 55 AGENCES

OFFICE DES LOCATAIRES

18, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue d'Alsace, 75011 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

50, rue de Valenciennes, 75019 Paris

constructions

neuves

A PRIX NON REVISABLES

V. RUE HENRI-BARBUSSE

2 pièces, 40 m², 20.000 F.

3 pièces, 55 m², 24.000 F.

4 pièces, 70 m², 28.000 F.

5 pièces, 85 m², 32.000 F.

6 pièces, 100 m², 36.000 F.

7 pièces, 115 m², 40.000 F.

8 pièces, 130 m², 44.000 F.

9 pièces, 145 m², 48.000 F.

10 pièces, 160 m², 52.000 F.

11 pièces, 175 m², 56.000 F.

12 pièces, 190 m², 60.000 F.

13 pièces, 205 m², 64.000 F.

14 pièces, 220 m², 68.000 F.

15 pièces, 235 m², 72.000 F.

16 pièces, 250 m², 76.000 F.

17 pièces, 265 m², 80.000 F.

18 pièces, 280 m², 84.000 F.

19 pièces, 295 m², 88.000 F.

20 pièces, 310 m², 92.000 F.

21 pièces, 325 m², 96.000 F.

22 pièces, 340 m², 100.000 F.

23 pièces, 355 m², 104.000 F.

24 pièces, 370 m², 108.000 F.

25 pièces, 385 m², 112.000 F.

26 pièces, 400 m², 116.000 F.

27 pièces, 415 m², 120.000 F.

28 pièces, 430 m², 124.000 F.

29 pièces, 445 m², 128.000 F.

30 pièces, 460 m², 132.000 F.

31 pièces, 475 m², 136.000 F.

32 pièces, 490 m², 140.000 F.

33 pièces, 505 m², 144.000 F.

34 pièces, 520 m², 148.000 F.

35 pièces, 535 m², 152.000 F.

36 pièces, 550 m², 156.000 F.

37 pièces, 565 m², 160.000 F.

38 pièces, 580 m², 164.000 F.

39 pièces, 595 m², 168.000 F.

40 pièces, 610 m², 172.000 F.

41 pièces, 625 m², 176.000 F.

42 pièces, 640 m², 180.000 F.

43 pièces, 655 m², 184.000 F.

44 pièces, 670 m², 188.000 F.

45 pièces, 685 m², 192.000 F.

46 pièces, 700 m², 196.000 F.

47 pièces, 715 m², 200.000 F.

48 pièces, 730 m², 204.000 F.

49 pièces, 745 m², 208.000 F.

50 pièces, 760 m², 212.000 F.

51 pièces, 775 m², 216.000 F.

52 pièces, 790 m², 220.000 F.

53 pièces, 805 m², 224.000 F.

54 pièces, 820 m², 228.000 F.

55 pièces, 835 m², 232.000 F.

56 pièces, 850 m², 236.000 F.

57 pièces, 865 m², 240.000 F.

58 pièces, 880 m², 244.000 F.

59 pièces, 895 m², 248.000 F.

60 pièces, 910 m², 252.000 F.

61 pièces, 925 m², 256.000 F.

62 pièces, 940 m², 260.000 F.

63 pièces, 955 m², 264.000 F.

64 pièces, 970 m², 268.000 F.

65 pièces, 985 m², 272.000 F.

66 pièces, 1000 m², 276.000 F.

67 pièces, 1015 m², 280.000 F.

68 pièces, 1030 m², 284.000 F.

69 pièces, 1045 m², 288.000 F.

70 pièces, 1060 m², 292.000 F.

71 pièces, 1075 m², 296.000 F.

72 pièces, 1090 m², 300.000 F.

73 pièces, 1105 m², 304.000 F.

74 pièces, 1120 m², 308.000 F.

75 pièces, 1135 m², 312.000 F.

76 pièces, 1150 m², 316.000 F.

77 pièces, 1165 m², 320.000 F.

propriétés

DOUVOIR, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

sur la Seine, 15 km Paris, vue

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DU PLAN BARRE

M. Durafour : pas de succès sur l'inflation sans solidarité nationale

Inaugurant, samedi 18 septembre, la vingt-huitième Pour l'économie de Saint-Etienne, le maire de la ville, M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, a estimé qu'une politique de modération des prix devait se garder d'un refroidissement de l'activité économique, qui aggraverait le chômage, et d'une remise en cause de la politique contractuelle.

« L'économie française ne pourra, certes, supporter indéfiniment, et dans les conditions actuelles de la croissance, une progression nominale annuelle des rémunérations de l'ordre de 15 %, a précisé le ministre. Mais nous devons dans une société de liberté. Les décisions n'y seront pas imposées autoritairement par une autorité suprême. Elles doivent faire l'objet de discussions entre les partenaires sociaux. Le désordre ne commence que si ces discussions débouchent sur des propositions contradictoires ou irréalisables, si les revendications cessent de tenir compte des contraintes économiques et s'appuient sur des mécanismes automatiques de sur-enchère. (...) »

Il ne saurait y avoir de succès sur l'inflation sans une plus grande conscience de la solidarité nationale. (...) »

« La solidarité, ce n'est pas seulement l'effort des autres ; la lutte contre l'inflation, ce n'est pas l'affaire du voisin. Le succès a été une calamité pour un certain nombre d'agriculteurs. L'inflation qui lamine les efforts de redistribution engagés par la collectivité nationale affecte d'abord les catégories les plus vulnérables, les personnes âgées, les familles, les travailleurs dont les revenus sont les plus modestes. Acceptons l'effort à leur profit ! Il en va de la cohésion sociale de notre pays. » (Corresp.)

La chambre de commerce de Paris : les travailleurs indépendants seraient les plus durement frappés par une majoration de l'impôt sur le revenu

Dans le cas d'une majoration de l'impôt sur le revenu, les travailleurs indépendants non agricoles seraient, de très loin, les plus durement frappés, affirme la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui souligne que cette surcharge s'ajouterait aux 2 milliards de francs à verser au titre du report d'impôt sur les bénéfices de 1975 et à la taxe professionnelle (près de deux fois autant) que n'acquittent pas les autres contribuables.

A l'appui de cette thèse, la C.C.I.P. cite des chiffres. Les travailleurs indépendants non agricoles, qui représentent 9 % du nombre des ménages, acquittent, note-t-elle, 34,7 % de l'impôt sur le revenu, soit plus que les cadres (33,8 % de l'impôt pour 15,8 % de la population), et deux fois plus que les petits salariés (17,5 % de l'impôt pour 41,6 % des foyers).

Ce sont donc les travailleurs indépendants qui, de toutes les catégories sociales, acquittent la plus forte part de l'impôt sur le revenu.

De plus, selon la chambre de commerce, la contribution moyenne par foyer de cette catégorie est très supérieure à celle des autres : les travailleurs indépendants paient en moyenne 1 730 F d'impôt, contre 1 740 F en moyenne pour l'ensemble des salariés. Un petit commerçant, avec 4 200 F de contribution, règle au fixe 60 % de plus qu'un cadre moyen (2 600 F) et près de quatre fois plus qu'un employé (1 180 F).

« Ces différences, commente la C.C.I.P., s'expliquent pour une bonne part par le fait que les travailleurs indépendants ne bénéficient pas, comme les salariés, de l'abattement de 30 % de leur revenu avant imposition. »

Libres opinions

Faux et vrais remèdes au déficit de la Sécurité sociale

par JACQUELINE LAMBERT (*)

DEPUIS quelques jours déjà, et dans la perspective de l'annonce des décisions d'austérité du plan Barre, le déficit de la Sécurité sociale fait l'objet de multiples commentaires. Ceux-ci tendent en général à présenter le problème de la Sécurité sociale sous un jour catastrophique et à justifier ainsi, aux yeux de l'opinion publique et donc des travailleurs, les mesures les plus draconiennes.

Il nous semble donc nécessaire, en tant que première organisation syndicale représentative des salariés, de faire apparaître quelques éléments de réflexion amples et précis, dans lesquels aucune solution valable concernant les problèmes de la Sécurité sociale ne peut être trouvée.

Le déficit de la Sécurité sociale ou la Sécurité sociale, gouffre sans fond, tonneau des Danaïdes ! Est-ce bien là la réalité ?

LA PROGRESSION DES DEPENSES DU REGIME GENERAL. QUELLE EST-ELLE ? — En dix ans (1965-1975), en taux moyen d'accroissement annuel, elle est de 2,5 % pour les allocations familiales, de 5,5 % pour les accidents du travail. Pour ces deux branches il est admis généralement que rien n'est possible à faire dans le sens de la diminution, et qu'au contraire il faudrait aller, pour la première dans le sens d'une progression très importante. S'agissant des retraites, si ce secteur connaît une progression de 7,4 %, il est également reconnu que, étant donné le niveau actuel de vie des personnes âgées, aucune réduction ne peut être envisagée.

Pour les assurances sociales, le grand responsable, le grand malade, c'est le régime d'assurance-maladie : 9,3 % de taux moyen d'accroissement annuel des dépenses ; est-ce exorbitant ?

— En premier lieu, le taux moyen annuel de la progression en valeur de la production intérieure brute, au cours de la même période, est de 12 %.

— Avec le progrès des sciences et des techniques médicales, il est légitime que les aspirations des salariés en matière d'accès aux soins et à la prévention de la maladie aillent croissant. Toute argumentation qui répute ce principe essentiel est intrinsèquement réactionnaire.

Les conditions de vie et de travail, insupportables pour une masse considérable de travailleurs, contraignent ceux-ci à des dépenses de santé dont l'organisation et la finalité de la société capitaliste sont seules responsables.

— Il est faux de dire que les Français sont les champions de la consommation en dépenses de santé. Selon les estimations du VIF Plan, la part de celles-ci dans le produit national brut sera inférieure en 1980 à ce qu'elle était en 1975 aux U.S.A. Les experts du CREDOC l'estiment également inférieure à celle de la R.F.A. et de la Hollande.

— La politique de régression sociale conduit, depuis plusieurs années, de nombreuses familles à limiter très sensiblement leurs besoins en matière de santé.

Ce n'est donc pas sur les besoins de santé qu'il faut jeter l'anathème. A notre avis, bien au contraire. Mais nous n'en disons pas autant pour les dépenses qui lui correspondent et qui résistent de multiples anomalies. Lesquelles ?

— Le coût des médicaments : les pratiques frauduleuses, les scandaleux profits des trusts de l'industrie pharmaceutique, ont été mis à jour par la C.G.T. dans la Vie ouvrière du 3 mars 1976, à propos de l'affaire de la société multinationale Merck and Co. En pratiquant une saine politique des prix, mieux, en nationalisant ce secteur, il est possible de mettre fin à ces scandales, aux excès dans le conditionnement des produits et des méthodes publicitaires.

— L'imposition des médicaments à la T.V.A. (7 %), véritable taxe sur la maladie. L'exonération des produits pharmaceutiques s'impose.

— L'évolution du prix de journée de l'hôpital public, sur décision des autorités préfectorales, a, en un an (1974-1975), progressé de 35,2 %. De ministre de la santé en ministre de la santé, on parle de réforme hospitalière, mais rien de positif n'est réalisé pour l'hôpital public. Le capital privé s'empare de plus en plus des secteurs « rentables » de la santé.

— Des dépenses d'investissement, d'enseignement, de recherche relevant du budget de la santé sont reportées sur la Sécurité sociale ; il en est de même des dépenses relevant du budget de l'action sociale et qui sont financées par la Sécurité sociale sans recette supplémentaire aucune : allocation logement, allocation aux handicapés, la prise en charge par le régime général des personnes ayant préalablement à la loi de généralisation, recours à l'action sociale ;

— Les déséquilibres des régimes des autres catégories sociales, qui incombent au budget national dans le cadre de son action de soutien les concernant ;

— L'énormité des dettes patronales. Dans la région parisienne, leur progression est de 30,4 % en un an (1974-1975). Leur seul paiement suffirait à combler le déséquilibre du régime général en 1976.

S'il est donc regrettable que la mauvaise gestion du régime général (assuré, depuis les ordonnances de 1967, par la C.N.P.F. et ses alliés des organisations syndicales de collaboration de classe) ait conduit celui-ci à une situation difficile, il n'y a rien d'irréversible.

En revenant sur ces ordonnances et en restituant aux représentants élus des salariés la gestion de la Sécurité sociale, il est incontestablement possible de retrouver une situation financière plus saine.

Outre la réduction des anomalies précédemment démontrées, il existe d'autres moyens permettant d'assurer au régime général de Sécurité sociale des rentrées de cotisations considérables et d'équilibrer les dépenses de santé. Le premier : assurer le plein emploi. Des estimations faites par notre organisation, ce seul moyen procurerait sur la base de un million deux cent mille chômeurs des ressources de l'ordre de 10 milliards de francs annuels. Le second : le relèvement du SMIC à 2 000 F apporterait 4 milliards de ressources complémentaires (deux millions de travailleurs payés au SMIC). A cela s'ajouteraient les recettes provenant des revalorisations de salaires des travailleurs proches du SMIC, de la progression normale du pouvoir d'achat et la réduction du chômage partiel.

Ce n'est, bien entendu, pas ce que s'apprête à faire le gouvernement Barre en aggravant la politique d'austérité qui pèse sur les travailleurs. Pour la Sécurité sociale, face aux difficultés financières et aux nouvelles menaces du pouvoir, il n'est de solution que dans la lutte unie des travailleurs.

(*) Secrétaire confédérale de la C.G.T.

« Nous sommes dans la majorité, mais nous entendons, de façon beaucoup plus ferme, faire entendre nos exigences. Nous serons exigeants et nous ne nous démentirons pas. »

M. Barre, c'est l'ultime chance.

M. ANDRÉ DILIGENT, vice-président du Centre des démocrates-sociaux, a déclaré samedi 18 septembre à Nantes : « Nous entendons soutenir M. Barre, c'est l'ultime chance. »

LE TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	4 3/4
1 mois	5 1/4	6 1/4	5 1/4
3 mois	5 1/4	6 1/4	5 1/4
6 mois	5 1/4	6 1/4	5 1/4



M. Jacques Ferry : le patronat pourrait prendre l'engagement de modérer les hausses pendant 6 mois

« Le blocage [des prix] est une fausse solution. Même bref, il est toujours générateur de distorsions durables, et si l'on sait quand on y entre, on ne sait jamais comment ni quand on en sortira », déclare M. Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., dans une interview que publient les Schos. Nous retons fondamentalement attachés à la libre négociation des salaires et des prix. Les deux termes sont d'ailleurs liés, et c'est la raison pour laquelle il ne serait pas concevable que les entreprises ne transposent pas dans le domaine des prix les actions modératrices reconnues par ailleurs nécessaires dans le domaine des coûts salariaux.

« Il s'agit, dans mon esprit, poursuit M. Ferry, d'engagements qui prendraient peut-être, par exemple les principales branches professionnelles de la production et de la distribution, de ne pas dépasser un certain taux d'augmentation, ce taux étant, bien entendu, variable en fonction de la diversité des situations d'une branche à l'autre, et révisable en cas de modification sensible sur le coût des matières premières. »

« Je suis convaincu que cette formule pourrait avoir l'agrément des chefs d'entreprise. »

La revalorisation des bas revenus

A propos d'une éventuelle modification des revenus, M. Ferry ajoute : « La revalorisation progressive des plus bas revenus demeure longtemps un objectif prioritaire. Il conviendrait d'agir avec précision et prévoyance, à l'exemple de la Grande-Bretagne, par la voie de la dé-

« M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates, propose, dans le Point du 30 septembre, à qui l'on s'engage sur la voie de la suppression de l'impôt sur le revenu, un impôt qui devrait être celui de la justice fiscale et qui est parvenu à être celui de l'inégalité, même aux yeux de ses défenseurs. »

Il ajoute : « Supprimer radicalement l'impôt sur le revenu, aménager les impôts sur la consommation, instituer hardiment l'impôt sur le capital, voilà le choix décisif pour un avenir. »

M. Servan-Schreiber : trois erreurs ont déjà été commises

Sous le titre « A la recherche de la confiance », M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle (radical), écrit notamment dans le numéro du 20 septembre de « l'Express » :

« Le gouvernement est-il sur la bonne voie ?

« Il est naturellement trop tôt pour se prononcer, et le préjugé favorable demeure compréhensible : un nouveau premier ministre dont la compétence et la bonne volonté sont évidentes.

« Trois erreurs ont déjà été commises. Or, elles ne paraissent pas être le fait du hasard, mais, au contraire, une certaine ligne — celle qu'il y a lieu de redouter. »

« Le premier ministre, alors que rien ne le préservait dans le calendrier, s'est empressé d'écrire une lettre officielle au premier des ministres d'Etat, pour le charger « d'organiser, pour la fin de l'année 1977 et de 1978 (...). »

« Mission inopportune au moment où l'objectif prioritaire, et qui doit être exclusif de tout autre, est de rétablir la confiance, l'unité des Français. (...) »

« La deuxième erreur est d'avoir laissé se poursuivre une vaste polémique sur l'impôt sur le revenu, alors que le premier ministre a réaffirmé à certaines catégories d'entrepreneurs. »

M. Servan-Schreiber conclut :

En Grande-Bretagne

FLAMBÉE DE LA HAUSSE DES PRIX : + 1,4 % EN AOÛT

Londres. — La bataille que mène le gouvernement britannique contre l'inflation n'est pas encore gagnée. La hausse du coût de la vie en août a atteint 1,4 % par rapport à juillet, le fait sur lequel le gouvernement britannique insiste pour démontrer que la hausse du coût de la vie n'avait cessé de se ralentir. De ce fait, en taux annuel, l'inflation remonte à 13,8 % (soit 1976 comparé à août 1975), alors qu'elle était de 12,9 % en juillet 1976 par rapport à juillet 1975.

Le gouvernement britannique continue de croire qu'il sera possible de ramener le taux annuel d'inflation à moins de 10 % avant 1977.

AGRICULTURE

MANIFESTATIONS EN PROVINCE AU COURS DU WEEK-END

Plusieurs manifestations d'agriculteurs ont été dérangées en province au cours du week-end.

En Lozère, dans la vallée de Naves, une quarantaine d'agriculteurs se sont heurtés aux forces de l'ordre, samedi 18 septembre, cinq d'entre eux ont été légèrement blessés. Les paysans avaient mis en place trois barrages routiers, afin d'empêcher les représentants de la Société de mise en valeur Auvergne-Limousin (Somiva) de recueillir les lieux où doit être construit le barrage de Naves. Les agriculteurs, contrainés par les forces de l'ordre de céder le passage, se sont néanmoins regroupés sur les lieux de l'ouvrage, et ont forcé les représentants de la Somiva à partir.

A Nantes, le même jour, cinq cents agriculteurs ont manifesté, à l'appel de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, afin de dénoncer l'attitude des pouvoirs publics face à la sécheresse. Le président de la F.D.S.E.A. de Loire-Atlantique a déclaré, au cours d'un meeting : « Les pouvoirs publics ont dressé l'opinion contre nous avec l'impôt sur la sécheresse. » Les manifestations ont ensuite défilé dans les rues de la ville, en criant : « Non à l'impôt sécheresse ! »

Dans l'Orne, notre correspondant nous signale que, dans la soirée de samedi, le maire de Tourouvre a été séquestré dans sa mairie pendant six heures par une vingtaine d'agriculteurs, mécontents du remboursement de soixante-dix exploitations agricoles de la région.

Enfin, dans Bas-Rhin, à Wasselonne, un commando d'agriculteurs a déversé, dans la nuit du 17 au 18 septembre, une benne de fumier devant le gendarmat, qui a été arrosé d'un liquide inflammable et couvert de slogans.

VIENT DE PARAITRE UN DOSSIER D'ACTUALITÉ édité par Informations Chimie

fait le point sur L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU DEBUT DU VII^e PLAN

● EN FRANCE ● DANS LE CONTEXTE EUROPEEN ET MONDIAL

une enquête Sur les structures de ce secteur et leur évolution des interviews Sur ses problèmes, ses réalités, ses orientations : recherche, technologie, impulsion industrielle, contraintes de développement international. Sur la consommation pharmaceutique et la médication dans une politique de la santé. Avec des personnalités qui vivent quotidiennement cette profession et qui ont bien voulu, en apportant leur témoignage à une période qui semble cruciale pour l'industrie pharmaceutique en France, éclairer ce dossier difficile et dont l'importance se situe à la fois sur le plan économique, scientifique, sanitaire et humain.

332 PAGES • FRANCE • 55 F

ETRANGER : 70 FF (ENVOI PAR AVION)

INFORMATIONS CHIMIE - 5, rue Jules Lefebvre - 75008 Paris

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir : (à compléter) du DOSSIER DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

nom : _____

prénom : _____

adresse : _____

o-join, règlement de FF au nom de la SETE. RUE AULES LEBLANC 75008 PARIS. TEL. 874.83.704. TELE. CHIFFRE 650 886 F. C.C.P. PARIS 25 18951

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève continue à la Hague malgré l'expulsion des occupants

De notre correspondant

Cherbourg. — Après quarante-huit heures d'occupation, c'est par un « gentleman agreement » que s'est traduit, samedi 18 septembre au soir, l'ordre d'expulsion pris par le juge de Cherbourg à la suite de l'assignation en référé des trois syndicats du centre nucléaire de la Hague, actuellement en conflit avec leur administration.

Au terme d'une journée marquée par diverses manifestations extérieures des familles, de longs pourparlers — avec le directeur du centre, puis avec le commandant de la compagnie locale de gendarmerie — ont permis aux responsables syndicaux de négocier leur sortie de l'usine. Les forces de l'ordre sont restées remarquablement discrètes : l'évacuation s'est faite dans le calme et devant les femmes et les enfants des quelques deux cent cinquante manifestants qui avaient occupé une partie du centre d'extraction du plutonium.

Dimanche, une grande animation a continué de régner autour des grilles de l'usine dont les installations sont toujours arrêtées, bien qu'un certain nombre d'agents soient à leur poste. Mais, selon des informations recueillies à l'extérieur, beaucoup d'entre eux garderaient les bras croisés, et après quatre jours de conflit le mouvement qui paralysait la chaîne de retraitement des combustibles irradiés ressemble fort à une épreuve de forces épuisée principalement entre la C.F.D.T., largement majoritaire

à la Hague, et l'administrateur général du C.E.A. Dans la soirée, des responsables de la C.F.D.T., de C.G.T.-F.O. et du S.I.A.E.N. (syndicat autonome) ont eu une nouvelle entrevue avec le directeur du centre, M. Delange, qui leur a transmis une note de M. Giraud, administrateur général du C.E.A. Celui-ci a fait précéder par la direction locale que la COGEMA, filiale du C.E.A., continuerait de se mettre en place et qu'une note s'appliquait aux agents — qu'ils soient C.E.A. ou personnels des filiales — était en cours de rédaction. Sur le troisième point soulevé, l'ouverture de négociations à l'échelon national, M. Giraud a dit avoir fait savoir qu'il s'abstenait pour une semaine, mais que, dans l'intervalle, son secrétariat restera en contact avec les syndicats.

Les grévistes, qui ont reçu entre-temps le soutien de comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse-Normandie, ont jugé ces réponses décevantes. Ils devaient tenir une nouvelle assemblée générale ce lundi.

RENÉ MOIRAND.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LE GROUPE PERRIER vient d'acquiescer 30 % environ du capital des Verres de Puy-Guilhem, des économies d'exploitation par une réduction des coûts de transport et de livraison, une meilleure répartition des clients et une utilisation optimale de leurs moyens de production. Ces accords permettent d'envisager à l'avenir un éventuel renforcement des moyens de production de ces deux filiales et une coordination de leur politique.

● VERS LA FERMETURE DE L'USINE GERVAIS-DANONE DE MARSEILLE. — La direction de Gervais-Danone à Marseille a annoncé son intention de fermer l'usine au 31 mars 1977, le personnel étant placé en préavis dès le 15 janvier. Cent cinquante salariés sont concernés, essentiellement du personnel féminin. Ouverte voici quinze ans, l'usine avait une production mensuelle de dix millions de pots de yaourt, fromages et desserts. Invoquant le projet de construction d'une usine du groupe B.S.N.-Gervais-Danone en Italie, les syndicats de l'entreprise réclament les motifs économiques de ce licenciement. Le groupe ayant réalisé 2 milliards 173 millions de bénéfices en 1975, et ayant enregistré dans sa branche laitière (Kronenbourg, Société européenne de brasserie et S.A. des eaux d'Évian), une augmentation de 20 % de son chiffre d'affaires pour les six premiers mois de 1976. — (C.O.R.)

● NOMINATION CHEZ I.B.M. FRANCE. — M. Michel Fauchon, actuellement directeur général du groupe « Grande diffusion » d'I.B.M. France, vient d'être nommé au poste de directeur général des services centraux d'I.B.M. Europe. Il sera remplacé à la tête du groupe « Grande diffusion » d'I.B.M. France par M. Gérard Lefort, qui était jusqu'à présent directeur général pour l'Afrique et le Moyen-Orient à I.B.M. Europe.

● DÉMISSION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE R.C.A. CORP. — M. Anthony L. Conrad, P.-D.G. du groupe américain Radio Corporation of America (R.C.A.), a démissionné de ses fonctions après avoir reconnu qu'il n'avait pas fait de déclaration d'impôts de 1971 à 1975. Il a précisé que ces irrégularités portaient uniquement sur sa situation fiscale personnelle et ne concernaient pas le groupe R.C.A. Il sera remplacé à son poste par

M. Edgar Griffiths. Radio Corporation of America est une des plus grandes firmes d'électronique des États-Unis. Depuis plusieurs années, elle développe ses activités à l'étranger, notamment en Europe, par le biais du groupe Thomson-Brandt, avec lequel elle a formé la filiale Video Color, et dans laquelle R.C.A. détient 49 %. — (A.F.P.)

Banques

● WASHINGTON CONTRE LA PARTICIPATION DU VIETNAM À LA BANQUE MONDIALE. — L'offensive américaine sur le thème « Non au Vietnam » va se poursuivre cette semaine à la Banque mondiale, sans grandes chances de succès. La Banque doit se prononcer mardi sur le sujet. Les États-Unis ont l'intention de s'opposer à la présence vietnamienne, comme ils l'ont tenté en vain la semaine dernière au Fonds monétaire international.

Conjoncture

● LA HAUSSE ANNUELLE DES PRIX À LA CONSOMMATION dans les pays de l'O.C.D.E. est, pour la première fois en trois ans, tombée à moins de 3 % (1,9 % en juillet 1976 par rapport à juillet 1975). Les écarts de taux d'inflation entre les différents pays de l'Organisation ont diminué de façon importante, variant pour les grands pays (industrie) de 4,1 % en Allemagne fédérale à 16,5 % en Italie.

Énergie

● L'ARABIE SAOUDITE est toujours opposée à une augmentation du prix du pétrole en 1976. — Le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole et des richesses minières, a déclaré le 19 septembre, que son pays ait accepté la réunion d'une conférence extraordinaire des ministres du pétrole des pays membres de l'O.P.E.P. pour examiner le problème de l'augmentation du prix du pétrole. « Le roi Fahd et le gouvernement s'opposent à toute augmentation du prix cette année », a-t-il précisé. — (A.F.P.)

COOPÉRATION

Le dialogue Nord-Sud

Les propositions se précisent mais les points de vue restent éloignés

La quatrième session de la conférence sur la coopération économique internationale, dite Dialogue nord-sud, prend fin ce lundi 20 septembre. Trois des commissions — matières premières, énergie et affaires financières, — ont déjà ajourné leurs travaux au 20 octobre, date de la prochaine session. Seule la commission pour le développement siège lundi.

Plusieurs propositions ont été faites la semaine dernière par diverses délégations. Elles devront être discutées en commission la semaine d'octobre. Elles peuvent être au moins de deux ordres : une conférence tenue au niveau ministériel. Mais à voir les méthodes d'approche et l'esprit des textes déposés tant par le groupe des dix-neuf pays en voie de développement que par les huit délégations des nations industrialisées, rien ne permet de dire que le fossé qui sépare les deux camps a été un tant soit peu comblé lors de cette session. Les vingt-sept États ont encore deux semaines (octobre et novembre) pour parvenir à « un résultat concret ». M. Bernard Guillon, secrétaire exécutif de la conférence, a cependant tenu à souligner, à la fin de la session, derrière « la bonne volonté » et « l'esprit de compréhension » qui président aux discussions.

LES PROPOSITIONS

● Commission pour les matières premières.

Le Nigeria a déposé au nom des Dix-Neuf une proposition qui vise à modifier le transport, la commercialisation et la distribution des produits de base. Ce projet prévoit la réduction de la position dominante des sociétés multinationales, un meilleur accès aux marchés des pays industrialisés, la régularisation des échanges pour éviter la spéculation, et l'élimination des barrières douanières.

● Commission pour l'énergie.

Les États-Unis ont proposé la création d'un institut international de l'énergie pour aider les pays en voie de développement à évaluer leurs besoins, assurer la formation des ressortissants du tiers-monde, rechercher et mettre en valeur les ressources énergétiques de ces pays, enfin assurer pays industrialisés et nations du monde au sein de cet institut.

La C.E.E. a soumis un projet plus vaste, qui tend à envisager l'ensemble des problèmes énergétiques à l'intérieur de cet institut.

● Commission pour le développement et les affaires financières.

Ces deux commissions ont reçu de la C.E.E. et des États-Unis des propositions de Dix-neuf d'autre part, des textes sur l'endettement. Les États-Unis et la C.E.E. veulent mettre en place un processus qui permettrait de consolider les dettes des pays débiteurs à la demande de ces derniers — et pas seulement en cas de crise aiguë — après l'établissement d'un rapport d'une organisation internationale sur la situation financière des dix-neuf pays.

Les Dix-Neuf, dans un texte préparé par le Pakistan, réclament au contraire un traitement global du problème et un moratoire immédiat pour les pays les plus endettés. Les États-Unis ont aussi déposé devant la commission pour les affaires financières une proposition sur les moyens de lutter contre l'inflation (catalogue de mesures budgétaires et monétaires traditionnelles sur le plan interne, discipline dans l'augmentation des prix des matières premières sur le plan international).

Devant cette même commission, les États-Unis et l'Arabie Saoudite, au nom des Dix-neuf, ont soumis des textes sur l'excédent des avoirs financiers des pays exportateurs de pétrole. Si les Dix-Neuf réclament pour leurs capitaux un traitement pré-

férentiel, des exonérations d'impôts et taxes, des clauses contre la confiscation et la dévaluation, les États-Unis, en revanche, « acceptent » de recevoir des avoirs financiers sous le « régime de droit commun ».

Les délégations ont jusqu'au 31 octobre pour soumettre des propositions aux commissions.

La réunion des « 77 » à Mexico

« L'AUTONOMIE COLLECTIVE » DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La conférence de Mexico sur la coopération économique entre pays en voie de développement a mis fin le 18 septembre à ses travaux en commission. Le groupe des « 77 » doit encore approuver une série de mesures les 20 et 21 septembre avant que soit publié un document final déjà qualifié de « déclaration de Mexico ». Parmi les mesures qui restent à approuver figurent la tenue d'un nouveau « sommet » des « 77 » et la création d'un organisme de coordination des décisions adoptées.

Pour donner corps au nouveau concept d'« autonomie collective » visant à ce que les pays en développement s'entraident et présentent un front uni et solide face aux pays riches dans les négociations pour un « nouvel ordre économique mondial », les pays du tiers-monde ont avancé certaines recommandations, principalement dans le domaine commercial (préférences tarifaires) et dans celui des matières premières (association des pays producteurs, stocks régulateurs). Certaines de ces recommandations sont accompagnées d'un calendrier d'application. — (A.F.P.)

Worldwide Standard Of Style And Quality

CROSS

En consacrant les spécialistes style et les spécialistes pour l'usage.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEB SA.

La situation provisoire consolidée du groupe SEB au 30-6-1976, établie à partir des mêmes sociétés qu'au 30-6-1975 (Juzet exclu), fait apparaître un résultat de 33 278 000 F (contre 32 811 000 F au 30-6-1975) après déduction d'une dotation aux amortissements de 39 875 000 F (contre 33 070 000 F au 30-6-1975). Ce résultat s'élève à :

- avant impôt sur les sociétés :
- avant provision pour investissement sur titre de la participation 1975 :
- avant provision pour participation de 1975 :
- et avant pertes et profits divers.

Après pertes et profits divers, le résultat s'élève à 33 068 000 F (contre 31 158 000 F).

L'accroissement des amortissements provient d'un retour à la pratique des amortissements dégressifs alors que ceux-ci avaient été limités au niveau des amortissements linéaires depuis la restructuration intervenue en 1971.

Nous rappelons que le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 611,5 millions de francs contre 591,3 au cours du premier semestre 1975.

ACCORD ENTRE LES GROUPES PERRIER ET B.G.I. DANS LE DOMAINE DU VERRE

Ces deux groupes, importants utilisateurs de verre d'emballage, ont décidé de conjuguer les moyens de production de leurs filiales dans ce domaine. Le groupe Perrier vient d'acquiescer une participation d'environ 30 % dans le capital des Verres de Puy-Guilhem dont le groupe B.G.I. conserve 40 %. On voit en attendre, pour les deux verreries de Verrières et de Puy-Guilhem, des économies d'exploitation par une réduction des coûts de transport et de livraison, une meilleure répartition des clients et une utilisation optimale de leurs moyens de production. Ces accords permettent d'envisager à l'avenir un éventuel renforcement des moyens de production de ces deux filiales et une coordination de leur politique.

Pour louer une voiture en Espagne, réservez chez **europcar** 645.21.25

GIMAT

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le « GIMAT » a contribué depuis son origine à financer des installations industrielles fixes réparties sur la totalité du territoire concourant ainsi au renforcement du tissu industriel et à la stabilisation de l'emploi, pour le compte de 138 Sociétés productrices de matériaux de construction comprenant des groupes de dimension nationale associés à des petites et moyennes entreprises.

1.598.700.000 francs d'emprunts lancés depuis 1967



12, rue de Contigilone, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS

avec l'assistance technique d'experts financiers

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse aux bacheliers S.C. ou D. conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales. Développement au sein d'un centre d'enseignement supérieur de gestion : l'Ecole Supérieure Libre.

P.C.S.

Enseignement Supérieur Privé

1, rue Bougainville, 75001 PARIS - Tél. 551-33-59

DEMANDE D'ADMISSION EN ANNEE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM :
 PRÉNOMS :
 Date et lieu de naissance :
 Baccalauréat : Série B Série C Série D
 Langues :
 Adresse :
 Concours envisagés : REC ESSEP ESCEP ESLSA
 Autres écoles :
 Date :

(Publié)

ROYAUME DU MAROC

Office régional de mise en valeur agricole du GHARB

KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 28/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, recevra jusqu'au 21 octobre 1976 (26 Choual 1295) à 12 heures, les Offres de prix pour l'équipement électrique Electro-mécanique des stations de pompage centre 1 et centre 2 (7.000 ha) de la seconde tranche d'irrigation.

Le Dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, Service Equipement, Carrefour Mauritanie, KENITRA, contre remise d'un chèque libellé au nom de l'Agent Comptable de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, d'un montant de quatre cents dirhams (400 DHS).

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES

FORMATION CONTINUE

COURS D'INITIATION à l'ARABE, au CHINOIS, au JAPONAIS, au RUSSE, etc. Méthodes MODERNES mises au point par LES PROFESSEURS DE l'I.N.L.C.O.

DÉBUT DES COURS : 4 NOVEMBRE

Cycles de 96 heures (en 16 semaines) ou de 144 heures (24 semaines). Cycles spéciaux de perfectionnement. Cycles spécialement destinés aux personnes en activité - appelées à des contacts avec l'étranger.

Exemple de prix : cycle de 96 heures : 2.800 F. CONDITIONS PARTICULIÈRES AUX ENTREPRISES.

Renseignements sur simple demande faite à :

MISSION DE FORMATION CONTINUE de l'I.N.L.C.O. - Faculté de Clusay, 104-106, quai de Clusay - 92130 CLUSAY - Téléphone 270-70-40, poste 327.

ANGLAIS

« English Home »

- Dans le cadre de la Formation Permanente
- Bourse pour Etudiants

ESPAGNOL

« Centro Audiovisual del Colegio de España »

COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE

5, boulevard de Bonne-Nouvelle 75002 PARIS - Tél. : 229-67-98

48, rue du Fer-à-Moulin 75005 PARIS - Tél. : 707-49-64

ESPAGNOL-ANGLAIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés du 17 septembre 1976

(Les cours sont en francs par tonne, sauf indication contraire)

MÉTALLS. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (wirebar) comptant 829 (828,50), à trois mois 830,50 (829,50); étain comptant 855 (854,50), à trois mois 856,50 (855,50); plomb 275 (274,50); zinc 245 (244,50). - New-York (en dollars par tonne) : cuivre (wirebar) comptant 829 (828,50), à trois mois 830,50 (829,50); étain comptant 855 (854,50), à trois mois 856,50 (855,50); plomb 275 (274,50); zinc 245 (244,50).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, oct. 76,08 (76,00), déc. 76,25 (76,10); laine, oct. 182 (181,50), déc. 182,50 (182,00). - Londres (en pence par kilo) : laine (pignée à sec), oct. 234 (233), déc. 234,50 (234); laine (pignée à l'humidité), oct. 234,50 (234), déc. 235 (234,50).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : RSS, comptant 45,50-51 (45,50-51), à trois mois 46,50-52 (46,50-52); SBR, comptant 45,50-51 (45,50-51), à trois mois 46,50-52 (46,50-52).

DÉTERGENTS. - New-York (en cents par lb) : coco décapé, oct. 110,60 (110,50), mars 110,60 (110,50); coco décapé, oct. 110,60 (110,50), mars 110,60 (110,50); coco décapé, oct. 110,60 (110,50), mars 110,60 (110,50).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé dur, oct. 330,12 (330,12), mars 331,12 (331,12); blé tendre, oct. 331,12 (331,12), mars 332,12 (332,12).

LONDRES

Déprimé

La poursuite de la baisse de la livre sterling a entraîné un nouveau recul de la cote au Stock Exchange. Les valeurs industrielles se replient, de même que les fonds d'Etat et les mines d'or. Irrégularité des valeurs pétrolières.

OR (ouverture) (millions) : 115 10 contre 119 50

VALEURS	CLOTURE	COURS
War Loan 3 1/2 %	26	16 7/8
British Petroleum	318	315 1/2
Shell	325	322 1/2
Imperial	198	195 1/2
Glaxo	288	285 1/2
Glaxo	288	285 1/2
Glaxo	288	285 1/2
Glaxo	288	285 1/2
Glaxo	288	285 1/2
Glaxo	288	285 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE. - Avant d'accepter d'augmenter son capital de 25 millions de francs à 50 millions, la société va distribuer une action gratuite pour dix anciennes (cette opération sera terminée le 30 septembre 1976).

SOVAC. - Émission au pair d'un emprunt de 100 millions de francs remboursable par annuités de 100 millions de francs sur une période de 10 ans.

COPELCO. - Émission d'un emprunt de 100 millions de francs remboursable par annuités de 100 millions de francs sur une période de 10 ans.

SCHEUREN B.T. - La situation financière de la société est satisfaisante. Les bénéfices nets ont augmenté de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

NATIONALE NÉDERLANDS N.V. - Le bénéfice net par action pour l'exercice 1976 est mis en paiement.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 1er sept. 1975)

Indice général : 106,2

Indice des actions : 106,2

Indice des obligations : 106,2

B.A.L.O.

Le BALO du lundi 20 septembre

publie notamment les insertions suivantes :

Financière d'Ugent - Kuhlmann. - Émission d'un emprunt de 321 695 700 francs remboursable par 3 216 957 obligations de 100 francs.

Le 21 septembre 1976. - Le BALO du mardi 21 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 22 septembre 1976. - Le BALO du mercredi 22 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 23 septembre 1976. - Le BALO du jeudi 23 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 24 septembre 1976. - Le BALO du vendredi 24 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 25 septembre 1976. - Le BALO du samedi 25 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 26 septembre 1976. - Le BALO du dimanche 26 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 27 septembre 1976. - Le BALO du lundi 27 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 28 septembre 1976. - Le BALO du mardi 28 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 29 septembre 1976. - Le BALO du mercredi 29 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 30 septembre 1976. - Le BALO du jeudi 30 septembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 1er octobre 1976. - Le BALO du vendredi 1er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 2er octobre 1976. - Le BALO du samedi 2er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 3er octobre 1976. - Le BALO du dimanche 3er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 4er octobre 1976. - Le BALO du lundi 4er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 5er octobre 1976. - Le BALO du mardi 5er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 6er octobre 1976. - Le BALO du mercredi 6er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 7er octobre 1976. - Le BALO du jeudi 7er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 8er octobre 1976. - Le BALO du vendredi 8er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 9er octobre 1976. - Le BALO du samedi 9er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 10er octobre 1976. - Le BALO du dimanche 10er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 11er octobre 1976. - Le BALO du lundi 11er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 12er octobre 1976. - Le BALO du mardi 12er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 13er octobre 1976. - Le BALO du mercredi 13er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 14er octobre 1976. - Le BALO du jeudi 14er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 15er octobre 1976. - Le BALO du vendredi 15er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 16er octobre 1976. - Le BALO du samedi 16er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 17er octobre 1976. - Le BALO du dimanche 17er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 18er octobre 1976. - Le BALO du lundi 18er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 19er octobre 1976. - Le BALO du mardi 19er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 20er octobre 1976. - Le BALO du mercredi 20er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 21er octobre 1976. - Le BALO du jeudi 21er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 22er octobre 1976. - Le BALO du vendredi 22er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 23er octobre 1976. - Le BALO du samedi 23er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 24er octobre 1976. - Le BALO du dimanche 24er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 25er octobre 1976. - Le BALO du lundi 25er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 26er octobre 1976. - Le BALO du mardi 26er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 27er octobre 1976. - Le BALO du mercredi 27er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 28er octobre 1976. - Le BALO du jeudi 28er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 29er octobre 1976. - Le BALO du vendredi 29er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 30er octobre 1976. - Le BALO du samedi 30er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 31er octobre 1976. - Le BALO du dimanche 31er octobre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 1er novembre 1976. - Le BALO du lundi 1er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 2er novembre 1976. - Le BALO du mardi 2er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 3er novembre 1976. - Le BALO du mercredi 3er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 4er novembre 1976. - Le BALO du jeudi 4er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 5er novembre 1976. - Le BALO du vendredi 5er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 6er novembre 1976. - Le BALO du samedi 6er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 7er novembre 1976. - Le BALO du dimanche 7er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 8er novembre 1976. - Le BALO du lundi 8er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 9er novembre 1976. - Le BALO du mardi 9er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 10er novembre 1976. - Le BALO du mercredi 10er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 11er novembre 1976. - Le BALO du jeudi 11er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 12er novembre 1976. - Le BALO du vendredi 12er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 13er novembre 1976. - Le BALO du samedi 13er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 14er novembre 1976. - Le BALO du dimanche 14er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 15er novembre 1976. - Le BALO du lundi 15er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 16er novembre 1976. - Le BALO du mardi 16er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 17er novembre 1976. - Le BALO du mercredi 17er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 18er novembre 1976. - Le BALO du jeudi 18er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 19er novembre 1976. - Le BALO du vendredi 19er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 20er novembre 1976. - Le BALO du samedi 20er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 21er novembre 1976. - Le BALO du dimanche 21er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 22er novembre 1976. - Le BALO du lundi 22er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 23er novembre 1976. - Le BALO du mardi 23er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 24er novembre 1976. - Le BALO du mercredi 24er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 25er novembre 1976. - Le BALO du jeudi 25er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 26er novembre 1976. - Le BALO du vendredi 26er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 27er novembre 1976. - Le BALO du samedi 27er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 28er novembre 1976. - Le BALO du dimanche 28er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 29er novembre 1976. - Le BALO du lundi 29er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 30er novembre 1976. - Le BALO du mardi 30er novembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 1er décembre 1976. - Le BALO du mercredi 1er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 2er décembre 1976. - Le BALO du jeudi 2er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 3er décembre 1976. - Le BALO du vendredi 3er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 4er décembre 1976. - Le BALO du samedi 4er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 5er décembre 1976. - Le BALO du dimanche 5er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 6er décembre 1976. - Le BALO du lundi 6er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

Le 7er décembre 1976. - Le BALO du mardi 7er décembre 1976 publiera notamment les insertions suivantes :

VALEURS

Cours précédents

Patronelle (A)... 119 123 70
Patronelle (B)... 119 123 70
Patronelle (C)... 119 123 70
Patronelle (D)... 119 123 70
Patronelle (E)... 119 123 70
Patronelle (F)... 119 123 70
Patronelle (G)... 119 123 70
Patronelle (H)... 119 123 70
Patronelle (I)... 119 123 70
Patronelle (J)... 119 123 70
Patronelle (K)... 119 123 70
Patronelle (L)... 119 123 70
Patronelle (M)... 119 123 70
Patronelle (N)... 119 123 70
Patronelle (O)... 119 123 70
Patronelle (P)... 119 123 70
Patronelle (Q)... 119 123 70
Patronelle (R)... 119 123 70
Patronelle (S)... 119 123 70
Patronelle (T)... 119 123 70
Patronelle (U)... 119 123 70
Patronelle (V)... 119 123 70
Patronelle (W)... 119 123 70
Patronelle (X)... 119 123 70
Patronelle (Y)... 119 123 70
Patronelle (Z)... 119 123 70
Patronelle (AA)... 119 123 70
Patronelle (AB)... 119 123 70
Patronelle (AC)... 119 123 70
Patronelle (AD)... 119 123 70
Patronelle (AE)... 119 123 70
Patronelle (AF)... 119 123 70
Patronelle (AG)... 119 123 70
Patronelle (AH)... 119 123 70
Patronelle (AI)... 119 123 70
Patronelle (AJ)... 119 123 70
Patronelle (AK)... 119 123 70
Patronelle (AL)... 119 123 70
Patronelle (AM)... 119 123 70
Patronelle (AN)... 119 123 70
Patronelle (AO)... 119 123 70
Patronelle (AP)... 119 123 70
Patronelle (AQ)... 119 123 70
Patronelle (AR)... 119 123 70
Patronelle (AS)... 119 123 70
Patronelle (AT)... 119 123 70
Patronelle (AU)... 119 123 70
Patronelle (AV)... 119 123 70
Patronelle (AW)... 119 123 70
Patronelle (AX)... 119 123 70
Patronelle (AY)... 119 123 70
Patronelle (AZ)... 119 123 70
Patronelle (BA)... 119 123 70
Patronelle (BB)... 119 123 70
Patronelle (BC)... 119 123 70
Patronelle (BD)... 119 123 70
Patronelle (BE)... 119 123 70
Patronelle (BF)... 119 123 70
Patronelle (BG)... 119 123 70
Patronelle (BH)... 119 123 70
Patronelle (BI)... 119 123 70
Patronelle (BJ)... 119 123 70
Patronelle (BK)... 119 123 70
Patronelle (BL)... 119 123 70
Patronelle (BM)... 119 123 70
Patronelle (BN)... 119 123 70
Patronelle (BO)... 119 123 70
Patronelle (BP)... 119 123 70
Patronelle (BQ)... 119 123 70
Patronelle (BR)... 119 123 70
Patronelle (BS)... 119 123 70
Patronelle (BT)... 119 123 70
Patronelle (BU)... 119 123 70
Patronelle (BV)... 119 123 70
Patronelle (BW)... 119 123 70
Patronelle (BX)... 119 123 70
Patronelle (BY)... 119 123 70
Patronelle (BZ)... 119 123 70
Patronelle (CA)... 119 123 70
Patronelle (CB)... 119 123 70
Patronelle (CC)... 119 123 70
Patronelle (CD)... 119 123 70
Patronelle (CE)... 119 123 70
Patronelle (CF)... 119 123 70
Patronelle (CG)... 119 123 70
Patronelle (CH)... 119 123 70
Patronelle (CI)... 119 123 70
Patronelle (CJ)... 119 123 70
Patronelle (CK)... 119 123 70
Patronelle (CL)... 119 123 70
Patronelle (CM)... 119 123 70
Patronelle (CN)... 119 123 70
Patronelle (CO)... 119 123 70
Patronelle (CP)... 119 123 70
Patronelle (CQ)... 119 123 70
Patronelle (CR)... 119 123 70
Patronelle (CS)... 119 123 70
Patronelle (CT)... 119 123 70
Patronelle (CU)... 119 123 70
Patronelle (CV)... 119 123 70
Patronelle (CW)... 119 123 70
Patronelle (CX)... 119 123 70
Patronelle (CY)... 119 123 70
Patronelle (CZ)... 119 123 70
Patronelle (DA)... 119 123 70
Patronelle (DB)... 119 123 70
Patronelle (DC)... 119 123 70
Patronelle (DD)... 119 123 70
Patronelle (DE)... 119 123 70
Patronelle (DF)... 119 123 70
Patronelle (DG)... 119 123 70
Patronelle (DH)... 119 123 70
Patronelle (DI)... 119 123 70
Patronelle (DJ)... 119 123 70
Patronelle (DK)... 119 123 70
Patronelle (DL)... 119 123 70
Patronelle (DM)... 119 123 70
Patronelle (DN)... 119 123 70
Patronelle (DO)... 119 123 70
Patronelle (DP)... 119 123 70
Patronelle (DQ)... 119 123 70
Patronelle (DR)... 119 123 70
Patronelle (DS)... 119 123 70
Patronelle (DT)... 119 123 70
Patronelle (DU)... 119 123 70
Patronelle (DV)... 119 123 70
Patronelle (DW)... 119 123 70
Patronelle (DX)... 119 123 70
Patronelle (DY)... 119 123 70
Patronelle (DZ)... 119 123 70
Patronelle (EA)... 119 123 70
Patronelle (EB)... 119 123 70
Patronelle (EC)... 119 123 70
Patronelle (ED)... 119 123 70
Patronelle (EE)... 119 123 70
Patronelle (EF)... 119 123 70
Patronelle (EG)... 119 123 70
Patronelle (EH)... 119 123 70
Patronelle (EI)... 119 123 70
Patronelle (EJ)... 119 123 70
Patronelle (EK)... 119 123 70
Patronelle (EL)... 119 123 70
Patronelle (EM)... 119 123 70
Patronelle (EN)... 119 123 70
Patronelle (EO)... 119 123 70
Patronelle (EP)... 119 123 70
Patronelle (EQ)... 119 123 70
Patronelle (ER)... 119 123 70
Patronelle (ES)... 119 123 70
Patronelle (ET)... 119 123 70
Patronelle (EU)... 119 123 70
Patronelle (EV)... 119 123 70
Patronelle (EW)... 119 123 70
Patronelle (EX)... 119 123 70
Patronelle (EY)... 119 123 70
Patronelle (EZ)... 119 123 70
Patronelle (FA)... 119 123 70
Patronelle (FB)... 119 123 70
Patronelle (FC)... 119 123 70
Patronelle (FD)... 119 123 70
Patronelle (FE)... 119 123 70
Patronelle (FF)... 119 123 70
Patronelle (FG)... 119 123 70
Patronelle (FH)... 119 123 70
Patronelle (FI)... 119 123 70
Patronelle (FJ)... 119 123 70
Patronelle (FK)... 119 123 70
Patronelle (FL)... 119 123 70
Patronelle (FM)... 119 123 70
Patronelle (FN)... 119 123 70
Patronelle (FO)... 119 123 70
Patronelle (FP)... 119 123 70
Patronelle (FQ)... 119 123 70
Patronelle (FR)... 119 123 70
Patronelle (FS)... 119 123 70
Patronelle (FT)... 119 123 70
Patronelle (FU)... 119 123 70
Patronelle (FV)... 119 123 70
Patronelle (FW)... 119 123 70
Patronelle (FX)... 119 123 70
Patronelle (FY)... 119 123 70
Patronelle (FZ)... 119 123 70
Patronelle (GA)... 119 123 70
Patronelle (GB)... 119 123 70
Patronelle (GC)... 119 123 70
Patronelle (GD)... 119 123 70
Patronelle (GE)... 119 123 70
Patronelle (GF)... 119 123 70
Patronelle (GG)... 119 123 70
Patronelle (GH)... 119 123 70
Patronelle (GI)... 119 123 70
Patronelle (GJ)... 119 123 70
Patronelle (GK)... 119 123 70
Patronelle (GL)... 119 123 70
Patronelle (GM)... 119 123 70
Patronelle (GN)... 119 123 70
Patronelle (GO)... 119 123 70
Patronelle (GP)... 119 123 70
Patronelle (GQ)... 119 123 70
Patronelle (GR)... 119 123 70
Patronelle (GS)... 119 123 70
Patronelle (GT)... 119 123 70
Patronelle (GU)... 119 123 70
Patronelle (GV)... 119 123 70
Patronelle (GW)... 119 123 70
Patronelle (GX)... 119 123 70
Patronelle (GY)... 119 123 70
Patronelle (GZ)... 119 123 70
Patronelle (HA)... 119 123 70
Patronelle (HB)... 119 123 70
Patronelle (HC)... 119 123 70
Patronelle (HD)... 119 123 70
Patronelle (HE)... 119 123 70
Patronelle (HF)... 119 123 70
Patronelle (HG)... 119 123 70
Patronelle (HH)... 119 123 70

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - ESPAGNE : la coordination démocratique se prononce contre le projet gouvernemental.
- 4-5. ASIE
 - LOIN DES CAPITALES : à Calcutta, la révolution germe sous Victoria.
 - CHINE : l'autorité du premier ministre ne paraît pas contestée par les autres dirigeants.
- 6-7. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : « Chrétiens et musulmans », par Salah Eddin Bitar. — La réunion tripartite de Châtoua n'a donné aucun résultat.
- 7. AMERIQUES
 - Moscou et la campagne présidentielle américaine.
- 8. AFRIQUE
 - 9-11. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales.
 - 13. EDUCATION
 - Deux U.E.R. sont détachées de l'université d'Amiens.
 - 14. RELIGION
 - Les travaux du comité central du Conseil œcuménique des Eglises.
 - 15. SOCIÉTÉ
 - Moon va s'installer en Europe.
 - 15. SCIENCES
 - La clôture du congrès de préhistoire à Nice.
 - 16. FAITS DIVERS
 - 17. JUSTICE
 - Des hôtels disparaissent : les sans-états.
 - 18. LA REGION PARISIENNE
 - Les hôtels disparaissent : les sans-états.
 - 19. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - L'activité des chaudières soviétiques dans la Manche.
 - Protection : le gendarme informatique.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- PAGES 21 A 26
- Fonds monétaire international : le rapport annuel souligne la vulnérabilité de la situation financière du tiers-monde.
- La hausse des taux d'intérêt en France est-elle limitée ?
- Programme commun et rôle du marché.

- 27-31. LE XXVII^e SIEGE (Salon international de la communication et de l'organisation de bureau)
- 32. SPORTS
 - MOTOCYCLISME : le Bol d'Or du Mans.
 - ATHLETISME : le meeting du Stade français.
- 33-35. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : triomphe de l'opéra au concours de Chertres.
 - CINEMA : images clandestines du Chili.
- 44-46. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - CONFLITS ET REVENDICATIONS : la grève continue à La Hague.

LIRE EGAGEMENT

- RADIO-TELEVISION (33)
- Annonces classées (36 à 44) : Aujourd'hui (19) ; Carrefour (30) ; « Journal officiel » (19) ; Micrologie (19) ; Mots croisés (19) ; Source (47).

PRIX SPECIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements,

PRIX EXCEPTIONNELS SUR DE TRES NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT
VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, TAPISSERIES, SATINS, ETC.

NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS "COUTURE"
AUTOMNE-HIVER 1976-77

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A B C D F G H

REÇUE PAR M. RAYMOND BARRE

L'UNAF est prête à discuter d'une réforme profonde de la Sécurité sociale

Le premier ministre a reçu, ce lundi 20 septembre au matin, une délégation de l'Union nationale des associations familiales, conduite par son président, M. Roger Burel. Évoquant les mesures de redressement financier qui vont être annoncées cette semaine, le président de l'UNAF a déclaré :

« Le premier ministre annonce un certain nombre de mesures économiques et sociales qui seront certainement saines : nous nous y attendons tous. Mais il verra à ce que les plus vulnérables aux effets de l'inflation (familles nombreuses, mères de familles seules avec enfants à charge, personnes âgées) ne soient pas les premiers atteints par les mesures attendues. »

Au cours de la conversation, l'UNAF a exposé son désir de voir se développer une politique familiale globale, telle que le président de la République l'a annoncée le 12 juin dernier lors du trentième

anniversaire de l'UNAF. Elle a exprimé le souhait que cette politique « se développe dans la concertation ». Sur ce point, le comité consultatif de la famille (qui n'a pas siégé régulièrement ces dernières semaines) va se réunir normalement, et la délégation a reçu l'assurance d'être consultée sur tous les problèmes relatifs à la vie de la famille avant qu'il sera nécessaire de le faire.

Le ministre du travail, M. Christian Benalla, assistait à l'entretien. Lorsqu'il a été question de la Sécurité sociale, la délégation de l'UNAF a souligné qu'à son avis on ne pouvait redresser la situation par des mesures conjoncturelles et qu'il faudrait recourir à des mesures profondes et à des mesures structurelles. L'UNAF n'est pas opposée à un tel débat. Elle souhaite y être associée, et aussi bien du côté du travail que du côté de la Sécurité sociale, qu'elle sera consultée lorsque des mesures seront préparées.

< Augmenter inlassablement les cotisations serait une solution impossible > déclare le ministre du travail

Dans une déclaration faite dimanche 19 septembre à TF1, M. Christian Benalla, ministre du travail, indique qu'« augmenter, année après année, les cotisations de Sécurité sociale serait une solution impossible au problème que pose un déficit qui pourrait, en 1977, se situer entre 15 et 16 milliards de francs ».

« La vraie solution, a poursuivi le ministre, consiste à réfléchir sérieusement aux mesures qu'il faut prendre pour maîtriser ce système. C'est l'affaire de tous les Français et elle nécessite l'adhésion de tous les Français. Pour obtenir cette adhésion, il faut que les Français soient informés, les uns par les autres, les autres par les médias, les uns par les autres, les autres par les médias, les uns par les autres, les autres par les médias... »

en 1976 — 4 milliards de francs à trouver. — M. Christian Benalla a précisé qu'il proposera « aux cotisations de Sécurité sociale, les cotisations de Sécurité sociale, les cotisations de Sécurité sociale, les cotisations de Sécurité sociale... »

Interrogé sur les « charges induites », supportées par la Sécurité sociale au lieu de l'être par l'Etat, M. Christian Benalla a noté que la différence entre les charges supportées par l'Etat et celles supportées par la Sécurité sociale était inférieure à 1 % et que « le vrai problème n'était pas là ».

Des déclarations du ministre du travail, qui n'exclut pas une augmentation modérée des cotisations mais entend engager surtout la lutte en faveur d'une maîtrise des dépenses, laissent supposer que le prochain conseil des ministres ne règlera pas en fond le problème de la Sécurité sociale. Seules des mesures partielles seraient prises pour les années 1976 et 1977. Un relèvement éventuel des cotisations en 1977 serait examiné plus tard, dans les « tout prochains mois ».

Le procès du Dr Stern*

Mardi 21, mercredi 22 et jeudi 23 septembre dans

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN

Les grands moments d'un procès « exemplaire » intenté à un médecin soviétique coupable d'être juif

« Le Quotidien du Médecin » 10, rue Saint-Antoine Paris IV^e, 278 33 21 (en vente par abonnement)

* A paraître cette semaine chez Gallimard : « Un procès ordinaire en U.R.S.S. » (transcription de l'enregistrement du procès du Dr Mikhail Stern à Vinnitsa) ;

A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

HP-25

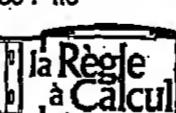
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchement-fonctions trig, log, deg, rad, grad, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications, 980 F ttc

HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad, 480 F ttc

HP-22

calculateur universel - scientifique, statisticien, économiste - y, Z, A, droite de tendance - amortissements, annuités, 780 F ttc



65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.
Tél. : 033 02 63 03 34 61
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

M. GISCARD D'ESTAING A LA TELEVISION LE 29 SEPTEMBRE

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué que le président de la République « s'adresserait aux Français mercredi 29 septembre, à la télévision, sur le thème : la politique générale de la France ».

LA SPECULATION REPREND CONTRE LA LIVRE STERLING

La spéculation persistante vis-à-vis de la livre sterling s'est traduite lundi matin par une vague de nouvelles ventes spéculatives, qui ont eu pour effet, dans les premières heures de la matinée de faire tomber le cours de 3,73 à 3,7180 dollar, ce qui correspond à Paris à un cours de 8,46 francs pour 1 livre sterling. C'est en faveur du deutschemark que les opérateurs se dégageaient de leurs positions en sterling.

M. JEAN BARATTE DEVIENT PRESIDENT DU DIRECTOIRE DES AUTOMOBILES PEUGEOT

M. Jean Baratte, directeur général et membre du directoire de la société des Automobiles Peugeot, a été nommé, ce lundi 20 septembre, par le conseil de surveillance de la société, président du directoire. Il remplace M. Francis Rougé, décédé le 4 juillet 1976.

La nomination de M. Baratte, chargé au sein du directoire des questions administratives, financières, était attendue. Il assurait déjà depuis trois mois l'essentiel des tâches précédemment assumées par M. Rougé. Le conseil de surveillance a également « complété » le directoire, composé de M. Baratte et de M. Xavier Karcher, en faisant rentrer deux nouveaux membres : M. Jean Bouillot, directeur commercial, et M. François Perrin-Pelletier, directeur des participations industrielles.

(Né le 18 août 1920 à Nanilly-sur-Seine, M. Jean Baratte est docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Entré à la société des Automobiles Peugeot en 1941 en tant que secrétaire général, puis, en 1973, membre du directoire et directeur général adjoint. Il est depuis 1975 directeur général des Automobiles Peugeot et, depuis 1974, administrateur de la société des usines Chausson.)

NOUVELLES BRÈVES

● Le maréchal Dmitri Ouztchakov, ministre soviétique de la défense, regagné Moscou, dimanche 19 septembre, à l'issue d'une visite en Pologne au cours de laquelle il a assisté aux manœuvres des forces du pacte de Varsovie à Boudziej 76. M. Ouztchakov a été décoré de la croix de Grunwald, la plus haute distinction militaire polonaise. (A.F.P.)

● L'ambassade du Maroc à Paris demandait formellement une information diffusée par l'agence espagnole Pyresa, selon laquelle le roi Hassan II serait « très malade ». Cette information, recueillie à El-Afrou, au Sahara occidental, a été reproduite en première page, samedi 18 septembre, par le quotidien madrilène *Arriba*, organe du « Mouvement » franquiste.

● La Société protectrice des animaux s'insurgeait, dans un communiqué, des nouvelles mesures de lutte contre la rage résultant du décret du 4 septembre. Elle estime, notamment, que les dispositions prévoyant l'abattage des chiens errants dans les quarante-huit heures et des chats sur le champ de sauterie, être injustifiées. Elle recommande aux propriétaires de doter leurs bêtes de colliers d'identification, d'une médaille de la S.P.A. et de les faire vacciner.

APRÈS LES ÉLECTIONS EN SUÈDE

M. PONTILLON (P.S.) : l'expansion capitaliste exclut la transformation des structures sociales.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du parti socialiste, responsable des relations internationales, a déclaré, lundi 20 septembre :

« Nous raisonnons l'après des socialistes-démocrates suédois comme une défaite sérieuse. Sérieuse pour l'avenir de la Suède, sérieuse pour le socialisme européen. (...) Les classes moyennes ont déserté le parti ouvrier pour voter conservateur. Cet échec porte enseignement. Il démontre qu'il n'est pas possible, durablement, de séparer le pouvoir politique du pouvoir économique et que l'expansion capitaliste exclut la transformation en profondeur des structures sociales. Depuis vingt ans, le mouvement des structures capitalistes de la société suédoise fait obstacle au développement entrepris par le parti social-démocrate de la démocratie industrielle et de l'égalisation des chances. »

M. SCHUMANN : pas de « danse du scalp ».

M. Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères, sénateur apparenté U.D.R., a déclaré, lundi 20 septembre :

« Je n'ai jamais souhaité qu'un « modèle » étranger fût importé en France. Je n'en suis que plus fier pour refuser aujourd'hui d'entrer dans la « danse du scalp » autour d'Olof Palme, un des connaisseurs les plus avertis de notre langue et de notre culture. Cette condition fondamentale est remplie en Suède. Elle a bien de la chance. »

LA FONDATION BRIGITTE-BARDOT CESSÉ D'EXISTER

La Fondation Brigitte-Bardot, consacrée à la protection des animaux et de la nature, cesse d'exister, annonce la comédienne dans un texte rendu public ce lundi 20 septembre.

« La complexité et la multiplicité des problèmes concernant la défense des animaux, l'abandon des manifestations de générosité des Français qui ont répondu à mon cri d'alarme, font que, par conséquent, la Fondation Brigitte-Bardot cesse d'exister. En effet, dans mon esprit, ce devait être la réunion de toutes les bonnes volontés en faveur d'un but unique. Or l'abandon des coursiers, l'ampleur des problèmes posés, nécessitent une véritable gestion et une structure administrative qui ne peuvent être assurées par des bénévoles, et je ne puis pas que l'argent reçu serve à payer des bureaux. »

[Créée le 16 juin dernier, la Fondation Brigitte-Bardot avait pour objet premier de dénoncer toutes les formes d'abus ou d'oppression dont sont victimes les animaux. Ses premières campagnes devaient consister, dans quelques jours, dirigées notamment contre l'utilisation de la fourrure pour les manteaux et contre le massacre des bêtes phoques.]

● La Société protectrice des animaux s'insurgeait, dans un communiqué, des nouvelles mesures de lutte contre la rage résultant du décret du 4 septembre. Elle estime, notamment, que les dispositions prévoyant l'abattage des chiens errants dans les quarante-huit heures et des chats sur le champ de sauterie, être injustifiées. Elle recommande aux propriétaires de doter leurs bêtes de colliers d'identification, d'une médaille de la S.P.A. et de les faire vacciner.

M. JEAN-CLAUDE COLLI (rad.) : la social-démocratie n'a pas été condamnée.

M. Jean-Claude Colli, vice-président du parti radical, a déclaré, lundi 20 septembre, au nom de sa formation :

« En décidant de changer de majorité, les électeurs suédois n'ont pas condamné la social-démocratie, mais ils l'ont réaffirmée et ils ont manifesté leur volonté de la protéger contre un glissement vers des solutions de programme commun. »

« Il ne faut pas, naturellement, sous-estimer les multiples raisons circonstanciées de l'échec électoral de M. Olof Palme : usure d'un pouvoir prolongé, élection de la campagne contre les centrales nucléaires, échec récent de l'administration fiscale. Mais ce qui apparaît, au-delà des circonstances, c'est bien la volonté de continuer à bénéficier d'une société à la fois socialiste et libérale. Le parti social-démocrate, débordé par ses cadres ses doctrines, avait laissé dériver l'administration fiscale vers l'expression de l'initiative, la pression vers l'interventionnisme bureaucratique. Enfin et surtout, les projets prêtés à M. Palme d'empêcher désormais un programme de nationalisations indirectes annonçaient une mutation historique après quarante-quatre ans vers une socialisation progressive de l'économie. Les Suédois l'ont refusée pour la Suède. »

A Malte

LES RÉSULTATS PARTIELS DES ÉLECTIONS LAISSENT PRÉVOIR UN SUCCÈS TRAVAILLISTE

La Valette (U.P.I.). — Les résultats de dix sur treize circonscriptions de Malte indiquent que les travaillistes de M. Dom Mintoff paraissent devoir se maintenir au pouvoir face aux nationalistes de M. Borg Olivier.

En fin de matinée, lundi 20 septembre, les travaillistes comptaient 37 sièges (sur 53 des voix) et les nationalistes 23 (avec 17 % des voix). Deux des circonscriptions restantes votent majoritairement par tradition, et la dernière est marginale.

Le numéro du « Monde » daté 19-20 septembre 1976 a été tiré à 524 642 exemplaires.

(Publicité)

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, destinée à la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.
- B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.
- Examens chaque année dans les principales villes de France.
- Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.
- Documentation gratuite n° 1601 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 33, rue Colonge, 92031 Paris-Levallois. Tél. : 276-81-33 (enseignement privé à distance).

COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA « OLIVOLI » produit naturel de l'Olive fraîche Garantie extraite par PREMIERE PRESSION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration

SAVON A L'HUILE D'OLIVE Végétal, naturel, parfumé aux senteurs de Provence

OLIVES DE PROVENCE Vertes ou noires en saumure fabrication artisanale Franco de port à partir de 5 kg Demandes docum. gratuite n° 9 à la Sté PROVENCALE OLEICOLE 13300 SALON-DE-PROVENCE

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale
d'avant-saison

NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle 850 F
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
23, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

Je paye 150